

COLLECTION DE MÉMOIRES, ÉTUDES ET DOCUMENTS

POUR SERVIR A

L'HISTOIRE DE LA GUERRE MONDIALE

MÉMOIRES  
DE  
**ALEXANDRE ISWOLSKY**  
ANCIEN AMBASSADEUR DE RUSSIE A PARIS  
(1906-1910)

PRÉFACE DE M. GABRIEL HANOTAUX

*de l'Académie française.*



PAYOT, PARIS  
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN.

—  
1923  
Tous droits réservés.

Les destinées des nations sont régie par les idées  
et les facteurs abstraits et psychologiques, bien  
plus que par les intérêts purement matériels.

ALEXANDRE ISWOLSKY.

## PRÉFACE

---

Ce livre est un témoignage. Au moment où paraissent ces *Mémoires de Guillaume II*, qui, par les circonstances de leur publication et par leur rédaction même, donnent une si pauvre idée du personnage, il est bon qu'une voix d'outre-tombe s'élève pour opposer le récit des faits réels aux imaginations hasardeuses et la trame des événements incontestables au tissu des affirmations adultérées.

L'Allemagne, depuis l'heure où elle s'est sentie battue, n'a eu qu'une pensée, jeter le doute sur le problème de l'agression ; elle cherche à démontrer qu'elle fut attaquée par ses adversaires et qu'elle ne lutta que pour se défendre.

L'initiative de cette « propagande » remonte, comme je l'ai établi déjà dans mon *Histoire de la Guerre*, à la conférence de Cambrai du 7 septembre 1916, quand, après Verdun et après la Somme, l'état-major allemand comprenant qu'il était battu et ayant décidé de présenter au président Wilson les premières propositions de paix, fit une tentative suprême pour obtenir la victoire par la division des Alliés ; alors

commence la grande époque de la « propagande pacifiste ».

Cette propagande, soigneusement montée, mais lourdement — à la prussienne — suivit successivement trois pistes différentes, comme si elle cherchait à tâter l'opinion pour savoir quelle serait la bonne : on accusa, d'abord, la France (avions de Nuremberg, garnisons françaises en Belgique, etc.) ; on accusa ensuite l'Angleterre (invectives de Bethmann-Hollweg, chanson « de la Haine, » etc.) ; enfin, on s'orienta définitivement vers la responsabilité de la Russie. La complaisance du parti pro-allemand à la Cour du Tzar dans les derniers mois du règne de Nicolas et la complicité des Bolchevistes qui, après avoir détruit la Russie, jetèrent au vent ses archives, permit d'embrouiller tout, d'altérer tout, de falsifier tout.

Aujourd'hui, l'opinion allemande, n'ayant de renseignements que ceux qui lui sont livrés par une presse soigneusement stylée, paraît bien avoir fait son siège : sans doute, elle ne consentira jamais à voir le procès se rouvrir devant elle dans un esprit de vérité et d'impartialité. Une légende cruellement injuste pèse sur la mémoire de l'Empereur Nicolas, — malheureux jusque dans la mort.

Mais voici le témoignage de son ministre et de son ambassadeur, Iswolsky. Je ne puis dire en quelques lignes l'intérêt de cette publication. L'œuvre reste malheureusement inachevée.

L'histoire y puisera, cependant, ses informations les plus précieuses sur la Russie de l'avant-guerre. Nulle part l'état de choses qui devait la conduire fatallement à la ruine, si la guerre se prolongeait, n'est mieux dépeint. Rapproché de la publication de

M. Paléologue, ce livre éclaire les causes de la décadence du grand empire et découvre ce fond d'anarchie qui, remontant à la surface, devait tout emporter.

Mais ce n'est pas de cela qu'il est question aujourd'hui. Il faut en revenir au problème instant, au problème des origines, ou plutôt des raisons profondes de la guerre.

L'auteur des *Mémoires*, surpris par la mort, n'a pu aborder ce chapitre qui en eût été la véritable conclusion. Lacune que rien ne pourra combler !

Cependant, la vue très intelligente, très perspicace qu'Iswolsky avait de la gravité du problème anime tout le temps son récit et le rend d'autant plus démonstratif qu'il tend moins à démontrer.

Parmi les pages sans nombre qui portent la lumière sur le problème, je ne veux signaler ici que la plus décisive, c'est le chapitre consacré au traité de Bjorkoë, arraché à l'Empereur Nicolas par l'Empereur Guillaume, et où celui-ci est pris, une fois pour toutes, la main dans le sac.

On se souvient des faits : le 23 juillet 1905, l'Empereur Guillaume vient, à bord du *Hohenzollern*, surprendre l'Empereur Nicolas qui était sur son yacht, *l'Etoile Polaire*, en rade de Bjorkoë. Avec une insistance satanique et qui ne fait que souligner l'étrange caractère de ce singulier ami et parent, l'Empereur Guillaume, poussant à l'extrême la pression intime, exercée depuis des mois, sur l'esprit influençable de l'Empereur Nicolas, lui impose, à l'insu de ses ministres et de ses conseillers, sans aucune garantie diplomatique ou constitutionnelle quelconque, un accord d'une importance capitale et dont voici le texte :

L. L. M. M. Impériales l'Empereur de toutes les Russies d'un côté, et l'Empereur d'Allemagne de l'autre côté, afin d'assurer la paix de l'Europe, se sont mis d'accord sur les points suivants du traité ci-après relatif à une alliance défensive :

*Article premier.* — Si un Etat européen quelconque attaque l'un des deux Empires, la partie alliée s'engage à aider son contractant par toutes ses forces de terre et de mer.

*Article 2.* — Les hautes parties contractantes s'engagent à ne pas conclure de paix séparée avec un ennemi quelconque.

*Article 3.* — Le présent traité entre en vigueur au moment de la conclusion de la paix entre la Russie et le Japon et doit être dénoncé avec un préavis d'un an.

*Article 4.* — Ce traité étant entré en vigueur, la Russie entreprendra les démarches nécessaires pour le faire connaître à la France et proposer à celle-ci d'y adhérer comme alliée.

NICOLAS, GUILLAUME.

Il s'agit, comme on le voit, d'un traité d'alliance, d'un traité de contre-assurance. Et ce n'est pas, en apparence du moins, dirigé contre la France, puisque l'article 4 stipule qu'il sera communiqué au gouvernement de la République et qu'on proposera à celui-ci d'y adhérer *comme allié*.

S'il n'est pas dirigé contre la France, contre qui l'est-il donc ? La réponse est trop simple : *contre l'Angleterre*.

Ainsi, dès 1905, en pleine paix, l'Empereur Guillaume cherchait des alliés *contre l'Angleterre*, ou plutôt, ainsi qu'il l'a avoué lui-même, contre l'élément anglo-saxon, en y comprenant l'Amérique. La guerre *contre l'Angleterre* était donc d'ores et déjà décidée dans son esprit. C'est le moment où, animé d'une véritable folie hystérique, il presse la construction de la flotte allemande, c'est le moment où il stimule von Tirpitz, où il refuse à l'Angleterre toute concession en

matière de construction navale, et où, enfin, tendant à son but les yeux fermés, il n'a plus qu'une seule et unique pensée : la guerre à fond et quoi qu'il arrive.

La véritable origine des événements est là : la guerre voulue, la guerre désirée, choisie, préparée, part de là ; la plus formelle de toutes les preuves résulte du fait lui-même et de la violence avec laquelle Guillaume, pour arriver à ses fins, envahit inopinément la faible volonté de Nicolas II et lui arrache ce papier qui révèle tout et qui, au fond, décide de tout. Oui, comme Guillaume l'a dit, cette guerre est un grand drame de concurrence économique ; et ce drame résulte de l'insatiable appétit allemand : « l'Europe a été prise entre deux comptoirs ».

Le grand dessein de Guillaume était donc tel ; le voilà déniché en une de ses manifestations les plus probantes et les plus laides. Il résulte, d'ailleurs, d'un autre témoignage, d'un témoignage qu'il ne peut être question de désavouer, celui du ministre de Guillaume, le prince de Bülow, dans son livre de la *Politique allemande* publié si inconsidérément à la veille des événements : la « politique mondiale » conduisait fatallement à la « guerre mondiale », c'est-à-dire à la guerre contre l'Angleterre. L'incident de Bjorkoë jette sur l'ensemble une clarté éblouissante. Guillaume II a voulu cela.

Comment l'engagement fut inopérant, comment il fut rompu par Nicolas lui-même, comment la Russie avertie se mit sur ses gardes, comment les autres puissances européennes, sentant venir l'orage, se rapprochèrent et cherchèrent à parer au péril croissant, ce sont là des développements qu'il faut suivre

dans le récit des *Mémoires*. Chaque trait porte et fait balle.

L'empereur Guillaume, une fois découvert, multipliait les manifestations incandescentes. De telles fautes sont de celles qu'on ne se pardonne pas à soi-même ; il vécut, désormais, dans la hantise de « l'encerclement », lui qui avait voulu encercler militairement et politiquement son concurrent économique. (Comme s'il n'y avait pas de place sur la terre pour tout le monde !)

Emphatique et verbeux, il parlait, il parlait pour avoir le dernier mot ; il parlait tout haut et à tout bout de champ de son « épée aiguisée », de son « gantlet de fer ». Cependant, il poussait à outrance ses armements navals et terrestres. Il était devenu l'angoisse et la terreur du monde : chacun prenait ses précautions et se garait d'avance de la tempête. Lui, enivré de ses propres paroles, ne doutait pas qu'il n'eût raison à la fois de tous ceux que la crainte qu'il inspirait coalisait contre lui. Il bravait l'univers : il allait à Tanger ; il annonçait sa volonté d'envahir le Danemark ; il pressait la construction du chemin de fer de Bagdad ; il engageait un conflit avec l'Angleterre au Golfe Persique ; il négociait des alliances militaires avec la Bulgarie, avec la Turquie, etc. Tout cela finit par créer autour de lui une disposition morale d'une telle force que les incidents de la dernière heure ne sont que la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

L'empereur Guillaume a voulu cette guerre pendant des années ; il la cherchait partout : *ce fut sa guerre*. Et le peuple allemand qui l'accepta d'un cœur joyeux et suivit un tel maître, l'a voulue avec lui. Les autres pays de l'Europe l'ont subie ; la Belgique

envahie amenait fatallement l'intervention de l'Angleterre. Telle est la marche logique des choses, leur développement préparé et prévu. Contre cette vérité rien ne prévaudra jamais.

Ce livre est donc un nouveau et formidable témoignage ; qu'on le lise avec une attention grave. L'homme d'Etat qui l'a laissé à la postérité est mort, mais non sans secouer de ses épaules la responsabilité dont une propagande insidieuse avait prétendu l'accabler.

G. HANOTAUX,  
de l'Académie française.

## AVANT-PROPOS

---

*Les Mémoires d'Alexandre Iswolsky* est une œuvre qui malheureusement est restée inachevée et qui est loin d'avoir toute l'ampleur que l'auteur voulait lui donner.

En voici l'histoire.

Lorsque mon père quitta l'hôtel de la rue Grenelle pour venir s'installer à Biarritz, il emportait avec lui le projet d'un grand ouvrage qui devait réunir en plusieurs volumes les souvenirs de sa carrière diplomatique. Cette carrière s'étend sur un grand nombre d'années. Élève du Lycée Impérial de Saint-Pétersbourg qui jadis avait abrité le poète Pouchkine et le Chancelier Gortchakoff, mon père entraît à l'âge de dix-neuf ans au Ministère des Affaires Étrangères. Trois ans plus tard, il était envoyé en Roumélie Orientale en qualité de Secrétaire de la Commission Internationale de Philippopolis. Ce premier contact avec la question d'Orient devait avoir une grande influence sur son activité future, et, tout en l'éloignant de la Chancellerie du Ministère, il lui donna le goût du travail pratique et personnel. Puis il fit des stages à Bucarest et à Washington et fut de bonne heure distingué par ses chefs. C'est à ce très jeune diplomate que fut confiée la mission délicate entre toutes, de renouer les relations diplomatiques entre la Russie et le Vatican. Une visite officieuse auprès du Pape Léon XIII s'imposait. Mon père partit pour Rome, où il devait séjourner pendant dix ans. Favorablement accueilli par le Souverain Pontife et par le Cardinal Rampolla, il sut

gagner non seulement leur confiance, mais encore leur amitié personnelle. Les résultats heureux de cette mission lui valurent bientôt le poste de Ministre Résident auprès du Vatican. Il fut ensuite Ministre à Belgrade, Munich, Tokio et Copenhague. En 1906, il reçut le portefeuille de Ministre des Affaires Étrangères ; on était au lendemain de la première révolution russe, et la tâche qu'il acceptait était des plus lourdes, voire des plus périlleuses. Il occupait ce poste au moment de l'affaire de la Bosnie et de l'Herzégovine, et il sut éviter une rupture imminente entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. L'activité de mon père au Ministère fut dirigée notamment vers un rapprochement avec l'Angleterre et le Japon, rapprochement dont il eut la satisfaction de recueillir les fruits au jour de la grande guerre.

Un différend avec M. Stolypine, Président du Conseil, au sujet de la politique nationaliste de celui-ci en Finlande, provoqua la démission de mon père et sa nomination à Paris ; il y demeura aux jours de la guerre et jusqu'en été 1917.

L'œuvre que mon père avait conçue devait embrasser sinon l'ensemble de cette longue carrière, tout au moins la période la plus significative, la plus riche aussi en expériences et en enseignements, c'est-à-dire son passage au Ministère et son Ambassade à Paris, où ses sympathies françaises s'étaient affirmées de jour en jour et avaient suivi la France à travers les heures inoubliables de 1914.

Mon père quitta Paris au lendemain de la Révolution russe, à la veille de l'entrée en scène de Lénine. L'horizon russe était sombre et angoissant ; bientôt il devenait tragique. Mon père allait traverser les heures les plus amères de sa vie devant le spectacle d'une patrie effondrée, souillée par l'anarchie et le carnage. On comprend quelle consolation il devait tirer de cet ouvrage auquel il allait consacrer ses loisirs, grâce auquel il pouvait revivre l'œuvre de sa vie ; cette œuvre, éclairée par le présent, analysée dans le calme et le recueillement de sa maison de campagne, appartenait déjà au domaine de l'histoire et ne cessait d'être d'une puissante actualité. Quelle satisfaction et quel réconfort, pour celui qui écrivait, de pouvoir mesurer ainsi la tâche accomplie et de se

dire qu'il avait jusqu'au dernier moment défendu la thèse d'une Russie loyale, fidèle à ses engagements, forte par l'ordre et le droit, dressée contre l'ennemi commun dont il avait de longue date prévu et combattu les machinations.

Mais le souvenir de cette activité passée ne lui suffisait point. Il espérait pouvoir encore une fois servir cette patrie, qu'il aimait tout en la jugeant sévèrement. Son oisiveté, même apparente, commençait à lui peser. A peine les hommes politiques russes s'étaient-ils ressaisis, pour former à l'étranger un groupement nouveau afin de reprendre la lutte et défendre la bonne cause, que mon père repartait à son tour pour Paris, entrait en relations avec ses compatriotes et se remettait à la tâche. Oublieux des anciennes querelles politiques, il cherchait l'union sacrée de tous les éléments loyaux et énergiques russes échoués en France ; il espérait grouper des intelligences actives et saines, et non des opinions politiques. Aucun pessimisme ne le laissait abattre ; déjà il avait effacé toute l'amertume du présent, pour ne penser qu'à l'avenir et reconstruire sur des ruines l'édifice qu'il avait vu crouler. Cette activité, à laquelle il voulait consacrer toute son expérience de diplomate et toute son ardeur de patriote, ne devait durer que quelques mois. Bientôt la santé de mon père s'altéra de façon à lui interdire tout travail. Il se défendit contre son mal avec toute l'énergie qui lui était propre. Nous le voyions quitter sa chambre de malade, pour se rendre aux diverses séances organisées par les hommes politiques russes ; même après son entrée à la clinique et à la veille d'une très grave opération, il paraissait encore à ces séances, si bien que ceux qui l'y virent ne purent longtemps croire à son état désespéré. Sa mort devait les consterner.

Cette fin à laquelle nous nous attendions si peu emportait mon père à 63 ans, en pleine activité, et coupait court à une existence pleine d'une force et d'un courage, qui étaient loin d'être épuisés. Ce n'était pas seulement un chef de famille qui nous quittait, c'était aussi une magnifique intelligence qui s'en allait à l'heure où tous nous ressentions le besoin intense d'une expérience clairvoyante pour nous guider dans le chaos d'une catastrophe mondiale. Cette perte était d'autant plus irréparable que mon père n'avait pas dit son dernier mot : ses

## AVANT-PROPOS

mémoires demeuraient inachevés ; il n'avait laissé aucune note qui aurait permis de reconstituer le plan de son ouvrage ; au cours de sa maladie, il avait corrigé huit chapitres sur neuf écrits à Biarritz et dont une partie devait paraître dans la *Revue des deux Mondes*. Nous avons recueilli pieusement ces pages, et, sachant son vif désir de les faire connaître au public français, nous les avons réunies dans le présent volume sous le titre qu'il avait lui-même choisi. Ouvrage incomplet, hélas ! souvenirs inscrits au hasard de l'inspiration pendant ses quelques mois de vacances à Biarritz : voilà tout ce qui demeure pour témoigner de la vie d'un des diplomates les plus éminents, d'un des esprits les plus puissants de la Russie d'hier.

Dans ces neuf chapitres que nous avons entre les mains, l'auteur s'était tout spécialement occupé de la politique intérieure russe ; il avait à peine eu le temps de toucher aux questions de politique extérieure. Certes, nous avons à déployer le sort qui nous a privés des pages qui allaient suivre ! Cependant les *Mémoires*, tels qu'ils sont, suffisent à élucider bien des coins obscurs de la vie russe sous l'ancien régime au point de vue de la politique intérieure aussi bien qu'extérieure. Les influences qui guidaient l'Empereur, les fautes commises par ses ministres, l'inquiétude politique qui grondait au fond des consciences, on sait combien tout cela a lourdement pesé sur les destinées de la Russie, prise non seulement comme entité nationale, mais encore comme facteur international.

Les *Mémoires* en disent long sur l'instabilité et la fluctuation des institutions russes, sur les agissements subtils et complexes des ministres, sur le jeu des passions politiques qui sans cesse venait troubler toute évolution rationnelle vers le progrès. On comprend les difficultés qu'un diplomate ou un homme d'État russe trouvait sur son chemin. Un véritable jeu de patience et de force s'imposait à celui dont la politique voulait atteindre la stabilité, la sécurité, une véritable envergure. Quelle tâche épuisante que cette lutte continue avec des éléments équivoques, superstitieux ou ignorants !

## AVANT-PROPOS

Mon père appartient à cette catégorie d'hommes patients et convaincus qui ont voulu, envers et contre tout, préserver en Russie une politique intérieure libérale et juste, une politique extérieure courageuse et loyale. Ses *Mémoires* en demeurent un témoignage éclatant. Même leur caractère incomplet et quelque peu disparate s'efface lorsque l'on considère de plus près les pensées essentielles qui ont dominé ces pages, et qui leur donnent l'unité essentielle, la seule qui compte après tout : l'unité de tendance. C'est bien, en effet, ces deux idées de loyauté et de libéralisme qui ont présidé à cette longue carrière. Tandis que l'Allemagne tendait ses pièges et que Guillaume essayait à toute force d'agir par persuasion, voire par fascination, sur le malheureux Nicolas II, mon père gardait son attention fixée sur la France et l'Angleterre dont il admirait autant les institutions politiques que les traditions de culture. Tout l'attirait vers ces deux pays qu'il avait aimés dès sa jeunesse ; la modération et la sagesse d'outre-Manche, la clarté et la précision de l'esprit latin, étaient les meilleures disciplines de cette intelligence slave. De là, cette répugnance au « slavophilisme » à outrance que le lecteur trouvera dans ces pages. Pour être grande et forte, la Russie devait demeurer intimement liée à ses deux grandes sœurs d'Occident.

Quant à la politique intérieure, mon père avait adopté les idées de modération, d'ordre et de justice, qui en firent l'ennemi résolu de tout régime de violence. Despotisme blanc, despotisme rouge, lui faisaient également horreur. Une grande tolérance politique et religieuse lui inspirait le souci d'observer en toute circonstance une absolue impartialité. Une politique de force vis-à-vis des populations allogènes de la Russie lui paraissait non seulement la négation des sentiments de justice et d'humanité, mais encore une lourde faute d'administration. L'obstination que mettaient les éléments réactionnaires à ignorer les aspirations légitimes de la nation ne cessait de l'impatienter. Une constitution largement et sagement octroyée, la décentralisation, le développement des *Zemstvos*, l'encouragement de l'industrie rurale sur des bases techniques, tel devait être à ses yeux le programme rationnel de la Russie. Les événements devaient bientôt justifier sa clairvoyance et confirmer ses appréhensions que la Russie ne sau-

rait supporter indéfiniment une tutelle oppressive et maladroite et que le jour de l'éveil national serait ensanglanté dès l'aube, s'il ne se produisait pas dans des circonstances normales. A travers toute son activité et aux heures les plus sombres et les plus inquiétantes, comme aux jours de ses succès diplomatiques, mon père demeura profondément idéaliste. La guerre et ses enseignements n'avaient fait que développer cette tendance, que le spectacle de la France en plein vol d'héroïsme avait encore exaltée. L'attitude de l'Angleterre dont il avait recherché l'alliance, l'intervention de l'Amérique, l'effondrement du militarisme allemand dont il n'avait cessé de dénoncer le bluff, tout cela lui permit d'affirmer avec confiance « que les destinées des nations sont régies par les idées et les facteurs psychologiques bien plus que par les intérêts purement matériels. »

Cette phrase, inscrite à l'heure où son pays traversait la plus tragique des épreuves et où sa propre destinée était pleine d'incertitude et d'angoisse, montre un esprit d'élite qui sait conserver, au milieu des plus grandes luttes et des plus profonds bouleversements, une sérénité supérieure, une véritable sagesse politique, un parfait équilibre, autant intellectuel que moral.

Ceux qui liront ces pages y trouveront non seulement un document historique de la première importance, mais encore un document de probité et d'impartialité qui fait honneur à la diplomatie d'hier trop souvent décriée et qui pourra fournir des enseignements précieux à la diplomatie de demain.

HELÈNE ISWOLSKY.

## MÉMOIRES

DE

# ALEXANDRE ISWOLSKY

---

## I

### DÉBUTS DANS LA DIPLOMATIE

Ma nomination au poste de Ministre des Affaires Étrangères eut lieu au mois de mai 1906 et coïncida avec l'ouverture de la première Douma. J'étais diplomate de carrière, et, depuis mon entrée au service de l'État, je ne m'étais occupé que de politique extérieure. Mais, au mois d'octobre de l'année précédente, des circonstances particulières m'avaient amené à prendre une part active aux événements intérieurs qui se passaient dans mon pays, et ce fait n'était pas resté sans influence sur la décision de l'Empereur Nicolas de me confier la direction des affaires extérieures de la Russie.

Voici quelles avaient été ces circonstances :

J'étais, à cette époque, Ministre Plénipotentiaire à Copenhague où j'avais été transféré de Tokio en 1903, environ un an avant le commencement de la guerre russo-japonaise. Ce poste était généralement très convoité par les diplomates à cause de la proche parenté de la Famille Royale Danoise avec plusieurs Cours Européennes et des

longs et fréquents séjours que faisaient à Copenhague l'Empereur de Russie et le Roi d'Angleterre. L'Empereur d'Allemagne aimait aussi y faire de fréquentes et brusques apparitions ; aux époques de ces visites, la capitale danoise devenait un centre animé d'activité diplomatique, ce qui mettait particulièrement en évidence les Ministres qui y étaient accrédités.

Deux de mes prédécesseurs, le baron de Mohrenheim et le Comte de Benckendorff, avaient échangé ce poste contre des ambassades de premier rang ; un troisième, le Comte Mouravieff, homme de capacités plus que médiocres, mais qui avait su se rendre personnellement agréable à l'Empereur Nicolas, avait quitté cette légation pour devenir Ministre des Affaires Étrangères.

Depuis la mort de l'Empereur Alexandre III et, surtout après celle de la Reine Louise, surnommée « la belle-mère de l'Europe », Copenhague avait quelque peu perdu de son importance ; mais c'était encore un très bon « poste d'observation », et, de temps en temps, quoique à des intervalles plus espacés, la visite de l'un ou de l'autre des souverains apparentés lui rendait son caractère d'autrefois. C'est au cours d'un séjour qu'y fit le roi Édouard, que j'eus l'occasion, dans de longs entretiens avec le souverain anglais, de jeter les bases de l'accord conclu en 1907 entre la Russie et l'Angleterre et qui eut une si grande influence sur le cours des événements en Europe.

Personnellement, cependant, j'avais tout lieu de considérer ma nomination à Copenhague comme le résultat d'une demi-disgrâce ; à Tokio, je m'étais montré adversaire résolu de la politique « forte » adoptée par la Russie à l'égard du Japon sous l'inspiration d'une coterie irresponsable qui avait acquis une grande influence sur l'Empereur.

En ma qualité de représentant à Tokio, j'avais recommandé avec insistance une attitude conciliante envers le Japon et une entente avec ce pays au sujet des questions brûlantes de Mandchourie et de Corée. Mes efforts dans ce sens avaient abouti à l'envoi en Europe du célèbre Marquis Ito dans le but de tenter un rapprochement entre la Russie et le Japon. Cette mission, si elle avait réussi, aurait pu changer le cours des événements et empêcher la guerre ; l'accueil inattentif fait à l'homme d'Etat japonais à Saint-Pétersbourg et les réponses dilatoires qui lui furent données par le Gouvernement russe, la firent malheureusement échouer. L'habile Ministre du Japon à Londres en profita pour hâter la conclusion de l'alliance anglo-japonaise.

Convaincu, dès ce moment, que l'attitude adoptée par l'Empereur Nicolas, sous l'influence de M. Bézobrazoff et des amiraux Abaza et Alexeieff, conduisait fatallement à la guerre, et ne voulant pas me faire l'instrument d'une pareille politique, je demandai à retourner en Europe. À mon arrivée à Saint-Pétersbourg, je fus reçu très froidement par l'Empereur, et les avis que je tentai de donner sur les affaires d'Extrême-Orient et sur nos relations avec le Japon furent systématiquement écartés. Il y avait, d'ailleurs, pour expliquer cet accueil, encore d'autres raisons : J'avais à la Cour de Tsarskoë-Sélo la réputation d'être « libéral » et de sympathiser avec le mouvement qui se faisait déjà à cette époque puissamment sentir en Russie dans le sens d'une réforme constitutionnelle, ce qui ne pouvait guère disposer en ma faveur l'Empereur Nicolas et, surtout, l'Impératrice régnante ; celle-ci, dès alors, se distinguait par des tendances réactionnaires, et, quoique elle n'eût pas encore acquis sur les affaires l'influence qui se manifesta avec tant de force dans les dernières années de la Monarchie, elle contribua certainement à m'éloigner

des conseils de l'Empereur ; dans ces conditions, il me restait assez peu de chances d'obtenir un poste diplomatique de quelque importance ; d'autre part, l'Impératrice douairière, fille du Roi Christian IX, me témoignait une bienveillance particulière, à cause, surtout, de son amitié pour ma femme laquelle avait, pour ainsi dire, grandi sous ses yeux. (Ma femme était la fille du Comte Charles Toll, fils du célèbre général de ce nom, et pendant de longues années Ministre de Russie à Copenhague). L'Empereur, par déférence pour sa Mère, ne nommait jamais un Ministre à Copenhague sans la consulter sur le choix du titulaire ; ce fut conformément à son désir que je reçus ce poste, sans doute très honorifique, mais qui, surtout dans mon cas et vu les circonstances, était dénué de toute importance politique.

A mesure, cependant, que les douloureuses pérégrinations de la guerre russo-japonaise infligeaient de cruelles déceptions à l'Empereur, celui-ci semblait enclin à rendre justice à ma clairvoyance et à vouloir me confier un rôle plus actif. Vers la fin de la campagne, il me fit aviser de son intention de me nommer au poste d'Ambassadeur à Berlin qui devait être prochainement rendu vacant par la retraite du vieux Comte Osten-Saken. J'ai su plus tard que, en attendant, l'Empereur avait en vue de mettre à profit la connaissance spéciale que j'avais des affaires japonaises : à la suite de la médiation du Président Roosevelt, des négociations allaient s'ouvrir à Portsmouth, pour la conclusion de la paix ; l'Empereur avait longtemps hésité sur le choix de son plénipotentiaire ; ce poste avait été offert d'abord à M. Nelidow, Ambassadeur à Paris, puis à M. Mouravieff, Ambassadeur à Rome. Tous les deux avaient refusé, alléguant : l'un, son incompétence dans les affaires d'Extrême-Orient ; l'autre, l'état de sa santé. Il paraît que, après ces

refus, l'Empereur avait fixé son choix sur ma personne et que, pendant 48 heures, j'avais été considéré à Saint-Pétersbourg comme le chef de la mission qui devait se rendre en Amérique ; mais ma candidature fut énergiquement combattue par le Ministre des Affaires Étrangères, Comte Lamsdorff : celui-ci soutenait celle de M. Witte, avec lequel il était intimement lié, tant personnellement, qu'au point de vue politique. Or, la candidature de M. Witte était particulièrement peu agréable à l'Empereur qui avait pour le célèbre homme d'État une aversion et une méfiance qui ne se sont jamais modifiées, alors même que, plus tard, il l'appelait aux plus hautes fonctions dans l'Empire. Quant à moi, j'étais dans la plus complète ignorance de ces vicissitudes ; depuis le commencement de la guerre, je m'étais imposé pour règle de ne jamais toucher, dans mes dépêches, à des sujets étrangers à ma compétence directe, et de n'offrir au Gouvernement aucun conseil concernant les événements en cours ; néanmoins, persuadé de l'énorme importance qu'aurait pour la réussite des négociations le choix du négociateur, je me décidai à sortir de ma réserve, et j'écrivis au Comte Lamsdorff une lettre dans laquelle j'exprimai avec la plus grande énergie la conviction que M. Witte était le seul homme d'État russe capable de mener à bonne fin cette tâche écrasante. Ma conviction était basée sur la connaissance que j'avais du prestige exceptionnel dont M. Witte jouissait au Japon et des vives sympathies qu'on y avait pour sa personne par suite du rôle qu'il avait joué dans la période d'avant-guerre. Ma lettre arriva à Saint-Pétersbourg au moment même où le Comte Lamsdorff cherchait des arguments pour faire triompher la candidature du Comte Witte, et, comme il me l'a raconté plus tard lui-même, elle laida à vaincre la résistance de l'Empereur.

M. Witte partit pour l'Amérique, et l'on sait avec quel talent consommé, je dirai presque avec quel génie, il s'acquitta de sa mission. L'Empereur, en cédant aux instances du Comte Lamsdorff, avait voulu me nommer deuxième plénipotentiaire, mais M. Witte nourrissait à cette époque contre moi de fortes préventions, et il insista pour que ce rôle fût confié à mon successeur au Japon, le Baron Rosen, qu'il considérait comme devant être plus docile à sa volonté. Quoiqu'il en soit, non seulement je ne regrette pas un moment d'être intervenu en faveur du choix de M. Witte, mais j'ai la conviction que, si mon intervention a réellement contribué à ce choix, j'ai rendu à mon pays un véritable service ; on sait que l'opinion publique russe a été très peu reconnaissante à M. Witte de l'œuvre remarquable accomplie par lui à Portsmouth ; en ceci, comme sous d'autres rapports, ses compatriotes et contemporains se sont montrés fort peu justes à son égard ; personnellement, je n'ai jamais eu de relations intimes avec M. Witte, et même je devais combattre énergiquement certaines de ses conceptions dans le domaine de la politique extérieure ; mais je remplis un devoir de conscience en rendant ici hommage à ce qu'il a fait à Portsmouth ; ni moi, ni aucun autre diplomate de carrière, n'aurait pu le faire ; il a fallu tout le prestige personnel de cette énergique figure de *self-made man*, pour impressionner le grand public de la démocratie américaine et assurer au plénipotentiaire russe, malgré les revers subis par la Russie, une prédominance morale sur les représentants de la partie adverse ; une des causes de cette prédominance a été la grande habileté avec laquelle M. Witte a su se servir de la presse, tant en Amérique qu'en Angleterre, grâce au concours dévoué et intelligent qui lui fut prêté par le correspondant du *Daily Telegraph*, le Dr E.-J. Dillon.

Ce publiciste, d'un talent remarquable, était étroitement et de longue date lié avec M. Witte et jouissait de toute sa confiance ; il l'accompagna en Amérique, et je n'hésite pas à lui attribuer une large part dans le succès obtenu par le plénipotentiaire russe, grâce à la manière supérieure dont il sut manier la presse anglo-américaine.

Pendant la durée des négociations qui se poursuivirent à Portsmouth, je restai éloigné de toute participation à la politique active ; mais, un peu plus tard, au mois d'octobre 1906, je fus brusquement poussé sur une scène qui, jusque-là, m'avait été peu familière, — celle de la politique intérieure, — et mis, sur ce terrain, en contact direct avec l'Empereur Nicolas et avec les principaux acteurs du drame qui se jouait à ce moment dans mon pays.

La Russie traversait à cette époque une crise intérieure redoutable. Le mouvement révolutionnaire qui avait suivi les revers de l'armée russe en Mandchourie aboutissait à une grève générale qui, non seulement arrêtait tout moyen de communication, mais paralysait complètement la vie économique du pays ; de violents désordres se produisaient dans les provinces, et l'agitation assumait partout dans l'Empire, mais surtout dans la capitale, un aspect menaçant. L'Impératrice douairière, qui séjournait à cette époque à Copenhague, se montrait extrêmement alarmée de cet état de choses, et, dans ses conversations avec moi, exprimait fréquemment ses appréhensions à ce sujet ; je profitai de ces conversations pour tâcher de lui démontrer et, par son intermédiaire, de démontrer à l'Empereur la nécessité de faire à temps des concessions aux demandes raisonnables du parti libéral modéré, afin d'avoir le concours de ce parti pour résister aux exigences croissantes

des radicaux et des révolutionnaires ; mes efforts dans ce sens étaient énergiquement appuyés par le frère de l'Impératrice, le Roi Frédéric VIII, homme de grand bon sens politique, qui venait de succéder à son père, le Roi Christian IX, sur le trône du Danemark. L'Impératrice consentit à écrire à son fils pour l'engager à accorder spontanément à la Russie une charte constitutionnelle ; il fut décidé en même temps que je partirais pour Saint-Pétersbourg pour remettre cette lettre à sa destination et pour me faire auprès de l'Empereur l'interprète et l'avocat des conseils qu'elle renfermait ; mais il n'était guère facile d'arriver rapidement à Saint-Pétersbourg ; le voyage par terre était empêché par la grève des chemins de fer, et il n'y avait pas de communications directes par mer entre le Danemark et la Russie ; sur la prière du Roi Frédéric, la compagnie danoise de l'Est-Asiatique mit à ma disposition un de ses navires de commerce, le *Saint-Thomas*, qui venait de décharger sa cargaison dans le port de Copenhague ; je pus donc m'embarquer directement pour Saint-Pétersbourg. Mon voyage fut rapide, sinon agréable, le *Saint-Thomas* étant délesté, et la mer Baltique, dans cette saison, fort mauvaise.

Au moment de mon arrivée à Saint-Pétersbourg, la crise atteignait son point critique ; je ne veux pas surcharger cette partie de mon récit en m'arrêtant aux détails du séjour de trois semaines que je fis dans la capitale et qui coïncida avec les journées historiques de la fin du mois d'octobre 1905 ; il suffira de dire que, pendant ces trois semaines, je ne fus pas seulement spectateur attentif des événements qui accompagnèrent la publication du manifeste du 30 octobre, mais je pris à ces événements une part qui me mit en fréquent contact tant avec l'Empereur Nicolas qu'avec les principaux Ministres et per-

sonnages politiques du moment. Simultanément avec l'octroi de la constitution, le Comte Witte (il avait reçu le titre comtal aussitôt après son retour d'Amérique) était nommé président du premier Cabinet constitutionnel et s'appliquait à jeter les bases de la nouvelle organisation de l'Empire ; il commençait ce rude labeur en convoquant à Saint-Pétersbourg les principaux représentants du parti libéral et du parti libéral modéré alors réunis à Moscou et sur la collaboration desquels il comptait pour l'aider dans l'accomplissement de sa tâche ; parmi ceux-ci se trouvaient les Princes Lwoff (plus tard chef du premier Gouvernement provisoire en 1917), Ouroussoff et Troubetzkoy, MM. Goutchkoff, Stakhevitch, Roditcheff, Kokoschkine (assassiné depuis dans sa prison par les bolcheviks en 1918) et d'autres. Le but du Comte Witte était d'élaborer avec eux un programme de Gouvernement et d'en persuader quelques-uns d'entrer dans son Cabinet ; au cours de ces péripéties, je m'étais fait auprès de l'Empereur le chaleureux avocat de la formation d'un Gouvernement homogène, composé d'hommes sincèrement désireux et capables de réaliser la réforme constitutionnelle promulguée par le manifeste, mais en même temps résolus à résister aux exigences croissantes des révolutionnaires ; j'avais quelques amis personnels, parmi les personnages appelés par le Comte Witte ; je m'employai activement auprès d'eux afin de les persuader d'aller à la rescouasse des propositions du Comte Witte ; ce plan, le seul dont la réalisation me paraissait praticable, devait malheureusement échouer ; aucun des personnages sollicités par le Comte Witte ne consentit à collaborer avec lui ; les passions politiques étaient trop intenses, et la tyrannie des groupements trop absolue, pour leur permettre de prendre une décision plus sage ; je considère jusqu'à ce jour que

leur refus de soutenir le Comte Witte fut une lourde faute politique et un grand malheur pour la Russie; car ce refus ne laissa d'autre alternative au Comte Witte que de se rabattre pour la formation de son cabinet, sur des éléments hétérogènes et strictement bureaucratiques, éléments essentiellement impopulaires dans le pays et ne pouvant lui donner aucune force vis-à-vis de la future Douma.

Vers la fin de mon séjour à Saint-Pétersbourg, la situation se présentait sous un jour fort peu favorable: la publication du Manifeste avait été suivie, dans les provinces, par une série de désordres et de « pogroms » anti-Juifs; ces événements avaient pris le Comte Witte par surprise et avaient produit un contre-coup immédiat à la Cour; le parti réactionnaire en profitait pour lever la tête et pour essayer de regagner son influence sur l'Empereur; une âpre lutte s'engageait entre ce parti et le Comte Witte qui s'était attendu, après l'acte du 30 octobre, à un apaisement général et qui se trouvait être l'objet d'assauts violents de la part des extrémistes de droite et de gauche ainsi que de dédains de la part des libéraux modérés.

Au moment de prendre congé du Comte Witte pour rentrer à Copenhague, je fus frappé par le pessimisme de ses aperçus. — « Le Manifeste du 30 octobre, me dit-il, a empêché une catastrophe immédiate, mais n'a pas apporté de remède radical à une situation qui reste pleine de périls; tout ce que je puis espérer, c'est d'arriver sans trop de secousses jusqu'au jour de l'ouverture de la Douma; mais ceci même n'est qu'un espoir, — nullement une certitude: une nouvelle explosion de la révolution reste toujours possible. » Un pareil pessimisme de la part d'un homme aussi énergique était fait pour me surprendre; je ne pus me l'expliquer que par la profonde déception que

lui avaient causée les résultats immédiats du Manifeste, et surtout la défection du parti libéral modéré à laquelle il ne s'était pas attendu et dont il me parla avec une grande amertume.

La part que j'avais prise aux pourparlers avec les libéraux modérés m'avait désigné à ceux-ci comme le candidat le plus probable au poste de Ministre des Affaires Étrangères dans un Cabinet qui serait formé avec leur concours; l'Empereur qui, à ce moment, paraissait sincèrement gagné à l'idée d'un pareil Cabinet, était favorable à ma candidature; en me recevant en audience de congé, il me prévint que le Comte Lamsdorff, fonctionnaire typique de l'ancien régime, qui ne pouvait ni ne voulait s'adapter au nouvel ordre de choses, se retirerait avant l'ouverture de la Douma, et qu'il m'avait en vue pour lui succéder.

Une fois rentré à Copenhague, je continuai à me tenir minutieusement informé de la marche des événements en Russie; j'acquis bientôt la conviction que ces événements prenaient de plus en plus une tournure critique; le Comte Witte avait à lutter avec des difficultés formidables; ce n'était un secret pour personne que l'Empereur, tout en rendant justice à ses extraordinaires capacités d'homme d'État, éprouvait pour sa personne une méfiance et une répulsion irrésistibles; de son côté, le Comte Witte, nature primesautière et violente, pouvait à peine déguiser son aversion pour le successeur d'Alexandre III dont il avait été le collaborateur intime et toujours écouté.

Le Comte Witte était certainement un grand Ministre, je dirai même un Ministre de génie, mais sa puissante volonté allait se briser, à ce moment critique de l'histoire de son pays, contre un enchaînement fatal de circonstances; une des raisons de son échec, et non la moindre, était le pro-

fond contraste qui existait entre lui et son Souverain ; sa nomination avait été imposée à l'Empereur par les circonstances, à un moment où aucune autre combinaison ne paraissait viable et où les conseils des libéraux avaient momentanément prévalu à la Cour ; mais le parti réactionnaire commença bientôt à regagner son ascendant sur Nicolas II, et il ne fut pas difficile à ce parti de réveiller dans l'esprit du Souverain un sentiment d'extrême méfiance à l'égard du premier Ministre ; on cherchait à insinuer à l'Empereur que le Comte Witte était un ambitieux prêt à aider à renverser le trône et à se proclamer Président de la République Russe ; je savais, par mes correspondants, que l'Empereur se montrait de plus en plus enclin à écouter ces insinuations. Quoique peu lié personnellement avec le Comte Witte, j'étais, pour ma part, entièrement convaincu de sa bonne foi et de l'honnêteté de ses efforts pour résoudre la crise sans porter atteinte au principe monarchique ou à la dynastie, et sans restreindre les prérogatives impériales au delà de ce qui était rendu inévitable par la teneur de la Charte constitutionnelle ; je m'efforçai donc d'agir, par l'intermédiaire de l'Impératrice douairière qui continuait à résider à Copenhague, pour démontrer à l'Empereur la nécessité de se confier au Comte Witte et de laisser à celui-ci toute latitude pour exécuter son programme ; plusieurs lettres dans ce sens furent écrites par l'Impératrice à son fils, mais aucune ne parut avoir d'effet durable. Le Comte Witte lui-même non seulement se rendait pleinement compte des difficultés de sa tâche, mais semblait de moins en moins sûr de pouvoir la mener à bonne fin.

S'il eût été octroyé six mois plus tôt et comme un acte spontané de la volonté Impériale, le Manifeste du 30 octobre aurait pu produire l'apaisement général auquel

s'était attendu le Comte Witte ; mais, à ce moment, cet acte était considéré par le parti révolutionnaire comme le résultat de la pression exercée sur l'Empereur au moyen de la grève générale ; ce parti déclarait ouvertement qu'il ne se contentait pas des concessions faites par le Pouvoir et que la même méthode serait prochainement employée pour en arracher d'autres et de plus étendues.

L'agitation révolutionnaire reprenait de plus belle ; à cette agitation répondait, d'autre part, un mouvement contre-révolutionnaire provoqué dans les provinces par les souffrances infligées à la population par la grève ; ce mouvement était habilement exploité par le parti réactionnaire qui avait fondé une vaste association, la « Ligue du peuple russe », laquelle entretenait, avec la connivence des autorités locales, des organisations connues sous le nom de « bandes noires », composées de la lie du peuple et chargées de provoquer des troubles anti-révolutionnaires. Loin de mettre fin à la crise, l'acte du 30 octobre semblait devoir créer un nouvel état d'extrême agitation ; en effet, les trois premiers mois qui suivirent l'octroi de la Constitution furent marqués par une série d'événements sanglants qui débutèrent, en novembre, par la révolte de Cronstadt ; cette révolte donna le signal à d'autres mutineries militaires et navales à Sébastopol et ailleurs ; la région de la Volga et d'autres provinces furent le théâtre de désordres agraires et de « pogroms » anti-juifs, désordres qui furent particulièrement violents dans les provinces baltiques où ils prirent le caractère d'une véritable « Jacquerie » ; enfin, au mois de décembre, éclata l'insurrection armée de Moscou qui ne put être réprimée qu'à l'aide de régiments de la Garde envoyés de Saint-Pétersbourg, et avec force effusion de sang.

Tous ces événements eurent pour résultat d'affaiblir

considérablement la position du Comte Witte dont l'influence était, d'autre part, systématiquement minée par un des membres de son Cabinet, M. Dournovo, Ministre de l'Intérieur, un des bureaucrates auxquels il avait dû avoir recours par suite de la défection des libéraux. M. Dournovo était un vieux policier, absolument dénué de scrupules et dévoré d'ambition, mais doué d'une intelligence et d'une énergie remarquables ; il était soutenu par le célèbre Général Trepoff, chef tout-puissant de la police pendant la période qui avait précédé l'octroi du Manifeste du 30 octobre, et qui, à cette époque, était Préfet des palais Impériaux, ce qui le mettait en contact journalier avec l'Empereur et lui permettait d'agir d'une manière directe sur l'esprit du Souverain. Mais ce qui faisait la grande force de M. Dournovo, c'était la protection que lui accordait l'Impératrice régnante dont les tendances réactionnaires n'étaient un secret pour personne. Grâce à toutes ces circonstances, M. Dournovo, devenu l'âme du parti réactionnaire, était en train d'acquérir une influence prépondérante sur l'Empereur qu'il poussait avec persévérance à annuler la Charte constitutionnelle et à revenir au Gouvernement autoritaire. L'Empereur lui-même paraissait de plus en plus enclin à suivre ces conseils : au mois de décembre 1903, en recevant une députation de réactionnaires venus lui demander le rétablissement de l'autorité, il avait encore déclaré que le Manifeste du 30 octobre était « l'expression de sa volonté immuable et ne pouvait subir aucune atteinte » ; mais, quelques semaines plus tard, à une autre députation qui insistait sur le renvoi du Comte Witte et protestait contre l'émancipation des Juifs, il répondait qu'il « porterait seul le fardeau du pouvoir qu'il avait assumé à Moscou et dont il ne devait compte qu'à Dieu » ; et il ajoutait : « La lumière de la vérité éclatera

bientôt, et tout deviendra clair : enfants de la Russie, unissez-vous et tenez-vous prêts ». Ce langage énigmatique empreint de mysticisme démontrait les progrès faits par le travail du parti réactionnaire et semblait présager à bref délai une crise anti-révolutionnaire.

Malgré tous ces symptômes alarmants, la situation, au commencement du mois de mars, paraissait s'être un peu améliorée : cédant aux instances du Comte Witte, l'Empereur promulgua un nouveau Manifeste, accompagné de deux ukases, définissant la nouvelle organisation de l'Empire, conformément aux principes énoncés par le Manifeste du 30 octobre : le pouvoir législatif était confié à deux Chambres : le Conseil de l'Empire, ou Chambre Haute, composé par moitié de membres nommés et élus ; et la Douma, ou Chambre Basse, dont tous les membres étaient élus.

Cette organisation dotait la Russie d'un système constitutionnel complet, lequel, quoique sujet à critique et défective et insuffisant sous plus d'un rapport, n'en constituait pas moins un pas décisif fait en avant ; elle était donc franchement acceptée par tous ceux, et j'étais du nombre, qui se réclamaient du parti libéral modéré ; ce parti, qui avait pris le nom de « parti Octobriste » (1), continuait à faire opposition au Comte Witte pour des raisons d'un ordre plutôt personnel que politique ; mais il se déclarait prêt à soutenir tout Cabinet sincèrement désireux de réaliser cette réforme ; par contre, le parti libéral plus avancé, nommé officiellement parti Constitutionnel Démocratique ou, par abréviation, parti K. D. — un jeu de mots transforma ce nom en celui de « parti des Cadets » — ne désarmait pas et considérait comme insuffisants les droits reconnus à la

(1) En souvenir du *Manifeste d'octobre*, dont ce parti favorisait le programme.

Douma, surtout en ce qui concernait le vote du budget et le droit d'interpellation. Les Cadets, puissamment organisés, se préparaient activement à la lutte électorale et inscrivaient en tête de leur programme l'extension des pouvoirs de la Douma. L'ouverture de celle-ci était fixée au 10 mai, et, à mesure qu'on approchait de cette date, il devenait de plus en plus probable qu'elle serait le signal de la démission du Comte Witte, abandonné par l'Empereur et combattu par tous les partis. On parlait, pour recueillir sa succession, de plusieurs personnages, tous appartenant à la bureaucratie, et l'on faisait circuler plusieurs listes ministérielles qui, presque toutes, contenaient mon nom pour le Ministère des Affaires Étrangères. Ceci m'inquiétait beaucoup : j'étais prêt à entrer dans un Cabinet composé d'hommes dont j'aurais partagé les opinions politiques et avec lesquels j'aurais pu collaborer à la consolidation du nouvel ordre de choses ; mais je reculais devant la perspective de me joindre à une équipe de bureaucrates qui, je n'en doutais pas, commencerait par entrer en collision avec la Douma ; de plus, ayant été, pendant trois années, tenu à l'écart de tout travail diplomatique actif, je ne me sentais pas suffisamment préparé à la tâche de diriger les affaires extérieures de mon pays, surtout à une époque aussi troublée et critique ; je résolus donc d'essayer de convaincre l'Empereur de placer à la tête du Ministère des Affaires Étrangères, pour commencer, un diplomate de carrière plus âgé et plus expérimenté que moi — par exemple, M. Nélidoff, — et de s'en tenir à son intention première de me nommer à une des grandes Ambassades pour y faire un stage en vue d'acquérir une connaissance plus complète des ressorts de la politique européenne.

Au mois de mars, j'obtins un congé de trois semaines, et je partis pour Paris et Londres où je voulais conférer,

tant sur cette question que sur la situation politique générale, avec nos Ambassadeurs dans ces capitales : M. Nélidoff et le Comte Benckendorff ; à Paris, je devais aussi me rencontrer avec M. Mouravieff, notre Ambassadeur à Rome ; j'étais intimement lié avec ces trois diplomates (M. Mouravieff était mon proche parent), et j'étais certain d'être en parfait accord avec eux sur les grandes lignes de la politique extérieure ; il était de la plus grande importance pour moi de discuter à fond avec eux la situation internationale qui résultait de la dernière crise extérieure et intérieure que venait de traverser la Russie ; j'espérais de plus m'assurer du consentement de M. Nélidoff à la combinaison que j'avais l'intention de proposer à l'Empereur.

Mon séjour à Paris et à Londres eut pour moi les plus heureux résultats, car il me permit d'établir avec M. Nélidoff, le Comte Benckendorff et M. Mouravieff une entière communion d'idées sur le programme politique qui devait être suivi par la Russie ; c'est ce programme qui fut soumis par moi à l'Empereur lorsque, peu de jours après, je devins Ministre des Affaires Étrangères, et dont le développement ultérieur aboutit au système connu sous le nom de « Triple Entente ». Cette communion d'idées ne se démentit pas une seule fois pendant toute la durée de mon Ministère, et c'est avec un sentiment de profonde reconnaissance que j'invoque ici la mémoire de ces trois éminents diplomates qui m'ont, en toute circonstance, prêté leur concours le plus intelligent et le plus loyal, et dont, hélas ! aucun n'est en ce moment au nombre des vivants.

Par contre, mon plan de mettre en avant la candidature de M. Nélidoff au poste de Ministre des Affaires Étrangères, se heurta de la part de celui-ci à un refus catégorique ; il ne me restait donc qu'à me préparer, bien à contre-cœur,

à assumer une tâche rendue particulièrement pénible et difficile par les circonstances.

Mon séjour à Paris et à Londres coïncida avec une phase politique extrêmement intéressante : celle des dernières séances de la conférence d'Algésiras. Les débuts de cette conférence résumaient, pour ainsi dire, le travail diplomatique qui s'était fait en Europe pendant la dernière année, et j'avais grand intérêt à me mettre au courant de ce qui s'était passé dans les coulisses de cette réunion ; M. Nélidoff et le Comte Benckendorff mirent beaucoup de bonne volonté à m'initier à tous les détails du jeu compliqué d'influences et d'intérêts qui s'y était produit.

Cette période a été marquée par un incident auquel les historiens de la conférence n'ont prêté que peu d'attention, mais qui, selon moi, a exercé une grande influence sur les relations entre la Russie et l'Allemagne et, par conséquent, sur le cours des événements en Europe : je fais allusion à la publication de la dépêche circulaire du Comte Lamsdorff chargeant les représentants russes de porter à la connaissance des Gouvernements participant à la Conférence les instructions données aux plénipotentiaires russes à Algésiras au sujet de la question si controversée de la police ; cette circulaire avait pour but de mettre fin à des bruits lancés de Berlin, qui représentaient la Russie comme se refusant à soutenir la France dans cette question pour se ranger sous le drapeau allemand ; jugeant nécessaire de calmer l'opinion publique française, alarmée par ces bruits, M. Nélidoff communiqua la teneur de cette dépêche à un journaliste français, M. Tardieu, qui en publia un résumé dans le *Temps* ; cette publication provoqua la plus violente colère de la part de l'Empereur Guillaume qui non seulement était mécontent de l'appui

prêté par la Russie à la France dans cette question, mais se sentait personnellement atteint par le retentissement donné à cet appui ; le Souverain allemand se répandit en propos désobligeants sur l'Empereur Nicolas qu'il accusait de la plus noire ingratITUDE à l'égard de l'Allemagne, propos qui parvinrent naturellement aussitôt à Saint-Pétersbourg. En même temps, la presse allemande, reprenant le thème des bienfaits dont la Russie aurait été comblée par l'Allemagne pendant la guerre avec le Japon et de l'ingratITUDE russe, commençait, évidemment par ordre, une violente campagne contre la diplomatie russe ; enfin les banques allemandes recevaient, en guise de représailles, l'ordre de s'abstenir de toute participation à l'emprunt russe qui se négociait au même moment à Paris et dont une tranche leur avait été réservée.

Ce n'est que plus tard, lorsque, en ma qualité de Ministre des Affaires Étrangères, j'eus pleine connaissance des efforts tentés par l'Empereur Guillaume pour attirer l'Empereur Nicolas dans une alliance avec l'Allemagne, que je pus me rendre entièrement compte des causes profondes de la déception et de la rancune ressenties par l'Empereur Guillaume à cette occasion. On sait actuellement que ces efforts avaient abouti à un succès momentané au cours de la célèbre entrevue de Bjorkoë ; je reviendrai plus loin sur ce sujet et raconterai de quelle manière le plan de l'Empereur Guillaume fut déjoué par l'intervention du Comte Lamsdorff ; au moment dont je parle, malgré cette intervention, l'Empereur Guillaume n'avait pas encore perdu tout espoir d'attirer à lui l'Empereur Nicolas ; la publication de la dépêche du Comte Lamsdorff lui fournit une preuve tangible de l'échec définitif de ses projets ; c'est à partir de ce moment qu'il conçut contre l'Empereur Nicolas une rancune qu'il s'efforça encore pendant quelques

années de dissimuler, mais qui éclata dans toute sa force lorsqu'au mois d'août 1914 il se décida finalement à jeter le masque.

L'incident de la dépêche du Comte Lamsdorff eut un curieux épilogue à Berlin : interpellé à ce sujet par Bebel au Reichstag, le Prince de Bülow montait à la tribune pour répondre, lorsqu'il fut pris d'un évanouissement ; il put se rétablir de ce malaise, mais resta quelque temps éloigné des affaires ; sa réponse, si elle n'eût pas été brusquement interrompue, aurait sans doute révélé au public le changement radical survenu dans les relations russo-allemandes, changement qui, à cette époque, n'était pleinement connu que des initiés.

C'est pendant mon séjour à Paris et à Londres que j'apris les premiers résultats des élections pour la Douma ; ces résultats montraient clairement que les *Cadets* (1) allaient remporter une victoire éclatante non seulement sur les réactionnaires, mais aussi sur les Octobristes ; cette victoire était due avant tout à la supériorité de leur organisation ; mais le Gouvernement, ou plutôt M. Dournov, y avait certainement contribué par une politique de répression brutale et aveugle qui avait exaspéré les éléments les plus modérés : ceci me confirmait dans la certitude que le nouveau Cabinet, tel qu'il était projeté, commencerait par entrer en collision avec la Douma, et je n'en éprouvais que plus de répugnance à en faire partie.

Quelques jours après ma rentrée à Copenhague, je fus invité par l'Empereur à me rendre à Saint-Pétersbourg pour y recueillir la succession du Comte Lamsdorff ; je n'eus qu'à obéir à cet appel, et j'arrivai à Saint-Péters-

bourg, le jour même de l'ouverture de la Douma, juste à temps pour assister à cette mémorable cérémonie qui eut lieu au Palais d'Hiver. Le même jour, l'Empereur acceptait la démission du Comte Witte et nommait M. Coremykine au poste de premier Ministre. Cette nomination fut suivie du remaniement presque complet du Cabinet ; je fis une dernière tentative pour rester en dehors de ce Cabinet, mais l'Empereur fit appel à mon dévouement dans des termes qui ne me permettaient pas de persister dans mon refus ; peu de jours après, ma nomination au poste de Ministre des Affaires Étrangères paraissait à l'*Officiel*.

(1) Cadets — nom donné au parti constitutionnel-démocrate.

II

GUILLAUME II ET NICOLAS II

Mar 1906

Avant de parler de mes débuts dans mes nouvelles fonctions, je crois nécessaire d'exposer quelle était, à ce moment, la situation politique générale en Europe; je devrai, à cette occasion, m'arrêter assez longuement à un épisode qui a particulièrement ému le public en France et en Angleterre : je fais allusion à la conclusion entre l'Empereur Nicolas et l'Empereur Guillaume d'un traité secret signé à Bjorkoë dans le courant de l'été 1905.

La publication faite, en 1917, par le Gouvernement révolutionnaire russe de ce traité, en même temps que de la correspondance télégraphique échangée à son sujet par les deux Souverains, a donné lieu à beaucoup de controverses et a déjà fait naître toute une littérature; quelques-uns des livres et des articles de journaux qui y ont trait sont manifestement tendancieux et chargent injustement l'Empereur Nicolas du plus lourd de tous les forfaits, — celui d'avoir trahi son allié : la France; d'autres, empreints d'un esprit plus équitable, sont forcément incomplets et peuvent paraître insuffisamment convaincants, les auteurs n'ayant pas eu accès aux pièces mêmes du procès.

La signature du traité de Bjorkoë a eu lieu l'année qui a précédé mon avènement à la direction de la politique extérieure de mon pays et je n'ai joué dans cet épisode aucun rôle direct; mais, en ma qualité de Ministre des Affaires Étrangères, j'eus la possibilité de m'informer minutieusement des péripéties qui s'y rapportent; je croirais faillir à un devoir impérieux envers le malheureux Souverain que j'ai servi pendant tant d'années et dont je connais à la fois les qualités et les faiblesses, si je n'apportais mon témoignage à un débat considérablement obscurci par les polémiques; mais, en m'arrêtant un peu longuement à cet épisode, mon but ne sera pas seulement de tâcher de rétablir la vérité des faits : l'affaire du traité secret de Bjorkoë éclaire d'une manière particulièrement vive l'ensemble de la situation internationale, telle que je l'ai trouvée au moment d'entrer dans mes nouvelles fonctions; je fus moi-même, dès mes débuts, forcément obligé de compter avec ses conséquences.

Mon récit serait incomplet, et même peu compréhensible, si je n'entrais, au préalable, dans quelques détails au sujet de cette affaire.

La situation internationale se présentait, au printemps de 1906, sous un aspect particulièrement compliqué et même menaçant : la guerre malheureuse contre le Japon avait eu pour conséquence non seulement d'affaiblir la Russie, mais d'ébranler l'édifice tout entier du système politique européen. Ce système avait été, pendant une longue période d'années, basé sur un équilibre de forces éminemment instable : Double-alliance entre la Russie et la France, faisant contrepoids à la Triple-alliance entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie; l'effet immédiat et naturel de l'affaiblissement de la Russie à la suite

non seulement de la guerre, mais surtout du mouvement révolutionnaire provoqué par les défaites militaires, avait dangereusement atteint la Double-alliance ; on avait senti tant à Paris qu'à Londres que la balance ne pouvait être rétablie que si l'Angleterre renonçait à sa politique traditionnelle de « splendide isolement » et se rapprochait de la France ; un pas important avait été fait dans cette direction, sous l'inspiration personnelle du Roi Édouard VII, par la conclusion, en 1904, de l'accord anglo-français sur l'Égypte et le Maroc ; cet accord se développa rapidement et prit bientôt la forme d'une véritable « entente cordiale », laquelle pendant la guerre russo-japonaise se fit sentir de la manière la plus efficace en aidant à la solution pacifique de la querelle provoquée entre la Russie et l'Angleterre par l'incident du Dogger-Bank (1) qui menaçait de se terminer par un conflit armé.

(1) L'incident du Dogger-Bank se produisit le 21 octobre 1904, lorsque l'Amiral Rojdestvensky, en route pour l'Extrême-Orient, se trouva avec sa flotte la nuit dans la Mer du Nord, au milieu d'une flottille de pêcheurs de Hull ; se croyant entouré par des torpilleurs japonais dont la présence dans ces parages lui avait été signalée par le service d'information russe, il ouvrit le feu ; un chalutier anglais fut coulé et plusieurs autres sérieusement avarisés ; un des croiseurs russes, l'*Aurore*, fut aussi atteint ; l'Amiral Rojdestvensky dut certainement reconnaître au matin son erreur ; il n'en continua pas moins son voyage sans s'arrêter et persista dans sa version d'une attaque japonaise. Cet incident souleva une vive indignation en Angleterre et faillit provoquer une rupture avec la Russie ; j'étais en ce moment Ministre à Copenhague et fus un des premiers à être informé de la vérité sur ce qui s'était passé dans la Mer du Nord ; peu de jours auparavant, j'avais assisté au passage de la flotte de l'Amiral Rojdestvensky par le Grand Belt et j'avais pu me persuader de l'état de surexcitation nerveuse auquel étaient en proie tant l'Amiral lui-même que beaucoup de ses officiers par suite des informations qu'ils recevaient sur l'envoi par le Japon de torpilleurs dans les eaux européennes ; ces rapports émanaiient d'un individu qui se faisait appeler Harting, mais dont le vrai nom était Landesen, ancien anarchiste passé au service de la police russe, et qui se rendit, un peu plus tard, tristement célèbre comme chef de la police secrète russe à Paris ; il était venu à plusieurs reprises à Copenhague et m'avait communiqué la teneur de ses rapports au sujet de la présence de torpilleurs japonais dans ces parages ; très méfiant à son égard, je fis une contre-enquête et me convainquis très vite du caractère fantaisiste de ces informations dont le seul

Par contre, l'Empereur Guillaume, qui avait tout fait pour encourager l'Empereur Nicolas dans sa politique d'aventures en Extrême-Orient, profitait maintenant de toutes les occasions pour envenimer les relations entre la Russie et l'Angleterre. Le Souverain allemand nourrissait depuis longtemps le plan d'isoler l'Angleterre et de regrouper les Puissances européennes de façon à former une ligue continentale anti-anglaise ; un pareil regroupement s'était momentanément réalisé en 1893, lorsque la Russie, la France et l'Allemagne se réunirent pour présenter au Japon un ultimatum à la suite du traité de Simonoseki ; l'Empe-

but était d'extorquer de fortes sommes d'argent au Gouvernement russe ; je crus de mon devoir d'en informer qui de droit en Russie, mais sans me faire écouter ; pour ma part, j'étais fort préoccupé du danger qu'allait courir notre flotte, non certes de la part de torpilleurs japonais inexistant, mais à cause de sa préparation défectueuse qui rendait particulièrement hasardeux son passage par le Grand Belt ; j'obtins du Gouvernement danois non seulement l'aide de ses meilleurs pilotes brevetés, mais aussi le concours de ses bâtiments légers de guerre qui furent disposés le long du détroit, de manière à en indiquer les endroits dangereux ; le passage par le Grand Belt se fit sans encombre ; mais : aussitôt après la sortie du détroit, il y eut un premier incident qui resta heureusement sans conséquences : l'Amiral, apercevant quelques bateaux de commerce norvégiens, les prit pour des torpilleurs japonais et leur tira plusieurs coups de canon sans les atteindre ; je fus donc médiocrement étonné en apprenant ce qui s'était passé un peu plus loin, dans la Mer du Nord ; quelque temps après, je recueillis sur cet incident le récit d'un témoin oculaire, un chef d'orchestre danois qui accompagnait l'Amiral et qui, après avoir débarqué à Tanger, était arrivé à Copenhague ; je signalai ce témoignage à mon Gouvernement qui refusa d'y croire et continua à maintenir, contre toute évidence, la version de l'Amiral Rojdestvensky ; finalement, le Gouvernement Français, profitant de ses bonnes relations tant avec la Russie qu'avec l'Angleterre, interposa ses bons offices qui amenèrent, conformément à la Convention de La Haye de 1899, à la formation d'une commission d'enquête composée de délégués russes, anglais, français, américains et autrichiens, qui siégea à Paris sous la présidence de l'Amiral Fournier ; le rapport fort habilement rédigé par cette commission, tout en constatant des erreurs commises par l'Amiral Rojdestvensky, reconnut sa bonne foi et déclara qu'aucun blâme ne lui incombaît. La Russie s'engagea de plein gré à payer des indemnités pour les dégâts causés et on peut affirmer que, grâce au caractère amical imprimé par la France aux travaux de la commission, ce pénible incident fut réglé non seulement sans aigrir davantage les relations entre la Russie et l'Angleterre, mais de manière à prédisposer ces deux pays à de meilleurs rapports dans l'avenir.

reur Guillaume fut l'âme de cette combinaison hybride à laquelle la France ne se joignit qu'à contre-cœur, la Russie, d'une manière plus ou moins inconsciente, et dont l'Angleterre se tint prudemment à l'écart. Cette combinaison n'eut qu'une durée éphémère ; elle n'en produisit pas moins des résultats néfastes ; car c'est à elle que l'on peut faire remonter les causes premières des troubles qui eurent lieu en Extrême-Orient en 1900 et, par conséquent, du conflit subséquent entre la Russie et le Japon ; en effet, après avoir mis sur pied une action diplomatique qui évinçait le Japon du Continent asiatique, l'Empereur Guillaume s'empara lui-même brutalement de Kiao-Tchao et entraîna l'Empereur Nicolas à saisir la péninsule de Liao-Toung avec Port-Arthur qui venait d'être arrachée au Japon ; cet acte, essentiellement immoral en lui-même, excita un violent ressentiment tant parmi les Chinois que parmi les Japonais ; en Chine, il fut le point de départ du mouvement des Boxeurs qui amena les forces des Puissances à Pékin et servit de prétexte à la Russie pour occuper une partie de la Mandchourie ; au Japon, il exalta les sentiments de colère contre la Russie qui avait aidé à privier les Japonais du fruit de leurs victoires et il excita leur soif d'une revanche ; plus tard, ce fut encore sous l'impulsion de l'Empereur Guillaume que l'Empereur Nicolas s'engagea dans une politique active en Extrême-Orient ; on se rappellera le télégramme lancé par l'Empereur Guillaume à l'issue d'une entrevue au large de Reval et dans lequel il saluait l'Empereur Nicolas du titre pompeux, mais bien illusoire, d'« Amiral du Pacifique ». Mais, ce qui est bien caractéristique des méthodes de Guillaume II, c'est que, au moment même où il poussait ainsi Nicolas II contre le Japon, il travaillait de son mieux à la conclusion de l'alliance anglo-japonaise qui fortifiait le

Japon et augmentait les chances d'un conflit entre celui-ci et la Russie; les papiers posthumes du Comte Hayashi, signataire de ce traité, publiés en 1913 à Tokio, ne laissent aucun doute sur ce point. Il est d'ailleurs de toute évidence que l'Allemagne ne pouvait que gagner à un conflit entre la Russie et le Japon : si la Russie était victorieuse, elle restait pour de longues années enlisée dans les affaires d'Extrême-Orient, et toute son énergie était absorbée à parer la possibilité d'une revanche japonaise; si elle subissait une défaite, elle était affaiblie et profondément humiliée; dans les deux cas, l'influence de l'Allemagne s'en trouvait accrue, et l'Empereur d'Allemagne devenait l'arbitre de l'Europe.

Les événements avaient d'ailleurs merveilleusement secondé les plans du Souverain allemand; la Russie avait souffert encore plus qu'on ne pouvait s'y attendre du fait de la guerre, mais surtout à la suite des désordres intérieurs causés par ses défaites; pendant toute la durée de la guerre, l'Empereur Guillaume avait profité de chaque occasion pour claironner les services rendus par lui à la Russie et les titres qu'il prétendait avoir acquis à la gratitude de l'Empereur Nicolas; en réalité, si l'Empereur Guillaume avait adopté une attitude permettant à la Russie de dégarnir sa frontière occidentale, son but évident avait été d'entraîner de plus en plus la Russie sur les sables mouvants de l'Extrême-Orient; de plus, l'Allemagne avait déjà été largement récompensée de ce pseudo-service par la signature d'un traité de commerce extrêmement avantageux pour les Allemands et onéreux pour les Russes; le Comte Witte, qui s'était trouvé obligé de signer ce traité, ne déclarait-il pas que ses effets équivaudraient à ceux d'une lourde indemnité de guerre imposée à la Russie?

On a vu que l'Empereur Guillaume ne négligeait rien afin de stimuler le ressentiment de l'Empereur Nicolas contre l'Angleterre et qu'il se servait, à cette fin, de tous les incidents de nature à établir la complicité des Anglais avec les Japonais.

Rien n'est plus instructif, à ce point de vue, que la correspondance télégraphique secrète échangée à cette époque entre les deux Souverains, retrouvée par le Gouvernement révolutionnaire russe dans les archives de Tzarskoï Sélo et publiée par lui dans les journaux russes et étrangers (1) : ainsi, à propos de l'incident du Dogger Bank, l'Empereur d'Allemagne télégraphie ce qui suit à l'Empereur Nicolas le 30 octobre, c'est-à-dire à un moment où il ne pouvait plus avoir aucun doute sur l'absence de torpilleurs japonais dans la mer du Nord :

« J'ai appris de source privée que les pêcheurs de Hull ont déjà reconnu qu'ils avaient vu, au milieu de leur flottille de pêche, des vapeurs étrangers n'appartenant pas à leur flottille de pêche, vapeurs qu'ils ne connaissaient pas; il y a eu donc des machinations. Je pense que l'Ambassade d'Angleterre à Saint-Pétersbourg doit savoir la nouvelle que l'on cache au public par peur de blâme. Affections à Alice » (2).

Si aucun incident de ce genre ne se produit, l'Empereur Guillaume recueille soigneusement et communique à l'Empereur Nicolas tous les commérages et toutes les

(1) Les deux Empereurs parlaient et correspondaient entre eux en anglais; les textes originaux des télégrammes retrouvés à Tzarskoï Sélo ont été publiés en septembre et octobre 1917 par le *New York Herald* (édition de N. Y.). Ce sont quelques-uns de ces textes qui sont reproduits dans le présent ouvrage en français dans le texte et en anglais en note.

(2) Heard from private source that Hull fishermen have already acknowledged that they have seen foreign steamcraft among their boats, not belonging to their fishing fleet, which they knew not. So there has been foul play. I think the British Embassy in Petersburg must know this news, whereto are kept from the British public till now, for fear of « blamage ».

calomnies capables d'augmenter sa méfiance à l'égard de l'Angleterre ; au besoin il ne se fait pas faute d'en inventer de toutes pièces.

Voici, par exemple, son télégramme en date du 15 novembre :

« D'une source digne de foi aux Indes, je suis exactement informé qu'une expédition « à la Thibet » est préparée contre l'Afghanistan. Elle a pour objet de mettre ce pays, une fois pour toutes, sous la suzeraineté directe de l'Angleterre. L'expédition doit partir à la fin du mois. Le seul Européen non anglais au service de l'Afghanistan, le directeur de la manufacture d'armes de l'Emir, un Allemand, a été assassiné comme « préambule » à l'action » (1).

En réalité, l'expédition anglaise en Afghanistan avait été annoncée par la presse anglaise dès le début du mois et se réduisait à l'envoi à Kaboul d'une mission politique qui devait y rester quelques semaines.

Et n'est-ce pas un ramassis de racontars, d'inventions et de conseils perfides, que le contenu de cet autre télégramme de l'Empereur Guillaume en date du 19 novembre qui, malgré sa longueur, mérite d'être cité en entier :

(3) « Lamsdorff (2) part cette nuit avec la lettre. Ce que

(1) From reliable source in India I am secretly informed that expedition « à la Thibet » is being quickly prepared for Afghanistan. It is meant to bring that country for once and all under British influence, if possible direct suzerainty. The expedition is to leave end of this month. The only not English European in Afghanistan service, the director of the arms manufactory of the Emir, a German gentleman, has been murdered, as « préambule » to the action.

(2) Il s'agit ici, non du Ministre des Affaires Etrangères russe, mais d'un homonyme de celui-ci, officier allemand attaché par l'Empereur Guillaume à la personne de l'Empereur Nicolas.

(3) Lamsdorff leaves tonight with letter. My statements about India in last telegram are corroborated by the speech of Lord Selborne who alluded to the Afghanistan question. I hear from trustworthy private source that authorities in Tokyo are getting anxious at the future outlook of the war. They have expressed their mortification at not having gained a

je t'ai dit au sujet de l'Inde dans mon dernier télégramme est corroboré par le discours de Lord Selborne qui a fait allusion à la question afghane. J'apprends d'une source privée digne de foi que les autorités de Tokio sont anxieuses devant les perspectives de la guerre. Elles ont exprimé leur mortification de n'avoir pas remporté un réel succès à Liao-Yang en raison de leurs énormes pertes, parce qu'elles n'ont plus de réserves fraîches. Le perpétuel envoi de bataillons frais de Russie est loin du calcul qu'ils avaient fait, car ils n'avaient jamais pensé que le transsibérien était capable de maintenir sans arrêt ses transports. Ils commencent à voir en conséquence que, alors qu'ils sont, eux, au bout de leurs cadres, spécialement d'officiers, ton armée augmente journellement en puissance, en hommes et en force offensive, et que la balance de la guerre penche lentement mais sûrement contre eux. Un général japonais a été jusqu'à dire : « Il nous faut manger maintenant la soupe que nous avons cuite ». Le soupçon que j'avais conçu, que les Japonais essaient secrètement d'obtenir la médiation d'autres Puissances parce qu'ils sont au sommet de leurs succès, ce soupçon se montre fondé. Lansdowne a demandés à Hayashi d'indiquer à l'Angleterre les conditions auxquelle le Japon concluerait la paix. Ces conditions furent télégraphiées de Tokio, mais étaient si exagérées que même l'impétueux Lansdowne les a trouvées trop fortes et a demandé à Hayashi de les atténuer. Lorsque les Japonais ont fait la gri-

real success at Liaoyang, considering enormous loss of men, because they were without any fresh reserves. The steady pouring in of fresh battalions from Russia is quite far beyond their expectations, as they never thought the Siberian railway capable of keeping up the transports unremittingly. They begin to see in consequence that, though they are at an end with their cadres, and especially officers, your army is daily increasing in strength, men and striking power, and that the scales of war are slowly but surely turning against them. A Japanese general went so far as to say : « The soup we have cooked we must now eat it up ». My suspicions, accordingly, that the Japanese are trying secretly to get other Powers to mediate because they are now at the height of their successes have proved correct. Lansdowne has asked Hayashi to intimate to England the conditions upon which Japan would conclude peace. They were telegraphed from Tokyo, but were so preposterous that even blustering Lansdowne thought them too strong and urged Hayashi to tone them down. When they made a wry face and difficulties Lansdowne added : « Of course England will take good care that a medieval Russia will be kept well out of Manchuria, Korea, etc., so that

mace et des difficultés, Lansdowne a ajouté : « Naturellement l'Angleterre aura grand soin que la moyenâgeuse Russie soit éloignée de Mandchourie, de Corée, etc..., de telle sorte que, en fait, le Japon aura tout ce qu'il désire. » Tel est le but que l'Angleterre se propose quand elle parle d'amitié et de médiation. La France, comme je l'apprends du Japon, est déjà informée de ce plan et participe naturellement à cet arrangement, prenant, comme d'habitude dans la nouvelle Entente Cordiale, le parti de l'Angleterre. Ils vont t'offrir un morceau de Perse comme compensation, mais naturellement loin du Golfe (Persique) — *ça va sans dire* —, que l'Angleterre entend annexer elle-même, ayant peur de te voir accéder à la mer, ce qui est ton droit, car la Perse doit tomber sous le contrôle de l'administration russe. Cela te donnerait une splendide porte commerciale dont l'Angleterre veut te priver. Tes diplomates t'ont sans doute dit déjà tout cela, mais je crois tout de même de mon devoir de te rapporter tout ce que je sais, toutes les nouvelles authentiques sérieuses que j'ai de sources absolument dignes de foi. Les paroles de Lansdowne sont également authentiques. Tu vois que l'avenir de tes armées est élargi et tu seras bientôt en mesure de battre l'ennemi. Puisse Dieu te donner un plein succès, pendant que je continue à surveiller partout tes intérêts. Affections à Alice » (3).

On note que, dans ce télégramme, l'Empereur

*defacto Japan wil get all she wants*. That is the point the British have in their eye when they speak of friendship and friendly mediation. France, as I hear from Japan, is already informed of these plans, and, of course, a party to this arrangement, taking, as usual in the new Entente Cordiale, the side of England. They are going to offer you a bit of Persia as compensation of course far from the shore of the Gulf — *ça va sans dire* — which England means to annex herself, fearing you might get access to the warm sea, which you must by right, as Persia is bound to fall under Russian control and government. This would give either a splendid commercial opening, which England wants to debar you from. Probably your diplomatists will have reported all this to you before, but I thought, never the less, it my duty to inform you of all I knew, all of which are authentic serious news from absolutely trustworthy sources. Lansdowne's words are authentic too. So you see the future for your army is brightened up and you wil soon be able to turn the tables upon the enemy. May God grant you full success, while I continue to watch everywhere for you. Best love to Alice.

WILLY.

Guillaume cherche non seulement à inciter l'Empereur Nicolas contre l'Angleterre, mais encore à lui inculquer des doutes sur la loyauté de la France.

D'autres télégrammes révèlent des tentatives analogues : tantôt l'Empereur Guillaume dénonce à l'Empereur Nicolas un soi-disant projet de l'Angleterre et de la France « de faire renaître la vieille combinaison de Crimée » ; tantôt il accuse la France d'avoir « manifestement abandonné la Russie pendant toute la guerre, tandis que l'Allemagne l'a aidée de toute manière. »

La correspondance télégraphique entre les deux Souverains permet de suivre presque jour par jour les progrès des efforts de l'Empereur Guillaume pour amener l'Empereur Nicolas à sa conception d'une ligue continentale contre l'Angleterre, efforts puissamment secondés par l'impression produite sur l'esprit de l'Empereur Nicolas par les événements de la guerre qui prenaient de plus en plus une tournure défavorable à la Russie ; l'Empereur Guillaume en profitait pour montrer peu à peu ses cartes, et bientôt il faisait parvenir à l'Empereur Nicolas un projet de traité entre la Russie, l'Allemagne et la France destiné « à mettre fin à l'insolence anglaise et japonaise ».

Mais, au moment même où l'Empereur Guillaume croyait toucher au but, une grave difficulté se produisit entre les deux Souverains ; l'Empereur Guillaume insistait sur la signature immédiate du traité par la Russie à l'insu de la France, laquelle devait être ensuite sommée de s'y joindre ; l'Empereur Nicolas se refusait énergiquement à un pareil procédé qui répugnait à sa loyauté non moins qu'à son bon sens. Le télégramme suivant, adressé par lui, le 23 novembre 1904, à l'Empereur Guillaume, fait foi des sentiments du Souverain russe :

« Avant de signer le dernier projet, je juge convenable de le soumettre à la France; aussi longtemps qu'il n'est pas signé, on peut y faire quelques modifications de détail dans le texte, tandis que, s'il était déjà approuvé par nous deux, cela semblerait comme si nous tentions de l'imposer à la France. En ce cas, un ratage pourrait facilement se produire. Je te demande donc ton consentement pour donner connaissance au Gouvernement français de ce projet, et, dès que j'aurai sa réponse, je te la ferai immédiatement savoir par dépêche. »

Or, c'est précisément d'« imposer » ce traité à la France qu'il s'agissait dans l'esprit de l'Empereur Guillaume. Il se hâta de répondre à l'Empereur Nicolas par le long télégramme suivant que je ne puis me refuser de citer en entier, tellement, depuis la première ligne jusqu'à la dernière, il me paraît caractéristique :

(1) « Mille remerciements pour ton télégramme. Tu m'as donné une nouvelle preuve de ta parfaite loyauté en décidant de ne pas soumettre l'accord à la France sans mon consentement. Cependant, je suis convaincu qu'il serait absolument dangereux de prévenir la France avant que nous ayons tous deux signé. L'effet serait diamétralement opposé à celui que nous désirons. La connaissance absolue, indéniable, que nous sommes tenus tous deux par le traité à nous donner une aide mutuelle, pourrait seule décider la France à exercer une pression sur l'Angleterre pour la décider à rester tranquille et en paix par peur de placer la France dans une situation dangereuse.

(1) Best thanks for telegram. You have given me new proof of your perfect loyalty by deciding not to inform France without my agreement. Nevertheless it is my firm conviction it would be absolutely dangerous to inform France before we both signed the treaty. It would have an effect diametrically opposed to our wishes. It is only the absolute, sure knowledge that we are both bound by the treaty to lend each other mutual help that will bring France to press upon England to remain

Si la France savait qu'un accord germano-russe est simplement en préparation, et pas encore signé, elle avertirait immédiatement l'Angleterre — son amie, et peut-être son allié secret, à laquelle elle est liée par l'Entente Cordiale. Le résultat serait évidemment une attaque immédiate de l'Angleterre et du Japon contre l'Allemagne, en Europe aussi bien qu'en Asie. Son immense supériorité navale aurait vite raison de ma petite flotte, et l'Allemagne serait temporairement paralysée.

Cela romprait l'équilibre du monde à notre mutual désavantage, et ensuite, lorsque tu commencerais tes négociations de paix, cela te mettrait à la merci du Japon et de ses amis triomphants de t'avoir accablé. C'était mon vœu spécial — et, si je l'ai bien compris, également ton intention — de maintenir et de renforcer l'équilibre menacé du monde par cet arrangement entre la Russie, l'Allemagne et la France. Cela n'est possible que si notre traité devient un fait accompli avant, et si nous sommes parfaitement d'accord sur tous les points. Un avertissement préalable à la France mènerait à une catastrophe.

Si, cependant, tu jugeais impossible de conclure un

quiet and keep the peace, for fear of France's position being jeopardized.

Should, however, France know that a Russian-German treaty is only projected but still unsigned, she will immediately give short notice to her friend, — if not secret ally — England, with whom she is bound by Entente Cordiale, and inform her immediately. The outcome of such information would doubtless be the instantaneous attack by the two allied Powers, England and Japan, on Germany in Europe as well as in Asia. Their enormous maritime superiority would soon make short work of my small fleet and Germany would be temporarily crippled.

This would upset the scales of the equilibrium of the world to our mutual harm, and later on, when you begin your peace negotiations, throw you alone on the tender mercies of Japan and her jubilant overwhelming friends. It was my special wish and, as I understood, your intention too, to maintain and strengthen this endangered equilibrium of the world through expressly the agreement between Russia, Germany and France. That is only possible if your treaty becomes fact before and if we are perfectly d'accord under any form. A previous information of France will lead to catastrophe.

Should you, notwithstanding, think it impossible for you to conclude a treaty with me without the previous consent of France, then it would be a far safer alternative to abstain from concluding any treaty

traité avec moi sans le consentement préalable de la France, alors il vaudrait mieux s'abstenir de conclure aucun traité. Naturellement, j'observerai un silence absolu au sujet de nos pourparlers, et tu en feras autant. De même que tu n'en as informé que Lamsdorff (1), je n'en ai parlé qu'à Bülow qui garantit le secret absolu. Nos relations et sentiments mutuels demeureront comme par le passé, et je continuerai à essayer de t'être utile dans la mesure où ma sécurité me le permettra. Ton accord de neutralité (m'a été communiqué par l'Empereur d'Autriche), et je te remercie de ton télégramme m'en prévenant également. Je trouve l'accord très sensé et il a ma pleine approbation. Meilleures affections (2). »

Les arguments de l'Empereur Guillaume ne réussirent pas à vaincre le refus de l'Empereur Nicolas, et, au mois de décembre, le projet de traité sembla être définitivement abandonné ; nous voyons alors l'Empereur Guillaume renouveler sur un autre terrain ses efforts pour amener l'Empereur Nicolas à lier partie avec lui ; l'Angleterre apportait à cette époque des difficultés au ravitaillement de la flotte russe en charbon anglais ; l'Empereur Guillaume proposa de procurer sous ce rapport à la Russie l'aide des bateaux de commerce allemands et obtint, en échange d'une « convention charbonnière », une déclaration aux termes de laquelle le Gouvernement russe « se considère comme

at all. Of course I shall be as absolutely silent about our pourparlers as you will be : in the same manner as you have only informed Lamsdorff, so I have only spoken to Bülow, who guaranteed absolute secrecy. Our mutual relations and feelings would remain unchanged as before, and I shall go on trying to make myself useful to you as far as my safety will permit. Your agreement of neutrality was communicated to me by the Emperor of Austria, and I thank you for your telegram doing the same. I think it very sensible and it has my fullest approval. Best love.

(1) En réalité, le comte Lamsdorff, Ministre des Affaires Étrangères russe, n'avait pas été mis par l'Empereur Nicolas au courant du projet de traité.

(2) Il s'agit ici d'un accord secret conclu l'année précédente entre la Russie et l'Autriche.

engagé à soutenir l'Allemagne par tous les moyens en son pouvoir dans toutes les difficultés qui pourraient surgir à la suite de livraisons de charbon faites à la flotte russe pendant la guerre actuelle. »

C'est déjà presque un traité d'alliance ; mais ce demi-succès ne satisfait pas l'Empereur Guillaume ; celui-ci laisse passer quelques mois sans renouveler ses tentatives ; enfin, vers la fin de l'été de 1903, il se décide à frapper un coup décisif ; il se dit que, s'il n'a pas réussi à convaincre l'Empereur Nicolas par voie de correspondance, un contact direct avec le Souverain russe pourrait lui assurer le triomphe. Le calcul était habile, car, de tout temps, dans les relations personnelles entre les deux Souverains, l'impétueuse personnalité de l'Empereur Guillaume avait dominé le caractère plus faible et la nature plus affinée de l'Empereur Nicolas, celui-ci se rendant parfaitement compte de cette inégalité et redoutant de se trouver en tête à tête avec le Souverain allemand et de subir le choc de sa foudroyante éloquence ; j'ai pu, à plusieurs occasions, m'apercevoir de la nervosité qui s'emparait chaque fois de l'Empereur Nicolas à l'approche d'une entrevue avec l'Empereur Guillaume, nervosité qui ne disparaissait que l'entrevue une fois terminée.

L'Empereur Guillaume résolut donc d'annoncer brusquement sa visite à l'Empereur Nicolas.

L'Empereur Guillaume avait dû cette année, à cause du différend suédo-norvégien, renoncer à son voyage habituel aux fjords norvégiens ; il se trouvait dans la seconde moitié de juillet en croisière au large des côtes suédoises de la Baltique ; l'Empereur Nicolas, de son côté, était venu dans les eaux de l'archipel finlandais, tout près de Viborg, se reposer des émotions et des fatigues de cet

été si troublé en Russie ; le 23 juillet, le monde fut surpris par l'apparition inattendue de l'Empereur allemand à bord du *Hohenzollern* sur la rade de Bjorkoë où se trouvait l'Empereur Nicolas à bord de son yacht *L'Étoile Polaire*; c'est là qu'eut lieu l'entrevue des deux Souverains et que fut signé le traité secret dont il a été si souvent question depuis sa publication par le Gouvernement révolutionnaire russe.

Il est absolument démontré actuellement que l'entrevue de Bjorkoë a été savamment machinée par l'Empereur Guillaume; à l'époque où elle eut lieu, la presse allemande, inspirée par la Wilhelmstrasse, s'était appliquée à en attribuer l'initiative à l'Empereur Nicolas; la correspondance télégraphique entre les deux Souverains est là pour rétablir la vérité. L'Empereur Guillaume savait que l'Empereur Nicolas se trouvait à Bjorkoë au milieu d'un entourage exclusivement familial; le Comte Lamsdorff, dont il avait lieu de craindre l'opposition, ne faisait pas partie de la suite de son Souverain; il s'agissait d'empêcher qu'on ne le fit venir de Saint-Pétersbourg, qui n'était distant que de quelques heures; aussi, dans ses télégrammes, l'Empereur Guillaume, en proposant à l'Empereur Nicolas sa visite, exige-t-il le secret le plus absolu sur son projet; ce secret fut si bien gardé, que personne, ni à bord du *Hohenzollern*, ni en Allemagne, ni encore moins en Russie, ne s'en douta jusqu'au dernier moment. Dans un télégramme daté du 21 juillet, l'Empereur Guillaume se réjouit de la perspective de voir « la tête de ses hôtes » lorsqu'ils se verront en face de *L'Étoile Polaire*; « une jolie farce, — tableau », ajoute l'Empereur Guillaume à la fin de ce télégramme.

Voici le texte du traité secret signé à Bjorkoë, tel qu'il a été retrouvé par le Gouvernement révolutionnaire russe

dans les Archives de Tzarskoë-Selo et qu'il a publié en même temps que la correspondance télégraphique entre les deux Souverains qui l'avait précédé et suivi :

« LL. MM. Impériales, l'Empereur de toutes les Russies d'un côté, et l'empereur d'Allemagne de l'autre côté, afin d'assurer la paix de l'Europe, se sont mis d'accord sur les points suivants du traité ci-après relatif à une alliance défensive :

« Article 1<sup>er</sup>. Si un Etat européen quelconque attaque l'un des deux Empires, la partie alliée s'engage à aider son co-contractant par toutes ses forces de terre et de mer.

« Art. 2. Les hautes parties contractantes s'engagent à ne pas conclure de paix séparée avec un ennemi quelconque.

« Art. 3. Le présent traité entre en vigueur au moment de la conclusion de la paix entre la Russie et le Japon et doit être dénoncé avec un préavis d'un an.

« Art. 4. Ce traité étant entré en vigueur, la Russie entreprendra les démarches nécessaires pour le faire connaître à la France et proposer à celle-ci d'y adhérer comme alliée. »

« Signé : NICOLAS, GUILLAUME. »

La publication, en automne 1917, du traité secret de Bjorkoë produisit en France et en Angleterre une forte émotion; il y eut tout d'abord dans la presse de ces deux pays tendance à y voir de la part de l'Empereur Nicolas un acte de mauvaise foi, disons le mot, — de trahison envers la France alliée; cette impression ne pouvait résister à un examen sérieux du texte du traité ainsi que des circonstances dans lesquelles il fut signé; ce qui avait contribué à la faire naître, c'est que, peu de temps avant la publication des documents secrets de Tzarskoë-Sélo, un journaliste russe avait publié un article dans lequel il relatait des révélations qui lui avaient été faites sur le même sujet par le Comte Witte, dont ce journaliste passait pour avoir été un intime.

Voici ce que le Comte Witte aurait dit à ce journaliste, après lui avoir fait jurer devant Dieu que, lui vivant, il n'en ferait part à personne :

« Dès les premiers jours de mon entrée en fonctions comme Président du Conseil, le Ministre des Affaires Étrangères me fit savoir qu'il désirait m'entretenir d'une affaire d'Etat de la plus haute importance. C'est alors que j'ai appris de lui l'existence du traité d'alliance offensive et défensive conclu à Bjorkoë entre les deux Empereurs. Je fus étonné et révolté par ce document secret fait contrairement à toutes les règles de l'équité politique, de l'honnêteté gouvernementale et de toutes les formes admises. Contre qui se préparait l'offensive? Qui avait contresigné ce traité? Contre qui? Evidemment contre la France, qui était toujours pour Guillaume un objet de convoitise, contre cette même France qui avait conclu une alliance avec nous dans l'intérêt de sa sécurité. »

Cette déclaration du Comte Witte, si elle a vraiment été faite dans cette forme, contient non seulement des inexactitudes portant sur des faits matériels, mais encore une allégation qu'il devait savoir être complètement fausse: comme nous le verrons plus tard, le Comte Witte eut connaissance du traité de Bjorkoë non au moment où il fut nommé Président du Conseil, c'est-à-dire en octobre 1905, mais trois mois plus tôt, immédiatement après son retour d'Amérique, en août 1905; ceci peut n'être qu'un « lapsus » de mémoire de la part de l'auteur de l'article; mais ce qui émane indubitablement du Comte Witte lui-même, c'est l'assertion que le traité de Bjorkoë était un traité offensif et défensif dirigé contre la France alliée de la Russie.

Cette assertion devait se retrouver plus tard dans le livre, si remarquable à tant d'égards, du publiciste anglais le docteur Dillon : *The Eclipse of Russia*, paru en 1918 et renfermant un récit basé sur des données fournies

personnellement par le Comte Witte à l'auteur qui, on le sait, jouissait de toute sa confiance; obligé, en présence du texte même du traité, de reconnaître la fausseté de cette assertion, le docteur Dillon se tire de cette contradiction en expliquant tantôt que le Comte Witte avait, dans les dernières années de sa vie, des défaillances de mémoire, tantôt qu'il avait surtout été frappé par le danger de voir interpréter le traité comme pouvant ranger la Russie contre la France.

La vérité, hélas! à mon avis, c'est qu'il ne s'agit pas ici d'une défaillance de la mémoire du Comte Witte, mais que, dans ce cas comme à d'autres occasions, celui-ci a dénaturé les faits sous l'empire du profond sentiment de rancune qu'il nourrissait à l'égard de l'Empereur Nicolas, sentiment qui, surtout dans les dernières années de sa vie, eut le caractère d'une véritable haine. Tout en tâchant d'être juste pour la mémoire du Comte Witte, qui, par ses qualités, mais aussi par ses défauts, dépassait le niveau des hommes ordinaires, je ne puis que le flétrir d'avoir, dans un but de vengeance posthume, non seulement livré à un journaliste un secret d'Etat d'une pareille importance, mais encore sciemment accusé son Souverain d'un forfait dont il devait le savoir innocent.

Maintenant que nous connaissons le texte même du traité de Bjorkoë et les circonstances dans lesquelles il a été signé, il est impossible de maintenir l'accusation, — portée contre l'Empereur Nicolas par le Comte Witte et accueillie par le docteur Dillon, ainsi que par quelques autres écrivains de moindre valeur, — d'avoir commis un acte de trahison envers la France; dès la publication faite par le Gouvernement révolutionnaire russe, je m'empressai de rectifier cette interprétation, autant qu'il était en mon pouvoir, en faisant part de ce que je savais à ce

sujet à un rédacteur du *Temps*, M. F. de Jessen, qui publia son interview avec moi dans le numéro du 15 septembre 1917 de son journal. A l'époque de l'entrevue de Bjorkoë, j'étais encore Ministre à Copenhague et complètement ignorant de la signature du traité secret et des circonstances qui l'avaient précédée et suivie ; mais, au printemps suivant, lorsque je devins Ministre des Affaires Étrangères, je fus mis au courant de ce qui s'était passé à Bjorkoë, du contenu du traité, ainsi que de la plupart des télégrammes échangés à ce sujet entre l'Empereur Nicolas et l'Empereur Guillaume ; il était donc de mon devoir de ne pas laisser s'accréditer une version qui non seulement atteignait injustement la renommée de l'Empereur Nicolas II, mais, encore, par contre-coup, pouvait jeter le discrédit sur la Russie tout entière.

L'article du *Temps*, je le constate avec satisfaction, a sensiblement contribué à éclairer le public sur le rôle joué par l'Empereur Nicolas dans cette affaire ; mais comme, depuis lors, l'accusation de trahison portée contre ce Souverain par le Comte Witte a été reprise, et cela avec un talent et une force remarquables, par le docteur Dillon, dans son ouvrage déjà cité *The Eclipse of Russia*, je ne puis me soustraire au devoir d'apporter, au débat, en ma qualité d'ancien Ministre des Affaires Étrangères de l'Empereur Nicolas, un témoignage plus complet.

Il faut donc d'abord se rappeler les circonstances au milieu desquelles l'Empereur Nicolas se rencontrait avec l'Empereur Guillaume et tâcher de se représenter l'état d'âme et d'esprit du Souverain russe à cette époque.

Au cours des mois précédents, l'Empereur Nicolas avait vu ses armées de terre défaites par les Japonais en Mandchourie ; sa flotte, commandée par l'Amiral Rojdestvensky, était anéantie à Tsushima ; la révolution gron-

dait partout en Russie, et le pouvoir absolu des Tzars était menacé par les masses qui réclamaient le droit à une représentation nationale ; tout cela, aux yeux de l'Empereur Nicolas, était la conséquence de la guerre avec le Japon, cette Puissance lointaine qui n'aurait jamais osé provoquer la Russie ni pu la vaincre sur les champs de bataille, sans l'appui de l'Angleterre, ennemie héréditaire que la Russie rencontrait partout, en Europe comme en Asie. Faut-il s'étonner que, dans ces conditions, il ait été facile à l'Empereur Guillaume d'entraîner l'Empereur Nicolas à se joindre à lui pour réaliser son plan d'une coalition continentale contre l'Angleterre et lui servir d'instrument pour amener la France à faire partie de cette combinaison ?

Nous avons vu cependant que, après plusieurs mois de correspondance, l'Empereur Guillaume n'était pas parvenu à vaincre le sentiment de loyauté qui empêchait l'Empereur Nicolas de signer le traité sans avoir, *au préalable*, obtenu l'adhésion de la France.

Le moment et le lieu étaient d'ailleurs admirablement choisis pour permettre à l'Empereur Guillaume de triompher de cette résistance : l'Empereur Nicolas était à Bjorkoë seul, livré pour ainsi dire sans défense aux entreprises impétueuses du Souverain allemand qui put, au bout des trois journées que dura l'entrevue, complètement subjuger la volonté de son hôte.

D'après ce qui m'a été raconté par l'Empereur Nicolas lui-même, la signature du traité eut lieu peu d'instants avant le départ de l'Empereur Guillaume, à l'issue d'un déjeuner à bord du *Hohenzollern*. Quelques écrivains ont trouvé bon d'insinuer que la qualité et la quantité des vins servis à ce déjeuner ont concouru au consentement de l'Empereur Nicolas ; c'est une de ces imputations

grossières qu'il est facile de réfuter lorsque, comme moi, on a eu plus d'une fois l'occasion d'assister à de semblables déjeuners; une pareille hypothèse est d'ailleurs superflue pour expliquer le succès de l'Empereur Guillaume qui savait très bien établir son ascendant sur l'Empereur Nicolas sans recourir à un procédé aussi brutal; si à chacune de ses entrevues avec l'Empereur Nicolas, l'Empereur Guillaume, comédien consommé, avait coutume d'apparaître dans un rôle différent, ce rôle était toujours soigneusement étudié d'avance et adapté aux circonstances particulières du lieu et du moment; à Bjorkoë, je sais que l'Empereur Guillaume fut particulièrement bruyant et impétueux, ne donnant pour ainsi dire à l'Empereur Nicolas ni le temps matériel de réfléchir, ni la possibilité d'échapper à sa faconde et à la fougue de ses démonstrations.

Lorsque les deux Souverains, restés en tête à tête, eurent apposé leurs signatures au bas du texte préparé d'avance par l'Empereur Guillaume, celui-ci insista pour que l'instrument portât des contre-signatures; il avait, lui-même, eu soin de se faire accompagner dans son voyage, d'un haut fonctionnaire du département des Affaires Étrangères de l'Empire, M. de Tchirsky, destiné bientôt à devenir secrétaire d'État à ce Département et dont la signature pouvait, à la rigueur, remplacer celle du titulaire de ce poste; aucun personnage de la même capacité ne se trouvant dans la suite de l'Empereur Nicolas, l'Empereur Guillaume suggéra d'avoir recours à l'Amiral Birileff, Ministre de la Marine russe, qui se trouvait à bord de *L'Étoile Polaire* en qualité d'invité; ce vieux marin, entièrement ignorant en matière de politique étrangère, fut appelé au dernier moment et n'hésita pas à apposer sa signature sur un document dont il ne lui fut

même pas donné connaissance. Une des personnes de la suite de l'Empereur Nicolas m'a raconté que, pendant que l'Amiral Birileff traçait son nom au bas de la page, le haut de celle-ci était caché par la main ouverte de l'Empereur; plus tard, l'Amiral Birileff, interrogé par le Comte Lamsdorff, déclara que, s'il se trouvait une seconde fois dans une pareille situation, il agirait de même, considérant que son devoir de militaire l'obligeait à une obéissance passive à tout ordre de son Souverain et Maitre. Le texte du traité, tel qu'il a été publié par le Gouvernement révolutionnaire russe, porte une troisième signature : celle du Comte Benckendorff; on a attribué cette signature au comte Paul Benckendorff, Maréchal de la Cour Impériale russe et frère de l'Ambassadeur de Russie à Londres; je ne me rappelle absolument pas avoir vu ce nom sur le traité que j'ai eu plusieurs fois sous les yeux lorsque j'étais Ministre des Affaires Étrangères; mais je crois me rappeler que, du côté allemand, l'instrument portait, outre la signature de M. de Tchirsky, celle d'un officier supérieur allemand, M. de Beneckendorff, dont le nom ne diffère que très peu de celui du Maréchal de la Cour russe, d'où a pu facilement provenir une erreur d'imprimerie.

Si, après avoir passé en revue les circonstances dans lesquelles fut signé le traité de Bjorkoë, on examine le texte même de ce traité, on arrive rapidement à la conviction que l'Empereur Nicolas n'a jamais pu songer à conclure une alliance dirigée contre la France et que, par conséquent, il ne peut être question de trahison de sa part; il est vrai que le premier article du traité porte que, « si un État Européen quelconque attaque l'un des deux Empires, la partie alliée s'engage à aider son co-contractant par toutes ses forces de terre et de mer »; la rédac-

tion défectueuse de cet article, si l'on prenait celui-ci isolément, pourrait peut-être donner lieu à l'interprétation que, dans le cas d'une agression de la France contre l'Allemagne, la Russie s'exposait à se trouver aux côtés de cette dernière; mais une pareille interprétation est absolument exclue par la teneur de l'article 4 du même traité d'après lequel, le traité une fois entré en vigueur, la Russie devait entreprendre les démarches nécessaires pour le faire connaître à la France et proposer à celle-ci d'y adhérer *comme alliée*; il est superflu de démontrer qu'il aurait été absurde de proposer à la France de se joindre, en qualité d'alliée, à un traité dirigé contre elle-même.

Il est donc de toute évidence que le traité de Bjorkoë n'a pas été un acte de trahison à l'égard de la France. Il est tout aussi clair que la pointe de ce traité était exclusivement dirigée contre l'Angleterre; au moment où il fut signé, celle-ci était encore l'ennemie presque déclarée de la Russie; un conflit armé anglo-russe venait d'être évité à grand'peine grâce à l'intervention amicale de la France; mais l'influence hostile de l'Angleterre continuait à se faire sentir partout au détriment de la Russie; n'était-il pas naturel, légitime même, de la part de l'Empereur Nicolas, de chercher dans une coalition continentale une garantie contre cette puissance?

Mais si l'Empereur Nicolas doit être absous de toute trahison envers la France, il n'en a pas moins commis une lourde faute de jugement en cédant, après y avoir longtemps résisté, aux instances de l'Empereur Guillaume de signer le traité sans avoir obtenu, *au préalable*, l'adhésion du pays allié; cette faute, il la reconnut pleinement aussitôt que, l'Empereur Guillaume parti, il eut le loisir de réfléchir; je tiens du Comte Lamsdorff que, après

son retour à Saint-Pétersbourg, l'Empereur, qui avait l'air très soucieux et, pour ainsi dire, gêné au cours des audiences qu'il accordait à son Ministre des Affaires Étrangères, laissa passer environ quinze jours avant de se décider à révéler à celui-ci la signature du traité; le Comte Lamsdorff fut littéralement épouvanté par cette confidence et s'appliqua avec force à démontrer à l'Empereur les dangers de la situation et l'absolue nécessité de prendre immédiatement des mesures pour annuler le traité; l'Empereur Nicolas dut reconnaître qu'il était tombé dans un piège et donna au Comte Lamsdorff carte blanche pour faire toutes les démarches nécessaires afin de l'en tirer; le Comte Lamsdorff s'y mit avec toute son expérience des affaires et avec une énergie digne de tous les éloges.

Sur ces entrefaites, arriva à Saint-Pétersbourg le Comte Witte qui venait de signer à Portsmouth le traité de paix avec le Japon; le Comte Lamsdorff, étroitement lié avec lui tant personnellement que politiquement, comptait sur son concours pour sortir de l'imbroglio causé par la faiblesse de l'Empereur.

A son retour d'Amérique, le Comte Witte avait commencé par s'arrêter à Paris où son séjour coïncida avec la phase la plus aiguë de la dispute entre la France et l'Allemagne au sujet du Maroc; il y fut en contact avec les Ministres français qui ne lui cachèrent pas leurs appréhensions au sujet d'une rupture possible; le Comte Witte ayant été invité par l'Empereur Guillaume à lui faire une visite dans son château de chasse de Rominten, le Gouvernement français le pria d'agir sur le Souverain allemand afin d'aplanir les voies à un arrangement; le Comte Witte était d'autant plus ardent à prêter son concours aux Ministres de la République que, à Paris, il s'était

occupé de préparer un grand emprunt destiné à rétablir la situation financière de la Russie compromise par la guerre, et que la réalisation de cet emprunt dépendait de la tournure que prendrait l'affaire marocaine ; à Rominten l'Empereur Guillaume combla de flatteries et d'attentions de toutes sortes le Comte Witte, qu'il tenait pour le futur chef du Gouvernement russe, allant jusqu'à le traiter en personnage quasi royal. Il paraît certain que les conversations que le Comte Witte eut à cette occasion avec l'Empereur Guillaume contribuèrent à imprimer une tournure plus favorable aux négociations qui se poursuivaient à ce moment à Paris entre le gouvernement français et l'Ambassadeur d'Allemagne ; y fut-il aussi question du traité de Bjorkoë, et l'Empereur Guillaume lui en révéla-t-il le contenu ? Je l'ai toujours cru : dans un télégramme, en date du 11 septembre, l'Empereur Guillaume demande à l'Empereur Nicolas si le Comte Witte, dont il attend l'arrivée à Rominten, est informé du traité, et, dans le cas contraire, s'il peut lui en parler ? L'Empereur Nicolas répond que, jusque-là, seuls le Grand-Duc Nicolas, le Ministre de la Guerre, le Chef de l'Etat-Major et le Comte Lamsdorff en sont informés, mais qu'il ne s'oppose pas à ce que l'Empereur Guillaume en parle au Comte Witte. Pourtant, d'après le récit détaillé de sa visite à Rominten fait par le Comte Witte au Docteur Dillon et reproduit dans le livre de celui-ci, l'Empereur Guillaume se serait borné à lui parler d'une façon générale de son plan d'une grande coalition de Puissances Continentales destinée à assurer d'une manière permanente la paix européenne, en s'abstenant de toute allusion directe à un traité déjà signé par lui et par l'Empereur Nicolas ; le Comte Witte expliqua plus tard au Docteur Dillon cette abstention par le fait probable que l'Empereur Guillaume crai-

gnait de sa part une véhément protestation pareille à celle qu'il avait opposée quelques années auparavant à l'arrangement concernant Kiao-Tchao et Port-Arthur. Malgré que le récit reproduit par le Docteur Dillon contienne de nombreuses erreurs, je crois que, sur ce point, il est exact, et que ce n'est qu'après son retour à Saint-Pétersbourg que le Comte Witte fut mis par le Comte Lamsdorff au courant de ce qui s'était passé à Bjorkoë.

Je dois à la vérité de constater ici que le Comte Witte, sollicité par le Comte Lamsdorff de l'aider à annuler les effets du malencontreux traité, lui prêta dans cette circonstance son concours le plus énergique et le plus intelligent ; ceci doit être d'autant plus souligné que le Comte Witte était de longue date gagné à l'idée d'une alliance entre la Russie, l'Allemagne et la France ; d'après lui, une pareille alliance devait être sinon directement dirigée contre l'Angleterre, du moins constituée sans la participation de cette Puissance ; par contre, elle devait tendre à rapprocher les intérêts de l'Europe continentale et ceux des États-Unis d'Amérique ; le Docteur Dillon cite dans son livre une conversation très curieuse à ce sujet entre le Comte Witte et l'Empereur Guillaume à l'occasion de la première visite du Souverain allemand à Saint-Pétersbourg après son accession au trône en 1888 ; ce qui est curieux, c'est qu'à cette époque l'Empereur Guillaume, approuvant entièrement l'idée générale du Comte Witte, s'opposait énergiquement à ce que l'Angleterre fût exclue de cette combinaison et voulait surtout diriger celle-ci contre l'Amérique contre laquelle, d'après lui, l'Europe toute entière devait faire une guerre de tarifs sans merci.

Dans un article consacré à l'affaire de Bjorkoë et publié en 1918 par la *Revue de Paris*, M. Bompard, Ambassadeur

de France à Saint-Pétersbourg à l'époque de cette affaire et observateur très intelligent des hommes et des choses de Russie, après avoir tracé un portrait très vivant du Comte Witte, expose dans les termes suivants les idées de cet homme d'État en matière de politique étrangère :

« M. Witte voulait du moins à tout prix éviter une guerre européenne ; or, une guerre européenne ne pouvait de toute évidence venir que de l'Allemagne. Pour y parer, il ne faisait pas fond, j'en demeure convaincu, sur la puissance militaire de la Russie ; il n'imaginait donc rien de mieux qu'une alliance avec l'Allemagne. Mais une pareille alliance, à deux, aurait fait de la Russie le satellite de l'Allemagne ; d'où son idée persistante d'y adjoindre la France en tiers. Pour M. Witte, l'Allemagne représentait la force, et la France, l'argent ; en s'associant à toutes deux, la Russie bénéficierait à la fois de la force de l'une et de l'argent de l'autre, sans que ni l'une ni l'autre puissent lui imposer leur hégémonie. Cette combinaison le séduisait infiniment et il la prônait en toutes circonstances. N'allez pas croire qu'il eut ainsi en vue d'asservir à l'Allemagne la France en remplacement de la Russie ; la suite même de notre histoire qui va le mettre en face du traité de Bjoerköë, conçu dans cet esprit, le prouvera surabondamment, mais il ne parvenait pas à comprendre que tel serait cependant le résultat forcé de sa combinaison quel qu'en fût l'engagement. L'alliance franco-germanique, avec ou sans l'accession de la Russie, était à tous égards une utopie, et le gouvernement allemand lui-même n'avait jamais voulu l'envisager qu'à la façon de Bjorköë. »

Ces lignes me paraissent résumer d'une manière très exacte la manière de voir du Comte Witte ; il était donc à craindre, surtout après l'accueil qui lui avait été fait par l'Empereur d'Allemagne, qu'il prendrait la défense du traité de Bjorköë ; mais il était trop perspicace pour ne pas comprendre, aussitôt qu'il eut sous les yeux le texte du traité, la faute commise par l'Empereur Nicolas, et

il n'hésita pas à joindre ses efforts à ceux du Comte Lamsdorff afin de la réparer.

Les négociations qui suivirent entre Saint-Pétersbourg et Berlin et qui n'aboutirent qu'après de longues péripéties furent, comme on peut bien penser, délicates et laborieuses ; deux récits ont été publiés jusqu'ici à ce sujet : celui du Comte Witte, reproduit par le docteur Dillon dans son livre *The Eclipse of Russia*, et celui de M. Bompard dans son article déjà cité de la *Revue de Paris* (1) ; l'un et l'autre, quoique contenant quelques inexactitudes de détails d'ailleurs peu importantes, concordent dans les grandes lignes avec les données que j'ai recueillies moi-même soit de la bouche du Comte Lamsdorff, soit en étudiant les pièces relatives à ces négociations conservées au Ministère des Affaires Étrangères ou dans les Archives privées de l'Empereur Nicolas au Palais de Tzarskoë-Selo.

Voici, à peu près, comment se sont passées les choses :

Le Comte Lamsdorff commença par mener l'attaque sur un terrain, pour ainsi dire, officieux et par trois voies convergentes ; il y eut simultanément : lettre intime de l'Empereur Nicolas à l'Empereur Guillaume ; lettre du Comte Witte, adressée également à l'Empereur Guillaume ;

(1) Dans cet article, fortement documenté et empreint de la plus grande impartialité, M. Bompard n'hésite pas à affirmer que, pour tous ceux qui connaissent bien l'Empereur Nicolas, et c'est à ce titre qu'il en parle, la loyauté de ce Souverain à l'égard de la France ne saurait être mise en doute ; l'ancien Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg a d'autant plus de mérite à être impartial, qu'il aurait pu être influencé dans un sens contraire par un sentiment naturel de rancune envers l'Empereur. Voici, en effet, les circonstances qui amenèrent son départ de Saint-Pétersbourg : il fut accusé, fort injustement d'ailleurs, par des rapports de police, d'entretenir des relations compromettantes avec les partis les plus avancés de la Douma ; ces rapports avaient fait naître dans l'esprit de Nicolas II, contre le distingué diplomate français, des préventions que, malgré tous mes efforts, je ne réussis pas à dissiper et qui furent la cause de son rappel.

enfin démarche non officielle de l'Ambassadeur de Russie à Berlin auprès du Chancelier. Le but de ces travaux d'approche était de démontrer, d'un côté, le vice de forme du traité de Bjorkoë, qui n'avait pas été contresigné par le Ministre des Affaires Étrangères de Russie, et, de l'autre, les contradictions contenues dans le texte même du traité et qui rendaient nécessaire de soumettre celui-ci à un nouvel examen. Aucune de ces démarches n'aboutit à un résultat satisfaisant. (La réponse à la lettre du Comte Witte fut adressé à celui-ci, non par l'Empereur, mais par le Chancelier.)

En attendant, la Russie et les États-Unis allaient procéder à l'échange des ratifications du traité de Portsmouth, et on se rappelle que c'est à ce moment que devait entrer en vigueur le traité de Bjorkoë ; le comte Lamsdorff résolut donc d'imprimer aux négociations un caractère plus énergique. D'un côté, il écrivit à M. Nélidoff, Ambassadeur de Russie à Paris, pour lui demander s'il était possible de sonder le gouvernement français au sujet d'une adhésion éventuelle de la France au traité de Bjorkoë ; M. Nélidoff s'empressa de répondre, sans même consulter le gouvernement français, que la France, qui ne s'était jamais résignée à l'ordre de choses créé par le traité de Francfort et qui venait de conclure avec l'Angleterre l'Entente Cordiale, ne consentirait jamais à se joindre à une pareille alliance ; une nouvelle lettre fut alors adressée par l'Empereur Nicolas à l'Empereur Guillaume pour lui exposer encore une fois l'impossibilité de donner suite, dans les circonstances données, au traité de Bjorkoë. En même temps, le Comte Lamsdorff adressait au Comte Osten-Sacken des instructions le chargeant de déclarer d'une manière formelle que, l'adhésion de la France ne pouvant pas être obtenue en ce moment, et les

obligations du traité de Bjorkoë ne pouvant être conciliées avec celles du traité d'alliance entre la France et la Russie, le premier de ces traités devait rester inopérant jusqu'au jour où une entente serait établie à ce sujet entre la Russie, l'Allemagne et la France ; le Comte Osten-Sacken devait ajouter que beaucoup de temps et de patience serait nécessaire pour décider la France à se joindre à la Russie et à l'Allemagne, et que le Gouvernement russe s'emploierait de son mieux à atteindre ce résultat.

Aucune des réponses obtenues de Berlin par le Comte Lamsdorff ou par le Comte Witte ne contenait — mes souvenirs sur ce point sont positifs — de reconnaissance formelle de l'annulation du traité de Bjorkoë ; le Ministre des Affaires Étrangères russe dut se résigner à se contenter pour le moment d'un demi-acquiescement, mais il se réserva de démontrer plus tard, par les faits, que la Russie ne se considérait aucunement comme liée à l'Allemagne et qu'elle restait entièrement fidèle à son alliance avec la France : c'est ce qu'il ne manqua pas de faire à l'occasion de la Conférence d'Algésiras.

L'Empereur Nicolas s'abstint désormais de toucher à cette question dans sa correspondance privée avec l'Empereur Guillaume, correspondance qui continua encore pendant quelque temps, mais en devenant plus espacée sans reprendre le ton d'intimité et de confiance d'autrefois.

Quant à l'Empereur Guillaume, celui-ci ne renonça pas du coup à son plan et employa tous ses efforts à ramener l'Empereur Nicolas à reconnaître la validité des signatures échangées à Bjorkoë ; dans ce but, il ne se contenta pas de répéter ses anciens arguments et ses calomnies contre l'Angleterre et la France, mais essaya d'agir sur

L'esprit de l'Empereur Nicolas par un langage dramatique et empreint de mysticisme ; ces efforts se manifestent d'une manière curieuse dans ce télégramme qu'il adressa à l'Empereur Nicolas le 12 octobre 1903, c'est-à-dire au moment où le Comte Osten-Sacken venait de faire sa déclaration décisive à Berlin :

(1) Glucksburg, Ostsee, 29 septembre 1903.

Le fonctionnement du traité — tel que nous l'avons convenu à Bjorkoë — n'est pas contraire à l'alliance franco-russe, étant bien entendu, naturellement, qu'elle n'est pas dirigée directement contre mon pays. D'autre part, les obligations de la Russie envers la France ne vont que jusqu'au point où la France le mérite par son attitude. Or, ton alliée t'a manifestement abandonné à toi-même pendant toute la guerre, tandis que l'Allemagne t'a aidé de toutes les manières, dans la mesure où le respect de la neutralité le permettait. Cela fait que la Russie est moralement notre obligée. *Do ut des* (Donnant, donnant.) En attendant, les indiscretions de Delcassé ont montré au monde que, bien qu'étant l'alliée de la Russie, la France n'en a pas moins conclu un arrangement avec l'Angleterre pour tomber sur l'Allemagne à l'improviste, en pleine paix, alors que je faisais de mon mieux pour t'aider, toi et ton pays, qui était son allié. C'est là une expérience qu'elle ne doit pas pouvoir recommencer et contre la répétition de laquelle je suis en droit d'attendre que tu me garantisses. Je reconnais avec toi qu'il faudra du temps, du travail et de la

(1) Glucksburg-Ostsee, September 29th : — The working of treaty does not — as we agree at Bioerko — collide with the Franco-Russian Alliance, provided, of course, the latter is not aimed directly at my country. On the other hand, the obligations of Russia toward France can only go so far as France merits them through her behavior. Your ally has notoriously left you in the lurch during the whole war, whereas Germany helped you in every way as far as it could without infringing the laws of neutrality. That puts Russia morally also under obligations to us; *do ut des*. Meanwhile the indiscretions of Delcassé have shown the world that though France is your ally, she nevertheless made an agreement with England and was on the verge of surprising Germany, with British help, in the middle of peace, while I was doing my best to you and your country, her ally. This is an experiment which she must

patience pour décider la France à se joindre à nous, mais les gens raisonnables sauront dans l'avenir se faire entendre et écouter. Notre affaire marocaine est réglée à mon entière satisfaction, de sorte que le terrain est préparé pour une meilleure entente entre nous. Notre traité nous offre une excellente base sur laquelle on peut construire. Nous avons joint nos mains, nous avons signé devant Dieu qui a entendu notre serment ; je pense donc que le traité peut parfaitement venir en existence. Mais si tu désires quelque changement dans les mots, dans les clauses ou des réserves pour l'avenir ou pour certains cas — comme, par exemple, le refus absolu de la France, qui est improbable, — je serais heureux de connaître les propositions que tu croirais bon de me soumettre. Jusqu'à ce que tu me les aies soumises et que nous soyons tombés d'accord, nous devons adhérer au traité tel qu'il est. L'ensemble de ta presse d'opinion : *Novosti*, *Novoe Wremia*, *Rouss*, etc., est depuis une quinzaine devenu violemment germanophobe et anglophile. Ils ont été, sans aucun doute, achetés partiellement par de grosses sommes d'argent anglais. Cela rend mon peuple soucieux et fait un grand tort aux relations qui grandissaient depuis peu entre nos deux pays. Tous ces événements montrent que les temps sont troubles et qu'il nous faut prendre des directions nettes ; le traité que nous avons signé est un moyen de rester dans le droit chemin sans

not repeat again and against a repetition of which I must expect you to guard me. I fully agree with you that it will cost time, labor and patience to induce France to join us both, but the reasonable people will in future make themselves heard and felt. Our Moroccan business is regulated to entire satisfaction, so that the air is free better understanding between us. Our treaty is a very good base to build upon. We joined hands and signed before God, who heard our vows. I therefore think that the treaty can w ll come into existence.

But if you wish any changes in the words or clauses or provisions for the future or different emergencies — as, for instance, the absolute refusal of France, which is improbable — I gladly await any proposals you will think fit to lay before me. Till these have been laid before me and are agreed upon the treaty must be adhered to by us as it is. The whole of your influential press, *Novosti*, *Norie Wremia*, *Rouss*, etc., have since a fortnight become violently anti-German and pro-British. Partly they are bought by heavy sums of British money, no doubt. Still it makes my people very chary and does great harm to the relations newly growing between our countries. All these occurrences show that times are troubled and that we must have clear courses to steer ; the

toucher à ton alliance, comme telle. Ce qui est signé est signé et Dieu est notre témoin. J'attends tes propositions. Affections à Alice.

WILLY.

On a vu plus haut que, même après les déclarations faites par le gouvernement russe à Berlin, l'Empereur Guillaume conserva encore pendant plusieurs mois, sinon l'illusion, du moins l'espoir de garder son ascendant sur l'Empereur Nicolas, et que c'est seulement après la publication des instructions du Comte Lamsdorff aux plénipotiaires russes à Algésiras, qu'il dut reconnaître définitivement son échec.

Après les péripéties que je viens de décrire, les deux Souverains restèrent deux ans sans se revoir ; en 1907, lors de l'entrevue qui eut lieu entre eux à Svinemünde et à laquelle j'assistai en qualité de Ministre des Affaires Étrangères, l'Empereur Nicolas, craignant que l'Empereur Guillaume n'abordât ce sujet épineux, me chargea de prévenir le Chancelier allemand que le traité de Bjorkoë devait être considéré comme définitivement abrogé et qu'il se refuserait à toute tentative de la part de l'Empereur Guillaume de le faire revivre.

Au moment de l'entrevue à Bjorkoë, j'étais Ministre à Copenhague et n'avais aucune connaissance de ce qui s'y était passé entre les deux Souverains ; quelques jours après l'entrevue, j'appris que l'Empereur Guillaume avait annoncé au Roi Christian IX que, en rentrant à Kiel à bord du *Hohenzollern*, il s'arrêterait à Copenhague pour lui faire une visite.

treaty we signed is a mean of keeping straight, without interfering with your alliance as such. What is signed is signed, and God is our testator. I shall await your proposals. Best love to Alice.

WILLY.

Je crois me rappeler que ce télégramme, que j'ai eu sous les yeux, portait la signature « Your friend and ally, — Willy. » (ton ami et allié — Willy)

On a vu que l'Empereur Guillaume aimait à faire de brusques apparitions dans la capitale danoise ; chacune de ces visites produisait un grand émoi, non seulement à la Cour Royale, mais aussi dans tout le pays ; on sait combien le ressentiment du peuple danois contre la Prusse et les Hohenzollern était resté vivace à la suite de la spoliation de 1864 ; la famille royale partageait ce ressentiment dans toute sa force, et la présence de l'Empereur Guillaume à Copenhague était toujours pour le Roi Christian IX et pour son entourage une source de douloreuuses émotions ; si forte était l'aversion que l'Allemagne, et tout ce qui était Allemand, inspiraient à l'Impératrice Douairière de Russie, seconde fille du Roi, que lorsque celle-ci venait voir son père, elle arrivait toujours sur son yacht par voie de mer pour ne pas traverser l'Allemagne ; mais quelquefois la saison la forçait de prendre pour le retour la voie de terre et, par conséquent, de passer par le territoire allemand ; dans ces cas, elle ne consentait jamais à faire la courte traversée du détroit qui sépare les îles danoises de la côte allemande sur un paquebot battant pavillon allemand ; un bateau danois la déposait à Warnemünde où l'attendait un train spécial composé de wagons russes et qui gagnait la frontière russe avec aussi peu d'arrêts que possible ; la troisième fille du Roi Christian IX, la princesse Thyra, mariée au Duc de Cumberland, était, si possible, encore plus ardente dans son antipathie pour les Allemands ; car, pendant la malheureuse guerre des Duchés, elle n'avait pas encore quitté la maison paternelle et avait partagé les angoisses et même les fatigues physiques de son père : ces souvenirs ne s'étaient jamais effacés de sa mémoire ; à l'époque dont je parle, son mari, fils du dernier Roi de Hanovre dépossédé par la Prusse, était entièrement dans les mêmes senti-

ments. (On sait que, depuis, l'appât du Duché de Brunswick et des millions guelfes a fait qu'il a consenti au mariage de son fils avec la fille de l'Empereur Guillaume.) Il arriva qu'une des visites inattendues de l'Empereur Guillaume surprit le Duc et la Duchesse de Cumberland à Copenhague; plutôt que de s'exposer à se rencontrer avec le Souverain allemand, le couple ducal s'empressa de quitter la capitale danoise le jour même de l'arrivée de l'Empereur; cet incident fournit à la Princesse Marie d'Orléans (1), restée très Française de cœur et d'esprit, et remplie de malice, l'occasion d'une de ces drôleries pour lesquelles elle était célèbre à la Cour de Danemark: au grand dîner donné ce jour-là au palais royal à l'Empereur Guillaume, on l'entendit remarquer tout haut et de manière à ce que cette remarque n'échappât pas à l'Empereur Guillaume: « Oh! quelle bonne sauce, et comme elle file bien: on dirait une sauce Cumberland! »

Quant à l'Empereur Guillaume, il ne paraissait jamais se douter de l'impression qu'il produisait sur ses hôtes et avait l'air de croire de bonne foi que, par sa seule présence et par l'effet irrésistible de sa personnalité, il ramenait à lui tous les cœurs; se composant un rôle pour la circonstance, comme il en avait l'habitude, il affectait une déférence presque exagérée pour la personne du vieux Roi qu'il savait être adoré de son peuple, s'imaginant par là se rendre populaire parmi le public danois: ainsi, au cours de l'une de ses visites, au moment de prendre congé du Roi à l'embarcadère, il étonna l'assistance en baisant publiquement la main de Christian IX. Tous ses efforts restaient d'ailleurs stériles, et, à chacune de ses apparitions, les autorités danoises étaient obligées de

(1) Cette princesse avait épousé le Prince Waldemar, troisième fils du Roi Christian.

prendre des mesures afin de prévenir des démonstrations hostiles de la part de la population.

En été 1905, les esprits en Danemark étaient particulièrement montés contre l'Empereur Guillaume; il y avait à cela deux raisons: premièrement, au cours de cet été, les autorités allemandes avaient accentué les mesures vexatoires auxquelles était soumise la population danoise du Sleswig d'où on avait expulsé un certain nombre de jeunes Danois; ensuite, des bruits persistants avaient couru, attribuant à l'Empereur Guillaume le plan d'obtenir, par voie d'accord avec la Russie et la Suède, la fermeture de la Baltique aux navires de guerre de tous les États non riverains de cette mer; une campagne en faveur de ce plan avait été faite par la presse officieuse allemande, ce qui éveilla des inquiétudes tant en Danemark qu'en Angleterre et détermina même le gouvernement anglais à envoyer, un peu plus tard, une de ses escadres faire une croisière dans la mer Baltique en touchant à différents ports danois, suédois et allemands. (Cette croisière provoqua le vif mécontentement de l'Empereur Guillaume et des commentaires fort peu courtois de la part de la presse allemande.)

La visite de l'Empereur Guillaume à Copenhague, ou plutôt au château de Bernstorff, où se trouvait la famille Royale, devant avoir un caractère tout à fait privé, il était entendu que le corps diplomatique étranger n'aurait aucune occasion de se rencontrer avec le Souverain allemand; je fus donc très étonné lorsque le Ministre d'Allemagne, M. de Schœn (ensuite Ambassadeur à Saint-Pétersbourg, Secrétaire d'Etat aux Affaires Étrangères, et enfin Ambassadeur à Paris au moment de la déclaration de guerre en 1914) vint me dire que l'Empereur Guillaume désirait me voir; il ajouta que, me trouvant seul

dans ce cas parmi les Ministres étrangers accrédités à Copenhague, j'étais prié de garder le secret sur cette audience. En essayant de pénétrer les raisons qui me valaient un honneur aussi exclusif, je ne pouvais naturellement m'imaginer que l'Empereur Guillaume entendait recevoir, en ma personne, le représentant d'un nouvel et précieux allié qu'il se flattait d'avoir acquis à Bjorkoë; je crus simplement que, l'Empereur Nicolas lui ayant parlé de ma prochaine nomination à Berlin, il était curieux de me connaître un moment plus tôt; je ne m'étais encore jamais rencontré avec l'Empereur Guillaume, et la perspective d'un entretien avec lui, je l'avoue, m'impressionnait beaucoup.

L'audience eut lieu le soir, à la légation d'Allemagne, et fut entourée de beaucoup de mystère.

C'est à la conversation que j'eus avec lui au cours de cette audience que l'Empereur Guillaume fait allusion dans un télégramme qu'il adressa à l'Empereur, dès son retour en Allemagne, le 2 août 1905, et dans lequel il lui rend compte de son séjour en Danemark.

Voici ce télégramme que je crois devoir citer en entier:

(1) Sassnitz (Île de Rügen), 2 août 1905, 1 h. nuit.

Ma visite s'est très bien passée en raison de l'extrême amabilité de toute la famille, particulièrement de ton cher vieux grand-père. Aussitôt après mon arrivée, la lecture des journaux danois aussi bien qu'étrangers m'a montré que ma visite a suscité un courant très vif de défiance et d'inquiétude, surtout en Angleterre; le roi en a été à ce point intimidé, et l'opinion publique en a été si influencée, que je n'ai pu aborder

(1) *Sassnitz (Island of Rügen) 2rd of August 1905, 1 o'clock., night.*

*My visit passed off well under the extreme kindness shown me by the whole family, especially by your dear old grandfather. After my arrival I soon found out through reading the press reports, Danish and foreign, that a very strong current of mistrust and apprehension was engendered against my visit, especially from England. The King had been so inti-*

la question que nous avions convenu que je lui soumettrais.

Le Ministre d'Angleterre, dinant avec un de mes gentilshommes, s'est exprimé sur mon compte en termes très violents, m'accusant des plus basses intrigues et des plans les plus vils, et déclarant que tout Anglais savait et était convaincu que je travaillais en vue d'une guerre avec l'Angleterre ayant pour but sa complète destruction. Tu peux t'imaginer ce qu'un homme dans cet état d'esprit a pu semer de germes de défiance à mon égard dans les esprits de la famille royale danoise et du peuple.

J'ai fait tout ce que j'ai pu pour dissiper ce nuage de méfiance en affectant une attitude tout à fait détachée et en ne faisant aucune allusion aux questions de politique sérieuse, d'autant plus que, connaissant le nombre de canaux qui mènent de Copenhague à Londres et la légendaire indiscretions de la cour de Danemark, j'avais lieu de craindre qu'il ne transpirât quelque chose, ce qui eût été aussitôt communiqué à Londres, chose absolument inadmissible aussi longtemps que notre traité doit rester actuellement secret.

Au cours d'une longue conversation avec Iswolsky, j'ai pu acquérir la certitude que le Ministre actuel des Affaires Étrangères, le Comte Raben, et un certain nombre d'autres personnes influentes sont actuellement arrivés à la conviction que, en cas de guerre et d'une imminente attaque sur

minded and public opinion so worked upon that I was unable to touch the question we agreed I was to mention to him. —

The British Minister dining with one of my gentlemen used very violent language against me, accusing me of the vilest plans and intrigues and declaring that every Englishman knew and was convinced that I was working for war with and for the destruction of England. You may imagine what stuff a man like this may have been distilling into the minds of the Danish family, Court and people.

I did all in my power to dispel the cloud of distrust by behaving quite unconcernedly and making no allusion to serious politics at all. Also considering the great number of channels leading from Copenhagen to London and the proverbial want of discretion of the Danish Court, I was afraid to let anything be known, as it would have been communicated immediately to London, a most impossible thing as long as the treaty is to remain secret for the present.

By a long conversation with Iswolsky, however, I was able to gather that the actual Minister of Foreign Affairs, Count Raben, and a number of persons of influence have already come to the conviction that in case of war and impending attack on the Baltic from a foreign power, the

la Baltique par une puissance étrangère, les Danois, en raison de leur impuissance sans remède de maintenir seulement l'ombre d'une neutralité contre l'invasion de leur territoire, s'attendent à ce que la Russie et l'Allemagne prennent immédiatement des mesures pour sauvegarder leurs intérêts et mettent la main sur le Danemark et l'occupent pour la durée de la guerre, ce qui d'ailleurs serait une garantie pour le territoire et pour l'avenir du pays et de la dynastie.

Les Danois se résignent lentement à cette alternative et orientent leurs pensées en conséquence, ce qui est exactement ce que tu supposais et espérais. J'ai jugé préférable de ne pas aborder ce sujet avec les Danois et je me suis abstenu de toute allusion. Il vaut mieux laisser l'idée se développer et mûrir dans leur tête et les laisser tirer eux-mêmes les conclusions, de telle sorte qu'ils en viennent spontanément à rechercher notre appui et à se ranger aux côtés de nos deux pays. *Tout vient à point à qui sait attendre.*

Au sujet du départ de Charles pour la Norvège, la question a été réglée dans ses moindres détails; l'Angleterre ayant consenti à tout, il n'y a rien de plus à faire. J'ai parlé à Charles de ses projets; je l'ai trouvé très modéré et sans illusions sur sa tâche. Que penses-tu du programme des fêtes que l'on prépare à Cowes pour tes alliés? Tous les vétérans de la guerre de Crimée ont été invités à venir saluer

Danes expect their inability and helplessness to uphold even the shadow of neutrality against invasion, being evident that Russia and Germany will immediately take steps to safeguard their interests by laying hand on Denmark and occupying it during the war, as this would at the same time guarantee the territory and the future existence of the dynasty and country.

The Danes are slowly resigning themselves to this alternative and making up their minds accordingly, this being exactly what you wished and hoped for. I thought it better not to touch the subject with the Danes and refrained from making any allusions. It is better to let the idea develop and ripen in their heads and let them draw final conclusions themselves, so that they will of their own accord be moved to lean upon us and fall in line with our two countries. « Tout vient à point à qui sait attendre. »

The question about Charles going to Norway has been arranged up to the smallest detail England having consented to everything and there is nothing to be done any more. I talked with Charles about his prospects and found him very sober, and without any illusions about his task. What do you say to the programme of festivities for your allies at

leurs anciens frères d'armes qui combattirent avec eux autrefois contre la Russie. C'est vraiment très délicat! Cela te montre bien combien j'avais raison quand je te mettais en garde, il y a deux ans, contre le danger de la reconstitution de la vieille combinaison de Crimée qu'ils ressuscitent rapidement pour une vengeance. Le temps était beau. Mes meilleures amitiés à Alice.

WILLY.

Dans ce télégramme, l'Empereur Guillaume fait pour la première fois allusion à un plan qui avait été évidemment discuté entre lui et l'Empereur Nicolas à Bjorkoë, et qui consistait, en cas de guerre de la Russie et de l'Allemagne contre l'Angleterre, à occuper le Danemark par des forces russo-allemandes; en même temps, l'Empereur Guillaume m'y attribue certaines déclarations au sujet d'une soi-disant tendance du Ministre des Affaires Etrangères du Danemark et d'autres dirigeants danois à chercher dans une pareille combinaison une garantie pour l'intégrité de leur pays et le salut de la dynastie; ce télégramme, lorsqu'il fut publié par le Gouvernement russe révolutionnaire en 1917, produisit une certaine émotion dans les pays scandinaves, surtout en Danemark, car il révélait un plan dont rien n'avait transpiré jusque-là et semblait impliquer que la diplomatie russe, en ma personne, s'était prêtée à sa réalisation; il est donc nécessaire que je donne à ce sujet quelques explications.

Ma conversation avec l'Empereur Guillaume dura plus d'une heure; quelques-unes des paroles que je recueillis à cette occasion de sa bouche me parurent si frappantes

Cowes? The whole of the Crimean veterans have been invited to meet their former « brothers-in-arms » who fought with them against Russia. Very delicate indeed. It shows I was right when I warned you two years ago of the reforming of the « old Crimean combination » they are fast warming up again with a vengeance. Weather was fine. Best love to Alice. — WILLY.

que, en rentrant chez moi, je m'empressai de consigner mes impressions dans une lettre privée au Comte Lamsdorff; je n'ai malheureusement pas conservé le brouillon de cette lettre; j'ai gardé néanmoins de cette conversation un souvenir très vivant.

Je me rappelle donc très distinctement combien je fus étonné lorsque l'Empereur Guillaume, après quelques mots au sujet de son entrevue avec l'Empereur Nicolas à Bjorkoë, mais sans révéler, bien entendu, ce qui s'y était passé, aborda la question de la situation politique générale et se mit à me développer, à grand renfort d'éloquence, la nécessité d'assurer par des moyens nouveaux la paix de l'Europe, ainsi que sa conviction que ce but ne pourrait être atteint que par l'union des trois grandes Puissances Continentales — Russie, Allemagne et France, — union explicitement dirigée contre l'Angleterre. Ne me doutant pas qu'il s'agissait d'autre chose que d'une espèce de paradoxe ou d'utopie politique, je répondis que ce plan aurait été sans doute admirable si l'on pouvait le réaliser, mais qu'un pareil groupement de Puissances me paraissait impossible pour la simple raison que la France, dans l'état actuel des choses, ne consentirait jamais à s'y joindre.

Ma réponse parut visiblement déplaire à l'Empereur Guillaume qui insista pour connaître les raisons sur lesquelles se basait mon opinion; je me vis donc obligé d'expliquer, en me servant des termes les plus prudents, que la France était séparée de l'Allemagne par un abîme profond creusé par la perte de l'Alsace et de la Lorraine, et que, tant que cet abîme ne serait pas comblé, le peuple français ne deviendrait jamais l'ami des Allemands.

A ces mots, le déplaisir de l'Empereur Guillaume sembla se transformer en véritable colère, et c'est avec des éclats dans la voix qu'il me fit cette stupéfiante déclaration :

« La question de l'Alsace et de la Lorraine, s'écria-t-il, je la considère non seulement comme inexistante à l'heure actuelle, mais comme ayant été tranchée à tout jamais par le peuple français lui-même : j'ai jeté, à propos du Maroc, mon gant à la France, et celle-ci ne l'a pas relevé; donc, ayant ainsi refusé de se battre avec l'Allemagne, la France a renoncé à ses réclamations au sujet des provinces perdues. »

J'avais cru, tout d'abord, que cette assertion n'était qu'une de ces boutades pour lesquelles l'Empereur Guillaume était célèbre ; mais je pus m'apercevoir bientôt qu'il y avait là, de sa part, une véritable conviction, car il revint à plusieurs reprises, au cours de la conversation, à l'étrange idée que, à partir du moment où elle avait cédé à la menace allemande dans l'affaire marocaine, la France ne pouvait plus invoquer ses anciens griefs pour refuser de se rapprocher de l'Allemagne ; et, comme, je continuais, de mon côté, à exprimer des doutes sur un pareil changement dans la psychologie du peuple français, l'Empereur Guillaume me surprit encore plus en déclarant que, si, après tout, la France persistait dans son refus de se joindre à l'alliance projetée, il y avait des moyens pour *l'y amener de force*.

C'est cette partie de la conversation qui m'avait frappé le plus et qui avait surtout absorbé mon attention ; cela fait que, sur les autres sujets abordés par l'Empereur Guillaume, mes souvenirs sont peut-être un peu moins précis ; cependant, je suis tout à fait sûr que les paroles qui me sont prêtées par lui sur la soi-disant tendance du Danemark à chercher dans une occupation russo-allemande une garantie contre une agression de la part de l'Angleterre, que ces paroles, dis-je, sont pour le moins travesties ; je savais, comme tout le monde, que les Danois vivaient sous l'empire de la peur constante d'une invasion

venant du dehors; mais personne en Danemark ne pouvait s'attendre à ce qu'une pareille invasion vint d'autre part que de l'Allemagne; le gouvernement danois se rendait parfaitement compte de la faiblesse militaire du Danemark et de l'impossibilité pour ce pays de résister longtemps seul à une pareille agression; mais sa politique traditionnelle était précisément d'invoquer contre ce péril l'aide des Puissances dont la grande faute avait été, dans le passé, de permettre l'écrasement du Danemark par l'Allemagne; il était, d'autre part, de notoriété publique qu'il existait en Danemark un parti, — celui des radicaux et des socialistes, — qui s'opposait à toute augmentation des dépenses militaires et prêchait la non-résistance à toute invasion du dehors, de quelque côté qu'elle vînt; il est fort possible que, en réponse à une question de l'Empereur Guillaume sur l'état des esprits en Danemark, j'aie pu mentionner ce fait; mais il aurait été absurde de ma part d'attribuer de pareilles idées au Ministre des Affaires Etrangères danois, alors même que je savais le Comte Raben plus enclin que ses prédecesseurs à cultiver de bonnes relations avec l'Allemagne, dans le but surtout d'améliorer le sort de la population danoise du Slesvig. Comment aurais-je pu, d'ailleurs, parler d'une attaque de la part de l'Angleterre et d'une occupation russo-allemande du Danemark, puisque j'ignorais tout des conversations qui avaient eu lieu à Bjorkoë? De pareilles éventualités étaient, à mes yeux, en dehors de toute probabilité.

Il y avait d'ailleurs une raison spéciale à ce que, de tous les diplomates accrédités à Copenhague, je fusse le moins suspect de pouvoir traiter légèrement la question de la neutralité du Danemark ou de sympathiser avec une violation éventuelle de cette neutralité. On se rappel-

lera que, pendant la guerre russo-japonaise, j'avais été appelé à assurer le passage de la flotte de l'Amiral Rojdestvensky par le Grand-Belt, c'est-à-dire par un détroit soumis à la Souveraineté danoise. Ceci se passait avant les conventions de La Haye qui ont nettement réglé la question du passage de détroits neutres en temps de guerre. Le Japon mettait une grande insistance à détourner le Gouvernement danois d'accorder le droit de passage à la flotte russe ou, au moins, de prêter à celle-ci l'assistance de ses pilotes brevetés; m'appuyant sur le précédent établi pendant la guerre de Crimée en faveur des flottes alliées de la France et de l'Angleterre, je réussis à obtenir les mêmes facilités, et d'autres plus grandes encore, pour la flotte russe; j'avais de cette manière contribué à établir un principe important de la jurisprudence internationale : celui de la libre navigation à travers les détroits neutres en temps de guerre, — et il aurait été pour le moins illogique et étrange de ma part de discuter avec l'Empereur Guillaume une violation éventuelle de ce principe; on verra d'ailleurs que, plus tard, comme Ministre des Affaires Etrangères, j'eus la constante préoccupation de préserver contre toute atteinte le statu quo dans la Baltique, c'est-à-dire, entre autres, l'inviolabilité du territoire du Danemark et le respect de ses droits de Puissance neutre.

\*  
\*\*

Les pages qu'on vient de lire éclairent d'une lumière suffisante, me semble-t-il, l'ensemble de la situation internationale au moment où j'allais assumer la direction de la politique extérieure de la Russie.

Comme Ministre des Affaires Etrangères, j'étais appelé

à prendre nettement position à l'égard de la politique que le Gouvernement russe entendait suivre sur le terrain international.

La situation de la Russie en Europe était déterminée par le fait que, depuis plus de quinze ans, elle était liée à la France par un traité formel d'alliance ; l'Empereur Nicolas avait, il est vrai, momentanément cédé aux efforts insidieux de l'Empereur Guillaume pour engager la Russie dans un système politique de nature sinon à la détacher complètement de la France, du moins de la placer dans une situation infiniment plus compliquée et incertaine ; l'erreur de l'Empereur Nicolas n'avait été que passagère ; son sentiment d'honneur et son bon sens l'avaient empêché d'y persister, et il avait réussi, avec l'aide du Comte Lamsdorff, à se dégager du piège qui lui ayant été tendu ; l'alliance avec la France était intacte ; cependant, au cours des deux années qui venaient de s'écouler, de grands changements étaient survenus sur le terrain de la politique européenne : la France et l'Angleterre avaient renoncé à leurs vieilles querelles, et une ère de confiance mutuelle et d'amitié avait été inaugurée entre ces deux Puissances. La Russie avait déjà bénéficié d'une manière appréciable de cette entente pendant la guerre avec le Japon ; mais, pour qu'elle pût en retirer des avantages permanents et complets, il était clair qu'elle devait elle-même se rapprocher de l'Angleterre ; or, ceci n'était possible que si, suivant l'exemple de la France, elle trouvait moyen de résoudre les nombreuses difficultés qui la séparaient de cette puissance ; de plus, un rapprochement avec l'Angleterre seule ne suffisait pas et devait avoir nécessairement pour corollaire une réconciliation sincère avec le Japon. En adoptant une pareille politique, non seulement la Russie fortifierait sa situation en tant

qu'alliée de la France, mais elle donnerait une base nouvelle et plus solide à tout l'édifice de la Double-Alliance. Si, par contre, la Russie négligeait de tirer les conséquences logiques de la nouvelle conjoncture internationale et restait dans des relations tendues avec l'Angleterre et le Japon, tôt ou tard elle se trouverait dans une situation difficile entre son alliée — la France — et ces deux Puissances. L'Allemagne saisirait aussitôt cette occasion pour renouveler sa tentative de la détacher de la France et de diriger ses énergies du côté de l'Asie ; peut-être même la diplomatie allemande réussirait-elle à la faire entrer dans un système politique opposé. Or, tant pour l'avenir de la Russie que pour la paix du monde, rien ne pouvait être plus dangereux qu'un pareil « renversement des alliances » ; si la Russie se détournait définitivement de la France et de l'Angleterre et se trouvait engagée dans une lutte pour la prépondérance en Asie, elle serait obligée de renoncer non seulement à son rôle historique en Europe, mais à toute indépendance économique et morale vis-à-vis de l'Allemagne ; si, de ce fait, la Russie devenait la vassale de l'Empire allemand, l'Europe tout entière devait en souffrir ; en effet, une fois délivrée de tout souci du côté russe, l'Allemagne n'aurait plus qu'à choisir son heure pour une attaque décisive contre la France et l'Angleterre afin d'assurer son hégémonie dans le monde.

Tel était le formidable dilemme qui se posait à cette heure devant le Ministre des Affaires Etrangères de Russie et qui exigeait une prompte et irrévocable décision ; on se rappellera que cette question avait été examinée à fond entre M. Nélidoff, le Comte Benckendorff, M. Mouravieff et moi pendant mon séjour à Paris et à Londres ; nous étions arrivés à la conclusion unanime que la

politique étrangère de la Russie devait continuer à reposer sur la base immuable de son alliance avec la France, mais que cette alliance devait elle-même être fortifiée et élargie par des accords avec l'Angleterre et le Japon; c'est ce programme que je m'étais engagé à soumettre à l'Empereur en assumant mes nouvelles fonctions; j'étais d'ailleurs résolu à n'accepter celles-ci d'une manière définitive, que si j'acquérais la certitude que ce programme avait l'entièvre adhésion de l'Empereur.

## III

## COUP D'ŒIL EN ARRIÈRE

Je ne crois pas inutile de m'arrêter ici à quelques détails biographiques qui exercèrent une grande influence sur le cours de mon activité pendant les années de mon ministère et firent que je me sentis étranger au monde bureaucratique de Saint-Pétersbourg. J'étais, par contre, bien plus en sympathie avec le monde de la noblesse de province et des *Zemstvos* qui avaient envoyé à la Douma et au Conseil de l'Empire quelques-uns de leurs meilleurs représentants. Ces détails seront de nature non seulement à rendre plus compréhensible le rôle politique que j'ai joué dans mon pays, mais aussi à éclairer certains aspects, peu connus à l'étranger, de la situation intérieure de la Russie à cette époque.

Avant de parler de mes origines, je voudrais dire quelques mots de la structure sociale de mon pays et de la manière dont se sont constituées les différentes classes appelées à prendre part à la vie politique russe.

On sait qu'en Russie il n'y a jamais eu d'aristocratie dans le sens qu'on attache à ce mot à l'étranger, c'est-à-dire dans celui d'une caste fermée issue de la féodalité et

dont les membres jouissent d'une situation privilégiée dans l'État en raison de la « noblesse » de leur origine ; lorsqu'à la fin du xv<sup>e</sup> siècle les grands Princes de Moscou réussirent à s'affranchir du joug des Mongols et à rassembler sous leur sceptre la plupart des autres principautés dont l'ensemble formait la Russie, ils n'eurent à lutter contre aucun puissant féodal et ne s'agrandirent qu'aux dépens de leur propre famille dont les différentes branches se partageaient ces principautés ; quant à la très nombreuse classe de la noblesse territoriale ou *dvorianstvo*, elle était composée d'éléments fort hétérogènes : descendants des anciens compagnons d'armes des premiers Princes Varègues d'origine normande, fondateurs au ix<sup>e</sup> siècle de la monarchie en Russie ; petits chefs militaires, sortes de « condottieri » venus des états voisins — Pologne Lithuanie, Hongrie, même Allemagne et Italie — à la tête de petits détachements armés ; begs tartares vaincus par les armées russes et passés avec leurs hordes au service de la Moscovie. Au milieu de tous ces éléments, les aborigènes proprement dits étaient assez faiblement représentés ; ils formaient une masse très démocratique de commerçants, d'artisans, mais surtout d'agriculteurs ; les nobles ou *dvoriane* recevaient du Prince des domaines territoriaux ou *pomestia* et devaient en retour fournir à celui-ci, en cas de guerre, des contingents armés proportionnés à l'étendue de ces domaines ; les *dvoriane* n'avaient au commencement qu'un pouvoir assez limité sur les paysans qui peuplaient leurs terres ; ces paysans avaient le droit de quitter à certaines époques fixes de l'année le domaine d'un seigneur pour s'établir sur celui d'un autre qui leur faisait de meilleures conditions ; ce n'est qu'assez tard, sous le Tzar Boris Godounoff (1593-1605), que ce droit fut restreint et que les paysans furent attachés

à la glebe, devenant ainsi les véritables serfs du seigneur ; on sait que le servage fut aboli par l'Empereur Alexandre II en 1861 ; il n'exista donc en Russie que pendant 250 ans ; encore ceci n'est-il vrai que de la Russie proprement dite : en petite Russie (ou dans l'Ukraine), il ne fut introduit que vers la fin du xviii<sup>e</sup> siècle par l'Impératrice Catherine II et ne dura par conséquent qu'un peu plus d'un demi-siècle.

Le *dvorianstvo*, dont nous venons de voir les origines cosmopolites, s'assimila très vite au milieu russe : il y eut à cette rapide russification plusieurs raisons dont les principales furent l'absence totale parmi les *dvoriane* de préjugés de caste, ce qui facilita leur mélange avec les éléments « roturiers » locaux, et, d'une façon générale, la grande force d'absorption dont fut de tout temps douée la nation russe.

Le *dvorianstvo* n'eut donc jamais le caractère d'une « aristocratie » : il formait plutôt une classe de serviteurs de l'État ; il n'y avait dans l'ancienne Russie aucun titre nobiliaire, à l'exception de celui de Prince conservé par courtoisie aux membres des branches de la maison régnante médiatisés par les grands Princes de Moscou, comme les Bariatinsky, les Galitzine, les Dolgorouky, les Gortchakoff et autres ; mais ce titre ne conférait aucun privilège spécial à ceux qui le portaient, et une grande partie de ces descendants de Rurik (on leur donne encore aujourd'hui le nom générique de *rurikovitchi*) se confondirent bientôt avec les *dvoriane* ordinaires ; un certain nombre de familles appartenant au *dvorianstvo* s'étaient, il est vrai, élevées au-dessus des autres et formaient autour du Trône une espèce d'oligarchie dont les membres portaient le titre de *Boyards* : mais, quoique dans ces familles on ait été généralement *Boyards* de

père en fils, ce titre, ou plutôt cette dignité, ne fut jamais héréditaire, et les rangs des Boyards étaient ouverts à tous ceux des *dvoriane* qui réussissaient à se pousser au premier rang des serviteurs de l'État; les Grands Princes, et ensuite les Tzars de Moscou qui choisissaient leurs épouses parmi les filles de leurs sujets, ne firent jamais, sous ce rapport, de distinction entre les familles princières et celles des *Boyards*, et même des simples *dvoriane*; lorsqu'un héritier du Trône moscovite arrivait à l'âge d'être marié, on convoquait à Moscou quelques centaines de jeunes filles appartenant à tous les échelons du *dvorianstvo* et l'on choisissait entre elles la future Tzarine en donnant la préférence à celle qui réunissait le plus de qualités personnelles : beauté, santé, etc., mais sans égard pour l'illustration plus ou moins grande de sa maison ; la famille, de situation quelquefois modeste, qui donnait ainsi une Souveraine au pays, acquérait naturellement une situation prépondérante à Moscou ; ce fut là l'origine de l'élevation des Godounoff, des Naryschkine, des Lopouchine, etc. ; les Romanoff eux-mêmes, dont un membre fonda une dynastie nouvelle, n'étaient alliés que par les femmes à l'ancienne Maison régnante.

Vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire à la veille des réformes de Pierre-le-Grand, le *dvorianstvo* formait une classe accusant un sens très développé du rôle qu'elle jouait dans l'État et se distinguait par une aptitude remarquable à s'assimiler les formes de la civilisation occidentale à laquelle allaient s'ouvrir les portes de la Russie ; c'est dans cette classe que Pierre-le-Grand recruta la plupart des jeunes gens qu'il envoya à l'étranger acquérir les différentes connaissances nécessaires pour opérer la transformation du pays et qui fournirent un contingent consi-

dérable au nouveau personnel gouvernemental créé par le grand réformateur ; abolissant les vieilles distinctions sociales (il ne nomma plus de Boyards, dont le dernier — le Prince Ivan Troubetzkoy — mourut en 1750), Pierre-le-Grand établit une nouvelle échelle des rangs entièrement basée sur les services personnels rendus à l'État à tous les degrés de la hiérarchie civile et militaire.

Cette nouvelle hiérarchie absorba un nombre considérable des représentants du *dvorianstvo*, mais sans que celui-ci perdit, dans son ensemble, ses attaches avec le terroir ; il conservait toujours la conscience d'appartenir à une classe distincte ayant ses racines dans le passé de la Russie.

A mesure cependant que, sous les successeurs de Pierre-le-Grand, se développait à Saint-Pétersbourg un gouvernement fortement centralisé et essentiellement bureaucratique, les rangs du personnel gouvernemental s'ouvrirent de plus en plus à une foule d'individus de provenances les plus diverses, tant indigènes qu'étrangers ; il se forma bientôt autour du Trône une caste de courtisans et de fonctionnaires qui, encore une fois, n'avait aucune ressemblance avec la noblesse de cour française ou l'aristocratie anglaise, mais qui seule détenait toutes les charges et tous les emplois et qui constitua la haute société de Saint-Pétersbourg ; c'est à cette époque qu'apparurent en Russie les titres nobiliaires empruntés à l'Europe occidentale : on fut Baron, Comte, même Prince ; mais il est curieux de noter que tous ces nouveaux titres conservèrent pendant longtemps un caractère exotique, et lorsqu'un Souverain russe voulait en décorer un de ses sujets, il ne le faisait pas lui-même, mais sollicitait en sa faveur un brevet de l'Empereur romain : le seul titre russe continuait à être celui de Prince issu de la maison de Rurik.

Les origines de la haute société de Saint-Pétersbourg étaient donc fort hétérogènes ; on voyait dans ses rangs, à côté de descendants authentiques de Rurik, ceux d'un garçon pâtissier comme les Princes Menschikoff, d'un paysan petit-russe comme les Princes Razoumovsky, d'un soldat de fortune comme les Princes Orloff. Une des sources les plus fréquentes de titres, fortune et influence, était la faveur que la Souveraine, Elisabeth ou Catherine, accordait à un jeune officier aux gardes ou même quelquefois à un serviteur plus humble ; c'est de cette société que le grand poète national russe Pouschkine, dont la famille appartenait à l'ancien *dvorianstvo* et avait fourni des Boyards à la Cour des Tzars de Moscou, a dit, dans une pièce restée célèbre :

Chez nous la noblesse est jeune,  
Et, plus elle est jeune, plus elle est noble.

Pendant les règnes des Empereurs Paul I<sup>e</sup> et Alexandre I<sup>e</sup>, la scission entre le *dvorianstvo* provincial et la société de la Cour ne fit que s'accentuer ; tandis que cette dernière résidait à Saint-Pétersbourg ou suivait le Souverain dans ses villégiatures, la noblesse provinciale vivait en été sur ses terres et passait les mois d'hiver de préférence dans l'ancienne capitale des Tzars, Moscou ; c'est dans ce milieu provincial que, à l'époque des guerres napoléoniennes, les idées libérales recueillies par la jeunesse militaire russe pendant le séjour des alliés à Paris trouvèrent le terrain le plus propice ; et c'est encore ce milieu qui fournit la majeure partie des acteurs de la conjuration qui éclata en décembre 1825 au moment de la mort de l'Empereur Alexandre I<sup>e</sup> et qui avait pour but d'obtenir de son successeur une charte constitutionnelle ; on sait avec quelle dureté l'Empereur Nicolas réprima

ce mouvement et quel fut le sort des « Décembristes » dont quelques-uns, comme les Princes Wolkonsky et Troubetzkoy, appartenaient aux plus grandes familles de la Russie, et dont la majeure partie était recrutée parmi les nobles de province.

Le régime de fer exercé par l'Empereur Nicolas I<sup>e</sup> pendant les trente années de son règne ne parvint pas à étouffer l'esprit progressiste de ce milieu, et, lorsque l'Empereur Alexandre II inaugura en 1856 une ère nouvelle de réformes libérales, c'est encore parmi la noblesse provinciale que ces réformes reçurent l'accueil le plus enthousiaste.

L'acte principal du beau règne de l'Empereur Alexandre II fut, comme on sait, l'émancipation des serfs ; avant d'être réalisée par les ministres de ce Souverain, cette réforme avait été préparée dans les esprits par une propagande active faite par une brillante pléiade de penseurs et d'écrivains presque tous appartenant à la classe de la noblesse provinciale et dont le représentant le plus typique fut Ivan Tourgueneff. (Ses terres dans la province de Toula étaient voisines de celles de ma famille). On sait avec quel élan cette classe, qui était seule à posséder des domaines peuplés de serfs, alla au devant des intentions libérales de l'Empereur Alexandre II, sacrifiant ses intérêts matériels à la grande idée émancipatrice : car l'émancipation des serfs eut pour corollaire le partage parmi ceux-ci d'une partie importante des terres appartenant aux nobles, et, quoique les propriétaires eussent été indemnisés, la révolution économique qui s'en suivit ébranla profondément leur bien-être.

Les autres réformes libérales de l'Empereur Alexandre II, comme la réorganisation de la justice et la création des « self-governments » locaux ou *zemstvos*,

obtinrent aussi le concours le plus chaleureux de la noblesse provinciale; il fut de mode dans ce milieu pour les jeunes gens de fuir les institutions bureaucratiques de Saint-Pétersbourg et de servir en province en qualité de Maréchaux de la noblesse, de membres des *zemstvos*, de juges et d'arbitres de paix. (Ces derniers avaient pour mission de servir d'intermédiaires entre les propriétaires et les paysans pour le rachat des terres.) J'ai déjà mentionné que, dans la pensée de l'Empereur Alexandre II, l'institution des *zemstvos* devait être pour ainsi dire l'embryon d'une véritable représentation nationale; le futur parlement russe devait être composé de délégués de ces assemblées qui devinrent tout naturellement l'école du parlementarisme russe.

Lorsque, après l'assassinat de l'Empereur Alexandre II, l'ère des réformes libérales fut close, et que l'Empereur Alexandre III inaugura un régime de réaction et de centralisation bureaucratique à outrance, les *zemstvos* servirent de plus en plus de refuge aux éléments libéraux du pays; quelques-unes de ces assemblées, comme celle de la province du Tver, s'acquirent une renommée particulière sous ce rapport et furent, de ce fait, l'objet des plus grandes rigueurs de la part du gouvernement; enfin Moscou, l'antique capitale des Tzars, célèbre pour son patriotisme et pour son esprit ultra-national, et que dans les milieux officiels on s'obstinait à considérer comme la citadelle du loyalisme envers l'autocratie, devint en réalité le principal foyer de la propagande en faveur de la réforme constitutionnelle.

Au début du règne de l'Empereur Nicolas II, ce furent encore les *zemstvos*, dans lesquels la noblesse provinciale continuait à être largement représentée, qui se mirent à la tête du mouvement libéral modéré et

essayèrent d'obtenir du jeune Souverain un retour aux idées de son grand-père; à une adresse présentée par le *zemstvo* de Tver et sollicitant dans des termes empreints du plus grand loyalisme l'octroi d'une représentation nationale, l'Empereur Nicolas, conseillé par M. Pobiedonostzeff, répondit en traitant ces aspirations de « rêves insensés ». Cette réponse marqua l'origine du profond dissensitement qui s'établit entre l'Empereur et son peuple et qui ne fit que s'accentuer de jour en jour pendant tout son règne; lorsqu'enfin, après dix ans, l'Empereur Nicolas fut obligé de céder devant la révolution et de convoquer la première Douma, ainsi que nous l'avons vu, les représentants envoyés tant dans cette assemblée qu'au Conseil de l'Empire, par la noblesse provinciale et par les *zemstvos*, adoptèrent à l'égard du Gouvernement bureaucratique de l'Empereur une attitude nettement hostile.

Cette rapide esquisse du rôle joué en Russie par la classe de la noblesse provinciale à laquelle j'appartenais par mes origines et par mes traditions de famille, aidera le lecteur à s'expliquer l'attitude particulière que j'assurai en prenant ma place dans le Cabinet essentiellement bureaucratique de M. Gorémykine.

La famille dont je suis issu appartient, en effet, depuis le milieu du quinzième siècle, au *dvorianstvo* russe; son fondateur, originaire de Pologne, était venu en 1462, ainsi qu'il résulte de documents authentiques, avec sa troupe armée, offrir ses services au Grand Prince de Moscou Jean III et fut doté par celui-ci de terres dont je possède encore une partie (à moins que la révolution ne me les ait enlevées définitivement). Depuis cette époque et pendant toute la période « moscovite », mes ancêtres se sont fidèlement acquittés des charges qui leur incom-

baient de ce fait : deux d'entre eux figurèrent au siège de Kazan en 1552 à la tête de leurs contingents ; d'autres occupèrent à Moscou des situations notables : mais la famille n'atteignit jamais une situation prépondérante dans les rangs de l'oligarchie moscovite, tout en occupant, en raison de l'étendue de ses domaines, une situation considérable dans ceux du *dvorianstvo* provincial.

Ma famille conserva cette situation pendant la période « pétersbourgeoise », mais elle ne figura jamais au nombre de celles qui peuplaient de courtisans et de hauts fonctionnaires les palais et les bureaux de Saint-Pétersbourg ; elle continua à résider sur ses terres et à graviter vers Moscou, qui était considérée, dans son milieu, comme la vraie Capitale.

Mon père, né dans le premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, était un représentant typique de sa classe ; doué d'un esprit très ouvert et possédant une instruction solide, il avait fréquenté dans sa jeunesse le salon de Madame Elaguine qui était le centre de la société cultivée de Moscou et où, à côté des membres de la pléiade de Pouschkine, on rencontrait des adeptes de la culture occidentale comme Tchaadaïeff et l'historien Granovsky, aussi bien que les premiers coryphées du « Slavophilisme », comme Samarine, Khomiakoff et les frères Kiriéevsky ; il avait commencé par servir dans l'armée ; mais, abandonnant très tôt le service militaire, il fut, pendant quelques années, le collaborateur intime d'un proche parent de ma mère, le Comte Mouravieff-Amoursky, Gouverneur Général de la Sibérie Orientale, qui acquit une grande renommée comme conquérant et organisateur de la vaste région de l'Amour.

Le Comte Mouravieff-Amoursky était connu pour ses idées libérales et avait réuni autour de lui, dans la capi-

tale de la Sibérie Orientale, Irkoutsk, un groupe de jeunes gens distingués et imbus des mêmes idées ; ce groupe avait établi des relations intimes avec les familles des « Décembristes » qui avaient été exilées en Sibérie trente ans auparavant à la suite de la conjuration de 1825 et qui, après avoir passé de longues années dans les recoins les plus éloignés de la région sibérienne, avaient fini par obtenir la permission de s'établir à Irkoutsk. Dans un article paru dans la *Revue de Paris* sous le titre : « Une élite en exil », ma fille a raconté, d'après des mémoires de l'époque, l'existence qu'y menèrent les Décembristes dont quelques-uns, comme les Princes Wolkonsky et Troubetzkoy, appartenaient aux plus illustres familles de la Russie, et qui tous avaient fait partie de la société russe la plus cultivée ; il en résulta que l'on vit se former dans la capitale de cette région si éloignée de la Russie une société se distinguant par une haute culture intellectuelle et par ses tendances libérales. Le Comte Mouravieff Amoursky avec sa femme, Française de naissance — elle était une demoiselle de Richemont — ainsi que mes parents (car ma mère, malgré les difficultés du voyage, avait aussi accompagné mon père en Sibérie) ouvrirent largement les portes de leurs maisons à cette société et furent souvent accusés (à Saint-Pétersbourg) d'une trop grande bienveillance à l'égard des exilés. Ceux-ci obtinrent bientôt, à l'avènement de l'Empereur Alexandre II, un pardon complet qui leur avait été obstinément refusé pendant plus de trente ans par l'Empereur Nicolas I<sup>r</sup>, et purent rentrer en Russie où quelques-uns d'entre eux reprinrent la place brillante qu'ils avaient occupée dans la société avant leur exil ; mes parents conservèrent leur vie durant des relations étroites avec plusieurs familles « Décembristes » qui restèrent toujours

fidèles à leurs traditions libérales et dont je retrouvai un des descendants, le Prince Wolkonsky, parmi les membres de la Douma. (Il en devint par la suite un des vice-présidents.)

Après avoir été le lieutenant du Comte Mouraviéff-Amoursky en Sibérie, mon père fut pendant quelques années successivement Gouverneur de deux provinces du centre de la Russie où il s'appliqua avec zèle à réaliser les réformes libérales de l'Empereur Alexandre II; mais, donnant bientôt sa démission, il se retira dans ses terres où il mena jusqu'à sa mort la vie d'un gentilhomme campagnard, tout en conservant le goût le plus vif pour toutes les manifestations de la culture européenne et des idées nettement libérales.

La famille de ma mère avait beaucoup plus d'attaches que celle de mon père dans le monde de la Cour de Saint-Pétersbourg; mais ces attaches avaient été brisées, à la suite d'une de ces tragédies de palais qui, depuis le règne de Pierre-le-Grand jusqu'au début du xix<sup>e</sup> siècle, ont accompagné presque chaque changement sur le trône de Russie, si bien qu'on a pu dire de l'autocratie russe que c'était un « régime despote tempéré par le régicide ».

En effet, le grand-père de ma mère, le Prince Yaschvill, qui était revêtu d'une charge militaire très importante sous le règne de l'Empereur Paul I<sup>r</sup>, fut un des principaux acteurs du drame qui eut pour épilogue la mort violente de ce Souverain, et la situation de ses descendants en fut sensiblement affectée.

On connaît les incohérences et les violences qui marquèrent les quatre années du règne du fou couronné qui succéda à la fin de l'année 1796 sur le trône de Russie à la grande Catherine; au commencement de 1801, la folie

de Paul I<sup>r</sup> prit de telles proportions que les personnages les plus importants de la Cour Impériale se virent obligés d'aviser aux moyens de mettre fin à une situation qui menaçait la sécurité de l'Empire; l'héritier du Trône, plus tard Empereur Alexandre I<sup>r</sup>, était-il instruit de la conjuration qui s'était formée dans ce but et qui avait à sa tête le Comte Pahlen, Gouverneur militaire de la capitale? Les historiens qui se sont occupés de cet événement, et dont le plus récent et le plus consciencieux est le Grand-Duc Nicolas Michailovitch, s'accordent à reconnaître que les conjurés avaient reçu l'assentiment d'Alexandre à une démarche ayant pour but d'obtenir l'abdication de l'Empereur; mais il paraît hors de doute que l'assassinat de son père fut pour lui une cruelle surprise et produisit sur sa nature sensitive un choc dont il ne put jamais se remettre, choc qui ne fut pas étranger à la tournure mystique et même morbide que prit par la suite son esprit.

Le Prince Yaschvill prit une part directe à l'événement sanglant qui se déroula dans la nuit du 23 mars 1801: cette nuit, la garde du nouveau palais qui venait d'être bâti par l'Empereur Paul et où la Cour Impériale s'était installée sans même attendre que les murs en fussent secs, était fournie par un régiment particulièrement dévoué au Grand-Duc Alexandre; le groupe de conjurés qui pénétra dans le Palais, et dont faisait partie mon aïeul, avait à sa tête le Comte Pahlen et se composait d'une dizaine de personnages, tous occupant d'importantes situations dans l'Empire, comme le Prince Zouboff (le dernier favori de l'Impératrice Catherine), le Comte Zouboff, frère de celui-ci, le Prince Wolkonsky, le Comte Benigsen, le Général Ouvaroff et autres; leur but avéré était d'arrêter l'Empereur Paul et de le mettre en demeure de signer une abdication en faveur de son fils ainé. Que

se passa-t-il quand ce groupe eut atteint la chambre à coucher de l'Empereur? On ne le sait pas encore au juste: Paul I<sup>r</sup> entendant du bruit, et voulant fuir par un passage conduisant dans l'appartement de l'Impératrice, aurait trouvé la porte de ce passage fermée à clé du dehors; il se serait alors réfugié derrière le rideau d'une fenêtre. On raconta que les conjurés, ne trouvant plus l'Empereur dans son lit, se crurent au premier moment perdus et s'apprêtaient à battre en retraite, lorsque le Comte Pahlen, ayant tâté les draps, s'écria : « Le nid est chaud, l'oiseau ne doit pas être loin »; enfin que l'Empereur, découvert dans sa cachette, voulut se défendre et succomba, après une courte lutte, — d'après les uns sous plusieurs coups d'épée, — selon les autres, étranglé par l'écharpe de service du Prince Yaschvill (1).

Les mémoires laissés par les contemporains de cet événement représentent le Prince Yaschvill comme un homme d'une grande noblesse de caractère, mais doué en même temps d'un tempérament très fougueux et vindicatif; quelques-uns des chroniqueurs de cette époque attribuent à un motif de vengeance personnelle sa participation à la conjuration: il aurait été frappé par l'Empereur Paul d'un coup de canne sur le champ de parade et aurait juré de laver cette injure par le sang; je ne sais pas si ce récit est authentique; mais, quels qu'aient été ses sentiments personnels à l'égard de Paul I<sup>r</sup>, un document pieusement conservé dans la famille de ma mère établit d'une manière irréfutable que son action a été inspirée par le

(1) La mort de l'Empereur Paul a fait le sujet d'un drame dont l'auteur, M. Merejkovsky, est un des plus brillants écrivains de la nouvelle école russe; il se servit, pour en reconstituer les détails, de mémoires du temps et de traditions orales conservées parmi les descendants de quelques-uns des conjurés; dans ce drame, qui n'a jamais pu être représenté en Russie, M. Merejkovsky assigne au Prince Yaschvill un rôle particulièrement actif et même brutal.

souci, partagé d'ailleurs par les autres conjurés, de sauver coûte que coûte la Russie du danger que lui faisait courir la folie de ce Souverain.

Ce document est le brouillon d'une lettre adressée par le Prince Yaschvill à l'Empereur Alexandre peu de temps après l'événement du 23 mars; dans cette lettre, empreinte d'une grande élévation de pensée, mon aïeul expliquait les raisons qui l'avaient poussé à se joindre à la conjuration et traçait d'une manière saisissante les devoirs qui incombaient au jeune Souverain; il commençait par y déclarer que, dès le moment où le « malheureux dément », père d'Alexandre, avait ceint la couronne, il avait résolu de sacrifier sa vie pour en délivrer la Russie, laquelle, écrivait-il, servant depuis le règne de Pierre-le-Grand de jouet à des favoris, devenait enfin la proie de la folie; il suppliait ensuite l'Empereur de songer que le pouvoir autoritaire dont dépendait le sort de millions d'hommes était « le plus dangereux des pouvoirs », et l'adjurait de se montrer, sur le trône, « citoyen russe et honnête homme »; car, ajoutait-il, si la patrie était encore une fois acculée à sa perte, le désespoir trouverait toujours des moyens pour la sauver; et il finissait sa lettre par ces mots : « Adieu, Sire. Aux yeux du Souverain, je suis le sauveur de la Patrie; à ceux du fils, je suis le meurtrier de son père. Adieu, et que la bénédiction du Tout-Puissant soit avec la Russie et avec Vous, son idole terrestre; puisse-t-elle ne jamais avoir à en rougir » (1).

(1) Voici la traduction complète de la lettre du Prince Yaschvill dont le texte a été publié pour la première fois par le Grand-Duc Nicolas Mikhaylovitch dans son beau livre : *L'Empereur Alexandre I<sup>r</sup>*.

« Sire, depuis le moment où le malheureux dément — votre père — monta sur le trône, je résolus de faire, si c'était nécessaire, le sacrifice de moi-même pour le bien de la Russie laquelle servait, depuis le règne de Pierre-le-Grand, de jouet à des favoris, et qui était devenue enfin la proie de la folie.

On sait qu'aucun de ceux qui participèrent à la conjuration ne fut l'objet de poursuites formelles ; l'ancien précepteur d'Alexandre I<sup>r</sup>, Laharpe, qui vivait retiré en Suisse mais qui était aussitôt accouru à Saint-Pétersbourg, essaya de persuader l'Empereur de la nécessité de mettre sous jugement ceux du moins qu'on désignait comme les meurtriers et, parmi ceux-ci, le Prince Yaschvill; malgré la grande influence qu'il avait conservée sur son élève, il ne put y parvenir; non seulement les coupables restèrent impunis, mais quelques-uns d'entre eux, comme le Général Ouvaroff, jouirent par la suite de la faveur particulière de l'Empereur Alexandre; le Comte Pahlen et les deux Zouboff se retirèrent de la capitale et vécurent jusqu'à leur mort sur leurs terres; le Comte Benigsen, Allemand d'origine, continua sa carrière militaire en Russie et acquit une grande renommée pendant les guerres napoléoniennes, mais ne fut jamais *persona grata* à la Cour et ne put obtenir le bâton de maréchal qui fut cepen-

» Notre patrie est soumise au pouvoir autocratique, — le plus dangereux des pouvoirs, car il fait dépendre le sort de millions d'hommes de la grandeur d'esprit et d'âme d'un seul. Pierre-le-Grand porta le fardeau de l'autocratie avec gloire et sagesse, et sous son égide la patrie prospérait.

» Le Dieu de la Vérité sait que si nous avons teint nos mains de sang, ce n'est pas pour un motif intéressé; puisse le sacrifice que nous avons fait de nous-mêmes ne pas rester stérile!

» Soyez, Sire, à la hauteur de votre vocation; montrez-vous sur le trône, si c'est possible, citoyen russe et honnête homme; rappelez-vous que pour le désespoir il y a toujours des moyens, et n'accuelez pas encore une fois la patrie à sa perte; un homme qui a sacrifié sa vie à la Russie a le droit de vous le dire; je suis maintenant plus grand que Vous, car je ne désire plus rien, et si c'était nécessaire pour sauver votre gloire qui ne m'est si précieuse que parce qu'elle est en même temps la gloire de la Russie, je serais prêt à mourir sur l'échauaud; mais c'est inutile: toute la faute retombe sur nous, et le manteau Impérial a couvert des forfaits encore plus grands.

» Adieu, Sire. Aux yeux du Souverain, je suis le sauveur de la patrie; à ceux du fils, je suis le meurtrier de son père. Adieu, et que la bénédiction du Tout-Puissant soit avec la Russie et avec Vous, son idole terrestre; puisse-t-elle ne jamais avoir à en rougir! »

dant donné à d'autres Allemands moins méritants, comme Sacken et Wittgenstein.

Seul, le Prince Yaschvill reçut un ordre l'exilant dans ses terres; à l'époque de l'invasion française, il se mit à la tête de la milice levée par la noblesse de sa province et remporta de brillants succès sur l'ennemi; mais, malgré toutes ses démarches, il ne put jamais obtenir l'autorisation de se montrer soit à Saint-Pétersbourg, soit même à Moscou, et il resta jusqu'à sa mort dans une propriété où j'ai passé une partie de mon enfance et de ma jeunesse et où vivait encore le souvenir de son imposante figure.

D'après les traditions conservées dans la famille de ma mère, la vraie cause de l'exil du Prince Yaschvill ne fut pas la part particulièrement active qu'on lui attribuait dans le drame du 23 mars, mais bien la lettre hautaine qu'il adressa à l'Empereur Alexandre, et surtout, croyait-on, le passage de cette lettre où il faisait allusion aux « moyens » que trouverait toujours le désespoir d'un pays menacé de la ruine par les excès de l'autocratie. Cette lettre, que je connaissais par cœur presque depuis mon enfance, me remplissait d'admiration pour mon aïeul, qui m'apparaissait comme l'émule de Brutus; il est plus que probable que cette circonstance a contribué à m'inculquer de bonne heure l'aversion que j'ai toujours ressentie pour l'autocratie et à orienter mon esprit vers les idées libérales et constitutionnelles.

L'exil du Prince Yaschvill eut pour résultat de fixer sa famille en province et de rendre très ténues ses attaches avec le monde de la Cour; après sa mort, sa descendance vécut en été sur ses terres et en hiver à Moscou; c'est dans ce milieu — qui fut aussi, comme on l'a vu, celui de mon père et qui a été décrit d'une manière si vivante

par Tolstoi dans *La guerre et la paix*, — que je passai toute mon enfance et une partie de ma jeunesse ; j'en ai gardé toute ma vie l'empreinte.

A l'époque de mon enfance, le servage n'avait été aboli en Russie que depuis peu de temps, (j'entrais, au moment de la réforme, dans ma septième année), et l'existence d'une famille de propriétaires aisés à la campagne se distinguait à peine de celle qu'on y menait sous l'ancien régime ; non seulement cette existence était large et souvent luxueuse ; mais, vu les énormes distances et la difficulté des communications, il était surprenant combien elle avait emprunté de formes à l'Europe occidentale ; la plupart des résidences seigneuriales dataient de l'époque de l'Impératrice Catherine II et avaient été construites dans le style néo-classique introduit en Russie sous le règne de cette Souveraine ; dans les régions les plus lointaines de l'Empire, on rencontrait les façades à colonnes et les frontons triangulaires qui donnent jusqu'à ce jour un cachet si particulier non seulement à Saint-Pétersbourg, mais encore à certains quartiers de Moscou et des villes provinciales russes ; ce qui est curieux, c'est que ce style, né sous le ciel attique, appliqué par Palladio aux villas des patriciens de Venise et par Inigo Jones aux résidences de l'aristocratie anglaise, se soit acclimaté en Russie au point de devenir pour ainsi dire un style national associé à l'époque la plus brillante de la Monarchie russe à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au commencement du XIX<sup>e</sup>. Le château seigneurial était ordinairement entouré d'un parc conçu dans le goût de l'époque, c'est-à-dire dans celui inspiré par J.-J. Rousseau au créateur d'Ermenonville ; on y voyait des temples dédiés à l'Amitié, des ermitages rustiques, des ruines artificielles, des monuments ornés d'inscriptions dans le

genre « sensible » ; la bibliothèque renfermait le plus souvent une collection complète des Encyclopédistes français et des philosophes anglais ; tout cela, à vrai dire, cadrail quelquefois assez peu avec les habitudes des châtelains qui gardaient sous certains rapports l'empreinte de l'ancienne Russie ; il y eut des exemples d'excès de pouvoir seigneurial et d'arbitraire favorisés par l'absence d'un contrôle efficace sur le droit de servage ; mais de pareils excès étaient plutôt rares, et, dans leur ensemble, les mœurs de la classe des propriétaires nobles étaient plutôt douces et policées. Mes parents avaient été pour leurs serfs des maîtres humains, et la plupart de leurs serviteurs ou, comme on les appelait pour les distinguer des paysans attachés à la glèbe, les « gens de la cour », quoique devenus libres, étaient restés volontairement à leur service. Du plus loin que je me souviens de moi, il y avait dans la maison de mes parents, à demeure fixe, un personnel pédagogique cosmopolite : bonnes anglaises, précepteurs et institutrices françaises, anglaises ou allemandes ; c'était là, d'ailleurs, dans les maisons russes du même bord, un usage constant, et cela explique pourquoi la plupart de mes compatriotes appartenant à ce milieu et à cette époque parlaient avec tant de perfection les principales langues étrangères ; la langue française surtout était d'un emploi courant non seulement à la Cour Impériale, dans la société élégante de Saint-Pétersbourg et dans la diplomatie russe (on sait que, jusqu'au règne de l'Empereur Alexandre III, toute la correspondance diplomatique se faisait en français), mais même parmi la noblesse provinciale russe : je ne me rappelle pas avoir jamais écrit à mes parents autrement qu'en français : un français fourmillant de russismes quelquefois fort plaisants, mais ayant conservé certaines formes

datant d'avant la grande révolution et qui lui donnaient une certaine originalité.

Cependant, nous étions, mes frères et moi, élevés dans le culte du grand poète national russe, Pouschkine, qui avait appartenu au même milieu de la noblesse provinciale et qui, animé de l'esprit le plus progressiste, n'avait évité d'être impliqué dans l'insurrection des Décembristes que parce que, à ce moment, exilé par l'Empereur Alexandre, il vivait sur ses terres.

Au sortir de l'adolescence, j'entrai, en même temps que mon frère aîné, au Lycée Impérial, pour y terminer mon instruction. Le Lycée, espèce d'école des hautes études politiques, avait été fondé par l'Empereur Alexandre I<sup>r</sup> au commencement de son règne et à une époque où, avec l'aide d'un groupe de jeunes et ardents collaborateurs, (Speransky, Czartoryski, Kotchoubey, etc.), il entreprenait la refonte des institutions de l'Empire sur un plan libéral; le but de cette fondation avait été de former une élite de jeunes gens destinés à constituer le personnel des nouvelles institutions; pour y être admis, il fallait soit appartenir à la classe de la noblesse, soit, à défaut de parchemins, être fils d'un haut fonctionnaire de l'Empire. La première équipe de jeunes gens élevés dans les murs du Lycée, auquel l'Empereur Alexandre avait assigné un local dans son propre palais à Tzarskoë-Selo, avait été particulièrement brillante; sa principale gloire avait été de donner à la Russie son plus grand poète, Pouschkine, et à côté de lui un de ses hommes d'État les plus éminents, le Prince Gortchakoff, futur chancelier de l'Empire russe. Depuis lors et jusqu'à nos jours, le Lycée fut le berceau de toute une lignée de serviteurs de l'État, de poètes, d'écrivains — presque tous animés d'idées et de tendances dont la tradition remonte

à ce premier groupe d'élèves qui a reçu le nom de « pléiade de Pouschkine ».

Mes années d'étude au lycée coïncidèrent avec le réveil en Russie des théories slavophiles et avec les prodromes de la guerre russo-turque de 1877.

On sait que les « slavophiles » professent une espèce de messianisme d'après lequel chaque nation porte en elle certains principes qui n'ont pas pour seul effet de donner une empreinte spéciale à sa culture, leur développement constitue sa « mission » particulière et, pour ainsi dire, providentielle dans le monde. Dans le domaine spirituel, le « slavophilisme » proclame que l'église orthodoxe russe seule conserve les vrais enseignements chrétiens; au point de vue politique, il condamne les réformes de Pierre-le-Grand et prêche le retour aux formules de l'époque moscovite; enfin, dans l'ordre social, il voit dans la commune ou *mir* une création essentiellement originale du génie russe et le palladium de la prospérité future de la Russie. Partant de ces postulats, les slavophiles condamnent en bloc la civilisation occidentale qu'ils déclarent faussée par un excès d'individualisme et pourrie par l'athéisme; ils attribuent à la nation russe la mission de créer une civilisation supérieure qui finira par s'imposer à l'Europe; opposant le monde gréco-slave représenté par la Russie, au monde germano-romain dont font partie les nations occidentales, ils prédisent le triomphe définitif du premier et l'établissement de sa prééminence en Europe.

Les théories slavophiles étaient nées à Moscou dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle; ses pères spirituels avaient été le poète théologien Khomiakoff et les deux frères Kireievsky, auxquels se joignirent bientôt nombre de penseurs, de savants, de publicistes, comme les deux

Aksakoff, Samarine, Lamansky, Hilferding, etc.; tous ces hommes avaient été nourris de la philosophie allemande de Schelling et de Hegel qui régnait à cette époque en maîtres dans les universités russes, et c'est de cette philosophie, et d'une façon générale du romantisme allemand, qu'était issue la doctrine qui reçut, assez improprement d'ailleurs, le nom de « slavophilisme » : il est fort curieux de constater que cette doctrine est, en dernière analyse, originaire d'Allemagne et fort apparentée à celle qui a donné naissance à la notion d'une « Kultur » allemande supérieure à toutes les autres cultures et destinée à dominer le monde; je n'hésite pas à affirmer qu'elle a fait beaucoup de mal en Russie, surtout lorsque, comme nous le verrons plus loin, on voulut la faire passer du domaine purement spéculatif dans celui de la politique pratique.

Dans les commencements du règne de l'Empereur Alexandre II, le « slavophilisme » avait été relégué au second plan par l'enthousiasme avec lequel le public russe accueillit les réformes libérales de ce Souverain conçues dans un esprit de libéralisme européen; mais, à l'époque dont je parle, ces réformes subissaient un temps d'arrêt et même une espèce de recul causé par les troubles agraires qui avaient suivi l'émancipation des paysans et par la rapide croissance du mouvement révolutionnaire qui se traduisait par une série d'attentats contre l'Empereur et les hauts fonctionnaires. Les « slavophiles », qui furent toujours teintés de réaction, commencèrent par bénéficier de ce revirement; mais ce qui contribua plus que toute autre chose à remettre en honneur leurs doctrines, ce fut l'impression produite en Russie par les événements qui surgirent à cette époque dans la péninsule balkanique et qui attirèrent l'attention émue de toutes les classes de la société russe sur le sort des populations slaves soumises à

la domination de l'Empire turc; jusque là, le « slavophilisme » n'était professé que par les membres de quelques cénacles moscovites restreints; mais, sous l'influence des événements balkaniques — insurrection en Bosnie et en Herzégovine, guerre serbo-turque, atrocités en Bulgarie, etc., — l'enthousiasme pour les « frères slaves » gagna les cercles russes les plus étendus et poussa les « slavophiles » au premier rang.

La théorie « slavophile » avait été, quelque vingt ans auparavant, résumée et, pour ainsi dire, réduite en corps de doctrine, par un écrivain de grand talent, M. Danilevsky, dont le livre, *La Russie et l'Europe*, assez peu remarqué par le grand public russe à l'époque de son apparition, était maintenant dans toutes les mains. Ce livre proclamait en termes enflammés l'antagonisme irréductible entre la Russie et le monde occidental, et la supériorité que la culture russe basée sur les principes chers aux slavophiles avait sur celle de l'Europe; dans le domaine de la politique extérieure, Danilevsky assignait comme buts à la Russie la réunion de tous les Slaves, sinon sous son sceptre, du moins sous son hégémonie, et la possession de Constantinople qui devait être la capitale de l'Empire Russe en même temps que celle de la future fédération slave; ces buts, d'après lui, ne pouvaient être atteints qu'à la suite d'une lutte armée entre l'Orient et le reste de l'Europe: la victoire devait rester au monde gréco-slave conduit par la Russie et établir le triomphe définitif de sa civilisation sur celle du monde germano-romain.

Comme la plupart des jeunes gens de l'époque dont je parle, je ne manquai pas de subir l'ascendant des « slavophiles » et du livre de Danilevsky; mais, dans mon cas, cet ascendant ne fut que de courte durée; plusieurs circons-

tances contribuèrent à m'en délivrer : grâce à mes séjours prolongés à l'étranger en qualité de diplomate et à une étude plus approfondie de la vie sociale et politique dans les pays des deux hémisphères, j'eus bientôt fait de sortir du cercle des conceptions des « slavophiles » ; mais c'est surtout à mon contact avec le clair génie latin et avec le positivisme politique anglo-saxon que je dois de m'être débarrassé du fatras romantique allemand et d'être revenu à une appréciation plus saine et moins orgueilleuse de la culture russe et des buts que la Russie doit poursuivre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Le livre de Danilevsky, écrit avec une force et un talent remarquables,aida puissamment à créer en Russie un état d'esprit belliqueux qui finit par s'imposer au gouvernement russe et par amener celui-ci à déclarer la guerre à la Turquie ; sous ce rapport, ce livre peut être comparé à celui de H. S. Chamberlain, *Les assises du XIX<sup>e</sup> siècle*, qui joua plus tard un rôle analogue en Allemagne ; ce dernier ouvrage, devenu le « *vade-mecum* » de l'Empereur Guillaume, contribua lui aussi à exalter les appétits dominateurs des Allemands et à les lancer à l'assaut de leurs paisibles voisins. N'est-il pas curieux de constater que, à un quart de siècle de distance, deux livres, remarqués d'abord par un petit nombre de lecteurs, ont eu ensuite un pareil effet sur le grand public et sur le cours de l'histoire. Et n'est-ce pas là une preuve de plus de cette vérité, que les destinées des nations sont régies par les idées et les facteurs abstraits et psychologiques bien plus que par les intérêts purement matériels ?

Le « slavophilisme », malgré qu'il fût empreint d'un esprit national et religieux, avait commencé par être traité avec méfiance par le Gouvernement russe qui le soupçonnait de tendances démagogiques ; confinés d'abord à Moscou

et soumis aux tracasseries de la police, les « slavophiles », grâce au courant créé par les événements balkaniques, acquirent peu à peu droit de cité à Saint-Pétersbourg et même à la Cour de l'Empereur Alexandre II où ils trouvèrent une protection puissante dans la personne de la Comtesse Bloudoff, dame d'honneur de l'Impératrice, jouissant d'une situation privilégiée auprès de la famille Impériale et d'une grande influence dans la haute société de la capitale : le salon de cette grande dame ouvrit largement ses portes à la propagande en faveur de l'intervention de la Russie dans le but de délivrer les Slaves d'Orient du joug turc ; le Ministère des Affaires Étrangères dirigé par le Chancelier Prince Gortchakoff, déjà fort âgé à cette époque, mais conservant encore beaucoup de fraîcheur d'esprit, essaya pendant quelque temps de résister à cette propagande, mais finit par suivre le courant ; un des avocats les plus ardents du « slavophilisme » était d'ailleurs un haut fonctionnaire de ce Ministère, M. Titscheff, poète de beaucoup de talent et causeur brillant, fort écouté dans le salon de la Comtesse Bloudoff et à la Cour.

Les deux années qui précédèrent la guerre de 1877 marquées en Russie par une effervescence croissante des esprits qui s'enflammaient de plus en plus pour la cause des Slaves d'Orient ; ce mouvement gagnait toutes les classes de la société russe, se traduisant par un grand enthousiasme guerrier parmi la jeunesse et par l'enrôlement de nombreux volontaires dans l'armée serbe ; mon frère ainé était entré dans un régiment de la garde, et, la guerre contre la Turquie étant déclarée, partait pour le théâtre des opérations ; moi-même, je brûlais de suivre son exemple, mais mon jeune âge m'en empêchait ; je dus continuer à suivre le cours de mes études, et lorsqu'enfin, âgé à peine de dix-neuf ans, je fus enfin libre de disposer

de moi-même, la guerre venait de se terminer par la paix de San-Stephano (3 mars 1878). Ne renonçant pas à prendre ma part des événements qui se déroulaient sur la péninsule balkanique et qui me passionnaient, j'entrai au service diplomatique et débutai quelques mois plus tard comme attaché à Constantinople; le Gouvernement russe avait repris les relations diplomatiques avec la Turquie en y nommant comme Ambassadeur le Prince Lobanoff, plus tard Ministre des Affaires Étrangères; c'est grâce à l'appui et à la constante amitié de cet éminent homme d'État que je pus rapidement parcourir les premiers échelons de la carrière diplomatique; mais ce que je lui dois surtout, c'est d'avoir, au contact de sa haute culture intellectuelle et de la remarquable lucidité de son jugement, élargi le cercle de mes propres idées et de m'être libéré de bien des erreurs, propres à la génération de jeunes gens dont je faisais partie.

C'est à regret que, craignant de fatiguer l'attention de mes lecteurs, je renonce à tracer le portrait du Prince Lobanoff; je me bornerai à dire que c'était un des plus brillants représentants de la pléiade d'hommes d'État formés par le règne libéral de l'Empereur Alexandre II; grand seigneur par sa naissance, (les Lobanoff-Rostovsky descendant d'une des branches ainées de la maison de Rurik, celle des Princes de Rostoff), il s'était acquis une grande réputation d'érudit et d'historien; il était diplomate de carrière, mais des raisons de famille l'avaient tenu pendant assez longtemps éloigné du service diplomatique; rentré en activité comme Ambassadeur à Constantinople, il occupa ensuite les Ambassades de Vienne et de Londres et fut nommé par l'Empereur Nicolas, en 1895, Ministre des Affaires Étrangères; il mourut subitement l'année suivante pendant un voyage au cours duquel il accompagnait son

Souverain à l'étranger. J'ai déjà dit que le Prince Labanoff m'avait témoigné beaucoup d'amitié dès mes débuts sous ses ordres; devenu Ministre des Affaires Étrangères, il demanda à l'Empereur de me prendre pour adjoint (ou Sous-Secrétaire d'Etat), mais sa mort empêcha cette nomination; appelé plus tard à mon tour à diriger les relations extérieures de la Russie, je n'ai pas toujours marché sur ses brisées et ai renoncé à quelques-unes de ses conceptions politiques; mais je n'en garde pas moins jusqu'à ce jour une grande vénération pour sa mémoire et m'enorgueillis d'avoir compté parmi ses élèves préférés.

Si, dans le présent chapitre, je n'ai pas craint de m'exposer au reproche de m'être trop longtemps arrêté à mes origines et à mes premières années de jeunesse, c'est qu'il m'a semblé que par là je rendrais plus compréhensibles certains côtés de la structure sociale et politique de la Russie; un récit détaillé des vicissitudes de ma longue carrière diplomatique ne présenterait, au contraire, que peu d'intérêt à ce point de vue, et je crois que mes lecteurs me sauront gré de leur en épargner la fatigue; je ne parlerai donc que pour les énumérer de la plupart des différentes étapes de cette carrière qui m'amena successivement en Turquie, Bulgarie, Roumanie, aux États-Unis, en Italie, Serbie, Bavière, au Japon, et finalement au Danemark que je quittai pour Saint-Pétersbourg et le Ministère des Affaires Étrangères.

Parmi ces étapes, il y en eut cependant une — la mission que j'accomplis de 1888 à 1898 à Rome auprès du Pape Léon XIII — qui me mit dès cette époque aux prises avec la bureaucratie russe et qui exerça une grande influence sur l'attitude que j'assumai plus tard au sein du gouvernement dans certaines questions de politique inté-

rieure — notamment dans celle de la liberté religieuse et de la situation des populations indigènes ; cette mission marque une des périodes les plus intéressantes de toute ma carrière diplomatique ; pour le moment, je crois préférable de renoncer à de plus longues digressions et de passer au récit des événements qui suivirent l'ouverture de la première Douma.

## IV

## LA VIE POLITIQUE DE LA RUSSIE EN 1906

J'arrivai à Saint-Pétersbourg le 10 mai 1906, c'est-à-dire le jour même fixé pour l'inauguration de la Douma.

La question de savoir si cette cérémonie aurait lieu au Palais de la Tauride, spécialement aménagé pour servir de local provisoire à la nouvelle assemblée, ou bien dans une des salles du Palais d'Hiver, avait fait l'objet de vives discussions dans l'entourage de l'Empereur ; le parti réactionnaire s'opposait énergiquement à ce que le Souverain se rendît à la Douma ; les extrémistes conseillaient même à l'Empereur de ne pas paraître en personne devant les députés et de faire ouvrir la session en son nom par le Premier Ministre ; il fut finalement décidé que l'Empereur suivrait la procédure adoptée à Berlin pour l'ouverture du Reichstag, c'est-à-dire qu'il convoquerait les députés au Palais d'Hiver et inaugurerait la session en leur adressant un discours.

Arrivé dans la matinée, j'eus tout juste le temps de revêtir l'uniforme de Cour et de me rendre au Palais ; ma nomination n'ayant pas encore paru à l'*Officiel*, je ne me joignis pas au groupe des Ministres d'Etat dont la

place était marquée dans la salle du Trône réservée à l'inauguration ; mais, comme, indépendamment de mon rang de fonctionnaire civil, j'avais celui de Chambellan de la Cour Impériale, je n'avais qu'à prendre ma place dans le cortège qui devait précéder l'Empereur, pour ne rien perdre de la cérémonie que les circonstances rendaient particulièrement intéressante.

En attendant la formation du cortège, je parcourus les différentes salles du Palais où se trouvaient réunis plusieurs milliers de généraux, d'officiers de tous grades et de fonctionnaires civils ; cette foule chatoyante de couleurs vives, étincelant de broderies d'or et d'argent, chamarée de décos, était rangée le long des salles, de manière à laisser libre le passage où allait se dérouler le cortège impérial.

Jusque-là, rien n'était différent de ce qu'on était habitué à voir au Palais d'Hiver les jours de grande cérémonie ; mais voilà que, soudainement, entre les deux haies d'uniformes bigarrés, commença à déferler le sombre flot des élus du peuple se rendant à la salle du Trône pour y attendre l'Empereur ; pour la première fois, dans ce Palais d'un élégant style rococo, bâti pour l'Impératrice Elisabeth par l'Italien Rastrelli, et où, pendant cent cinquante ans, s'étaient déployées les pompes d'une des cours les plus somptueuses de l'Europe, on put voir une foule à l'aspect le plus démocratique ; dans cette foule, on distinguait ça et là quelques fracs endossés pour la circonstance par des avocats ou des médecins de province, voire même quelques uniformes ; mais ce qui y dominait, ce n'était même pas le simple habit bourgeois, c'était le long « *cafstan* » du paysan ou le veston de l'ouvrier de fabrique ; le spectacle de ce contraste était nouveau et saisissant, et ce qui était poignant, par-dessus tout, c'était d'observer l'ex-

pression des visages à mesure qu'entre les deux rangs de militaires et de fonctionnaires passaient les députés en files serrées : tel vieux général, tel bureaucrate blanchi sous les harnais, cachait à peine l'ahurissement, l'indignation même, que lui causait l'envahissement de l'enceinte sacrée du Palais d'Hiver par ces intrus ; si l'on se tournait du côté des députés, on pouvait noter au passage des regards illuminés par le triomphe, parfois des traits crispés par la haine. Spectacle symbolique et d'un dramatique intense : la Russie d'hier se trouvait subitement face à face avec la Russie de demain ! Qu'allait-il résulter de cette rencontre ? Le vieux monde hiérarchisé du Tzarisme se montrerait-il assez souple pour accueillir ces nouveaux venus et tâcher de collaborer avec eux à la régénération du pays ? Ou bien se produirait-il entre eux un choc d'où naîtraient de nouvelles luttes encore plus âpres, peut-être encore plus sanglantes ?

Pour ma part, j'étais, à cette époque, plein d'espoir que ce moment marquerait pour la Russie le début d'une ère nouvelle de grandeur et de prospérité ; je n'en éprouvais pas moins un sentiment d'angoisse à me trouver ainsi au seuil d'un changement radical dans les destinées de mon pays, changement qui revêtait, grâce au spectacle que j'avais devant moi, une forme pour ainsi dire vivante et tangible.

Le cortège impérial allait se former : j'y pris ma place et me trouvai bientôt dans la salle réservée à la cérémonie, à quelques pas de l'Empereur qui se tenait debout devant le trône.

Je n'avais pas vu l'Empereur depuis les journées mouvementées de l'automne précédent ; je lui trouvai l'air vieilli et fatigué ; il était d'ailleurs en proie à une visible émotion ; il fit quelques pas vers les députés qui étaient

massés dans le fond de la salle, et, dépliant un papier qu'il tenait à la main, lut son discours d'une voix un peu sourde, mais bien assurée, articulant distinctement chaque mot et accentuant ça et là un passage.

Le discours de l'Empereur fut écouté dans le plus grand silence ; il produisit visiblement une bonne impression sur les députés ; dans la plupart des discours précédents de l'Empereur et des actes récemment promulgués par le Gouvernement, toute allusion à une « constitution » ou à une limitation quelconque des droits souverains avait été soigneusement évitée ; on pouvait craindre que l'Empereur ne profitât de cette occasion pour affirmer encore une fois le caractère autocratique de son pouvoir ; les députés furent donc agréablement surpris par le passage suivant du discours impérial :

« Pour ma part, je protégerai d'une manière inébranlable les institutions que j'ai accordées, car je suis fermement convaincu que vous emploierez toutes vos forces à servir avec dévouement la patrie pour donner satisfaction aux besoins des paysans si chers à mon cœur, à l'éducation du peuple et au développement de sa prospérité, en vous rappelant que, pour qu'un Etat prospère véritablement, il ne lui faut pas seulement la *liberté*, mais aussi l'ordre basé sur les principes de la *Constitution*. »

Le discret avertissement contenu dans les derniers mots, particulièrement accentués par l'Empereur, n'empêcha pas les députés d'apprécier le fait que, pour la première fois, on entendait dans la bouche du Souverain le mot de « Constitution ».

Malgré la bonne impression produite par le discours, celui-ci ne fut suivi d'aucune acclamation ; mais ceci pouvait à la rigueur s'expliquer par la gène causée aux députés par une ambiance aussi inaccoutumée ; somme

toute, l'avis général fut que la journée s'était très bien passée.

Le même jour, les députés prenaient possession du Palais de la Tauride mis provisoirement à leur disposition par l'Empereur, en attendant qu'un édifice spécial fût bâti pour la Douma.

Le Palais où se réunissait la première assemblée représentative russe avait été construit par l'Impératrice Catherine II, pour le célèbre Potemkine, « Prince de la Tauride », dans le style néo-classique introduit en Russie par l'architecte écossais Cameron et qui a laissé son empreinte sur la plupart des grands édifices érigés à Saint-Pétersbourg à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au commencement du XIX<sup>e</sup> ; on sait à quel degré de puissance et de richesse la faveur de Catherine avait élevé Potemkine, surnommé, « le magnifique » à l'instar de Laurent de Médicis. Le Palais de la Tauride, entouré de vastes jardins, avait été la scène de fêtes légendaires offertes par le fastueux favori à son Impériale maîtresse ; plus tard, il servit pendant quelque temps de résidence à l'Empereur Alexandre I<sup>r</sup> ; mais, depuis plus d'un demi-siècle, il était presque complètement abandonné ; ses superbes salles aux magnifiques rangées de colonnes restaient vides ou étaient employées comme garde-meubles ; les communs du palais étaient habités par une foule de petits pensionnaires de la Cour, et les jardins, ouverts au public, servaient de lieu de promenade à la population du quartier ; à l'époque de ma jeunesse, c'est-à-dire à la fin du règne de l'Empereur Alexandre II et sous l'Empereur Alexandre III, une partie de ces jardins était réservée en hiver à l'usage exclusif de la Cour ; on y installait, sur le lac congelé, une piste pour le patinage et des montagnes de glace, et plusieurs fois par semaine, il s'y réunissait une société

composée des membres de la Famille Impériale et de leurs invités ; ces réunions, dont je garde un souvenir plein de charme, étaient éclairées par la grâce rayonnante de la Grande-Duchesse Marie Fedorowna, d'abord femme de l'héritier du Trône, ensuite Impératrice régnante, actuellement Impératrice-douairière, qui les présidait ; elles étaient composées de la jeunesse la plus élégante de la capitale, et toute étiquette en était bannie.

C'est dans ce décor, gardant l'empreinte de tant de souvenirs d'autrefois, qu'allait tenir ses séances la première Douma russe ; les travaux d'adaptation qu'on avait dû y faire n'avaient que fort peu défiguré le palais de Potemkine ; quoique manquant de quelques aménagements spéciaux que l'on trouve dans les différents Parlements européens, ce palais offrait aux élus du peuple russe un asile à l'aspect le plus noble et le plus somptueux.

La salle destinée aux séances de la Douma et qui avait renfermé autrefois un jardin d'hiver, était de dimensions particulièrement vastes ; son installation avait été copiée sur celle de la Chambre des Députés française : la tribune exhaussée du Président dominait celle de l'orateur, et toutes deux faisaient face à l'hémicycle occupé par les bancs des députés ; mais le banc des ministres se trouvait non au premier rang de l'hémicycle comme en France, mais à la droite de la Tribune présidentielle, en face des bancs des députés.

Je mentionne ces détails, car il m'a toujours semblé que la disposition de la salle des séances et la forme extérieure revêtue par les débats exercent une grande influence sur le cours des travaux d'une assemblée ; en procédant à l'organisation de la future Douma, le gouvernement eût agi sagement en introduisant dans cette assemblée les formes adoptées par les assemblées des Zemstvos (conseils géné-

raux provinciaux) qui dataient de l'époque libérale de l'Empereur Alexandre II et qui, dans la pensée de ce monarque, devaient, en se développant, servir de base à une représentation politique nationale ; dans ces assemblées, il n'y avait pas de tribune, et les orateurs parlaient de leur place en se tournant non vers l'assistance, mais vers le Président, ainsi que cela se pratique à la Chambre des Communes anglaise ; il en résultait que les orateurs étaient moins poussés à rechercher des effets d'éloquence et que les débats étaient empreints d'un caractère pour ainsi dire plus familier ; si cette tradition, déjà vieille de près d'un demi-siècle, avait été introduite à la Douma, les nombreux membres des Zemstvos qui en firent partie auraient peut-être su imposer à leurs collègues leurs habitudes de sobriété et de modération oratoire ; on sait, d'autre part, combien la tribune incite l'orateur à des excès d'éloquence et à quel point ces excès agissent sur une jeune assemblée ; je crois ne pas me tromper en affirmant que l'usage de la tribune a puissamment servi à pousser au premier rang à la Douma de 1906 certaines personnalités aux tendances démagogiques au détriment d'autres éléments plus sérieux et plus modérés.

Il est curieux de noter que c'est le Gouvernement lui-même qui contribua à ce résultat ; avant l'ouverture de la Douma, il avait chargé un haut fonctionnaire, M. Trépoff (celui-là même qui, en 1917, fut pendant quelques semaines Président du Conseil à la veille de la chute de la Monarchie), de faire le tour des capitales européennes pour y étudier le fonctionnement des assemblées parlementaires ; M. Trépoff rapporta de son voyage un projet tout prêt, inspiré par ce qu'il avait observé à Paris, et qui fut adopté en bloc par le Gouvernement ; l'idée si simple d'adopter les formes en usage dans les assemblées des

zemstvos n'était pas venue aux bureaucrates russes, on plutôt, elle avait été écartée à cause de l'antagonisme intégré de ceux-ci envers ces assemblées soupçonnées de tendances révolutionnaires ; à cette occasion, — comme, hélas ! bien souvent depuis, — la bureaucratie russe a fait preuve d'une incompréhension absolue non seulement de la psychologie des assemblées représentatives, mais de l'esprit de sa propre nation.

\*  
\* \*

Le choc entre le Gouvernement bureaucratique et l'assemblée élue se produisit, — on le sait, — dès la première séance de la Douma et fut suivi d'une série de conflits qui aboutirent, après trois mois de lutte, à la dissolution de celle-ci ; mais, avant d'aborder ce sujet, je voudrais fixer les traits des principaux adversaires qui se trouvaient de part et d'autre en présence.

J'essaierai, dans une autre partie de ce travail, de tracer — tâche difficile entre toutes, — le portrait de l'Empereur Nicolas II; cette figure, dont les traits se présentaient sous des couleurs estompées, était pourtant le centre de la résistance qui s'organisait autour du drapeau monarchique contre les empiétements de la Douma. A côté de lui apparaissait, au contraire, en pleine lumière, l'équipe des nouveaux Ministres dont, bien à contre-cœur, je faisais partie : étrange assemblage de fonctionnaires dont la plupart n'étaient liés entre eux par aucune communauté de programme, si ce n'était par une commune antipathie contre le nouvel ordre de choses et contre le principe même du régime représentatif.

A la tête du Gouvernement se trouvait M. Goremykine, vieux bureaucrate qui comptait déjà à cette époque plus

de cinquante ans de carrière au service de l'État ; on se rappelle avec quel étonnement on le vit, plus tard, reprendre cette place peu de temps avant la grande guerre européenne ; surpris d'être appelé au pouvoir à une époque aussi critique, il se compara lui-même à une vieille pelisse que l'on sort du coffre au moment d'une intempérie inattendue ; hélas ! en 1906 comme en 1914, cette pelisse paraissait absolument usée et impropre à préserver la monarchie de l'ouragan qui la menaçait.

Ce qui frappait surtout, c'était le contraste entre le nouveau chef du Gouvernement et le Comte Witte qui venait de quitter le pouvoir ; autant ce dernier, malgré les déboires qu'il avait subis au cours des derniers mois, continuait à en imposer par ses talents et par son énergie, même à ses ennemis, autant la figure de M. Goremykine paraissait pâle et effacée. On se demandait ce qui avait pu le désigner au choix de l'Empereur. L'explication la plus plausible était qu'il avait su se rendre personnellement agréable à l'Impératrice régnante comme membre de différents comités de bienfaisance présidés par la Souveraine ; M. Goremykine se piquait d'être fin courtisan et affectait volontiers les manières surannées des anciennes cours ; mais ce qui paraissait surtout avoir plu à l'Impératrice, c'était l'étalage qu'il faisait de ses sentiments ultra-monarchistes.

Le représentant le plus marquant de l'ancienne bureaucratie dans le Cabinet était, sans contredit, le Ministre des Finances, M. Kokovtsov. (Il succéda plus tard comme Président du Conseil à M. Stolypine, après l'assassinat de celui-ci, et céda lui-même sa place à M. Goremykine.) C'était un homme doué d'une capacité de travail prodigieuse et se distinguant par une probité universellement reconnue ; il avait parcouru tous les degrés de la

hiérarchie officielle et acquis une vaste expérience non seulement en matière de finances, mais dans les branches les plus diverses de l'administration ; peu de temps auparavant, il avait été chargé de négocier à Paris le grand emprunt préparé par le Comte Witte et s'était acquitté avec succès de cette tâche délicate ; à l'encontre de la majorité de ses collègues, il n'était animé d'aucune hostilité systématique à l'égard de la Douma et se montrait prêt à collaborer sincèrement avec elle ; M. Kokovtsov jouissait, d'autre part, de l'énorme avantage d'être doué d'une éloquence remarquable ; les longs discours qu'il faisait à la Douma et où il se montrait, non seulement Ministre d'une haute compétence, mais aussi orateur impeccable, furent toujours attentivement écoutés, et, le plus souvent, favorablement accueillis par les députés.

Que dire de la plupart des autres membres du Cabinet ? A la Guerre, il y avait le Général Rüdiger, vieux militaire qui avait fait une carrière sans éclat dans les bureaux administratifs de l'armée et dont le court passage au Ministère ne laissa aucune trace ; à la Marine, l'Amiral Birileff, celui-là même que nous avons vu apposer sa signature au bas du traité de Bjorkoë sans le lire, et qu'une surdité avancée rendait incapable de prendre part aux débats du Conseil des Ministres ou de la Douma. D'autres postes, et non des moins importants, étaient tenus par des réactionnaires déclarés tels que M. Stichinsky, Ministre de l'Agriculture, et M. Scheleovitoff, Ministre de la Justice, plus tard chef du parti de l'extrême droite du Conseil de l'Empire ; les fonctions, si redoutées au temps du célèbre Pobiédonostzeff, de Procureur Général du Saint-Synode (ou Ministre des Cultes) étaient remplies par le Prince Schirinsky-Schichmatoff, partisan fanatique du régime autocratique, adonné à la dévotion la plus étroite,

et convaincu que l'octroi de la Constitution avait été presque un sacrilège ; enfin, brochant sur le tout, il y avait la présence parmi nous (présence que je qualifierai d'humiliante), de M. Schwanebach, Contrôleur de l'Empire (ou Président de la Cour des Comptes, ayant en Russie rang de Ministre), bavard insupportable et plat qui représentait le type le plus accompli de ces fonctionnaires d'origine allemande, pour la plupart issus d'un milieu très humble, souvent très laborieux, mais réussissant surtout à atteindre les degrés supérieurs de la hiérarchie russe à force d'intrigues et de bassesses ; M. Schwanebach s'était fait une spécialité de critiques violentes dirigées contre la gestion financière du Comte Witte ; il consignait ces critiques dans des factums qu'il faisait circuler sous le manteau dans les sphères de la Cour, espérant par là se faire remarquer par l'Empereur ; il s'était acquis de cette manière le renom, peu mérité, d'habile financier et obtint d'être nommé à un poste pour lequel il n'était que fort peu qualifié ; aspirant à tous les rôles et ne reculant pas devant les plus louches, M. Schwanebach s'était introduit dans l'intimité de l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie, Baron d'Arenthal, et lui servait d'informateur sur les affaires intérieures russes ; on verra plus loin l'influence que ces informations exerçèrent sur la politique austro-hongroise à l'égard de la Russie et le tort qu'elles causèrent aux intérêts russes.

C'est à dessein que je n'ai pas encore mentionné le plus remarquable de tous les membres du Cabinet, M. Stolypine, Ministre de l'Intérieur, qui devait bientôt remplacer M. Goremykine à la tête du Gouvernement ; la figure de cet homme mérite, en effet, une attention particulière ; je m'y arrêterai plus longuement qu'à celles de ses collègues, non seulement à cause du rôle

important qu'il a joué dans la vie politique de son pays, mais parce que les relations étroites que j'ai entretenues avec lui jusqu'au jour où, pour des raisons d'ordre politique, je dus me séparer de lui, me permettent de tracer de lui un portrait qui, je voudrais l'espérer, fera apparaître sous son vrai jour sa remarquable personnalité souvent méconnue de son vivant et calomniée depuis sa mort. Je m'empresse d'ajouter tout de suite que les raisons qui m'ont éloigné de lui furent d'ordre purement politique et ne portèrent aucune atteinte ni à mon sentiment de grande admiration pour son caractère moral, ni à l'amitié personnelle qui subsista entre nous jusqu'au jour de sa mort.

Pierre Stolypine était issu d'une ancienne famille de gentilshommes russes et appartenait, par sa naissance et par sa nombreuse parenté, à la haute société de Saint-Pétersbourg ; son père avait été revêtu d'une des grandes charges de la Cour Impériale ; sa mère était la fille du Général Prince Gortchakoff qui avait commandé en chef l'armée russe sous Sébastopol ; j'étais depuis ma jeunesse en relations cordiales avec sa famille, et je l'avais connu lui-même lorsque tous les deux, étant à peu près du même âge, nous achevions nos études, lui à l'Université, et moi, au Lycée Impérial ; je me souviens de lui comme d'un charmant jeune homme, très aimé et apprécié de ses camarades, un peu gauche et timide, — à cause peut-être d'une légère difformité : il avait la main droite ankylosée à la suite d'un accident et s'en servait avec difficulté. Il s'était marié très jeune et d'une façon romanesque, ayant épousé la fiancée de son frère ainé tué en duel et qui, sur son lit de mort, avait mis dans sa main celle de la jeune fille tendrement aimée. Au lieu d'entrer au service militaire ou civil de l'État, comme c'était l'usage pour les jeunes gens de son milieu, il se retira dans ses propriétés

situées dans une province de l'Ouest de la Russie et mena la vie d'un riche gentilhomme campagnard ; au bout de quelque temps, il accepta les fonctions de Maréchal de la Noblesse de son district. Les Maréchaux de la Noblesse, — élus dans les provinces du centre de la Russie, nommés par le Gouvernement dans celles où les éléments russes étaient en lutte avec les polonais, — n'avaient pas seulement pour mission de gérer les intérêts de leur corporation, mais étaient revêtus de fonctions administratives générales assez étendues ; ayant fait preuve de talent et d'énergie dans l'accomplissement de ces fonctions, M. Stolypine reçut du Gouvernement l'offre du poste de Gouverneur (ou Préfet) de la Province de Saratoff, très troublée à cette époque par le mouvement révolutionnaire, et se décida à l'accepter par sentiment de devoir envers son pays et son Souverain plutôt que par ambition ; à ce poste, réputé particulièrement difficile, il se révéla non seulement comme un excellent administrateur, mais comme un homme doué d'un courage et d'un sang-froid remarquables ; comme la plupart des Gouverneurs de provinces à cette époque, il avait été l'objet d'un attentat de la part d'un révolutionnaire ; ayant essuyé, sans être blessé, plusieurs coups de revolver, il empoigna l'assassin et le désarma de ses mains.

On raconte aussi cet autre trait de sa présence d'esprit et de la domination qu'il savait exercer sur la foule : une émeute avait éclaté dans un des quartiers de la ville sous l'instigation de certains meneurs révolutionnaires connus de la police ; le principal de ces meneurs avait été récemment encore soldat dans un des régiments de la garnison locale et M. Stolypine savait qu'il y avait tenu l'emploi de brousseur ; avant de recourir à l'emploi de la force, M. Stolypine résolut d'essayer de se rendre maître du

mouvement par la persuasion ; arrivé sur le lieu des désordres, il aperçut au premier rang de la foule le meneur en question, marcha droit sur lui, et, avant de haranguer les émeutiers, lui jeta d'un geste bref le manteau qui lui glissait des épaules en lui ordonnant de le tenir ; l'ex-brosseur, habitué à une obéissance passive, exécuta machinalement cet ordre, perdant dès cet instant, et par le fait seul de cet acte servile, tout prestige aux yeux de la foule qui finit par se plier docilement aux injonctions de l'énergique Gouverneur.

Ce fut, comme je l'ai déjà dit, cette réputation d'énergie qui désigna M. Stolypine au choix de l'Empereur pour le poste de Ministre de l'Intérieur ; très dépaysé dans le monde bureaucratique de la capitale, ce gentilhomme campagnard, à l'aspect un peu provincial, parut, tout d'abord, jouer un rôle effacé aux séances du Conseil des Ministres ; mais, très vite, sa robuste et originale personnalité s'imposa avec force aux fonctionnaires routiniers qui componaient la majorité du Cabinet ; quant à moi, je tombai tout de suite sous son charme, heureux de trouver parmi mes compagnons d'occasion un homme vers lequel je me sentais porté par une communauté de sentiments et de convictions politiques ; car, à cette époque, M. Stolypine m'apparaissait surtout comme un partisan sincère du nouvel ordre de choses, résolu à tenter de collaborer loyalement avec la Douma ; tout comme lui, pour des raisons que j'expliquerai plus tard, j'étais étranger au monde bureaucratique de Saint-Pétersbourg et me sentais beaucoup plus en sympathie avec les membres de la noblesse provinciale et des Zemstvos qui avaient envoyé à la Douma quelques-uns de leurs meilleurs représentants ; à mesure que M. Goremykine, soutenu par les Ministres réactionnaires, accentuait son attitude hostile envers l'as-

semblée, je me rapprochai de plus en plus de M. Stolypine avec lequel je formai, pour ainsi dire, l'aile gauche du Cabinet.

M. Stolypine était doué d'un esprit très robuste et très clair qui lui permettait non seulement de saisir avec une grande facilité l'ensemble des affaires soumises à ses décisions, mais de se rendre très vite maître de leurs moindres détails ; sa capacité de travail était prodigieuse aussi bien que sa force de résistance physique et morale à un labeur écrasant ; habitué d'abord au rôle d'un propriétaire faisant valoir lui-même de vastes terres, ensuite à l'activité toute pratique d'un administrateur de province, il était tout à fait étranger à la routine bureaucratique et frappait par la simplicité et le bon sens avec lesquels il abordait les problèmes les plus ardus de haute politique qui venaient à être discutés aux séances du Conseil des Ministres.

Ce qui manquait malheureusement à l'esprit de M. Stolypine, — il le reconnaissait d'ailleurs lui-même, — c'était une véritable culture dans le sens européen du mot ; je ne veux pas dire par là qu'il fût dénué d'instruction : il avait fait de solides études universitaires et, d'une façon générale, avait de l'acquis et de la lecture ; mais ses idées sur les grandes questions politiques et sociales dont il était appelé à s'occuper n'avaient pas passé par le crible de la critique scientifique moderne ; de plus, son esprit s'était formé sous l'influence de certains courants intellectuels qui dominaient en Russie à l'époque de sa jeunesse et qui se résument dans ce qu'on est convenu d'appeler, assez improprement d'ailleurs, le « slavophilisme. »

Après avoir, comme presque tous les hommes de ma génération et de celle de M. Stolypine, subi l'empire des

slavophiles, je me suis, d'assez bonne heure, affranchi de leur nuageux enseignement, comme je l'ai déjà dit; quant à M. Stolypine, sans professer à l'excès leurs théories, il en était resté, sous beaucoup de rapports, le tributaire; s'il avait eu comme moi l'occasion d'étudier la vie politique et sociale de l'Europe occidentale, je suis certain que son esprit vigoureux et clair en eût rejeté à la longue toutes les erreurs. Dans une des questions les plus vitales pour la Russie, — celle de l'organisation agraire, — il n'hésita pas à abandonner la néfaste théorie du *mir*, cause de tant de maux en Russie, et à adopter, en dépit de la plus vive opposition, le système de la petite propriété individuelle; d'autre part, il ne sut malheureusement jamais s'élever au-dessus de certaines conceptions particulièrement dangereuses des slavophiles, et c'est ainsi que, malgré tous mes efforts pour l'en détourner, il versa dans un nationalisme étroit et même parfois violent qui eut les plus fâcheuses conséquences et qui devait, plus tard, être la cause de notre rupture.

Mais ce qui faisait la supériorité incontestable et incontestée de M. Stolypine et ce qui établit d'emblée son ascendant sur ses collègues, c'était un rare ensemble de qualités morales. La réputation qu'il s'était acquise par son courage et son sang-froid devait s'enrichir, par la suite, d'exemples encore plus frappants; cependant, lorsqu'on l'abordait pour la première fois, on était surtout impressionné et attiré par une simplicité et une douceur qui donnaient à sa personnalité un charme irrésistible; en le connaissant de plus près, on appréciait en lui une élévation de sentiments, une fierté d'âme, que ne parvint jamais à altérer l'exercice d'un pouvoir qui fut, à certaines heures, dictatorial; la haute et chevaleresque conception qu'il avait de son devoir en faisait un serviteur dévoué

jusqu'au martyre de son Souverain et de son pays; mais, en même temps, fier de son nom et jaloux de sa liberté, il garda toujours, vis-à-vis d'une Cour et d'un monde bureaucratique qui le considéraient un peu comme un intrus et qui lui furent dès le début vaguement hostiles, une attitude réservée et indépendante à laquelle on était peu habitué dans ce milieu et qui, je regrette de le dire, ne fut jamais suffisamment appréciée par l'Empereur Nicolas et par son entourage.

Le portrait que j'essaye de tracer ici de M. Stolypine serait incomplet si j'omettais de mentionner le don merveilleux qu'il avait de la parole; dès ses premiers discours à la Douma, il se révéla orateur hors pair; je dis se révéla, car jusque-là on ignorait absolument — et il ignorait probablement lui-même — son talent oratoire; avant la réunion de la première Douma, il n'y avait, à proprement parler, en Russie, aucune école à laquelle eussent pu se former des orateurs parlementaires; nous avons vu qu'aux assemblées des Zemstvos les débats avaient un caractère pour ainsi dire familier et qui ne favorisait guère l'élosion de facultés oratoires; le Russe, on s'en est bien aperçu depuis, surtout dans la période qui a suivi la chute de la Monarchie, est non seulement naturellement doué pour la parole, mais hélas! trop enclin à abuser de ce don au détriment de l'action; l'usage de la tribune a eu, je ne crains pas de le répéter, une influence fatale sur la direction prise par les débats de la Douma; mais, pour M. Stolypine, elle devint un puissant instrument de gouvernement; aux assemblées des Zemstvos auxquelles il avait pris part avant de devenir Ministre, il avait acquis l'habitude de parler sans préparation, et la plupart des discours les plus remarquables qu'il prononça à la Douma eurent le caractère d'improvisations; le plus souvent, il

montait à la tribune sous le coup d'une impulsion soudaine, sans manuscrit et même sans notes, et tenait pendant plus d'une heure l'auditoire sous la domination de sa parole enflammée aux accents d'une conviction et d'une sincérité irrésistibles; un léger défaut de prononciation, qui était commun à presque toute la famille de sa mère, disparaissait alors complètement, et c'est d'une voix claire et vibrante qu'il lançait ces phrases « ailées » dont il avait si souvent l'inspiration et qui devenaient, après chacun de ses discours, comme une parole de ralliement pour une grande partie du public russe; ce fut, à cette époque, un avantage inappréciable pour le Gouvernement de pouvoir opposer des orateurs de la force de M. Stolypine et de la clarté de M. Kokovtsoff à ses adversaires qui en comptaient à la première Douma de très remarquables, mais aucun qui leur fût supérieur ou même égal.

Pour clore cette rapide esquisse de la personnalité de M. Stolypine, j'ajouterai seulement qu'il est véritablement surprenant que les écrivains qui ont parlé jusqu'ici de lui au public européen lui aient si peu rendu justice; en France, M. Stolypine est surtout connu par le livre de M. Charles Rivet : *Le dernier des Romanoff*; dans ce livre rempli d'inexactitudes et de faux jugements, et dont le moins que l'on puisse dire est qu'on est étonné de le voir signé par un journaliste français qui a été non seulement l'hôte pendant plusieurs années de la Russie, mais encore l'obligé du Gouvernement russe, le chapitre consacré à M. Stolypine est particulièrement empreint de parti-pris; M. Rivet y charge délibérément ce Ministre d'actes et de tendances que celui-ci a le plus énergiquement combattus et qu'il est impossible, sans la plus manifeste mauvaise foi, de lui imputer; je ne m'arrêterai pas à réfuter, point par point, ces imputations, car je crois que les pages qui

vont suivre mettront suffisamment en lumière ce qu'elles ont de faux.

Dans le livre le plus remarquable écrit en Angleterre sur le même sujet, celui du Dr. Dillon, « *The Eclipse of Russia* », livre dont, malgré ma grande admiration pour le talent et la perspicacité de son auteur, je serai plus d'une fois obligé de combattre les conclusions, l'activité de M. Stolypine est traitée, pour ainsi dire, par prétérition; on est tout surpris, en lisant cette étude si documentée, mais, hélas! parfois si partielle, d'une période de l'histoire politique russe dominée tout entière par la personnalité de M. Stolypine, de n'y point, ou presque point, rencontrer le nom de ce Ministre; la seule explication que je trouve à ce fait, c'est que le Dr. Dillon, qui s'attache surtout dans son livre à glorifier le Comte Witte, ce que nul ne peut d'ailleurs lui reprocher, et qui connaissait la profonde aversion que celui-ci avait pour M. Stolypine, a préféré passer sous silence un sujet sur lequel les jugements de son ami devaient lui paraître à lui-même peu équitables.

Lorsque, après avoir pris contact avec les personnages qui formaient le cabinet si hétérogène de M. Goremykine, je me tournai vers la Douma, le spectacle de l'étrange composition de cette assemblée me parut tout aussi déconcertant.

On se rappelle combien je fus frappé, à la cérémonie d'ouverture de la Douma, par le grand nombre de paysans qui figuraient parmi les députés; aux termes de la loi électorale, la Douma devait compter 524 membres; mais, au moment de sa réunion, les élections n'ayant pas encore été terminées dans certaines parties de l'Empire, ils ne dépassaient pas le chiffre de 500; sur ce nombre, 200 appartenaient à la classe paysanne; après eux venaient les

Cadets qui avaient remporté une victoire éclatante, non seulement sur les conservateurs, mais encore sur les libéraux modérés ou octobristes ; leur parti, à tendance nettement radicale, très compact et fortement organisé, comptait 161 membres ; il était renforcé par deux groupes de nuance radicale moins accentuée mais qui votaient invariablement avec les Cadets : le « parti des réformes démocratiques » et le « parti de l'ordre légal » ; ces deux groupes étaient numériquement restreints, mais il y avait dans leurs rangs des personnalités très marquantes ; le parti libéral modéré ou octobriste n'était représenté que par quelques députés et se confondait presque avec les conservateurs : ensemble ils ne comptaient guère plus d'une trentaine de membres ; enfin il n'y avait à la Douma que 17 socialistes qui n'avaient d'ailleurs pas été élus comme tels, car les deux partis ouvertement révolutionnaires, — les « socialistes-révolutionnaires » et les « socialistes-démocrates », — s'étaient abstenus de prendre part aux élections ; ces deux partis exigeaient la réunion d'une Constituante et le suffrage universel intégral ; ils avaient déclaré boycotter une Douma issue de la Charte de 1905. Les groupes nationaux-autonomistes — polonais, lithuanien, esthoniens, letton, groupe des provinces de l'Ouest, — comptaient ensemble 70 membres ; tous ces groupes avaient des tendances démocratiques, à l'exception du groupe polonais qui était plutôt conservateur mais qui, pour des raisons nationales, se joignait aux autres pour faire opposition au Gouvernement ; enfin, il y avait un certain nombre de députés « sans parti » et d'indécis ; mais presque tous vinrent par la suite renforcer les rangs de l'opposition.

Ce qui caractérisait donc la première Douma, c'était avant tout un bloc d'opposition embrassant plus de la

moitié de ses membres ; ce bloc, composé de différents groupes, était entièrement dominé par les Cadets ; pour faire contre-poids à leur formidable résistance, il n'y avait dans la Douma aucun parti conservateur nettement caractérisé, presque aucun groupe libéral modéré ; mais on voyait s'y dresser une masse, à l'aspect confus et amorphe, composée de 200 paysans ; cette masse n'était diversifiée çà et là que par quelques « popes » de village, aux longs cheveux et à la barbe hirsute, qui tranchaient à peine par leur extérieur et leur mentalité sur leurs compagnons cultivateurs.

L'introduction dans la Douma de cette masse rurale avait été l'idée maîtresse du Gouvernement ; les élections avaient été réglées par une loi électorale dont l'auteur responsable était M. Boulyguine, bureaucrate médiocre qui avait donné son nom à un premier projet de Constitution resté sans effet ; mais cette loi avait été retouchée et complétée par le Gouvernement du Comte Witte ; elle était prodigieusement compliquée et artificielle, et ne poursuivait qu'un seul but : celui de favoriser la classe paysanne au détriment de toutes les autres classes du pays ; le Gouvernement avait cru par là disposer à la Douma d'éléments réputés pour leur esprit conservateur, leurs sentiments de loyauté envers la personne du Tzar, leur docilité à la voix de l'autorité et de l'Église officielle ; jamais les bureaucrates qui dirigeaient les destinées de la Russie ne commirent de faute plus grande ou qui fût plus fatale à la cause même qu'ils défendaient ; car les paysans entrèrent à la Douma entièrement dominés par l'idée fixe d'obtenir en faveur de leur classe le partage des terres ; profondément ignorants de toutes les autres questions qui allaient se débattre à la Douma, indifférents aux libertés politiques réclamées par les libéraux, ils étaient prêts à soutenir

tout parti qui leur promettait la réalisation intégrale de leurs aspirations agraires; or, les Cadets avaient inscrit en tête de leur programme non seulement la distribution aux paysans des terres appartenant à la Couronne, aux appanages de la Famille Impériale et aux Couvents, mais aussi l'expropriation forcée à leur profit des terres des grands et moyens propriétaires; le parti radical pouvait dès lors entièrement compter sur l'appui de la grande majorité des députés paysans; sous ses auspices, et avec la participation des socialistes, se forma le parti « travailliste », — le deuxième groupement de la Douma par ordre d'importance numérique, — composé surtout de paysans représentants du socialisme agraire et comptant une centaine de membres; les autres paysans, même ceux qui se réclamaient du parti conservateur, restèrent d'autant plus sous la dépendance absolue des Cadets, que la question agraire devint rapidement le pivot principal des débats de la Chambre; cette question, cause du choc décisif entre le Gouvernement et la première Douma, devait finalement mener à la dissolution de cette assemblée.

M. Stolypine reconnut du premier coup d'œil, — et je partageai entièrement son opinion, — toute l'étendue de l'erreur fatale commise par le Gouvernement et des conséquences qui devaient en résulter. Que cette erreur eût pour auteurs des bureaucrates confinés dans l'atmosphère des Ministères de Saint-Pétersbourg et totalement étrangers à la vie intense qui se manifestait à l'intérieur du pays, rien n'était plus compréhensible; pour ces bureaucrates, ce qu'il importait de combattre avant tout, et plus même que l'esprit révolutionnaire des « intellectuels » des villes qu'ils se flattaienr de tenir en échec par des moyens policiers, c'était le flot montant du libéralisme des *Zemstvos*; quant aux paysans, on avait à leur égard dans les sphères

gouvernementales de la capitale des idées et des illusions vieilles d'un demi-siècle: on s'y représentait encore le paysan comme le soutien naturel du Trône et de l'Autel, et, chose incroyable, on n'y tenait aucun compte de ses appétits agraires et de ses tendances anarchistes qui s'étaient pourtant révélées avec tant de force dans le courant des années précédentes. Que des fonctionnaires de la trempe de M. Boulyguine eussent partagé ces illusions, le répète, il n'y avait pas lieu de s'en étonner; mais ce que je ne parviens pas jusqu'à ce jour à comprendre, c'est que le Comte Witte, homme d'État perspicace et pratique, eût pu tomber dans la même erreur; le Comte Witte n'avait-il pas été le président de la grande commission qui avait, peu de temps auparavant, étudié la question agraire et n'avait-il pas eu, à cette occasion, la possibilité de mesurer l'intensité des aspirations de la classe paysanne? J'ai souvent tenté, mais sans jamais y réussir, de pénétrer ce mystère, en questionnant soit le Comte Witte lui-même, soit ses principaux collaborateurs; tout récemment, j'ai espéré trouver la clé de l'énigme dans le livre du docteur Dillon, *The Eclipse of Russia*; mais l'auteur de ce livre, si renseigné sur les desseins les plus cachés de son célèbre ami, se borne à constater son erreur sans même essayer de l'expliquer; l'énigme reste donc entière, et, à mon sens, elle pèse lourdement sur la mémoire du Comte Witte, car c'est bien cette erreur qui a été la cause principale du naufrage de la première Douma et des difficultés qui en sont résultées.

Nous venons de voir combien était curieuse la composition de la première Douma; il était non moins curieux que les deux principaux partis qui s'étaient disputé la victoire aux élections, — les Cadets et les Octobristes, —

n'y étaient pas représentés par leurs chefs déclarés; le parti Cadet, qui avait triomphé sur toute la ligne, n'avait cependant pas réussi à introduire dans l'enceinte de l'assemblée son leader, le Professeur Milioukoff, qui, élu à une grande majorité à Saint-Pétersbourg, avait été exclu par le Gouvernement pour des raisons de forme quelconques, je ne me rappelle plus très bien lesquelles; cette exclusion ne tourna du reste guère à l'avantage du Gouvernement, car M. Milioukoff n'en continua pas moins à diriger son parti du dehors, et j'ai toujours pensé que sa présence eût été moins incommoder pour le Cabinet dans la salle de séances qu'elle ne le fut dans les couloirs de la Douma. Les Cadets comptaient d'autre part à la Douma un nombre considérable de personnalités marquantes, telles que le Professeur Mouromtsoff (Président de la première Douma), MM. Golovine, (plus tard Président de la deuxième Douma), Roditcheff, Nabekoff, Vinaver, (les trois meilleurs orateurs du parti), le Prince Schakhovskoy, MM. Petrounkiévitch, Kokoschkine, Hertzenstein, etc.

Les deux partis libéraux connexes, — « parti des réformes démocratiques » et « parti de l'ordre légal », — quoique peu nombreux (on a dit d'eux que c'étaient des états-majors sans troupes), étaient aussi représentés par des hommes de grande valeur : le premier, par son fondateur, le Professeur Maxime Kovalevski, aujourd'hui défunt, qui comptait tant d'amis en France, et par le Général Kouzmine-Karavaieff, un des meilleurs orateurs de la Douma; le second avait à sa tête le comte Heyden qui avait occupé une haute situation à la Cour et dans la hiérarchie gouvernementale et dont l'autorité morale était universellement reconnue; quant aux Octobristes, leurs deux chefs — MM. Goutchkoff et D. Schipoff, — avaient été battus aux élections; les conservateurs

n'avaient envoyé à la Douma aucun personnage marquant et se confondaient presque avec les Octobristes; parmi les libéraux modérés, on remarquait MM. Stakhotowitch et Lvoff (ne pas confondre celui-ci avec le Prince Lvoff, futur Président du Gouvernement provisoire, qui ne fut pas membre de la première Douma), mais je ne me rappelle pas exactement s'ils étaient inscrits au groupe des Octobristes ou à celui de l'ordre légal. Le « Kolo » polonais avait à sa tête M. Dmovski, chef du parti polonais national-démocrate, qui joue encore aujourd'hui un rôle important dans la politique de son pays, et l'Évêque de Vilna, Baron Ropp, tous les deux orateurs de premier ordre; enfin le parti travailleur était dirigé par M. Aladine, orateur fougueux et se piquant d'une élégance (il paraissait à la Douma avec une fleur rouge à la boutonnière) qui le distinguait de la masse grise des paysans qui formaient la grande majorité de son parti.

Le conseil de l'Empire qui, sous l'ancien régime, constituait une espèce de conseil d'État où s'élaboraient les projets de lois et où se discutaient les mesures de politique intérieure les plus importantes soumises ensuite à la décision de l'Empereur, avait été transformé en Chambre Haute composée, en nombre égal, de membres nommés par l'Empereur et de membres élus; quoique devant être confirmés au commencement de chaque année par l'Empereur, les membres nommés siégeaient à vie; ce groupe comprenait presque exclusivement des bureaucrates ayant occupé de hautes fonctions dans la hiérarchie civile et militaire : anciens Ministres d'État, Gouverneurs généraux, Commandants de corps d'armée, Ambassadeurs, Juges suprêmes, etc.; les membres élus étaient désignés pour un terme de neuf

ans par le haut clergé, les assemblées de la noblesse, l'Académie des sciences et les Universités, les comités de commerce, les chambres de bourses, l'industrie, et enfin, — ceux-ci les plus nombreux, — par les *Zemstvos* dans les parties de l'Empire où existaient ces assemblées, et par les propriétaires fonciers partout ailleurs (en Pologne, Lithuanie, dans les provinces de l'Ouest, provinces Baltiques, etc.)

Par sa composition, le conseil de l'Empire était donc une assemblée plus moderne que mainte Chambre Haute dans les pays constitutionnels européens : par exemple, la Chambre des Lords ou le Sénat italien ; malgré mon peu de sympathie pour la bureaucratie russe, je dois reconnaître que, parmi ses membres nommés, il y avait un nombre considérable d'hommes d'une haute valeur et d'une grande compétence; plusieurs de ces hommes avaient appartenu aux cadres du Gouvernement sous le règne libéral de l'Empereur Alexandre II; au premier rang de ce groupe, on remarquait un oncle de ma femme, le Comte Pahlen, qui, à l'âge de trente ans, avait été choisi par l'Empereur Alexandre II pour introduire en Russie, en qualité de Ministre de la Justice, la réforme judiciaire qui avait été un des grands actes de son règne. Le Comte Pahlen était un beau vieillard aux grandes manières d'autrefois, chargé d'honneurs et choyé par la Cour, mais connu pour avoir gardé une complète indépendance vis-à-vis du Gouvernement et universellement respecté pour son intégrité et la noblesse de son caractère. A côté de lui apparaissaient des hommes comme le Comte Solsky, M. Gouloubeff, les deux frères Sabouroff, (dont l'un avait été Ambassadeur à Berlin et avait dû quitter son poste à cause de l'antagonisme qu'il témoignait au Prince de Bismarck), Gerhardt, Koni et autres, tous bureaucrates, mais

doués de vues larges, de vastes connaissances et d'une grande expérience des affaires. D'ailleurs, d'une façon générale, il y avait ceci de curieux que, plus un bureaucrate était âgé, plus il se distinguait par son esprit libéral, esprit qui avait été celui du règne de l'Empereur Alexandre II, tandis que les fonctionnaires plus jeunes étaient presque tous imbus des idées réactionnaires du règne de l'Empereur Alexandre III.

Une place à part était occupée au Conseil de l'Empire par le Comte Witte qui venait de quitter le pouvoir et dont on se demandait quelle attitude il allait assumer envers le Gouvernement; à cette époque, son rôle politique ne paraissait que momentanément interrompu.

Les membres élus du Conseil de l'Empire l'étaient pour une période de neuf ans; mais, chaque année, un tiers de ces membres, désigné par le sort, devait être remplacé par un nombre égal de membres élus dans les mêmes conditions; cela fait que je ne me rappelle pas exactement la composition de la première fournée des membres appartenant à cette catégorie, et il est possible que plusieurs des personnes que je vais citer n'y soient entrées que plus tard; l'Académie et les Universités y étaient représentées par des professeurs éminents, tels que le Prince Galitzine, MM. Oldenburg, Grimm, Tagantzeff et autres; la grande industrie, le commerce, les Bourses, par des hommes marquants comme MM. Krestovnikoff, Avdakoff, Timiriazeff, etc.; la noblesse, les *Zemstvos* et les propriétaires fonciers y avaient envoyé quelques-uns de leurs meilleurs représentants dont la majeure partie se joignirent au parti du centre, c'est-à-dire au parti libéral modéré; celui-ci était présidé par un de mes amis intimes, le Prince Pierre Troubetzkoy, ancien Maréchal de la noblesse de Moscou, qui devait, hélas, bientôt périr sous

la main d'un assassin ; j'avais parmi les membres appartenant à ces trois dernières catégories plusieurs autres amis de longue date : par exemple le Prince Boris Vassiltchikoff, maréchal de la noblesse de Novgorod, tous imbus des meilleures traditions libérales de leur classe. Enfin les Polonais étaient représentés par plusieurs hommes très distingués et éclairés, presque tous bons orateurs, comme M. Korvin-Milevsky, très connu à Paris, le Comte Wielepolski, MM. Skirmunt, Schébéko et autres.

En somme, au moment dont je parle, le Conseil de l'Empire ne se présentait pas du tout sous les traits, qui le distinguèrent plus tard, d'une assemblée imbue d'idées réactionnaires ou prête à servir d'instrument docile entre les mains du Gouvernement; sa transformation dans ce dernier sens ne s'opéra que peu à peu, grâce au soin que l'on mit en haut lieu à n'y laisser pénétrer, à titre de membres nommés, que des personnes appartenant aux partis de la droite ; mais, au cours de sa première session, le Conseil de l'Empire fit non seulement preuve de beaucoup d'indépendance et d'un esprit large et éclairé, mais il fit opposition au Cabinet incohérent de M. Goremykine et ne mérita donc nullement l'hostilité *a priori* que lui témoigna la Douma.

Moi-même, malgré l'usage constant en vertu duquel les Ministres d'État, aussitôt après leur entrée en fonction, étaient nommés membres du Conseil de l'Empire, je ne fis partie de cette assemblée que deux ans plus tard, car ma candidature était combattue auprès de l'Empereur par les réactionnaires et ne finit par triompher qu'à la suite d'une intervention énergique de M. Stolypine ; j'entrai au Conseil de l'Empire en même temps que mon frère Pierre Iswolsky, et tous deux y renforçâmes le parti du centre.

## V

## L'HÉRITAGE DU COMTE WITTE

J'aborde maintenant une tâche des plus difficiles, celle de tracer un portrait tant soit peu ressemblant du grand homme d'État que fut incontestablement le Comte Witte. Peu de Ministres furent plus diversement jugés, ni avec plus de passion ; il eut des ennemis et des détracteurs implacables ; mais il eut aussi, et il a encore, des panégyristes enthousiastes ne reculant devant aucune louange, même la plus hyperbolique ; pour célébrer sa personne et ses actes, nul ne sut d'ailleurs inspirer à ses amis de plus chauds et de plus fidèles dévouements ; c'est à cette catégorie de panégyristes et de fidèles qu'appartient le docteur E. J. Dillon qui met en tête de son livre, *The Eclipse of Russia*, cette dédicace : « A la mémoire de mon ami et de l'unique homme d'État russe, le Comte Witte ». Pour ma part, je n'ai ni subi l'emprise de la puissante personnalité du Comte Witte, ni ressenti la violente répulsion qu'il inspirait à tant de personnes, à commencer par l'Empereur Nicolas qui ne put jamais vaincre ni même dissimuler son antipathie à son égard. N'ayant d'ailleurs jamais entretenu avec le Comte Witte de relations per-

nelles intimes, je crois pouvoir porter sur lui en toute liberté un jugement que je m'efforcerai de rendre aussi objectif que possible.

Ce qui frappait tout d'abord dans le Comte Witte, c'était sa haute stature et sa carrure massive; il dépassait presque d'une demi-tête la plupart des autres hommes, même en Russie où les tailles sont généralement élevées; toute sa personne semblait taillée à grands coups de hache; les traits de son visage auraient eu du caractère s'ils n'avaient été gâtés par une déformation, — on pourrait presque dire une cassure — du nez, ce qui lui donnait une certaine ressemblance avec les portraits de Michel-Ange; il avait un abord qui paraissait volontairement rude; peut-être affectait-il un ton bourru et brusque pour cacher la gène qu'il éprouvait dans le milieu nouveau pour lui de la Cour et de la haute société de la capitale dont il lui manqua toujours visiblement l'habitude; mais, malgré son apparence plutôt fruste et la gaucherie de ses manières, l'ensemble de sa personne produisait une grande impression de force et d'originalité.

Ce qui m'a toujours personnellement impressionné d'une manière désagréable dans le Comte Witte, c'était sa voix dont les notes étaient comme faussées, et surtout sa prononciation acquise pendant sa jeunesse passée à Odessa où la population est fortement mélangée de Grecs, de Roumains et d'autres méridionaux étrangers; cette prononciation, ainsi qu'une élocation empreinte d'une certaine vulgarité, étaient fort déplaisantes pour des oreilles comme les miennes, habituées à la langue si pure et si élégante façonnée par le grand poète national Pouschkine et parlée par les Russes appartenant aux classes cultivées des deux capitales, surtout de Moscou.

Le Comte Witte était, comme on le sait, un *self-made-man*; non pas qu'il fût d'une naissance modeste : son père, fonctionnaire provincial d'extraction étrangère (je crois hollandaise), avait atteint un grade assez élevé dans la hiérarchie gouvernementale; sa mère appartenait à une des meilleures familles de la Russie; mais, élevé en province, le futur Ministre n'avait pas embrassé la carrière bureaucratique qui seule, à cette époque, conduisait aux hautes situations officielles et aux honneurs ; il était entré au service de la puissante Compagnie privée des chemins de fer du Sud-Ouest de la Russie, et c'est dans les cadres de cette Société que se déroulèrent les premières vingt années de son activité; doué d'une rare énergie, il parcourut tous les degrés de ce service sans se soustraire aux plus modestes des fonctions, comme celles de chef de gare; c'est certainement grâce à cette préparation que, plus tard, appelé par l'Empereur Alexandre III à Saint-Pétersbourg comme expert dans la question — si importante pour la Russie — des chemins de fer, il put s'imposer d'emblée à la bureaucratie routinière de la Capitale par son expérience et son remarquable sens pratique.

A Saint-Pétersbourg, son inlassable activité déborda rapidement le cadre de sa spécialité, et il fit bientôt autorité non seulement en matière de chemins de fer, mais encore dans le domaine de la vie économique tout entière du pays; son ascension dans la hiérarchie officielle fut vertigineuse; peu d'années après son arrivée dans la capitale, nous le voyons déjà à la tête du Ministère des Finances, poste très important en lui-même, mais auquel il sut donner un relief particulier ; il occupa ce poste, avec deux années d'interruption (1903-1905), jusqu'au jour où il devint le chef du premier Gouvernement Constitutionnel de la Russie.

L'esprit du Comte Witte était tout entier tourné vers le côté pratique des choses; ses conceptions politiques et économiques, même les plus vastes, ne lui étaient généralement inspirées par aucune vue d'ensemble sur les fonctions de l'État ou sur les grandes lois qui régissent les sociétés humaines; c'est ce qui, à mon sens, explique en partie quelques-unes des fautes qu'il a commises; quoique j'eusse été plus d'une fois personnellement frappé par son manque de culture supérieure et de notions générales, je crois que M. Bompard va trop loin lorsqu'il affirme, dans son article déjà cité de la *Revue de Paris*, que le Comte Witte était dépourvu de connaissances même les plus élémentaires en matière de science financière et qu'il ne poussa jamais ses études théoriques sur ce sujet au delà de la lecture d'un traité de M. Paul Leroy-Beaulieu.

Malgré cette affirmation, M. Bompard reconnaît que le Comte Witte était « un administrateur d'un esprit supérieur, un financier de grande envergure et un homme d'État éminent » ; ce jugement, qui fait honneur au sentiment d'équité de l'ancien Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg pour lequel le Comte Witte fut toujours un adversaire politique, me semble cependant ne pas rendre entièrement justice au génie du Ministre russe ; je n'hésite pas à employer le mot de génie, car dans certaines phases de son activité, le Comte Witte montra indubitablement plus que du talent.

Peut-on affirmer, comme le fait le docteur Dillon dans son livre, que le comte Witte « fut le seul homme d'État que la Russie eût produit depuis Pierre-le-Grand » ? Je ne le crois pas; son œuvre présente de trop grandes lacunes et quelques-unes de ses erreurs ont été trop cruellement expiées par la Russie, pour qu'il soit permis

de lui assigner une pareille place dans l'histoire de son pays; il me semblerait plus juste de dire que le Comte Witte eut des heures où, par la hardiesse de ses conceptions et par l'énergie qu'il mit à les réaliser, il égala les plus grands hommes d'État de tous les temps et de tous les pays; mais que, à d'autres moments, et malheureusement dans des circonstances critiques, il fut étrangement inférieur à lui-même; ses erreurs eurent le plus souvent pour cause des défaillances de caractère plutôt que d'esprit, car, à l'encontre de M. Stolypine, il offrait l'exemple d'un homme dont les qualités morales n'étaient pas toujours à la hauteur des facultés intellectuelles.

Lorsqu'on essaie d'embrasser d'un coup d'œil l'ensemble de l'œuvre prodigieuse du Comte Witte, on est tout d'abord frappé par le fait que celle-ci ne procède pas d'une conception unique soit dans l'ordre politique, soit au point de vue économique: elle présente des parties disparates et quelquefois même contradictoires.

Pour pouvoir s'expliquer ce fait, il est indispensable de se placer dans le milieu où se déroula, pendant près de quinze ans, l'activité dévorante de ce Ministre.

On sait que, jusqu'à l'octroi de la Constitution de 1905, il n'existe pas en Russie de Cabinet homogène; il n'y avait ni Président du Conseil des Ministres, ni même de Conseil des Ministres à titre régulier et permanent; l'Empereur, à certaines occasions, réunissait les Ministres sous sa présidence pour examiner telle ou telle question particulièrement grave; mais ces occasions étaient rares; le reste du temps, chacun des Ministres travaillait avec l'Empereur seul à seul et n'acceptait d'autre direction que celle qui émanait du Souverain; ainsi, non seulement les Ministres n'avaient aucun lien commun entre eux, mais ils considéraient comme un point d'honneur de conserver

une complète indépendance les uns vis-à-vis des autres ; l'Empereur Alexandre III, jaloux de son pouvoir autocratique, maintenait soigneusement ses Ministres dans cette voie, et toute tentative de leur part pour s'entendre entre eux afin d'imprimer une direction unique aux affaires était considérée par lui comme une atteinte portée à ses prérogatives ; l'Empereur Nicolas II n'avait modifié en rien cet état de choses ; il l'avait même renforcé en réunissant encore plus rarement que ne l'avait fait son père les Ministres sous sa présidence ; si l'on considère d'autre part que les Ministres n'étaient soumis à aucun contrôle parlementaire et que toute tentative des Zemstvos pour élargir le cercle de leur activité était sévèrement réprimée, on s'étonnera qu'un pareil système n'ait pas eu plus tôt pour résultat la désorganisation complète du plus vaste Empire connu des temps modernes.

Devenu Ministre des Finances, le Comte Witte accusa nettement la tendance d'imposer sa domination à tous les autres Ministres et de devenir, sinon de droit, du moins de fait, le véritable Chef du Gouvernement russe ; dans la poursuite de ce but, il fut servi non seulement par la puissance de sa volonté et par son incontestable supériorité sur ses collègues, mais encore par le fait que, en sa qualité de Grand Argentier de l'Empire, il tenait sous sa dépendance indirecte tous les services de l'État, car l'Empereur Alexandre III lui accordait une confiance absolue et refusait de sanctionner tout crédit qui n'avait pas son approbation.

Mais bientôt cette forme indirecte de suprématie ne suffit plus à l'ambition du Comte Witte. Il chercha et réussit à étendre sa dévorante activité à tous les domaines de la vie politique et économique du pays ; et l'on assista alors à ce phénomène étrange et incompréhensible pour des

esprits européens, d'un Ministère, — celui des finances, — devenant peu à peu un État dans l'État et superposant, pour ainsi dire, aux organes les plus divers du Gouvernement des organes remplissant des fonctions analogues, mais relevant directement et uniquement de ce Ministère. Nous verrons plus loin comment et grâce à quelles circonstances le Comte Witte eut sous sa dépendance immédiate une foule innombrable de fonctionnaires de toute dénomination et de tous grades, un réseau d'établissements scolaires inférieurs et même supérieurs, un vaste territoire, véritable royaume où il était le seul maître, une armée, une flotte, même une diplomatie. Comme, d'autre part, sa tendance constante était d'étendre indéfiniment les attributions de l'État aux dépens, et le plus souvent au détriment, de l'initiative et de l'activité privées, encore si faiblement développées en Russie, on peut affirmer que pendant quelque dix années il fut le vrai maître des 160 millions d'habitants de l'Empire. Je dois à la vérité de constater que la plupart des organes créés par le Comte Witte étaient mieux organisés, fonctionnaient plus parfaitement et étaient imbus d'un esprit plus moderne et plus large que les organes réguliers correspondants du Gouvernement ; on n'en comprendra pas moins qu'une organisation aussi paradoxale de l'État entraînait une grande déperdition de forces et créait un état de choses chaotique qui, à la longue, fut fatal à la Russie, surtout lorsque le Comte Witte ne fut plus là pour le soutenir de sa toute-puissante énergie.

Les compatriotes du Comte Witte n'ont pas suffisamment rendu justice à son œuvre ; il me semble, en effet, qu'un Ministre qui compte à son actif ces trois actes : la réforme monétaire, le traité de paix de Portsmouth et la Charte Constitutionnelle de 1905, mérite d'être rangé

parmi les plus grands hommes d'État non seulement de la Russie, mais de tous les pays.

De ces trois actes, le premier, c'est-à-dire l'instauration de la circulation métallique et la fixation du cours, auraient suffi à lui seul à lui assigner cette place ; cette réforme, qui rencontra des obstacles formidables et qui ne dut sa réussite qu'à la volonté indomptable du Comte Witte, permit à la Russie de traverser la guerre russo-japonaise et l'année révolutionnaire de 1905 sans subir de catastrophe financière ; on connaît mon opinion sur la Paix de Portsmouth : je n'hésite pas à affirmer qu'elle fut pour la Russie un succès inespéré. Enfin, le Manifeste du 17 octobre, malgré l'heure tardive à laquelle il fut arraché à l'Empereur Nicolas II, sauva indubitablement à cette heure la Monarchie russe d'un effondrement qu'elle n'évita pas, douze ans plus tard, pour avoir abandonné la voie tracée par son grand Ministre.

Tout en ne me reconnaissant pas la compétence voulue pour m'ériger en juge de l'œuvre économique du Comte Witte, je crois ne pas me tromper en disant que cette œuvre appelle quelques critiques très sérieuses : grâce à une série de mesures comme le rachat systématique des chemins de fer, le monopole de la vente de l'esprit de vin, l'exploitation en régie des vastes domaines de la Couronne, une tutelle étroite exercée sur l'industrie, etc., l'État, en Russie, finit, non seulement par dominer, mais pour ainsi dire par absorber presque complètement les initiatives et les énergies encore si peu développées du pays ; mais, à part même cet « étatisme » exagéré, on se demande si les bases mêmes de la situation économique de la Russie n'ont pas été faussées par quelques-unes des mesures prises par le Comte Witte.

Dans son livre « *The Eclipse of Russia* », le Dr Dillon

dit que le Comte Witte, sentant la faiblesse et le manque de cohésion des différents éléments qui compossait le Tzarisme, crut que ces éléments pouvaient être consolidés et soudés entre eux par la force d'une grandiose transformation économique qui créerait de puissants intérêts matériels et serait l'instrument d'une véritable rééducation nationale ; à mon avis, ces lignes caractérisent très bien sinon le plan général du Comte Witte, car il m'a toujours semblé que c'est précisément un pareil plan qui a manqué à ce Ministre, du moins la tendance constante de sa politique ; la faiblesse et la désunion des éléments constitutifs de l'Empire Russe ne pouvaient échapper à aucun homme d'État tant soit peu perspicace et devaient en effet se révéler d'une façon fatale plus tard, au moment de la chute de la Monarchie ; seulement j'appartiens à une école politique qui a toujours recherché un remède à cet état de choses non dans un « étatisme » à outrance, dans un renforcement du centralisme bureaucratique, ni même dans la création artificielle d'intérêts matériels, mais dans le développement des « self-governments » locaux, dans un régime représentatif issu de ces « self-governments », enfin dans la satisfaction des aspirations raisonnables des nationalités allogènes et dans l'éducation systématique dans le peuple de l'esprit d'initiative privée.

On s'accorde généralement à considérer comme un des principaux mérites du Comte Witte l'immense effort qu'il a fait pour développer une grande industrie, ou plutôt pour la créer de toutes pièces en Russie ; sans méconnaître les brillants résultats obtenus par lui dans cette voie, on peut se demander s'il n'a pas, pour parler vulgairement, « attelé la charrue devant les bœufs » ? En donnant tous ses soins à l'usine, le Comte Witte n'a-t-il pas méconnu le caractère essentiellement agricole de la Russie, qui avait

besoin d'une phase préparatoire consistant dans le développement des industries rurales ayant pour objet de transformer les matières premières livrées par l'agriculture et capable de relever le bien-être du cultivateur? Et n'est-ce pas la politique financière du Comte Witte, notamment l'accroissement colossal de la dette extérieure contractée pour le rachat des chemins de fer et dont le service exigeait des sommes énormes en numéraire, qui fut la cause de l'exportation forcée de grandes masses de produits agricoles au détriment du niveau économique et même de l'état physique des populations rurales? Enfin nous avons toujours pensé, mes coreligionnaires politiques et moi, que la création d'une nombreuse classe ouvrière agglomérée dans les villes — et qui, on l'a vu en 1917, était l'élément révolutionnaire par excellence, — aurait dû être précédée par une large réforme agraire dans le sens du développement de la petite propriété privée, ce qui aurait non seulement relevé le rendement de la terre, mais encore inculqué à la masse paysanne un esprit conservateur qui lui manquait.

Je ne m'arrêterai qu'en passant à une des mesures du Comte Witte qui ont soulevé le plus de controverses : le monopole de la vente des spiritueux; personnellement, je suis d'avis que cette mesure, considérée comme un palliatif, était bonne en elle-même et marquait un progrès sérieux sur l'état de choses précédent ; mais n'est-il pas profondément regrettable que, au lieu de créer ce palliatif, le Comte Witte n'ait pas appliqué son immense énergie à extirper les racines mêmes d'un système fiscal basé tout entier sur l'alcoolisation et par conséquent sur la démoralisation et l'appauvrissement des masses? Et peut-on refuser le tribut d'une admiration émue au beau geste de l'infortuné Nicolas II, osant supprimer d'un trait de

plume, au début de la guerre mondiale, cette source de tant de maux physiques et moraux en Russie?

Un terrain sur lequel je me sens plus de compétence est celui de la politique russe en Extrême-Orient sur laquelle le Comte Witte exerça une grande influence et dont il doit porter la responsabilité sinon entièrement, du moins dans une large mesure.

Le rôle du Comte Witte dans cette question a été très complexe et a subi beaucoup de fluctuations.

Si l'on veut fixer le point initial des événements qui ont abouti à la malheureuse guerre entre la Russie et le Japon, il faut, à mon sens, remonter à la décision prise par le Gouvernement russe, sous l'impulsion directe du Comte Witte, de faire passer par le territoire chinois la grande ligne du chemin de fer transsibérien pour aboutir à Vladivostok, ce qui abrégeait considérablement la distance à parcourir par la voie ferrée, mais créait en même temps, sur les confins Est de l'Empire, une situation singulièrement compliquée et même dangereuse : c'était donner le premier éveil aux susceptibilités du Japon et révéler à celui-ci les tendances impérialistes de la Russie en Extrême-Orient ; ayant de tout temps été le partisan convaincu d'une politique russe « européenne », je n'ai jamais approuvé ces tendances qui transportaient l'arène de l'action russe si loin du centre de ses intérêts traditionnels et affaiblissaient sa situation en Europe ; il m'a de plus toujours semblé que la Sibérie devait être considérée surtout comme une réserve pour le jour où la Russie se trouverait dans le cas d'y déverser le trop-plein de sa population et de ses énergies ; mais ce jour était encore lointain, et, en attendant, il était pour le moins prématuré de forcer à grand fracas et à travers un territoire étranger un accès au vaste théâtre du Pacifique où nous ne devions et

ne pouvions jouer à cette heure qu'un rôle secondaire.

Je suis prêt cependant à reconnaître la hardiesse et l'habileté avec lesquelles le Comte Witte sut exécuter son plan ; j'admetts encore que, si ce plan en était resté là, le chemin de fer transsibérien aurait pu, sous la ferme direction de ce Ministre, devenir pour la Russie un instrument de développement économique ; malheureusement, il fut complètement faussé par la politique subséquente de la Russie en Extrême-Orient, c'est-à-dire, avant tout, par la saisie de la péninsule chinoise de Liao-Tong avec les ports de Port-Arthur et de Talienvan (en russe Dalny).

Je m'empresse de dire que le Comte Witte commença par être personnellement contraire à cette politique ; on a déjà vu que la saisie de Port-Arthur et de Dalny par la Russie et de Kiao-Tchao par l'Allemagne fut le résultat d'un plan conçu par l'Empereur Guillaume ; c'est au cours de sa première visite à Saint-Pétersbourg, après l'avènement de Nicolas II au trône, que l'Empereur Guillaume arracha à son hôte la promesse de ne pas s'opposer au coup de main qu'il projetait en Chine et qu'il lui suggéra de suivre son exemple en s'emparant pour son compte de l'extrémité de la péninsule de Liao-Tong ; le Comte Mouravieff, — qui était à cette époque Ministre des Affaires Étrangères et qui joignait une incroyable légèreté à une ignorance rare des affaires, surtout en ce qui concernait l'Extrême-Orient, — adopta d'emblée ce plan qui lui promettait une satisfaction personnelle de vanité ; c'est de sa bouche même que je tiens le récit de ce qui se passa au conseil convoqué par l'Empereur Nicolas pour discuter cette question : de tous les membres présents, le Comte Mouravieff fut le seul à soutenir l'Empereur Nicolas dans son projet, lequel fut combattu par tous les autres

Ministres ; le plus énergique à se prononcer contre fut le Comte Witte, qui se rendait parfaitement compte des dangers d'une pareille violation de l'intégrité de la Chine ; l'Empereur Nicolas se rangea du côté de la majorité du conseil, et le projet fut momentanément abandonné ; mais le Comte Mouravieff ne se tint pas pour battu : il sut persuader à l'Empereur Nicolas que, d'après des renseignements secrets, une escadre anglaise était sur le point de saisir Port-Arthur comme réponse à la prise de Kiao-Tchao par les Allemands et qu'il fallait à tout prix prendre les devants sur les Anglais ; le résultat fut que l'Amiral Doubasoff, Commandant des forces navales russes en Extrême-Orient, reçut de l'Empereur Nicolas l'ordre direct d'entrer à Port-Arthur et d'y hisser le drapeau russe ; par la suite, le Comte Mouravieff se vantait volontiers d'avoir remporté cette victoire sur le Comte Witte et d'avoir ainsi procuré les deux ports chinois à la Russie.

Si la Russie avait été un État constitutionnel ou si seulement elle avait possédé un Gouvernement solidaire et homogène, un ministre qui se serait trouvé en opposition avec une décision d'une aussi grande importance aurait quitté le pouvoir ; non seulement le Comte Witte n'en fit rien, mais il profita de l'occasion pour étendre encore plus le cercle déjà si étendu de ses attributions : élargissant le projet primitif du transsibérien, il reporta le terminus de cette ligne du port russe de Vladivostok à l'extrémité de la péninsule chinoise de Liao-Tong ; sous prétexte de pourvoir aux besoins du chemin de fer, le Gouvernement russe, guidé entièrement par lui dans cette affaire, se fit céder à bail par la Chine non seulement les deux ports de Port-Arthur et de Talienvan, mais encore une large zone territoriale des deux côtés de la voie ferrée. Prenant pour modèle Cecil Rhodes et voulant comme

lui jouer le rôle de « Bâtisseur d'Empire », le comte Witte fit de cette zone, soumise à l'autorité exclusive du Ministre des finances dont dépendait déjà la ligne du transsibérien, un domaine dans lequel il exerçait un pouvoir quasi-souverain ; on vit bientôt surgir dans ce vaste territoire des villes nouvelles comme Kharbine, et des ports comme Dalny ; le Comte Witte eut sous ses ordres, sous forme de garde destinée à protéger la voie ferrée, une véritable armée, une flotte fluviale et maritime, une nuée de fonctionnaires administrant, sous sa direction et en toute indépendance de l'autorité centrale de l'Empire, la zone cédée à bail. En un mot le Comte Witte créait de toutes pièces, sur les confins lointains de la Russie d'Asie, une importante possession coloniale dont il était le seul maître et qui allait lourdement peser sur le reste de l'Empire.

Or, si l'œuvre de Cecil Rhodes répondait aux besoins de l'Angleterre en servant à celle-ci de déversoir pour le trop-plein de sa population, de ses capitaux et de ses énergies, la création du Comte Witte avait un caractère purement artificiel, et, tout en satisfaisant les ambitions de ce Ministre, ne servait que fort peu les véritables intérêts de l'Empire Russe trop faiblement peuplé et surtout trop peu développé au point de vue technique et économique ; cette création absorba, en effet, un nombre incalculable de millions et une somme de travail qui auraient pu être employés avec infinité plus de profit à l'intérieur de la Russie.

L'entreprise mandchourienne du Comte Witte, inutile et même nuisible en elle-même, fut particulièrement néfaste au point de vue de la politique extérieure de la Russie, et je n'hésite pas à y voir la cause première de la guerre russo-japonaise.

La prise par la Russie de Port-Arthur et de Dalny, venant après l'ultimatum par lequel la Russie, la France et l'Allemagne avaient arraché au Japon le fruit de ses victoires, avait déjà été une lourde faute politique ; elle avait fait naître au Japon un sentiment d'amertume envers la Russie et avait, tout comme la prise de Kiao-Tchao par l'Allemagne, provoqué en Chine le mouvement qui éclata avec tant de force en 1900 ; cependant, si le Gouvernement russe s'était contenté de faire de l'extrémité de la péninsule de Liao-Toug un point d'appui pour sa flotte du Pacifique, (à vrai dire, le port russe de Vladivostok était amplement suffisant pour ce but), il est probable que le Japon s'en serait à la longue accommodé ; mais la mainmise par la Russie sur une partie de la Mandchourie créa dans ces parages une situation qui fut la véritable cause des complications subséquentes et amena finalement la collision entre la Russie et le Japon ; car c'est l'attaque subie par le chemin de fer de l'Est chinois de la part des Boxers qui amena en 1900 l'occupation de la Mandchourie par les troupes russes, et cette occupation devint, à son tour, un des principaux points du litige russo-japonais.

Lorsque, plus tard, sur l'entreprise mandchourienne du Comte Witte vint se greffer la folle aventure de MM. Bézobrazoff, Abaza et C<sup>ie</sup>, en Corée et sur le Yalou, cette aventure ne fit que hâter l'heure du règlement de comptes entre la Russie et le Japon ; mais, je le répète, le conflit russo-japonais se trouvait tout entier en germe dans la politique impérialiste pratiquée par la Russie sur ses confins de l'Est sous l'impulsion du Comte Witte. Cependant, je me hâterai de dire que le Comte Witte, ainsi que son ami le Comte Lamsdorff, furent les adversaires déclarés de la bande de courtisans et de faiseurs

irresponsables qui réussirent à entraîner l'Empereur Nicolas dans cette aventure et à jouer le rôle d'un véritable Gouvernement occulte, écartant complètement des affaires, en ce qui touchait l'Extrême-Orient, tant le Ministre des Finances que celui des Affaires Étrangères ; mais, tout en rendant justice à la clairvoyance dont firent preuve à cette occasion le Comte Witte et le Comte Lamsdorff, il est impossible de les absoudre de toute responsabilité pour la tournure que prirent les événements : encore une fois, dans tout pays régulièrement organisé et gouverné, des ministres qui se seraient trouvés dans une pareille situation auraient commencé par présenter leur démission et ne seraient restés au pouvoir que s'ils recevaient satisfaction ; nous voyons au contraire le Comte Witte rester tranquillement à son poste et assister en spectateur résigné à une politique qu'il réprouvait mais qu'il était impuissant à empêcher ; quant au Comte Lamsdorff, *alter ego* du Comte Witte, non seulement il ne démissionna pas, mais, à ceux qui s'étonnaient de le voir rester au pouvoir dans de pareilles conditions, il répondait en exposant cette théorie stupéfiante que, en Russie, le Ministre des Affaires Étrangères ne peut quitter son poste que s'il reçoit son congé de son Souverain et qu'il n'a d'autre fonction que celle d'étudier les questions de politique extérieure et de présenter ses conclusions à l'Empereur, lequel, en qualité d'autocrate, prend telle ou telle décision qui devient dès lors obligatoire pour le Ministre ; le Comte Witte avait certainement l'esprit trop moderne pour partager une pareille conviction ; il reste donc à croire que le souci de se maintenir au pouvoir primait à ses yeux toute autre considération et l'empêchait, non seulement de poser la question de son portefeuille, mais même de protester d'une manière suffi-

samment énergique auprès de l'Empereur contre une politique qu'il savait devoir aboutir à une catastrophe. Cependant, à mesure que la campagne prenait une tournure de plus en plus défavorable à la Russie, le comte Witte semblait retrouver toute son énergie et toutes les qualités d'un véritable homme d'État. Dans son livre : *The Eclipse of Russia*, le Dr. E. J. Dillon publie une lettre adressée par lui à l'Empereur Nicolas en date du 28 février 1905 et dans laquelle sont exposées avec une franchise et une netteté dignes de tout éloge les raisons supérieures qui rendaient impérieusement nécessaire l'ouverture immédiate de négociations de paix avec le Japon ; et — ce qui exigeait encore plus de courage de sa part, — dans la même lettre, il insistait sur la nécessité de ne plus tarder à calmer la Russie, profondément troublée par ses défaites, en entrant résolument dans la voie de la réforme constitutionnelle ; cette opinion, il la soutint avec une persévérance inlassable contre l'Empereur Nicolas lui-même ainsi que contre la plupart des personnages, tant militaires que civils, appelés à donner leur avis sur cette question ; à partir de ce moment, et jusqu'à la signature du traité, le Comte Witte déploya une fermeté et une sûreté de coup d'œil qui le mettent au rang des grands Ministres.

L'histoire détaillée des négociations de Portsmouth est encore à écrire ; il n'y a pas lieu ici de le faire, et le seul écrivain qui me paraisse qualifié pour cette tâche est l'auteur du livre déjà cité, *The Eclipse of Russia*, le Docteur E. J. Dillon, collaborateur volontaire du Comte Witte à la conférence. Je me bornerai à dire ici que au cours des pourparlers, le Comte Witte fit preuve, non seulement d'un talent de négociateur hors ligne, mais encore d'une élévation de caractère et d'un oubli de soi-même qui ne marquèrent pas toujours les autres phases de sa carrière :

car il y eut vers la fin des négociations un moment suprême où il comprit qu'il portait seul devant ses compatriotes toute la responsabilité, peut-être tout l'odieux, d'un traité issu d'une guerre malheureuse et nécessairement onéreux pour la Russie. Il eut alors le courage moral de couper court à des ordres contradictoires et parfois marqués au coin de l'insincérité, qui lui parvenaient de Saint-Pétersbourg, et sut accepter de sa propre autorité un compromis plus favorable à la Russie qu'on ne pouvait l'espérer, mais tout de même de nature à lui attirer de vifs reproches, à son retour dans son pays.

Comparativement et eu égard aux circonstances, les conditions de la paix de Portsmouth étaient légères pour la Russie : habilement manœuvrés par le Comte Witte, les Japonais avaient renoncé à toute demande de nature à porter atteinte aux intérêts vitaux et à la dignité de l'Empire Russe ; il n'avait à payer aucune indemnité de guerre, conservait sa flotte et ne perdait pas un pouce de son territoire national ; il cédait, il est vrai, la partie Sud de l'île de Sakhalin, mais les Russes, qui n'avaient acquis cette île qu'à une époque assez récente, n'en faisaient presque aucun usage, et les Japonais avaient toujours maintenu certaines prétentions à son égard ; le traité de Portsmouth pouvait donc être considéré, en lui-même, comme favorable à la Russie ; mais ce qui en faisait surtout la valeur, c'était qu'il rendait possible, non seulement un retour à des relations normales avec le Japon, mais un véritable rapprochement et même une alliance entre les deux pays ; ce fut le grand mérite du Comte Witte d'avoir, dès ce moment, aperçu cette possibilité ; avant même de se rendre à Portsmouth, il s'était nettement prononcé dans ce sens et avait même fait des ouvertures indirectes (par l'intermédiaire du Docteur Dillon) à l'Ambassadeur du

Japon à Londres ; cette démarche était restée sans résultat ; mais, en fixant les conditions du traité, le Comte Witte n'avait pas perdu de vue cet objectif, et c'est ce qui me permit plus tard, en ma qualité de Ministre des Affaires Étrangères, de reprendre son idée et de conclure avec le Japon l'entente qui, en se développant, eut des résultats si seconds pour les intérêts de la Russie et même de toute la Triple-Entente.

Ce fut une grande amertume pour le Comte Witte de constater, à son retour en Russie, combien peu ses compatriotes lui étaient reconnaissants de son œuvre ; l'Empereur lui conféra, il est vrai, le titre de Comte, — récompense qu'il était de tradition d'accorder au négociateur d'un traité de paix, — mais l'accueil qu'il lui fit fut plutôt froid ; l'opinion publique et la presse se montrèrent nettement hostiles à son égard : les plaisants proposèrent de l'appeler « Comte du demi-Sakhalin » ; bref, au lieu du triomphe auquel il s'attendait et auquel il avait incontestablement droit, le Comte Witte ne s'attira que des attaques et des quolibets ; j'en fus, pour ma part, profondément indigné, et lorsque, quelques mois plus tard, je devins Ministre des Affaires Étrangères, je profitai de la première occasion que j'eus de parler à la Douma pour prendre publiquement la défense du Traité de Portsmouth ; il fallait à cette époque un certain courage pour le faire, et le Comte Witte qui, malgré de grands défauts de caractère, avait incontestablement du cœur, m'en conserva, — à moi qui étais à ce moment son adversaire politique déclaré, — une sincère reconnaissance.

Je crois avoir parlé avec suffisamment de détails, dans le premier chapitre de cet ouvrage, de l'activité du Comte Witte en qualité de chef du premier Cabinet constitutionnel après l'octroi du Manifeste de 1905 : quelles ont été les

causes de l'échec de cette activité, et dans quelle mesure le Comte Witte aurait-il pu imprimer aux événements un cours plus favorable? C'est une question qu'il appartiendra aux historiens de cette époque si troublée de résoudre et sur laquelle j'hésite à me prononcer; mais ne semble-t-il pas que, dans des circonstances si critiques, le Comte Witte n'aït pas montré toute l'unité de caractère, toute la fermeté d'âme, qui étaient nécessaires? Comment expliquer le choix qu'il fit de M. Dournovo comme Ministre de l'Intérieur et de la latitude qu'il lui laissa d'exercer une répression brutale et aveugle qui dressa contre le Gouvernement les éléments les plus modérés du pays et contribua à la victoire des partis avancés? Comment surtout justifier cette loi électorale dont l'effet fut de donner dans la première Douma la prédominance aux paysans et de provoquer le naufrage de cette assemblée? Il est difficile d'attribuer de pareilles erreurs à un manque de clairvoyance, de la part d'un homme d'État de la trempe du Comte Witte, et l'on est forcé d'admettre que celui-ci s'est laissé guider par des considérations touchant à sa situation personnelle, plutôt que par le souci d'assurer le succès permanent de l'œuvre réformatrice qu'il avait entreprise.

Mes lecteurs connaissent les idées du Comte Witte en matière de politique extérieure générale : adepte convaincu de la conception si chère à l'Empereur Guillaume d'une coalition continentale — Russie, France, Allemagne, — dirigée contre l'Angleterre, il se montrait persuadé non seulement qu'une pareille combinaison pouvait assurer d'une manière permanente la paix du monde, mais encore qu'il serait, sinon facile, du moins parfaitement possible, de la réaliser.

On se rappelle que, au moment du traité de Bjorkoë, le Comte Witte avait été assez clairvoyant pour com-

prendre que la méthode employée par l'Empereur Guillaume pour imposer ce plan à la France ne pouvait mener qu'à une catastrophe, et il avait prêté au Comte Lamsdorff son concours le plus intelligent pour l'aider à sortir l'Empereur Nicolas de ce mauvais pas; mais il n'en était pas moins resté un partisan enthousiaste de cette combinaison ; très imbu de ses capacités diplomatiques, depuis le succès qu'il avait remporté à Portsmouth, il se faisait fort, si on le laissait faire, d'amener par degrés la France à y participer; dans ce but, il désirait ardemment obtenir le poste d'Ambassadeur à Paris où il avait beaucoup d'attaches dans le monde financier, et espérait arriver à ses fins; avec l'aide de certains groupes appartenant à ce monde, il essaya par tous les moyens de supplanter M. Neldoff, mais rencontra toujours un refus catégorique de la part de l'Empereur Nicolas ; j'étais, pour ma part, convaincu que la nomination du Comte Witte à Paris serait nuisible et même dangereuse pour nos relations avec la France et avec l'Angleterre, et j'avoue que en ma qualité de Ministre des Affaires Étrangères, je m'y suis toujours montré peu favorable; il ne parut pas m'en vouloir de l'opposition que je faisais à sa candidature et s'exprima constamment, sur mon compte, avec beaucoup d'éloges et d'amitié.

En sa qualité de financier, le Comte Witte était porté à voir dans les intérêts purement matériels le mobile dominant de la politique tant intérieure qu'extérieure, et à négliger dans ses calculs les *imponderabilia* auxquels un esprit aussi positif que celui du Prince de Bismarck attribuait cependant un rôle si important dans la vie des nations; il en résultait que le Comte Witte commettait souvent de lourdes fautes dans l'estimation qu'il faisait de la situation internationale; ainsi, il m'a toujours frappé

par son incompréhension absolue de la nature des rapports entre la France et l'Allemagne et de la psychologie du peuple français ; épris de l'idée utopique de la formation d'une coalition continentale, il était persuadé qu'il n'y avait aucun obstacle réel à ce que la France y participât aux côtés de l'Allemagne. J'ai déjà mentionné que, lorsqu'il était Ministre des Finances, le Comte Witte avait sous ses ordres directs une véritable diplomatie, composée d'agents dits financiers attachés aux Ambassades et aux Légations russes dans la plupart des capitales des deux hémisphères ; ces agents, pour la plupart très actifs et intelligents, exerçaient leurs fonctions dans une complète indépendance de leurs chefs diplomatiques nominaux, correspondaient directement par chiffre avec le Ministre des Finances sans même faire passer leurs rapports sous les yeux de ces chefs, et ne se faisaient souvent aucun scrupule d'adopter et de soutenir des idées politiques opposées à celles de la diplomatie russe officielle. C'est sur ces agents que le Comte Witte comptait pour faire prévaloir sa conception d'une alliance entre la Russie, la France et l'Allemagne, basée sur une communauté d'intérêts matériels entre ces trois pays et dirigée contre la prépondérance de l'Angleterre dans le domaine financier et économique.

Dans les dernières années qui précédèrent la guerre mondiale, alors que j'étais déjà Ambassadeur en France, j'eus plusieurs occasions de discuter longuement cette question avec le Comte Witte qui s'arrêtait souvent à Paris en se rendant à Biarritz pour y rejoindre sa famille ; dans ces discussions, il affirmait avec conviction que la France avait perdu jusqu'au souvenir de ses anciennes vertus guerrières, que l'immense majorité des Français ne se souciaient plus des provinces perdues, lesquelles n'étaient plus revendiquées que par une poignée de chauvins sans impor-

tance réelle dans le pays ; enfin que la nation française, travaillée par le socialisme international et par la propagande pacifiste, reculerait toujours devant un conflit armé avec l'Allemagne, surtout si ce conflit surgissait sur le terrain des affaires orientales. Attribuant une influence exagérée à certains groupements financiers européens, il était persuadé qu'avec leur aide on pouvait arriver à créer entre la France et l'Allemagne des liens d'affaires qui prépareraient la voie à un rapprochement politique, et ne doutait pas, s'il était Ambassadeur à Paris, de pouvoir obtenir ce résultat.

Observateur attentif de la vie nationale française, j'étais loin de partager ces opinions ; arrivé à Paris à la fin de l'année 1910, j'avais été témoin, bientôt après, au moment de la crise d'Agadir, du réveil de l'esprit patriotique en France sous le coup des brutalités de la politique allemande ; j'étais, pour ma part, convaincu que la nation française, malgré certaines apparences, n'avait rien perdu de son attachement aux grands principes de justice, de liberté et de progrès qui en avaient fait le flambeau du monde ; dans mes rapports, tout en constatant les tendances pacifiques du Gouvernement français, je ne cessais d'affirmer qu'une provocation injustifiée de la part de l'Allemagne trouverait la France prête à se dresser aux côtés de la Russie et de l'Angleterre, non seulement pour défendre son territoire et rentrer en possession de son patrimoine, mais aussi pour faire triompher dans le monde les idées de droit et d'indépendance ; d'autre part, je connaissais trop bien l'esprit dominateur de la politique allemande, l'importance de plus en plus grande que prenaient en Allemagne les cercles pangermanistes et la pensée constante de l'Empereur Guillaume d'établir l'hégémonie allemande sur le monde, pour pouvoir croire à la possibi-

lité d'une alliance dans laquelle l'Allemagne consentirait à entrer sur un pied d'égalité avec la Russie et la France; j'objectai donc aux arguments du Comte Witte que en poursuivant la chimère d'une pareille alliance, nous risquions seulement de nous laisser dominer par l'Allemagne et d'affaiblir nos liens avec la France et l'Angleterre, c'est-à-dire de détruire le seul contre-poids existant à la croissance monstrueuse de la force militaire de l'Allemagne; qu'il fallait se tenir prêt à chaque moment à ce que l'Empereur Guillaume, débordé par le parti de la guerre, déclanchât l'agression soigneusement préparée d'avance; enfin que le seul moyen de parer à ce danger était de fortifier par tous les moyens la puissance politique, militaire et économique de la Triple Entente; quant à la France, j'étais convaincu que nous pouvions entièrement compter sur sa loyauté, et que, à l'heure suprême, elle se dresserait comme un seul homme contre l'agresseur et retrouverait du coup son élan patriotique et son antique valeur guerrière; j'ajoute que cette conviction, je devais d'ailleurs la défendre non seulement contre le Comte Witte, mais contre tout un groupe de diplomates russes qui préconisaient un rapprochement avec l'Allemagne et dont faisaient partie son ancien collaborateur à la Conférence de Portsmouth, le Baron Rosen, ainsi que le Ministre de Russie à Lisbonne, M. Botkine, qui jouissait d'une faveur spéciale dans l'entourage de l'Empereur, et d'autres. Ma dernière conversation avec le Comte Witte eut lieu quelques mois avant le commencement de la grande guerre; je ne l'ai pas revu depuis et je ne sais pas si, avant sa mort, il a reconnu combien il s'était trompé sur la France et combien dans la vie des peuples les facteurs moraux l'emportent souvent sur les éléments d'ordre purement matériel.

Au moment où le Comte Witte cédait à M. Goremykine sa place à la tête du Gouvernement russe, on pouvait se demander quelle attitude il adopterait à l'égard du nouveau Cabinet? Cette question ne laissait pas de causer une vive inquiétude tant à l'Empereur Nicolas qu'à la plupart de ses nouveaux Ministres; en sa qualité de membre du Conseil de l'Empire, c'est-à-dire de la Chambre haute, le Comte Witte, auteur du Manifeste du 30 octobre, pouvait devenir le leader redoutable du parti libéral dans cette assemblée et grouper autour de lui les ennemis du Cabinet bureaucratique de M. Goremykine; c'est à quoi l'on s'attendait généralement, et ce fut une grande surprise lorsqu'on le vit renoncer à ce rôle et se joindre, d'une manière pour ainsi dire démonstrative, au groupe réactionnaire du Conseil de l'Empire à la tête duquel il retrouvait son ancien collaborateur et adversaire — M. Dournovo. Cette attitude, non seulement il la garda à travers toutes les vicissitudes qui suivirent l'ouverture de la Douma, mais par la suite, et surtout dans les dernières années de sa vie, il l'exagéra jusqu'à faire croire à un affaiblissement de ses facultés intellectuelles causé par une ancienne maladie; on a même raconté que, dans l'espoir de regagner la faveur du Souverain et d'être rappelé au pouvoir, il s'abaissa jusqu'à rechercher l'appui de Raspoutine; j'ai de la peine à croire à une pareille aberration de sa part; cependant, dans une conversation que j'eus avec lui à un de ses passages par Paris à l'époque de la guerre balkanique, il m'affirma que, si cette crise n'avait pas entraîné la Russie dans une guerre, ce n'était pas grâce à M. Sazonoff, dont il attaquait violemment la politique, mais grâce à l'influence exercée sur l'Empereur dans un sens pacifique par Raspoutine, et je me rappelle combien une pareille affirmation m'étonna de sa part.

Personnellement, et quoiqu'il m'en coûte de prononcer un pareil jugement, je n'hésite pas à attribuer ce revirement à des motifs d'ambition personnelle ; habitué pendant plus de quinze ans à exercer un pouvoir dont nous avons vu toute l'étendue, le Comte Witte ne pouvait se résigner à perdre sa position officielle, et tout l'effort de sa puissante volonté se concentra sur un seul but : reconquérir cette situation. Connaissant les tendances intimes de l'Empereur et de son entourage immédiat, il estima que le moyen le plus sûr d'arriver à ce but était de se mettre au service de la réaction ; reniant sa propre œuvre et renonçant à un rôle dans lequel il aurait pu rendre des services éclatants à son pays, il se fit le suivant des Dournovo, des Sturmer et autres chefs de la réaction ; perdant du coup toute valeur aux yeux des libéraux, il ne réussit même pas à gagner la faveur de l'Empereur et la confiance du parti réactionnaire, et ce fut un spectacle lamentable que de voir sa belle intelligence et ses dons supérieurs d'homme d'État se consumer dans la soif du pouvoir et dans l'espoir toujours déçu de revenir au premier rang du monde officiel ; car ce qu'il y avait à mon sens de plus surprenant dans cette ardeur à reconquérir sa situation perdue, c'était que le Comte Witte aspirait manifestement, non seulement à exercer le pouvoir politique, mais encore, et peut-être même surtout, à jouir encore une fois de la plénitude des attributs extérieurs de ce pouvoir ; n'étant parvenu que tard à une haute situation dans le monde bureaucratique, n'ayant réussi qu'au prix de grands efforts à se faire, et à faire à sa femme, une place à la Cour et dans la haute société de la capitale, ce provincial de génie, disgracieux de manières et d'aspect, attachait une importance exagérée aux avantages sociaux si péniblement acquis ; il frappait souvent par la puérilité

de ses ambitions mondaines et par l'apréte qu'il mettait à se pousser au premier rang de la caste oligarchique qui entourait l'Empereur ; pour y arriver, il ne reculait devant aucun des moyens que lui fournissait sa situation de grand argentier de l'Empire, et ce n'était un secret pour personne que, pour forcer les portes de certains salons ultra fermés de Saint-Pétersbourg, il se servait volontiers d'une clef d'or sous forme de prêts et de subsides de l'État à des personnages mondainement influents mais aux prises avec des difficultés pécuniaires.

Les ennemis du Comte Witte l'ont accusé d'avoir été vénal, en citant à l'appui de leurs accusations des faits et des chiffres précis ; personnellement, je n'y ai jamais cru : il m'a toujours paru attacher beaucoup plus d'importance aux honneurs d'une position officielle qu'à l'argent ; il a quitté le pouvoir sans qu'on lui connût une grande fortune, et, pour ne pas perdre ses chances d'un retour aux fonctions de Ministre, il renonça volontairement aux offres que lui faisait un des plus grands établissements de la Russie d'une situation des plus brillantes au point de vue pécuniaire, mais incompatible avec sa qualité de membre nommé par l'Empereur du Conseil de l'Empire, qualité qui lui ouvrait l'accès à la Cour et le maintenait dans les rangs du monde officiel.

Dans les pages qu'on vient de lire apparaît nettement la vérité de mon assertion, que le caractère du Comte Witte n'était pas toujours au niveau de ses dons intellectuels ; il y avait cependant dans ce caractère des côtés extrêmement sympathiques et attachants : il était un ami très sûr, très dévoué, et savait à son tour inspirer de chaudes amitiés ; il avait, par exemple, pour la mémoire de l'Empereur Alexandre III, un culte presque passionné et

conservait au Souverain qui l'avait distingué et élevé au pouvoir une pieuse reconnaissance ; mais il savait aussi haïr et pouvait se montrer ennemi et adversaire redoutable ; j'ai déjà mentionné le contraste qui existait entre sa nature et celle de l'Empereur Nicolas et l'espèce de répulsion physique que ces deux hommes ressentaient l'un pour l'autre ; vers la fin de la vie du Comte Witte, ce sentiment prit chez lui la forme d'une véritable haine qui, nous l'avons vu, le poussait à porter quelquefois contre son Souverain des accusations éminemment injustes.

Un trait sympathique du Comte Witte était l'affection qu'il portait à ses proches ; il était touchant de voir ce colosse, habitué à voir plier devant lui les plus fortes volontés, se faire l'esclave de son petit-fils âgé de quelques années et lui prodiguer les soins les plus tendres ; et, lorsqu'il poursuivait avec une telle ardeur les avantages extérieurs du pouvoir, était-ce bien à son propre profit, ou seulement pour assurer le sort le plus brillant à une femme et à une fille passionnément aimées ?

Il me reste à ajouter quelques mots sur mes relations personnelles avec le Comte Witte ; j'ai déjà dit que je n'ai jamais été avec lui sur un pied d'intimité ; pendant assez longtemps, il eut contre moi de fortes préventions, ou plutôt il craignait de me voir acquérir sur les affaires une influence contraire à la sienne ; le docteur Dillon raconte dans son livre que après la mort du Comte Mouravieff, l'Empereur Nicolas avait pensé à moi pour lui succéder au poste de Ministre des Affaires Étrangères, mais que avant de prendre une décision à ce sujet, il avait demandé l'avis du Comte Witte ; celui-ci, craignant mon esprit d'indépendance, aurait convaincu l'Empereur de me préférer le

Comte Lamsdorff qu'il savait être entièrement sous son influence, pensant ainsi devenir le maître absolu de la politique extérieure de l'Empire ; le docteur Dillon ajoute que le Comte Witte commit en cela une faute et que, précisément à cause de mon indépendance, je l'aurais secondé beaucoup mieux que ne fit le Comte Lamsdorff, car je n'aurais guère toléré la formation derrière mon dos d'un Gouvernement occulte composé d'aventuriers, et que j'aurais soit donné ma démission, soit obligé l'Empereur à renvoyer M. Bezobrazoff et ses amis. Comme c'est du Comte Witte lui-même que le docteur Dillon tient ce récit, je suppose que ce fait est exact. Il m'a été d'ailleurs confirmé d'une autre source. Ce qui est certain, c'est que, pour avoir méconnu cette vérité, qu'on ne peut s'appuyer que sur ce qui résiste, le Comte Witte s'est volontairement privé en ma personne d'un collaborateur tout aussi contraire que lui à l'aventure coréenne et qui n'aurait pas hésité à s'y opposer de la manière la plus énergique au lieu de pratiquer l'absurde doctrine du Comte Lamsdorff de l'obéissance passive à la volonté du Souverain.

Je ne sais si j'ai réussi à tracer, ainsi que j'en ai eu l'intention, *sine ira et studio*, le portrait du Comte Witte : la nature de cet homme était éminemment complexe ; à côté d'éléments d'une véritable grandeur, elle renfermait des faiblesses surprenantes ; mais, dans son ensemble, elle faisait une impression que je ne saurais mieux exprimer que par les mots que Shakespeare met dans la bouche d'Antoine faisant l'oraison funèbre de Brutus :

. . . . . . . . . . . . . . . . . .  
The elements  
So mixed in him, that nature might stand up  
And say to all the world : This was a man (1) ! »

(1) Les éléments étaient entremêlés en lui de telle sorte que la nature

Si, après avoir considéré la figure du Comte Witte, on se tourne vers celle du Comte Lamsdorff, Ministre des Affaires Étrangères de 1900 à 1906, on ne peut s'empêcher d'être frappé par un contraste absolu entre ces deux hommes, qui furent cependant liés entre eux par une étroite amitié personnelle et par leur intime collaboration sur le terrain politique.

A côté du grand parvenu qu'était le Comte Witte, le Comte Lamsdorff apparaissait comme le type le plus accompli du courtisan ; élevé, pour ainsi dire, sur les marches du trône, il avait hérité — de plusieurs générations de hauts fonctionnaires, tous familiers de la Cour impériale, — des idées et un maintien qui semblaient surannés même dans le milieu factice qui environnait l'Empereur Nicolas ; c'était un petit homme, à l'aspect extrêmement juvénile pour son âge, aux cheveux et à la petite moustache d'un blond tirant sur le roux, toujours tiré à quatre épingles, parfumé et bichonné, et dont les manières précieuses et la voix de fausset prêtaient à la plaisanterie ; par la recherche de sa mise, la mièvrerie de son langage, ses habitudes de réclusion et ses petites vanités quasi-féminines, il rappelait le portrait que nous ont laissé les chroniqueurs du XVIII<sup>e</sup> siècle du Prince de Kaunitz à l'époque de l'ambassade du célèbre diplomate autrichien à Paris. Élevé au corps des Pages, il ne possédait aucune instruction supérieure ; mais il était doué d'un ensemble de qualités qui en firent, dès ses débuts au service, un fonctionnaire de premier ordre : prodigieusement laborieux, discret, ne se laissant détourner de son travail par aucune des distractions habituelles aux jeunes gens, il sut se rendre indispensable en qualité de confident et de conseiller se dresser et proclamer à l'univers entier : « Celui-là était un homme ! »

laborateur intime à quatre Ministres des Affaires Étrangères successifs : le Prince Gortchakoff, M. de Giers, le Prince Lobanoff et le Comte Mouravieff ; au temps de ce dernier, il était même devenu la véritable cheville ouvrière du Ministère des Affaires Étrangères et suppléait par son travail et par sa connaissance des affaires à la paresse, à l'ignorance et à la légèreté de cet étonnant Ministre ; mais jusque-là son activité se passait tout entière à l'ombre : il se dérobait systématiquement à tout contact direct avec les Ambassadeurs étrangers qui en arrivaient quelquefois à douter de l'existence même de cette Eminence grise qu'ils ne voyaient jamais, mais dont ils sentaient cependant l'influence occulte sur les affaires ; nous avons vu que c'est grâce à l'intervention du Comte Witte, qui compât avoir en lui un instrument entièrement obéissant à sa volonté, que, après la mort du Comte Mouravieff, il passa de ce rôle subalterne mais influent à celui de véritable chef du Ministère des Affaires Étrangères.

A partir de ce moment, le Comte Lamsdorff, dont le caractère aux contours imprécis subissait entièrement l'emprise de la male personnalité du Comte Witte, se laissa dominer en toutes choses par son grand ami ; et l'on vit alors les deux Ministres des Finances et des Affaires Étrangères ne former, pour ainsi dire, qu'une seule et même personne, le Comte Witte fournissant la force agissante et dirigeante, et le Comte Lamsdorff mettant au service de cette association sa grande expérience et sa parfaite connaissance de la technique diplomatique ; car nul plus que lui n'était rompu à toutes les subtilités de la diplomatie ; le moindre des billets qu'il adressait aux Ambassadeurs étrangers, toujours sur papier à tranches dorées et délicatement parfumé, était un modèle de style et d'élégance ; il connaissait sur le bout des doigts

toutes les minuties du protocole et mettait autant de soin à régler un échange de décorations qu'à dresser le projet de la convention internationale la plus importante ; dans les chancelleries étrangères, on savait que c'était s'aliéner à jamais la bonne volonté du Ministre russe que de se tromper sur l'exacte importance du ruban qui devait lui revenir à la suite d'un échange de signatures ; mais on y savait aussi qu'aucune équivoque, aucune négligence dans les termes d'un instrument diplomatique, ne sauraient échapper à son coup d'œil exercé ; sa mémoire était prodigieuse et il n'était jamais en faute d'un précédent ou d'un argument tiré des archives de son département.

Le Comte Lamsdorff avait-il un plan arrêté de politique extérieure générale, et son esprit embrassait-il l'ensemble de la situation internationale de la Russie ? J'avoue en avoir toujours douté ; par les traditions de sa famille, — d'origine allemande, — et par la tournure de son esprit, il était plutôt orienté du côté de l'Allemagne, et, partisan convaincu du régime autocratique, se sentait mal à son aise vis-à-vis de la France démocratique ou de l'Angleterre constitutionnelle ; d'autre part, il avait intimement collaboré avec les Ministres des Affaires Étrangères russes qui avaient présidé, d'abord, au rapprochement, ensuite à l'alliance avec la France ; devenu à son tour Ministre, il continuait à maintenir et à appliquer avec une correction scrupuleuse, et comme nous l'avons vu dans l'affaire de Bjoerkoë, avec intelligence et habileté, le système de la Double Alliance à laquelle l'Empereur Nicolas donnait son adhésion tout entière ; mais, en raison de l'étrange idée qu'il se faisait des fonctions du Ministre des Affaires Étrangères en Russie, on peut croire qu'il aurait mis autant de soins et de conscience à appliquer tout autre système, du moment que celui-ci aurait été adopté par

l'Empereur à la volonté duquel il estimait devoir une obéissance aveugle et passive.

La gestion du Comte Lamsdorff eut une influence assez fâcheuse sur le fonctionnement et la composition tant des services centraux du Ministre des Affaires Étrangères, que de ses organes extérieurs ; très peu accessible au commun de ses subordonnés, il s'était renfermé dans un cénacle restreint d'amis personnels liés entre eux par des affinités électives particulières et parmi lesquels il avait distribué les fonctions supérieures de son département ; cette espèce de « table ronde », pour employer une expression usitée à la Cour de Berlin, dispensait faveurs, promotions et nominations ; lorsqu'on n'y comptait aucun protecteur, et c'était là mon cas, il fallait renoncer aux places réputées agréables et se contenter de postes lointains et peu recherchés ; personnellement, le peu de faveur dont je jouissais de la part de ce cénacle me fut très utile, car c'est à cette circonstance que je dois d'avoir passé par différents postes des Balkans et d'Extrême-Orient qui étaient peu convoités par les diplomates, mais où il était plus facile d'acquérir une connaissance pratique des affaires qu'aux Ambassades et Légations plus brillantes d'Europe. Lorsque je devins Ministre des Affaires Étrangères à la place du Comte Lamsdorff, j'eus beaucoup de peine à replacer le personnel de mon département dans des conditions plus normales, et quelques-unes des mesures d'épuration que je fus obligé de prendre me susciterent des rancunes et des inimitiés qui eurent leur répercussion jusque sur le terrain politique.

## VI

### LA PREMIÈRE DOUMA

Ainsi qu'il fallait s'y attendre, dès ses premières séances, la Douma non seulement adopta une attitude violemment hostile vis-à-vis du Gouvernement, mais accusa nettement la tendance d'outrepasser le cadre des attributions qui lui étaient assignées par la Charte de 1905 ; cette tendance se manifesta de prime abord dans le projet de réponse au discours du trône rédigé par une commission de 33 membres, tous appartenant à l'opposition ; dans ce projet se trouvait reproduit, presque point par point, le programme électoral du parti Cadet : suppression du Conseil de l'Empire; responsabilité ministérielle devant la Douma; suffrage universel; abrogation de toute loi exceptionnelle et de tout privilège de classe; liberté absolue de conscience, de réunion et de la presse; abolition de la peine de mort, etc. La question agraire y était traitée de la manière la plus radicale : distribution aux paysans de toutes les terres des domaines, des apanages, des couvents, expropriation forcée d'une partie des terres des propriétaires, etc.; enfin le projet posait le principe d'une amnistie pleine et entière pour tous les crimes et délits

politiques. La discussion de ce projet dura une semaine et se termina par une séance de nuit particulièrement mouvementée au cours de laquelle les meilleurs orateurs du parti Cadet, comme MM. Petrounkevitch et Roditcheff, prononcèrent des discours enflammés reprochant au Gouvernement la répression sanglante du mouvement révolutionnaire et exigeant l'élargissement immédiat de tous les prisonniers détenus du fait de ce mouvement. L'adresse fut votée à l'unanimité des membres de la Douma présents; le petit groupe d'octobristes et de conservateurs lui-même n'osa pas émettre un vote contraire et quitta la salle des séances avant le scrutin.

Le vote de l'adresse constituait indubitablement, de la part de la Douma, une tentative de s'arroger les droits d'une assemblée constituante et de reviser dans un sens ultra radical la Charte de 1905. Il produisit à la Cour et dans les rangs du Gouvernement une véritable consternation. Un premier conflit surgit entre les représentants de la nation et le pouvoir monarchique à propos de la procédure même de la remise de l'adresse au Souverain: l'Empereur refusa de recevoir la délégation désignée à cet effet par la Douma et fit savoir au Président qu'il n'accepterait l'adresse que par l'intermédiaire du Ministre de la Cour; les députés ressentirent d'autant plus vivement cet affront, qu'ils avaient mis le plus grand soin à revêtir leurs revendications d'un langage correct et même empreint de loyalisme envers la personne du Souverain; grâce au bon sens de quelques-uns des leaders Cadets, ce conflit ne s'envenima pas; la Douma déclara que c'était la teneur de l'adresse, et non le mode de sa présentation, qui importait, et, reconnaissant que le refus de l'Empereur, qui s'adressait d'ailleurs également au Conseil de l'Empire, n'impliquait aucun blâme à son égard, se sou-

mit à ce qu'elle se plut à considérer comme une simple exigence du protocole de la Cour Impériale.

Mais bientôt l'antagonisme entre la Douma et le Gouvernement s'accentua d'une manière plus aiguë, lorsque, pour la première fois, M. Goremykine monta à la tribune pour lire, en réponse à l'adresse, une déclaration ministérielle opposant aux revendications de l'assemblée un *non possumus* absolu.

La déclaration ministérielle avait été l'objet d'une discussion prolongée au sein du Conseil des Ministres; pour ma part, je m'y étais énergiquement prononcé non seulement contre les termes dans lesquels était conçu ce document, mais contre l'opportunité même de donner, de la part du Gouvernement, une réponse à l'adresse de la Douma; tirant mes arguments de la pratique des assemblées parlementaires de l'Occident, je m'étais efforcé de démontrer à mes collègues que le Cabinet comme tel n'avait pas à intervenir dans le dialogue entre le Souverain et la représentation nationale, et que le seul résultat d'une pareille intervention serait de provoquer un conflit à un moment où il serait particulièrement stérile et dangereux; je recommandai d'autre part de soumettre aussitôt à la Douma le plus grand nombre possible de projets de lois afin de lui fournir matière à des débats et de couper court à ses tentatives d'élargir le cadre de ses attributions.

Mes objections, que M. Stolypine fut seul parmi mes collègues à appuyer, furent écartées, et, le 26 mai, M. Goremykine se rendit à la Douma en grande pompe et accompagné de tous les membres du Cabinet pour y lire sa déclaration.

Ce premier contact entre le Gouvernement et l'assemblée fut, à tous les points de vue, déplorable; à part même

le contenu de la déclaration, qui souleva l'indignation de la grande majorité de l'assistance, l'attitude hautaine et le ton dédaigneux assumés pendant la lecture par M. Goremykine blessa jusqu'à ceux des députés, octobristes et même conservateurs, qui s'étaient refusés à voter l'adresse ; sous le coup de cette impression, la Douma, outrepassant encore une fois les attributions qui lui étaient assignées par la Charte de 1905, s'empressa de voter séance tenante, et à une majorité de voix écrasante, un ordre du jour infligeant un blâme au Gouvernement et exigeant la démission du Cabinet de M. Goremykine et son remplacement par un Ministre jouissant de la confiance de l'assemblée (1).

A partir de cette séance, les relations entre la Douma et le Gouvernement s'envenimèrent chaque jour davantage ; ceci était dans la nature des choses et répondait entièrement à mes prévisions ; mais ce qu'il y eut d'absolument inattendu et de surprenant, ce fut la forme que prit la lutte entre M. Goremykine et la représentation nationale ; deux voies semblaient s'ouvrir devant le Gouvernement : essayer loyalement, et malgré les froissements de la première heure, de trouver un terrain d'entente et de collaboration avec la Douma ; ou bien lui rompre résolument en visière et prononcer immédiatement sa dissolution pour procéder à de nouvelles élections ; j'étais, pour ma part, partisan de la première méthode, tout en ne me dissimulant pas que, vu la composition de la Douma et celle du Cabinet, elle avait peu de chances de réussir ; j'aurais à la rigueur compris que M. Goremykine, imitant l'exemple donné par Bismarck en 1862 et 1863, procédât à un coup de force et renvoyât dans leurs foyers des

(1) Ce vote devait demeurer sans effet, les Ministres n'étant pas responsables devant les Chambres.

députés rebelles à sa volonté ; M. Goremykine ne suivit ni l'une ni l'autre de ces deux voies : il adopta une attitude qui n'a, je crois, de précédent dans l'histoire d'aucun autre pays : il résolut tout simplement *d'ignorer* la Douma ; affectant de considérer cette assemblée comme une chambrière de bavards dont l'agitation était sans réelle importance, il déclarait hautement qu'il ne lui ferait même pas l'honneur de la combattre et se contenterait d'agir comme si elle n'existait pas ; il n'assistait jamais à ses séances et engageait les autres Ministres à l'imiter ou à s'y faire représenter par des sous-ordres ; déjà le Cabinet précédent avait commis la faute de ne préparer pour l'ouverture de la Douma aucun ou presque aucun projet de loi (la Douma en se réunissant n'avait trouvé devant elle que deux demandes de crédit : l'une pour l'ouverture d'une école, et l'autre pour la construction d'une buanderie à l'Université de Yourieff) ; non seulement M. Goremykine ne répara pas cette faute, mais il trouva habile de l'aggraver en s'abstenant systématiquement de présenter à la Douma d'autres projets de lois.

Les résultats ne tardèrent pas à se faire sentir : exaspérée par les dédains du Gouvernement, privée de toute matière à laquelle aurait pu s'appliquer son travail pratique, la Douma se lança dans une agitation à outrance qui prit la forme d'une série ininterrompue d'interpellations adressées aux Ministres sur les sujets les plus divers ; ces interpellations, dont le nombre dépassa 300, donnaient lieu à des séances des plus mouvementées au cours desquelles les députés se livraient à des attaques furieuses contre le Gouvernement ; on interpella sur les condamnations capitales, sur l'activité provocatrice des agents de la police secrète, surtout sur les pogroms anti-juifs organisés, affirmait-on, par le Gouvernement lui-même, etc... Seul parmi

tous les Ministres, M. Stolypine payait de sa personne dans ces occasions et tenait tête au tumulte, finissant par impressionner la Douma par son courage, son calme et la sincérité manifeste de ses réponses ; les autres Ministres ne répondraient pas ou répondraient par la voix de sous-ordres, ce qui exaspérait encore plus l'assemblée ; à plusieurs reprises, les représentants du Gouvernement durent quitter précipitamment la salle des séances, poursuivis par les huées et les insultes de l'assemblée.

Le Gouvernement ayant négligé de préparer des projets de lois sur les principales questions qui devaient attirer l'attention de la Douma, force fut à celle-ci d'en prendre elle-même l'initiative : c'est ainsi que naquirent les projets les plus radicaux pour la solution de ces questions, à commencer par ceux qui touchaient à la question agraire, centre de toutes les passions, de tous les appétits, de toutes les agitations. La question agraire domina bientôt toutes les autres, et, après avoir fait l'objet de longues et violentes discussions, finit par provoquer une collision décisive entre la représentation nationale et le Gouvernement et par être la cause immédiate de la dissolution de la première Douma.

Arrêtons-nous un peu plus longuement à cette importante question.

Les origines du problème agraire russe remontent au grand acte par lequel, environ 50 ans auparavant, l'Empereur Alexandre II abolit en Russie le servage ; contrairement à ce qui avait eu lieu dans les contrées de l'Europe occidentale, les paysans russes non seulement reçurent la liberté individuelle, mais furent en même temps dotés de terres : cette particularité de la réforme

de 1861 aurait pu donner au régime agraire en Russie une base extraordinairement solide et assurer à la classe paysanne russe un avenir de grande prospérité si, par malheur, le Gouvernement n'avait commis à cette occasion la plus lourde des fautes : celle de baser ce régime non sur la propriété individuelle, mais sur le *mir*, ou propriété collective communale.

En attribuant la terre non aux paysans individuellement, mais aux collectivités communales, le législateur entendait non seulement maintenir en Russie un régime issu, croyait-on alors, des profondeurs de la conscience russe, mais créer un état de choses recommandé par la voix de la science la plus moderne ; ce régime devait exclure à tout jamais la formation en Russie d'un prolétariat agraire et rendre impossible une révolution contre la richesse et la prospérité individuelles, les revendications des révolutionnaires européens se trouvant déjà réalisées dans le *mir* ; toute la terre appartenait à la commune qui la redistribuait à ses membres au bout d'une certaine période ; l'individu, déclarait-on, ne pouvait s'appauvrir puisque, même au cas de l'appauvrissement du père, le fils conservait son droit, par suite d'un nouveau partage, à son lot de terre ; le régime du *mir* satisfaisait, en plus, les aspirations égalitaires fort goûtables de tout temps en Russie et qui étaient particulièrement à la mode à l'époque où s'élaborait la loi agraire.

En réalité, loin de constituer un progrès au point de vue économique et social, le régime du *mir* maintenait et consacrait un état de choses qui n'était qu'un vestige des temps primitifs incompatible avec les exigences de la culture moderne et rendait impossible tout développement de l'agriculture et toute amélioration du bien-être de la classe rurale.

La preuve de l'absolute inefficacité du régime du *mir* au point de vue économique n'est plus à faire, et il serait superflu d'en énumérer ici tous les inconvénients ; ce régime avait-il, d'autre part, des racines profondes dans la conscience du peuple russe ? On se rappelle que telle était la théorie des slavophiles et que la propriété communale était proclamée par ceux-ci comme un des principes essentiels devant assurer la supériorité de la culture russe sur celle de l'Europe occidentale.

Nous avons vu que, d'une façon générale, les théories slavophiles avaient pour source la philosophie allemande ; il est curieux de constater que, dans la question spéciale de l'organisation agraire, le législateur russe se laissa principalement guider par un savant allemand, le Baron de Haxthausen, qui avait été chargé par le Gouvernement russe de parcourir les régions agricoles de la Russie et de lui présenter un rapport sur cette question ; c'est ce rapport qui servit de base aux auteurs de la loi agraire de 1861 ; ce hobereau westphalien, « Conseiller privé prussien » et n'ayant pour bagage scientifique qu'une étude sur la situation agraire en Prusse, devint, sinon l'inventeur du *mir* russe, du moins l'avocat écouté des conceptions nébuleuses des Slavophiles ; et c'est à la « science allemande » que la Russie est redevable d'avoir fait l'erreur de conserver ce reste de l'ancienne barbarie, erreur dont elle a longuement souffert et qu'elle expie encore cruellement à cette heure.

Dès les premières années du xx<sup>e</sup> siècle la situation économique des paysans, qui n'avait fait qu'empirer sous le régime du *mir*, donnait lieu à de fréquents troubles agraires et inspirait de graves préoccupations au Gouvernement ; celui-ci la faisait étudier tant par des comités locaux que par une grande commission présidée d'abord

par le Comte Witte et ensuite par M. Goremykine ; mais c'est en 1903, sous l'influence de plusieurs mauvaises récoltes, des revers de la guerre russo-japonaise et de l'agitation révolutionnaire qui s'en était suivie, que le mouvement agraire éclata avec force et prit, dans certaines régions, le caractère et les dimensions d'une véritable jacquerie : les revendications des paysans revêtaient naturellement une forme simpliste : un demi-siècle auparavant, ils avaient reçu une partie des terres des grands propriétaires ; s'ils souffraient aujourd'hui de la misère, c'est que ces terres n'étaient pas suffisantes, et, pour y remédier, il leur fallait le restant des propriétés de leurs anciens maîtres ; c'était là un terrain particulièrement favorable à la propagande révolutionnaire qui ne trouvait les masses paysannes que trop disposées à s'approprier par la violence les terres convoitées. Le Gouvernement, de son côté, n'avait encore pris aucune mesure d'ordre général pour résoudre la question. Il n'avait même pas songé à préparer, pour le moment de l'ouverture de la Douma, un projet de loi pouvant servir de base à la discussion qui devait s'y engager à ce sujet ; nous avons vu l'avantage que les partis radicaux et révolutionnaires surent tirer de cette situation en promettant aux paysans la réalisation intégrale de leurs aspirations.

Les débats sur la question agraire commencèrent à la Douma presque aussitôt après son ouverture et durèrent d'une manière ininterrompue jusqu'au jour de sa dissolution, donnant lieu à d'innombrables discours et servant à entretenir une grande effervescence tant parmi les députés paysans que dans les recoins les plus éloignés de la Russie villageoise.

A défaut d'un projet de loi agraire gouvernemental, la Douma eut bientôt devant elle trois projets élaborés dans

son propre milieu et renchérisant l'un sur l'autre par leurs tendances radicales ; tous les trois posaient nettement le principe de l'expropriation forcée des terres appartenant aux grands propriétaires, principe qui semblait réunir la quasi-unanimité de l'assemblée, mais qui venait d'être qualifié d'absolument inacceptable par la déclaration gouvernementale.

Le plus sérieux de ces trois projets était celui du parti Cadet. Il avait pour auteur M. Hertzenstein, qui se trouvait par là même désigné pour être le rapporteur de la commission agraire nommée par l'assemblée ; ce projet, tout en proclamant le principe de l'expropriation forcée, admettait celui de la « juste indemnisation » des propriétaires et prévoyait la constitution d'un fonds de réserve de terres mis à la disposition de l'État.

Un second projet, dit des 104, allait plus loin dans la voie radicale et comportait la nationalisation de toutes les terres de l'Empire dont l'administration devait être confiée à des comités locaux issus du suffrage universel intégral.

Enfin, l'extrême gauche de la Douma avait présenté un projet abolissant toute propriété privée du sol et déclarant toutes les terres propriété commune dont la jouissance était reconnue à tout citoyen ou à toute citoyenne dans la mesure où ceux-ci pouvaient y appliquer leur travail individuel.

Le Gouvernement, qui s'était déjà laissé enlever par la Douma l'initiative dans cette grave question, ne trouva tout d'abord à opposer à ces trois projets qu'un pâle discours prononcé par le Ministre de l'Agriculture, M. Stikhinsky, connu pour son esprit ultra-révolutionnaire ; ce discours, qui ne contenait que de vagues promesses d'extension des opérations de la banque des paysans et de développement de l'émigration vers la Sibérie, produisit

le plus déplorable effet ; mais bientôt le Gouvernement mettait le comble à l'exaspération de la Douma : alarmé par la tournure que prenaient les débats et par l'agitation qu'ils créaient parmi les paysans, M. Goremykine, fidèle à son système d'ignorer la Douma, fit paraître dans le *Journal officiel* un long communiqué sur la question agraire, déclarant que le Gouvernement n'admettait pas le principe de l'expropriation forcée. En choisissant ce moyen pour faire connaître les vues du Gouvernement, c'est-à-dire en s'adressant au pays pour ainsi dire par-dessus la tête de la Douma, M. Goremykine marquait une fois de plus son mépris pour la représentation nationale, et ce fut la forme de cette communication plus même que son contenu qui suscita la colère unanime des députés ; la Douma résolut aussitôt de répondre « du tac au tac » et chargea la commission agraire de rédiger un projet d'appel direct à la population sous forme de réponse au communiqué du *Journal officiel* ; c'est cette résolution, prise *ab irato*, qui scella le sort de la Douma en donnant à M. Goremykine le prétexte de dénoncer à l'Empereur cet appel au pays comme un acte ouvertement révolutionnaire.

Si les relations entre le Gouvernement et la Douma devenaient de jour en jour plus tendues, la concorde était loin de régner au sein même du Cabinet de M. Goremykine. J'ai déjà mentionné le caractère hétérogène de ce Cabinet ; à mesure que ses membres apprenaient davantage à se connaître, leurs divergences d'opinions ne faisaient que s'accentuer et empêchaient entre eux tout accord sur les questions qui leur étaient soumises.

M. Goremykine, qui avait assumé dès le début une espèce de calme olympien et qui se complaisait visiblement dans ce rôle, affectait, comme je l'ai déjà dit, un dédain

absolu pour la Douma et traitait ses débats de vains bavardages dont il ne valait pas la peine de s'occuper ; il cachait d'ailleurs à peine le peu de cas qu'il faisait non seulement de la Douma, mais même du Conseil des Ministres, considérant cette institution comme une innovation inutile, et donnant à entendre à ses collègues qu'il ne les réunissait que pour la forme ; on peut se figurer ce qu'étaient dans ces conditions les réunions du Conseil : M. Goremykine les présidait d'une manière distraite et ennuyée, daignant à peine relever les contradictions qui se produisaient entre ses membres, et mettait d'ordinaire fin aux discussions en déclarant qu'il se réservait de soumettre sa propre opinion à la décision de l'Empereur ; si l'on attirait son attention sur l'état d'agitation de la Douma et sur la répercussion qu'elle pouvait avoir dans le pays, il répondait que tout cela n'était « qu'enfantillages » et citait les journaux ultra-conservateurs stipendiés par lui-même pour prouver que la population tout entière était dévouée au pouvoir monarchique et ne se laissait nullement influencer par ce qui se passait au palais de la Tauride. Les Ministres ultra réactionnaires — le Prince Schirinsky-Schihmatoff et M. Stichinsky — prenaient des airs navrés et, en exprimant leur opinion sur une affaire, n'omettaient jamais d'ajouter qu'aucune activité gouvernementale ne serait possible tant qu'on n'aurait pas restauré le pouvoir autocratique ; M. Schwanebach se perdait dans des digressions interminables et dans des attaques contre le Comte Witte et le Cabinet précédent ; il ne manquait d'ailleurs jamais de se rendre, à l'issue de la séance, chez son ami le Baron d'Erenthal, Ambassadeur d'Autriche, et, le lendemain, les détails de la discussion, naturellement arrangés et colorés par lui, étaient connus à Vienne, et certainement aussi à Berlin.

L'Amiral Birileff, affligé d'une surdité complète, n'essayait même pas de suivre les débats ; le Général Rudiger se renfermait dans un mutisme complet ; seuls MM. Stolypine et Kokovtsov s'efforçaient d'imprimer à la discussion un caractère digne et sérieux, exposant avec clarté et compétence les affaires de leurs départements, mais n'obtenant que peu d'attention de la part de leurs collègues ; quant à moi, je sentais que mes efforts en vue de créer un pont entre le Gouvernement et la Douma étaient voués à l'insuccès et me faisaient aux yeux de M. Goremykine et de ses amis la réputation d'être un libéral dangereux dont il fallait se défaire à tout prix et dans le plus bref délai possible.

L'étrange ligne politique adoptée par M. Goremykine — ni collaborer avec la Douma, ni la combattre, mais, pour ainsi dire, la boycotter, — ne tarda pas à produire ses fruits ; la moindre tentative de la part du Gouvernement de collaborer loyalement avec la Douma aurait été accueillie avec sympathie et reconnaissance par les nombreux cercles libéraux modérés du pays ; une politique contraire, allant jusqu'à la dissolution immédiate de la Douma, aurait au moins contenté les réactionnaires et même peut-être les classes bourgeoises, fatiguées de l'agitation révolutionnaire et toujours impressionnées par un déploiement d'énergie ; mais la « non résistance au mal », si chère à Tolstoï, pratiquée par M. Goremykine fut accueillie comme une preuve de faiblesse et n'eut d'autre résultat que de discréditer irrémédiablement le Gouvernement aux yeux de l'immense majorité du pays.

Vers la fin du mois de juin, un incident fit éclater le discrédit où était tombé le cabinet Goremykine dans tous les milieux russes. Ayant besoin de fonds pour secourir la population éprouvée par la mauvaise récolte de l'an-

née, le Gouvernement s'était décidé pour la première fois à présenter à la Douma un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 50 millions de roubles : la Douma réduisit ce crédit à 15 millions de roubles accordés pour un mois ; M. Goremykine comptait, pour rétablir le chiffre primitif, sur le Conseil de l'Empire ; mais celui-ci maintint la réduction, s'associant ainsi au vote de méfiance infligé au Gouvernement par la Douma : ce vote fut un échec très sensible pour M. Goremykine et enleva définitivement tout prestige à son Cabinet, même aux yeux du parti conservateur.

Me rendant compte de l'impasse dans laquelle s'était engagé le Gouvernement, je profitai de mes relations personnelles avec quelques-uns des membres du parti libéral modéré, tant à la Douma qu'au Conseil de l'Empire, pour engager avec eux des conversations afin de trouver un moyen quelconque d'en sortir ; ces conversations, auxquelles s'était associé M. Stolypine, prenaient une tournure de plus en plus intéressante et me confirmaient dans la conviction qu'il était parfaitement possible d'établir une entente entre le Pouvoir et la représentation nationale ; je me décidai finalement à tenter d'ouvrir les yeux de l'Empereur sur les dangers de la situation et à lui faire part du résultat de mes investigations ; l'entreprise était hasardeuse, car elle allait à l'encontre de toutes les habitudes bureaucratiques ; l'Empereur pouvait arrêter dès le premier mot une pareille tentative du Ministre des Affaires Étrangères de s'immiscer dans une question qui n'était pas de son ressort ; j'étais résolu, dans ce cas, à lui présenter séance tenante ma démission.

Je réunis chez moi très secrètement le petit groupe de mes amis politiques, et nous élaborâmes en commun un mémoire que je m'engageai à placer sous les yeux de

l'Empereur à la première audience que je devais avoir au palais de Peterhof.

Voici la traduction de ce mémoire, dont le rédacteur avait été un jeune député de beaucoup de talent appartenant au parti libéral modéré, M. Lvoff. Je n'hésite pas à le reproduire ici *in extenso*, car il résume de la manière la plus complète la situation telle qu'elle se présentait en Russie à cette époque :

Les relations entre la Douma et le Gouvernement représenté par le Conseil des Ministres actuel sont absolument anormales et constituent une véritable menace pour l'établissement de l'ordre dans l'Empire.

Tout lien se trouve rompu entre la Douma et le Gouvernement, et un abîme est creusé entre eux par leur méfiance et leur hostilité réciproques.

Il est clair qu'un pareil état de choses rend impossible tout travail créateur commun. Cette désunion provient en premier lieu de la composition même du Ministère, composition qui ne répond guère aux exigences de la situation politique actuelle. Tout le personnel du Ministère est pris dans les rangs de la bureaucratie, qui inspire la plus profonde méfiance à la masse de la population. C'est à la bureaucratie que l'on impute tous les maux qui ont frappé la Russie : les désordres et la ruine à l'intérieur du pays, comme les désastres de la guerre japonaise ; aussi le passé, qu'il soit justifié ou non, pèsera-t-il toujours sur tout ministère bureaucratique. Ce fatal malentendu, le Cabinet actuel non seulement n'a pas su le dissiper, mais l'a encore intensifié par certaines erreurs qu'il a commises. De plus, tout Ministère recruté entièrement dans les rangs de la bureaucratie manquera toujours de la compréhension des assemblées électives, sans laquelle il est impossible d'acquérir sur celles-ci l'autorité nécessaire ; quelles que soient les qualités d'un chef de tel ou tel autre département, ni son expérience, ni son honnêteté ne lui assureront une prééminence dans son rôle d'homme politique ; l'habitude même qu'il a du travail bureaucratique le rendra

impropre à résoudre les problèmes nouveaux posés par les complications d'une situation profondément modifiée : or, tandis que toutes les sympathies de la population vont à la Douma, toute son hostilité se manifeste contre le Ministère, ce qui ne peut amener que des conséquences néfastes pour l'administration de l'État et pour la tranquillité du pays.

Acculée à une attitude d'hostilité à l'égard du pouvoir exécutif, méconnue par ce pouvoir et ne rencontrant de sa part que de l'opposition, la Douma est poussée elle-même dans une voie d'opposition opiniâtre et se trouve arrachée au sol fertile d'une activité législative pratique ; une pareille Douma cesse d'être un organe législatif pacifique et devient un foyer de passions révolutionnaires. La Douma actuelle, — peu propre, il est vrai, à un travail législatif à cause du niveau de développement insuffisant de la majorité de ses membres, — ne peut cependant pas être qualifiée d'essentiellement révolutionnaire ; elle renferme certes des éléments extrêmes, mais ceux-ci n'y dominent pas. Sa majorité est composée de partisans de réformes législatives pacifiques et d'ennemis de la révolution ; seule une situation anormale et la nécessité de se renfermer en elle-même poussent la Douma à des protestations et à la lutte contre le Gouvernement. Les projets de lois élaborés par elle, étant d'avance condamnés à être rejetés, se transforment nécessairement en autant de protestations.

Placée dans une pareille position, la Douma perd peu à peu la conscience de faire partie des pouvoirs de l'État et s'habitue à considérer le Gouvernement comme une force étrangère et hostile à laquelle il s'agit d'arracher une proie. Il est indéniable que la Douma, grâce à un système électoral déplorable, ne représente pas d'une manière exacte toute la population ; de larges cercles de la société russe, ayant grand poids et influence dans le pays, n'y sont pas du tout représentés. Les paysans sont loin d'y être représentés par des hommes exprimant le véritable esprit de la population agricole. La Douma est surtout dominée par les représentants des intellectuels des villes et des demi-intellectuels des campagnes. Néanmoins, elle apparaît comme une entité très importante ; ce qui fait sa force, ce sont les espoirs qui se concentrent sur elle, c'est la croyance générale que, seule, elle

peut trouver la solution de la crise par laquelle passe la Russie, c'est enfin la méfiance absolue qu'inspire le Gouvernement bureaucratique ; dans la masse peu éclairée des paysans, s'y joint la persuasion superstitieuse que la Douma est toute-puissante, qu'elle peut doter tout le monde de terres et sauver tout le monde de la misère et de la famine. Cette circonstance, à elle seule, est de nature à rendre, non seulement indésirable, mais excessivement dangereuse, une rupture ouverte entre le Gouvernement et la Douma ; l'unique issue possible à une pareille situation serait de rétablir le lien malheureusement rompu entre le Gouvernement et la Douma ; en dehors de cela, il ne peut être question d'une vie politique normale. Or, le rétablissement de ce lien n'est possible qu'à la condition de remplacer le Cabinet actuel par un nouveau Ministère. Il est indispensable d'appeler au pouvoir des hommes capables d'acquérir une influence sur la Douma et d'y exercer leur domination. Seul, un nouveau Ministère peut sauver l'autorité du Gouvernement et restaurer dans toute leur force la confiance et le respect de la population envers le pouvoir. Il serait pourtant peu désirable que le nouveau Ministère fût composé de représentants d'un seul parti ou d'un seul groupe politique. Ce qui répondrait le mieux aux exigences de la situation, ce serait la formation d'un Ministère ayant un caractère mixte. Ceci est d'autant plus indiqué que, dans le moment présent, le Gouvernement doit plus que jamais se maintenir en dehors des partis et de toute dépendance de programmes ou d'orientations étroites ; car les groupements tels qu'ils existent actuellement dans la Douma n'ont pas le caractère de véritables partis politiques dans l'exakte acception du mot. Dans la période de fermentation que traverse la Russie, nos partis n'ont pas encore de formes définies et ne représentent pas réellement les différentes forces sociales du pays. Un Ministère issu d'un seul parti serait paralysé, et son activité entravée à chaque pas, par un réseau de déclarations et de promesses antérieures. Il est indispensable qu'un changement dans la direction de la politique intérieure procède de la libre initiative du Monarque et ne lui soit pas imposé par tel ou autre parti. L'Empereur est libre de remplacer un Ministère par un autre en se lais-

sant guider par le souci du bien général et non par des exigences de parti résultant de la lutte politique. Ceci n'exclut pas, bien entendu, que telles ou telles autres personnes soient prises dans le sein de la Douma pour des postes de Ministres ou de leurs adjoints ; en entrant dans cette voie, le Gouvernement donnerait une preuve de sa résolution de rompre avec tout le système bureaucratique précédent. Le Ministère actuel est surtout impuissant parce qu'il porte le poids des erreurs et des traditions, unanimement condamnées, de l'ancien système bureaucratique. Une nouvelle situation exige des hommes nouveaux. La formation d'un nouveau Ministère auquel participeraient des membres de la Douma, en plus de l'avantage d'exercer une influence salutaire sur l'opinion publique, aurait celui de produire une scission dans les rangs de l'opposition qui lutte contre le Gouvernement. Tous les éléments modérés se réuniront et prendront la défense du Ministère contre les attaques des partis extrêmes. Les forces qui combattent actuellement contre le Gouvernement se trouveront ainsi désorganisées. Le nœud fatal — produit de la méfiance régnant entre le pays et le pouvoir — qui lie l'opposition au mouvement révolutionnaire sera tranché. Enfin, le fait que des membres de la Douma participeront au pouvoir exercera une influence salutaire sur le caractère des travaux de la Douma. Celle-ci devra se rendre compte de toute la complexité des problèmes de l'État et sentir tout le poids du pouvoir. Tout cela assagira les extrémistes et créera la modération qui résulte toujours du sentiment de responsabilité pour l'action entreprise.

A la présidence du Conseil des Ministres pourrait être nommé le Président actuel de la Douma, M. Mouromtzeff, qui jouit d'une grande autorité morale aux yeux de toute la Douma. M. Mouromtzeff, doué d'un caractère froid et d'un esprit positif, a cet avantage sur les autres hommes politiques qu'il n'est gêné par aucun lien de parti pouvant entraver sa politique. Son grand empire sur lui-même et son sang-froid lui assurerait très vite l'autorité nécessaire dans les milieux de l'administration. Il ne faut pas se laisser arrêter par la considération que, si M. Mouromtzeff est nommé Président du Conseil, la Douma perdra dans sa

personne un Président de premier ordre ; car, de cette manière, le centre de l'influence sera transféré de la Douma dans le sein du Gouvernement, et l'importance de la Douma en sera diminuée d'autant. C'est le Gouvernement et non la Douma qui se trouvera à la tête de la transformation de la Russie. Le plus difficile sera de trouver un Ministre de l'Intérieur. Il est évident que l'emploi de la force armée et de la police pour réprimer le mouvement destructeur et révolutionnaire ne peut être confié qu'à un homme qui serait résolu à agir de la manière la plus réfléchie et en même temps à rétablir dans les rangs de son département toute la discipline et tout le sentiment du devoir nécessaires ; il faut donc trouver un homme qui lui-même serait pénétré du sentiment de son devoir envers l'État, dont le service exige actuellement un complet sacrifice de soi-même. Un pareil Ministre, on pourrait le trouver dans la personne soit du Ministre de l'Intérieur actuel, M. Stolypine, soit de M. Mouromtzeff qui pourrait cumuler les fonctions de Président du Conseil avec celles de Ministre de l'Intérieur, à la condition de lui assurer la collaboration, en qualité d'adjoints, de M. Moukhanoff et du Prince Lvoff<sup>(1)</sup>. Il sera beaucoup moins difficile de pourvoir aux autres postes Ministériels. Il serait très important d'introduire dans le ministère M. Schipoff qui exerce une immense influence morale dans les couches sociales les plus diverses par leurs aspirations politiques : il incarne un mouvement qui n'a que peu de représentants dans la Douma, mais qui se manifeste avec force dans les cercles des Zemstvos. M. Kouzmine-Karavaieff pourrait être nommé Ministre de la Justice. On attacherait beaucoup de prix à la participation au Ministère de M. Milioukoff ; quoiqu'il ne fasse pas partie de la Douma, son influence est très grande tant dans le public que dans la Douma elle-même ; malgré tous ses défauts — une immense ambition et une certaine tendance à l'intrigue, — c'est un homme doué d'un esprit très net et d'un sens politique extrêmement clair. Sa participation au Ministère pourrait bien être une nécessité

<sup>(1)</sup> Futur Président du premier Gouvernement provisoire après la révolution de 1917.

inévitables, car il deviendrait le défenseur le plus énergique du Ministère contre les attaques de l'extrême gauche. Lui seul serait capable d'organiser un parti gouvernemental dans des circonstances aussi nouvelles que difficiles. La participation de membres de la Douma au Ministère aura pour résultat important non seulement de remplacer les Ministres actuels par des hommes nouveaux, mais de transférer l'initiative des réformes du milieu de la Douma dans celui du Gouvernement. Seules, les réformes issues du pouvoir gouvernemental peuvent parer les coups du mouvement révolutionnaire. Cette voie, il faut l'aborder avec courage et résolution.

Le 8 juillet, après avoir terminé le rapport verbal sur les affaires extérieures que je faisais une fois par semaine à l'Empereur au palais de Peterhof, j'abordai résolument le sujet de la situation intérieure de la Russie; l'Empereur m'écouta avec beaucoup de bienveillance, ne fit aucune difficulté à recevoir de mes mains le mémoire que j'apportais dans mon portefeuille et me promit de l'étudier attentivement. C'était déjà un point de gagné et je retournai en ville plein de l'espoir que le remarquable exposé rédigé par M. Lvoff produirait l'effet voulu sur l'esprit de l'Empereur, lequel m'avait paru, d'une manière générale, animé d'intentions comparativement conciliantes à l'égard de la Douma.

Quelques jours après la remise du mémoire, je fus appelé chez l'Empereur qui me dit l'avoir lu avec beaucoup d'intérêt et avoir été frappé par la force et la justesse de quelques-unes des considérations qu'il contenait; je saisissai aussitôt cette occasion pour développer avec toute l'éloquence dont j'étais capable les principaux points du mémoire et pour tâcher de convaincre l'Empereur de l'urgence qu'il y avait à les mettre en pratique en remplaçant le Cabinet de M. Goremykine par un ministère de coalition dans lequel seraient largement représentés

les membres de la Douma et du Conseil de l'Empire. Je suppliai l'Empereur de faire un effort pour sortir du cercle étroit dans lequel il s'était confiné jusque-là pour le choix de ses Ministres; appartenant moi-même au milieu de la noblesse provinciale et des Zemstvos, je me portai garant de ce que ce milieu n'était pas moins animé de l'esprit le plus loyal à l'égard de la Monarchie que la bureaucratie qui formait une barrière infranchissable entre le trône et le pays. — « Le seul but que nous poursuivons, mes amis politiques et moi, lui dis-je, est de raffermir le pouvoir dangereusement ébranlé par l'agitation révolutionnaire et par les erreurs commises par le Gouvernement; ne craignez pas de nous témoigner votre confiance, même si nous vous paraissions imbus d'idées trop libérales; encore une fois, rien n'assagit comme le pouvoir et ses responsabilités; au cours de ma longue carrière diplomatique, j'ai vu, dans les pays les plus divers et sous toutes les latitudes, bien des hommes politiques, connus pour leurs tendances radicales tant qu'ils étaient dans l'opposition, devenir les plus sûrs gardiens de l'ordre et de l'autorité: n'a-t-on pas raison de dire que ce sont les contrebandiers dont on fait les meilleurs gendarmes? Est-il possible de croire que des hommes comme M. Mouromtseff, M. Schipoff, le Prince Lvoff, tous propriétaires fonciers considérables, donc forcément intéressés au maintien de la tranquillité et à la solution pacifique de la question agraire, soient moins sûrs et moins conservateurs que des bureaucrates de l'ordre de M. Schwanebach sans attaches avec le sol du pays et dont l'unique souci est de conserver les émoluments qu'ils touchent chaque vingtième du mois? »

Passant ensuite à une autre série d'arguments, j'attirai l'attention de l'Empereur, en ma qualité de Ministre des

Affaires Etrangères, sur l'impression produite par notre crise intérieure sur les Cabinets étrangers et sur l'opinion publique européenne; en dehors de la frontière de la Russie, on était unanime à condamner les procédés du Ministère de M. Goremykine, et on n'attendait le rétablissement chez nous d'un ordre normal de choses que d'un changement d'hommes et de système : ceci entravait d'avance tout ce que nous pouvions entreprendre dans le domaine extérieur et — le Ministre des finances pourrait sans doute le certifier — enlevait toute base solide à notre crédit financier.

A mesure que je parlais, j'avais la satisfaction de m'apercevoir que l'Empereur paraissait de plus en plus ébranlé; il me fit cependant de nombreuses objections : à ses yeux, la Douma était tout entière dominée par un esprit des plus dangereux et ressemblait plus à un meeting révolutionnaire qu'à une assemblée parlementaire; dans ces conditions, quelles chances y avait-il de la faire rentrer dans l'ordre par les moyens que je proposais? Et ne verrait-on pas dans une pareille concession une preuve de faiblesse de la part du pouvoir, lequel serait tout de même, au bout de très peu de temps, obligé de recourir à des moyens énergiques?

Je répondis à ces objections que, à supposer même que mes amis politiques et moi nous nous trompions du tout au tout et que la Douma ne fût réellement pas viable, le pouvoir, en suivant nos conseils, ne risquait guère d'empirer la situation; car, si la dissolution de la Douma devenait nécessaire, il y aurait tout avantage à n'y procéder qu'après avoir fait un essai loyal d'entente avec elle; le pays tout entier en saurait gré au Souverain, et, s'il était démontré que cet essai avait échoué grâce à un parti pris révolutionnaire de sa part, les éléments sains de la nation

suivraient plus volontiers le Gouvernement dans la voie de la répression. On comprendrait même que, après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, le Souverain eût recours à l'établissement d'une dictature militaire; mais tout de même, dans certaines circonstances, cette extrémité était préférable à la situation créée par un Gouvernement impuissant et qui était devenu la risée du pays ainsi que de l'étranger.

A l'issue de l'audience, qui avait duré plus d'une heure, l'Empereur, sans prendre un engagement définitif, m'autorisa à entrer en pourparlers avec les personnages mentionnés dans le mémoire, ainsi qu'avec d'autres qui pourraient être désignés par les circonstances, en vue de la formation d'un Cabinet de coalition; il fut entendu, en même temps, que je serais secondé dans cette tâche par M. Stolypine pour lequel l'Empereur me donna un petit mot à cet effet, écrit de sa main.

Aussitôt rentré à Saint-Pétersbourg, je m'empressai de me mettre à l'œuvre; d'accord avec M. Stolypine, j'eus des entrevues secrètes avec les principaux personnages de la Douma, en commençant par son Président, M. Mourmoutzoff; pour mes rapports avec le Conseil de l'Empire, j'eus recours à l'aide d'un de mes cousins, M. Yermoloff, qui y jouait un rôle influent en qualité de Président du groupe du centre, ou groupe libéral modéré; M. Yermoloff se distinguait par de vastes connaissances en matière agronomique (il était connu sous ce rapport non seulement en Russie, mais aussi à l'étranger, surtout en France, où il avait publié plusieurs livres sur ce sujet); il avait été appelé par l'Empereur Alexandre III au poste de Ministre de l'Agriculture et avait conservé pendant quelque temps ces fonctions sous le règne de l'Empereur Nicolas II. Malgré ses attaches bureaucratiques,

M. Yermoloff, nommé après sa retraite au Conseil de l'Empire, s'y était rangé du côté des libéraux modérés, et, à l'époque dont je parle, était reconnu comme le leader de ce parti au sein de la Chambre haute; c'est chez lui qu'eurent lieu mes conférences, également secrètes, avec les membres de cette assemblée qui devaient courir à la formation du futur Cabinet. M. Stolypine suivait de son côté des pourparlers parallèles, et tous les soirs nous comparions les résultats de nos démarches.

De l'avis de tous les personnages politiques consultés, le candidat le plus indiqué pour le poste de Président du Conseil était M. Mouromtzeff, Président de la Douma, qui jouissait de l'entièvre confiance de cette assemblée et de sympathies universelles dans le pays; mais on savait que l'Empereur lui était peu favorable, et on prévoyait des obstacles sérieux de ce côté; le second candidat, M. Schipoff, particulièrement influent dans le milieu des Zemstvos, avait plus de chances d'être agréé à Peterhof, mais on eût préféré le voir au Ministère de l'Intérieur; la grande difficulté était de trouver dans le futur Cabinet un emploi pour M. Milioukoff; il fallait s'attendre à ce que, fort de sa qualité de leader du parti Cadet, et très absolue dans ses ambitions, il ne se contentât pas d'une place de second plan et exigeât pour son parti et pour lui-même le premier rôle.

Tous ces préliminaires avaient pris un certain temps et nous étions juste sur le point de terminer notre travail préparatoire en nous abouchant avec M. Milioukoff, qui n'avait pas encore été pressenti par nous, lorsque les événements se précipitèrent brusquement et prirent une tournure critique; — c'est le 8 juillet que j'avais présenté le mémoire à l'Empereur; or, le 17, la Douma abordait la discussion du projet d'appel au pays qui, on se le rappelle,

devait servir de réponse au communiqué du Gouvernement sur la question agraire; ce fut l'occasion que guetta M. Goremykine pour livrer une bataille décisive; trois jours après, il réunit le Conseil des Ministres et lui déclara, sans même daigner prendre son avis, que, la Douma ayant ouvertement adopté une attitude révolutionnaire, il avait décidé de proposer le lendemain à l'Empereur la dissolution immédiate de cette assemblée; les membres du Conseil étaient prévenus en même temps qu'ils avaient à se réunir ce jour-là, c'est-à-dire le 21 juillet, chez M. Goremykine pour y attendre son retour de Peterhoff d'où il devait rapporter l'oukaze relatif à la dissolution après l'avoir fait signer par l'Empereur.

Quelle fut la cause déterminante de la brusque décision de M. Goremykine? Avait-il eu vent des pourparlers engagés, dans le plus grand secret, avec la Douma et le Conseil de l'Empire? C'est plus que probable, mais je n'en ai jamais eu la certitude. Quoiqu'il en fût, je connaissais trop bien le caractère de l'Empereur pour douter un moment de l'issue certaine de la démarche du Président du Conseil; je voyais s'écrouler tous mes plans; il ne me restait, l'oukaze une fois signé, qu'à présenter à l'Empereur ma démission, ce que j'étais fermement décidé à faire; M. Stolypine partageait entièrement mes sentiments et se préparait à me suivre dans la retraite.

Nous avions tous les deux, M. Stolypine et moi, à prendre certaines mesures en vue du grave événement qui se préparait; lui, en sa qualité de Ministre de l'Intérieur, devait veiller au maintien de l'ordre public qui pouvait facilement être troublé par l'effervescence qui ne manquerait pas de suivre la dissolution de la Douma; il avait été décidé de parer à cette éventualité en faisant revenir une partie des troupes de la Garde qui se trouvaient dans les

camps d'exercice aux environs de la capitale ; quant à moi, il m'incombait de veiller à ce qu'aucune des Ambassades ou Légations étrangères n'eût à souffrir de cette effervescence ; il fallait surtout s'attendre à des démonstrations hostiles contre l'Ambassade d'Allemagne, car, dans le public, l'Empereur Guillaume passait pour donner à l'Empereur Nicolas des conseils réactionnaires ; mais, comme on ne pouvait pas ostensiblement protéger cette seule Ambassade, il fallait prendre une mesure générale applicable à tous les représentants étrangers. Dès le lendemain matin, j'adressai à tous les Ambassadeurs et Chefs de Missions étrangères une circulaire les prévenant que des grèves étaient attendues dans quelques usines de la capitale et que, un mouvement populaire pouvant en résulter, des détachements de troupes seraient postés dans la nuit du 21 au 22 juillet à proximité de leurs demeures pour leur accorder, en cas de besoin, toute la protection nécessaire ; j'ajoutai dans cette communication que les troupes avaient ordre de ne franchir le seuil des locaux diplomatiques que si elles y étaient directement invitées par le chef d'une Ambassade ou d'une Mission ; cette précaution prise, j'employai la journée à tout préparer au Ministère des Affaires Étrangères pour pouvoir remettre dans le plus bref délai mes fonctions à mon remplaçant éventuel.

Ici il me paraît nécessaire d'ouvrir une parenthèse : il a été dit et écrit (1) que, vers la fin de juin, la vie commune entre le Gouvernement de M. Goremikine et la Douma étant devenue manifestement impossible, le Général Trépoff, alors Commandant du palais Impérial, frappé par cette circonstance, aurait pris l'initiative de la formation d'un Cabinet Cadet, que les négociations ouvertes par lui à

(1) Voir « *La vie politique dans les deux mondes* », publiée sous la direction d'Achille Viallate, 1<sup>re</sup> année. *Empire Russe*, par M. Paul Boyer.

cet effet avec les chefs de ce parti auraient échoué, et que la dissolution de la Douma aurait été le résultat de cet échec.

Je crois pouvoir affirmer que ce récit, quoique renfermant une part de vérité, n'est pas entièrement exact ; autant que je sache, — et je crois être particulièrement bien renseigné à ce sujet, — au moment précis dont je parle, c'est-à-dire immédiatement avant la dissolution de la Douma, il n'y eut d'autres pourparlers autorisés en vue de la formation d'un nouveau Cabinet, que ceux dont nous avions été chargés par l'Empereur, M. Stolypine et moi. Mais, bientôt après la dissolution, le Général Trépoff conçut en effet le projet de constituer un Cabinet pris entièrement dans les rangs du parti Cadet et eut des conciliabules à ce sujet avec les représentants de ce parti ; je suis peut-être seul aujourd'hui à connaître dans tous ses détails le rôle singulier joué par le Général Trépoff à cette occasion, et, puisque des révélations partiellement exactes ont été faites au sujet de cet incident tant en Russie qu'à l'étranger, je me ferai un devoir de fournir, au chapitre suivant, des données plus précises et plus complètes sur les faits qui s'y rapportent.

Le soir du 21 juillet, je dinai en très petit comité chez l'Ambassadeur d'Angleterre, Sir Arthur Nicolson (aujourd'hui Lord Carnock). Au nombre des convives se trouvait Sir Donald Mackenzie Wallace, qui avait fait une brillante carrière dans le journalisme comme correspondant du *Times* avant et pendant la guerre russo-turque et qui, à cette époque, dirigeait la partie de la politique étrangère dans le grand organe anglais ; il était considéré en Angleterre comme la plus grande autorité sur les affaires russes, ayant écrit sur la Russie un livre remarquable qu'il était occupé à refondre pour l'adapter aux circonstances du

moment ; il parlait couramment le russe qu'il avait appris en passant plusieurs années au fond de la province russe dans l'humble famille d'un prêtre villageois, et il avait des relations étendues dans les milieux russes les plus divers. Lorsque l'Empereur Nicolas, alors héritier du trône, fit son grand voyage en Orient, Sir D. M. Wallace fut attaché par le Gouvernement britannique à sa personne pendant tout son séjour aux Indes ; il était donc personnellement connu et très estimé de l'Empereur ; le Roi Édouard VII profita de cette circonstance pour l'envoyer en mission confidentielle à Saint-Pétersbourg, à l'époque dont je parle ; cette mission consistait à étudier la situation intérieure en Russie qui inspirait à Londres de vives inquiétudes et de servir d'informateur et de conseiller à Sir A. Nicolson, encore très nouveau à son poste et peu au courant des « choses russes ». Sir D. M. Wallace s'acquittait de cette tâche avec beaucoup d'intelligence et de tact ; il avait été reçu en audience par l'Empereur Nicolas auquel il avait parlé avec beaucoup de franchise de ses observations, s'appliquant à soutenir la thèse des libéraux modérés ; j'avais de mon côté avec lui de fréquents entretiens, et, comme nous étions naturellement en pleine communion d'idées sur ce sujet et que je pouvais entièrement compter sur sa discrétion, je l'avais mis au courant de mes pourparlers pour la formation d'un nouveau Ministère.

Causant avec moi après dîner sur le balcon de l'Ambassade d'où on avait une vue superbe sur la Néva, Sir D. M. Wallace s'aperçut bientôt de l'état d'abattement moral dans lequel m'avait plongé l'écroulement de mes projets ; comme il me pressait de questions sur la situation, je ne lui cachai pas que les événements avaient pris une tournure défavorable, mais ne pus lui révéler le coup de théâtre

qui se préparait pour le lendemain ; à ce moment, nous fûmes rejoints par Sir A. Nicolson qui me demanda quelle était la cause exacte de ma circulaire qu'il avait reçue dans la journée ? N'ayant pas le droit de lui dire la vérité, je me contentai de répondre que le Gouvernement avait des raisons pour s'attendre à de sérieux désordres pour le lendemain, mais qu'il ne devait avoir aucune crainte pour la sécurité de son Ambassade.

De l'Ambassade d'Angleterre, je me rendis directement, à pied et en longeant les quais, à la résidence de M. Goremykine où les membres du Conseil des Ministres devaient attendre son retour de Peterhoff ; malgré l'heure tardive, la Néva, majestueuse dans son lit de granit, était encore éclairée par la lumière blafarde d'un soleil invisible mais qui, à cette époque de l'année, ne quitte l'horizon de Saint-Pétersbourg que pour quelques instants ; en évoquant aujourd'hui, après douze années révoltes, le souvenir de cette nuit, je ressens dans toute sa force le sentiment de profonde tristesse qui m'étreignait à ce moment où la Russie, déjà éprouvée par tant de souffrances et d'agitations, allait s'engager dans une voie au bout de laquelle je ne prévoyais que de nouvelles et plus cruelles épreuves ; la mélancolie qui se dégageait du tableau que j'avais sous les yeux intensifiait encore ce sentiment, et je me rappelle que, tout en marchant et en songeant à tous les maux dont souffrait mon pays, je répétais machinalement ces vers d'un de nos poètes qui fait dire à cette nuit livide et comme malade d'insomnie :

Poursuivant au-dessus de vous ma course inlassable,  
J'ai vu de mes yeux inquiets  
Tant de souffrances, tant de larmes et tant de mal,  
Que moi-même je n'ai pu m'endormir...

\* \*

Dans le cabinet de travail de M. Goremykine, je trouvai réunis au grand complet tous les membres du Conseil des Ministres, à l'exception de M. Stolypine qui était resté au Ministère de l'Intérieur pour y veiller pendant la nuit aux mesures de précaution rendues nécessaires par le coup de force qui se préparait pour le lendemain; en attendant le retour de M. Goremykine, le Conseil s'occupa de l'expédition de quelques affaires courantes; enfin, vers minuit, nous entendîmes le timbre annonçant l'arrivée du Président du Conseil, et nous vîmes aussitôt s'encadrer dans la porte sa figure de vieux bureaucrate: dès le seuil, et en assumant ses grandes manières des anciennes cours, il nous adressa en français cette phrase, qu'il avait évidemment soigneusement préparée le long de la route: « Eh bien, messieurs, je vous dirai comme madame de Sévigné apprenant à sa fille le mariage secret de Louis XIV, je vous le donne en cent, je vous le donne en mille: devinez ce qui se passe. »

J'eus à ces mots comme une lueur d'espoir que la proposition de dissolution avait été rejetée par l'Empereur; mais cet espoir ne fut que de courte durée; après avoir joui un moment de nos mines ébaubies, M. Goremykine nous annonça qu'il apportait dans son portefeuille l'oukaze de dissolution signé par l'Empereur, mais que, en même temps, Sa Majesté avait daigné le relever lui, Goremykine, des fonctions de Président du Conseil et décidé d'appeler à ce poste M. Stolypine qui recevrait du Souverain des indications ultérieures pour d'autres modifications à apporter à la composition du Cabinet.

\* \*

Le lendemain matin, à la première heure, l'oukaze de dissolution paraissait à l'*Officiel*; lorsque les députés se présentèrent au palais de la Tauride, ils trouvèrent celui-ci militairement occupé et ne purent en franchir le seuil; quelques tentatives de démonstrations dans les rues avoisinantes furent facilement réprimées par la police; en somme, l'ordre dans la capitale ne fut nulle part sérieusement troublé, et le succès de ce premier coup de force parut donner raison à ceux qui affirmaient que le Gouvernement n'avait qu'à se montrer énergique pour en imposer aux éléments révolutionnaires.

## VII

### STOLYPINE AU POUVOIR

La décision de l'Empereur non seulement de dissoudre la Douma, mais de remplacer simultanément à la tête du Gouvernement M. Goremykine par M. Stolypine, avait été un véritable coup de théâtre auquel personne ne s'était attendu, et moins que tout autre M. Goremykine lui-même ; cette décision était due à l'inspiration personnelle de Nicolas II qui croyait par ce moyen atténuer la fâcheuse impression que le renvoi de l'assemblée devait produire dans le pays : en réalité, elle eut le sort de toutes les demi-mesures, c'est-à-dire qu'elle mécontenta tout le monde : les partis de l'opposition, sans en excepter les libéraux modérés, virent dans cet acte un coup de force qu'on s'attendait à être suivi bientôt par l'abrogation complète de la Charte en 1905 ; les réactionnaires furent indignés de ce désaveu infligé à M. Goremykine et de la nomination d'un homme entaché à leurs yeux de libéralisme.

Le plus surpris de tous fut M. Stolypine : il s'était sincèrement appliqué, en collaboration avec moi, à préparer les voies à la formation d'un Cabinet de Coalition dans lequel il était prêt à prendre une place de second plan

sous la direction d'un personnage jouissant de la confiance de la Douma ; mais il ne se considérait ni comme désigné, ni comme suffisamment préparé pour assumer le premier rôle dans le Gouvernement ; d'autre part, le moment était trop critique pour admettre de sa part de longues hésitations. Reçu dès le lendemain de la dissolution par l'Empereur, il n'eut d'autre choix que d'accepter la lourde tâche qui lui était dévolue ; il posa cependant comme première condition le renvoi immédiat de deux Ministres, M. Stichinsky et le Prince Schirinsky-Schihmatoff, qui s'étaient rendus particulièrement odieux par leurs tendances réactionnaires ; de plus, il se réserva expressément de proposer plus tard à l'Empereur un remaniement plus complet du Cabinet en y adjoignant, conformément à notre plan primitif, des membres de la Douma et du Conseil de l'Empire.

Ce qui compliqua beaucoup la situation, ce fut l'attitude irréfléchie adoptée dans ces graves circonstances par une grande partie des députés, attitude dont la responsabilité retombe, à mon avis, sur le parti Cadet, puisque c'est ce parti qui exerçait une influence prépondérante au sein de la Douma ; à cette occasion, comme, hélas ! souvent plus tard, les chefs de ce parti, et en premier lieu M. Milioukoff, se montrèrent des doctrinaires dénués d'un véritable sens des contingences politiques ; c'est volontairement que le parti Cadet renonça à jouer dans cette circonstance un rôle qui, avec un peu plus de sang-froid de sa part, aurait pu les amener naturellement au pouvoir.

L'oukaze qui prononçait la dissolution annonçait en même temps que la prochaine Douma serait convoquée le 5 mars 1907 ; en le signant, l'Empereur usait d'un droit appartenant à tout Souverain constitutionnel et qui lui était expressément reconnu par la Charte de 1905 ;

l'oukaze n'était entaché que d'une très légère incorrection en ce qu'il ne fixait pas la date des nouvelles élections ; mais ce n'était là qu'une erreur de forme et qui fut aussitôt réparée ; l'acte du 21 juillet n'en était pas moins en lui-même parfaitement constitutionnel ; c'était, comme on le fit remarquer dans la presse française, non un 2 décembre, mais un 16 mai ; le simple bon sens indiquait qu'il était tout à l'avantage du parti Cadet de l'envisager comme tel ; ce parti était sûr de remporter la victoire aux prochaines élections, et, s'il avait conservé dans cette crise une attitude calme et réfléchie, il aurait eu toutes les chances de jouer dans la seconde Douma le premier rôle et d'y devenir, en qualité « d'opposition de Sa Majesté », un parti de Gouvernement.

C'est ainsi qu'on envisageait les choses à l'étranger, surtout en Angleterre ; au moment de la dissolution, il y avait à Londres une délégation de la Douma venue pour prendre part à la Conférence interparlementaire ; c'est en saluant cette délégation que le Premier Ministre britannique, qui venait de recevoir la nouvelle de ce qui s'était passé à Saint-Pétersbourg, prononça cette phrase, qui eut tant de retentissement : « La Douma est morte, vive la Douma ! »

M. Campbell-Bannerman avait évidemment voulu souligner par ces mots qu'il ne voyait dans la dissolution qu'un acte parfaitement normal et ne portant nullement atteinte à l'existence même de la Douma ; mais telle était l'ignorance en matière de droit constitutionnel, dans notre milieu gouvernemental, qu'on y considéra cette exclamation comme un déli et une impertinence à l'adresse de l'Empereur, et j'eus le plus grand mal à expliquer à mes collègues et à convaincre l'Empereur lui-même que M. Campbell-Bannerman n'avait fait que para-

phraser, en l'appliquant à la Douma, une vieille formule qui exprimait dans la France d'avant la Révolution l'idée de la continuité du principe monarchique.

Au lieu de suivre l'indication donnée par le Premier Ministre britannique, les chefs Cadets entraînèrent une grande partie des députés à une démarche des plus imprudentes : 190 membres de la Douma se réunirent en Finlande sous la présidence de M. Mouromtzeff, et y signèrent le fameux appel au peuple russe, connu sous le nom de « Manifeste de Wyborg ».

Dans ce Manifeste, le Gouvernement était dénoncé comme ayant frappé la Douma uniquement parce que celle-ci avait exigé l'expropriation forcée des terres en faveur des paysans ; en même temps, le peuple russe était exhorte à défendre les droits de la représentation nationale en refusant de payer les impôts, de fournir des recrues à l'armée et de reconnaître tout emprunt que le Gouvernement émettrait sans le consentement de la Douma ; le Manifeste se terminait par ces mots, qui avaient le caractère d'un véritable appel à la révolution : « Done, pas un kopek au trésor ; pas un soldat à l'armée ; soyez fermes dans votre refus ; tous, comme un seul homme, défendez vos droits ; aucune force ne peut résister devant la volonté inflexible du peuple. Citoyens, dans cette lutte forcée et rendue inévitable, vos élus seront avec vous ! »

On sait que le Manifeste de Wyborg n'eut aucune suite pratique et tomba, pour ainsi dire, à plat dans le pays, lequel montra dans cette circonstance qu'il avait plus de sens politique que ne lui en supposaient les chefs du parti Cadet ; ceux-ci se rendirent certainement compte plus tard de leur erreur et cherchèrent à l'expliquer en alléguant que leur but avait été d'empêcher des manifesta-

tions révolutionnaires encore plus graves, comme par exemple une levée en masse des paysans dans la région du Volga, etc. ; je continue à croire que cet acte fut tout simplement l'expression de leurs tendances doctrinaires et de leur manque d'expérience politique.

M. Stolypine eut le bon esprit de ne pas prendre l'équipée de Wyborg au tragique ; il laissa les signataires du Manifeste rentrer tranquillement à Saint-Pétersbourg et n'intenta contre eux des poursuites judiciaires, pour ainsi dire, que pour la forme ; mais ces poursuites eurent pour résultat de rendre inéligibles les principaux chefs Cadets et de les empêcher par conséquent de faire partie de la seconde Douma ; M. Milioukoff, qui n'était pas député, n'avait pas signé le manifeste de Wyborg et dut à cette circonstance de n'être pas poursuivi ; un autre grand chef Cadet, M. Roditcheff, se trouvait en ce moment avec la délégation de la Douma à Londres et échappa également au sort de la plupart des membres de l'état-major de son parti.

Tandis que les Cadets exhortaient la population à opposer au Gouvernement une « résistance passive » consistant à lui refuser impôt et recrues, les socialistes tentaient de recourir au moyen qui avait si bien réussi en 1905, c'est-à-dire à l'organisation de la grève générale ; pas plus que le Manifeste de Wyborg, cette tentative n'eut cette fois de résultat pratique ; elle fut rapidement réprimée, et aucun des services publics n'eut à en souffrir sérieusement.

Bien autrement graves furent les révoltes militaires qui se produisirent à cette époque dans différents endroits de l'Empire.

Déjà, au mois de juin, des troubles avaient eu lieu dans un des régiments de la Garde Impériale, celui de Préo-

brajensky ; cet incident avait beaucoup ému l'Empereur Nicolas, qui avait fait une partie de son apprentissage militaire dans les rangs de ce régiment et le considérait comme particulièrement dévoué à la cause monarchique ; il fut cependant constaté que ce mouvement n'avait pas de caractère politique et s'expliquait par des défauts de commandement auxquels on s'empressa de remédier. Mais, à la fin de juillet et au commencement d'août, éclatèrent coup sur coup à Cronstadt et à Svéaborg, c'est-à-dire aux portes de la capitale, des mutineries où se faisait nettement sentir la propagande révolutionnaire.

Ce fut, je me le rappelle vivement, un moment très angoissant pour M. Stolypine qui venait d'assumer le pouvoir et n'avait pas encore eu le temps de s'en rendre maître dans tous les détails ; l'armée russe, après s'être battue en Mandchourie, venait précisément à cette époque de rentrer dans ses cantonnements habituels ; elle avait essuyé des revers, ce qui affaiblit toujours l'autorité du commandement aux yeux du soldat ; elle avait de plus traversé, pour regagner la Russie, la vaste région de la Sibérie qui avait été profondément troublée par le mouvement révolutionnaire de 1905 ; la majeure partie des soldats appartenaient à la classe des paysans et, par conséquent, étaient particulièrement accessibles à l'agitation entretenue par les socialistes dans les campagnes à propos de la question agraire ; le Gouvernement se demandait avec inquiétude si cette armée conservait son ancien esprit de discipline et si elle ne risquait pas d'être contaminée par la propagande révolutionnaire.

M. Stolypine sortit avec honneur de cette première et dangereuse épreuve : les révoltes militaires furent réprimées sans que l'on eût besoin de recourir à une sévérité excessive ; la facilité avec laquelle le Gouvernement

put s'en rendre maître permit heureusement de constater que l'armée russe, malgré toutes les épreuves qu'elle avait subies, était restée fidèle à ses chefs.

C'est à l'occasion de la révolte de Cronstadt que j'eus l'occasion d'observer pour la première fois combien l'Empereur Nicolas avait d'empire sur lui-même et combien il savait conserver en toute circonstance une attitude du plus grand calme ; cette faculté qu'il avait, à un degré extraordinaire, d'être complètement maître de lui-même au milieu d'événements souvent tragiques donna lieu aux interprétations les plus diverses et quelquefois les plus injustes : on a voulu y voir la preuve d'une espèce d'insensibilité congénitale et même d'une atrophie du sens moral. (Telle est l'explication donnée par le docteur Dillon dans son livre : *The Eclipse of Russia*). Ayant traversé aux côtés de l'Empereur Nicolas plus d'un moment critique, j'ai pu me convaincre de l'absolue fausseté de ce jugement, et j'ai à cœur de rétablir à cet égard sous son vrai jour la figure morale du malheureux Souverain.

Le jour où la mutinerie atteignait son point culminant, je me trouvais précisément auprès de l'Empereur Nicolas auquel j'étais venu faire mon rapport verbal hebdomadaire sur les affaires de mon département ; c'était à Peterhof, au Palais, ou plutôt à la villa impériale, située au bord du Golfe de Finlande, en face de l'île sur laquelle la forteresse de Cronstadt se dresse, à une distance d'une quinzaine de kilomètres ; j'étais assis en face de l'Empereur à une petite table placée dans une baie vitrée donnant sur la mer ; par la fenêtre, on distinguait dans le lointain la ligne des fortifications ; pendant que j'exposais à l'Empereur les différentes affaires en cours, nous entendions distinctement un bruit de canonnade qui semblait de minute en minute

gagner en intensité ; l'Empereur m'écoutait attentivement et me posait, selon son habitude, des questions qui prouvaient qu'il s'intéressait aux moindres détails de mon rapport ; j'avais beau l'observer à la dérobée, je ne surprênais sur ses traits aucune trace d'émotion ; or, il devait savoir que ce qui se jouait à ce moment à quelques lieues seulement de là, c'était sa couronne : si la forteresse restait aux mains des émeutiers, non seulement la situation de la capitale serait devenue très précaire, mais son propre sort et celui de sa famille auraient été sérieusement menacés, les canons de Cronstadt pouvant empêcher toute tentative de fuite par mer.

Mon rapport terminé, l'Empereur resta quelques instants à regarder tranquillement par la fenêtre ouverte la ligne de l'horizon ; j'étais pour ma part étreint par la plus vive émotion, et je ne pus m'empêcher, au risque d'enfreindre les règles de l'étiquette, de lui exprimer mon étonnement de le voir si calme ; l'Empereur ne parut nullement choqué de ma remarque ; fixant sur moi son regard dont on a si souvent décrit l'extraordinaire douceur, il me répondit par ces quelques mots qui sont restés profondément gravés dans ma mémoire :

... Si vous me voyez si calme, c'est que j'ai la ferme, l'absolute croyance que le sort de la Russie, que mon propre sort et celui de ma famille, est entre les mains de Dieu qui m'a placé là où je suis. Quoiqu'il arrive, je m'inclineraï devant sa volonté, conscient de n'avoir jamais eu d'autre pensée que celle de servir le pays qu'il m'a confié...

Le soir même, la révolte était définitivement réprimée, et je sus qu'il accueillit cette nouvelle avec le même sang-froid avec lequel, quelques heures auparavant, il écoutait avec moi le bruit du canon.

J'eus bien souvent, depuis, l'occasion de vérifier les impressions que j'emportai de cette journée : jamais ces impressions ne se sont démenties ; j'ai donc la profonde conviction qu'un sentiment religieux d'une rare intensité était la source à laquelle l'Empereur Nicolas puisait sa sérénité et sa foi dans le caractère providentiel de sa destinée ; je reparlerai de ce trait essentiel de son caractère, mais je ne puis omettre de noter ici même l'espèce d'exaltation mystique qui régnait dès cette époque sur l'esprit de Nicolas II et qui ne fit que s'accroître sous l'influence des événements tragiques de son règne et au contact d'une nature féminine encore plus exaltée que la sienne.

J'ai dit que M. Stolypine avait l'intention de proposer à l'Empereur de remanier le Cabinet en y faisant entrer des personnages politiques pris en dehors de la bureaucratie ; conformément au plan développé dans le mémoire que j'avais remis à l'Empereur, il avait en vue de former un Gouvernement de coalition dans lequel devaient être représentés les principaux partis en présence, à l'exception des groupes nettement révolutionnaires ; malgré l'attitude adoptée par les Cadets, M. Stolypine ne renonçait pas à l'idée de faire entrer dans le Cabinet M. Milioukoff qui était sortit indemne de l'équipée de de Wyborg. Dès le lendemain de sa nomination, il se mit à l'œuvre pour mettre debout sa combinaison. Il commença par me prier de conserver dans le nouveau Cabinet le poste de Ministre des Affaires Étrangères et me demanda de continuer à prendre part aux pourparlers avec les personnages qu'il avait en vue pour les différents postes ministériels.

M. Stolypine habitait à cette époque, aux environs

immédiats de Saint-Pétersbourg, une maison de campagne ou *datcha* située sur une des îles de l'estuaire de la Néva ; cette maison appartenait à l'État et servait de résidence d'été aux Ministres de l'Intérieur ; elle était d'apparence assez modeste mais possédait un beau jardin. Ceux qui ont vécu à Saint-Pétersbourg en été connaissent le charme particulier de ces îles de la Néva aux innombrables villas se détachant sur un fond touffu de verdure et se reflétant dans l'eau claire du fleuve ; moi-même, j'habitais en ville le palais du Ministère des Affaires Étrangères ; quotidiennement, tard dans la soirée, je me rendais à la *datcha* de M. Stolypine pour y conférer avec lui et me rencontrer avec les différents personnages politiques qu'il y convoquait à tour de rôle ; ces conférences duraient quelquefois jusqu'à une heure très avancée de la nuit, et je garde un souvenir très vivant de mes courses rapides à travers les îles par les belles nuits de juillet ; M. Milioukoff se rappellera certainement comme quoi, après une de ces conférences à laquelle il avait pris part, se trouvant sans voiture pour rentrer en ville, il accepta l'offre que je lui fis d'une place dans la mienne ; il faisait déjà presque jour, nous étions en victoria découverte, et, tout le long du chemin, nous croisions d'autres voitures revenant des nombreux lieux de plaisir situés dans les mêmes parages : l'idée me vint subitement de l'impression bizarre que pouvait produire la vue du Ministre des Affaires Étrangères roulant en voiture vers quatre heures du matin avec le chef des Cadets qui revenait à peine de Vyborg et que le public avait tout lieu de croire en prison ; je communiquai cette idée à mon compagnon ; il me répondit qu'il venait d'y songer aussi et que nous risquions en effet tous les deux d'être gravement compromis : moi aux yeux des conservateurs, et lui à

ceux de l'opposition. Nous prîmes le parti de rire de bon cœur de la situation ; cet incident n'eut d'ailleurs pas de suites fâcheuses : aucun des brillants officiers ou des jeunes diplomates étrangers avec lesquels j'échangeai des coups de chapeau ne reconnut M. Milioukoff.

On sait que la tentative de former un Cabinet de coalition subit un échec complet ; après une quinzaine de jours de pourparlers et en dépit de tous les efforts déployés par M. Stolypine, les différents personnages auxquels il avait eu recours se récusèrent les uns après les autres ; de même que le Comte Witte l'année précédente, M. Stolypine se trouva acculé à l'impossibilité d'associer au Gouvernement des hommes politiques étrangers à la bureaucratie et au milieu de la Cour ; il se décida à ne pourvoir pour le moment qu'aux deux postes rendus vacants par la retraite de M. Stichinsky et du Prince Schirinsky-Schihmatof. Il fit appel pour ces postes au Prince Boris Wassiltchikoff qui devint Ministre de l'Agriculture, et à mon frère, Pierre Iswolsky, qui fut nommé Procureur Général du Saint Synode, c'est-à-dire Ministre des cultes ; ni l'un ni l'autre n'étaient de véritables bureaucrates : le Prince B. Wassiltchikoff, gros propriétaire et Maréchal de la Noblesse de Novgorod, était membre élu du Conseil de l'Empire ; il n'avait eu d'attaches avec le monde officiel qu'en qualité de Vice-président de la Croix-Rouge, institution placée sous l'autorité directe de l'Impératrice Douairière ; mon frère, qui avait fait de brillantes études universitaires et s'était spécialisé dans les questions touchant au domaine de l'enseignement, avait été appelé peu de temps auparavant aux fonctions d'adjoint du Ministre de l'Instruction Publique. Tant le Prince Wassiltchikoff que mon frère avaient la réputation d'être des libéraux modérés de la nuance des Octobristes. Dans

l'idée de M. Stolypine, ces deux nominations ne devaient être que provisoires ; malgré l'échec qu'il avait subi et qui lui fut très pénible, il ne renonçait pas au plan d'un Cabinet de Coalition et se réservait d'y revenir plus tard, au moment de la réunion de la seconde Douma.

Quelles furent au juste les causes de l'échec de M. Stolypine ? Il pourrait sembler au premier abord que le plan même d'un Cabinet de coalition n'était pas viable et que son erreur — et la mienne — fut d'insister sur cette combinaison au lieu d'adopter d'emblée l'idée d'un Cabinet purement Cadet mise en avant — *mirabile dictu !* — par le Général Trepoff. J'ai souvent réfléchi depuis lors à ce dilemme et je continue à croire que nous étions dans le vrai M. Stolypine et moi ; il ne faut pas oublier que à l'époque dont il s'agit, même un Cabinet présidé par M. Stolypine, mais avec adjonction d'éléments non bureaucratiques, paraissait une innovation pleine de dangers à l'Empereur qui n'y avait consenti qu'à grand'peine. Un pareil Cabinet constituait, d'autre part, un grand pas en avant et ouvrait la voie à d'autres progrès dans la direction d'un Gouvernement constitutionnel ; en essayant de former immédiatement un Cabinet Cadet, on était certain, au contraire, d'aller au devant d'un conflit violent entre le pouvoir suprême et le nouveau Gouvernement qui aurait commencé par exiger la réalisation intégrale du programme de son parti, c'est-à-dire des réformes radicales auxquelles l'Empereur n'aurait pas consenti.

En refusant leur collaboration à M. Stolypine, les libéraux modérés comme le Prince Lvoff, le Comte Heyden et autres, commirent encore une fois une lourde faute et montrèrent combien les partis politiques en Russie étaient encore, à cette époque, peu mûrs et dominés par les passions du moment. La véritable cause de leur refus sem-

blait être celle-ci : la dissolution de la Douma avait produit un vif sentiment de mécontentement dans tous les milieux libéraux, même les plus modérés ; en se mettant du côté du pouvoir, ces personnages craignaient de perdre du coup leur prestige et leur influence dans le pays ; c'est ce que M. Stolypine comprit fort bien et ce qui le poussa à surseoir à l'exécution de son plan jusqu'à la réunion de la deuxième Douma, c'est-à-dire jusqu'à une époque où l'on pouvait espérer voir les passions se calmer et où le public se serait persuadé des intentions loyales du premier Ministre.

C'est ici que se place le très curieux épisode de l'action entreprise par le Général Trepoff en faveur de la formation d'un Cabinet purement Cadet ; en me décidant à faire la lumière sur cet incident, pour la première fois et d'une manière complète, je commence par dire que mon récit pourra errer sur quelques détails d'ordre matériel pour la simple raison que plusieurs de ces détails peuvent m'être restés inconnus ; il appartiendra à M. Milioukoff, et à ceux de ses amis qui ont négocié avec le Général Trepoff, de remettre les choses au point : j'accepte d'avance leurs rectifications ; mais, quant aux traits essentiels de l'incident, je suis seul en ce moment à même de les faire connaître.

J'ai déjà dit, et je l'affirme de nouveau, qu'avant la dissolution de la Douma il n'y eut d'autres pourparlers autorisés pour la formation d'un nouveau Cabinet que ceux dont nous avions été, chargés par l'Empereur M. Stolypine et moi, et qui furent brusquement arrêtés par l'intervention de M. Goremykine. Or, on a raconté<sup>(1)</sup> que dès la fin de juin le Général Trepoff avait engagé des

<sup>(1)</sup> A. Vialatte : « *La vie politique dans les deux mondes* ». Article de M. Paul Boyer : « *Empire Russe* ».

négociations pour la formation d'un Ministère Cadet; d'autres ont ajouté que, la veille même du jour où partit l'oukaze de dissolution, les Cadets, pleins de confiance dans la réussite de ces négociations, se concertaient sur la distribution entre eux des portefeuilles ministériels; ces faits, dont ni M. Stolypine ni moi n'eûmes connaissance, peuvent être matériellement exacts; mais, dans ce cas, il faut croire que le Général Trepoff avait commencé à négocier avec les Cadets non seulement sans l'assentiment de l'Empereur, mais à son insu.

Au contraire, peu de jours après la dissolution, M. Stolypine fut surpris d'apprendre, d'abord par une voie secrète, ensuite de la bouche même de l'Empereur, que le préfet du palais se déclarait en faveur de la formation d'un Cabinet Cadet et qu'il avait à ce sujet des conciliabules avec M. Milioukoff et avec quelques autres membres de son parti.

Cette révélation nous causa, à M. Stolypine et à moi, une véritable consternation; le Général Trepoff était connu comme le partisan le plus fervent du pouvoir absolu et comme l'âme du parti réactionnaire; il était impossible de supposer que l'éloquence de M. Milioukoff l'eût converti aux idées radicales du parti Cadet; il était tout aussi inadmissible qu'il eût cédé devant les menaces de ce parti: sa bravoure était au-dessus de tout soupçon: aux jours les plus critiques des troubles révolutionnaires de 1905, il avait su conserver tout son sang-froid, et son ordre du jour à la troupe chargée d'attaquer les émeutiers — « N'épargnez pas les cartouches! » — était resté célèbre; comment admettre que ce soldat courageux à l'excès et dévoué jusqu'au fanatisme à la Monarchie absolue ait eu l'idée de pactiser avec un parti dont le but déclaré était de réduire l'Empereur au rôle de Monarque constitutionnel?

Il ne nous fallut ni beaucoup de temps, ni de grands efforts pour avoir le mot de cette énigme; mis au pied du mur par M. Stolypine, le Général Trepoff ne put faire autrement que de lui révéler une partie au moins de son plan; le reste se devinait facilement.

Voici donc quelle était la vérité : pour le Général Trepoff, resté inébranlablement fidèle au principe de la Monarchie absolue, la seule chose réellement à craindre était la réussite de tout effort tendant à rapprocher l'Empereur des partis libéraux modérés et à consolider l'ordre de choses établi par la Charte de 1905; or, il voyait l'Empereur céder peu à peu aux conseils de M. Stolypine et aux miens; il fallait à tout prix empêcher la formation du Cabinet de coalition dont nous avions pris l'initiative; c'est alors que l'idée lui était venue que le plus sûr moyen de couper court à nos tentatives était de constituer un Cabinet purement Cadet. Son calcul était d'ailleurs fort simple : un pareil Cabinet ne manquerait pas, dès ses premiers pas, d'entrer en conflit violent avec l'Empereur; aussitôt que ce conflit éclaterait, le Général Trepoff se faisait fort, avec l'aide des troupes de la Capitale, de supprimer le Gouvernement Cadet et de le remplacer par une dictature militaire dont il serait lui-même le chef; de là à la suppression de la Charte de 1905, il n'y avait qu'un pas, et, ce pas, le Général Trepoff était, sans le moindre doute, fermement résolu à le franchir.

C'est quelques jours après la dissolution de la Douma que le Général Trepoff soumit ce plan audacieux à l'Empereur. Nicolas II fut-il tenté de l'adopter et se laissa-t-il aller à donner quelques encouragements au Général? Sa nature vacillante et sa tendance naturelle à revenir à l'ancien ordre de choses n'excluent pas cette possibilité; tout au moins est-il certain qu'il avait connaissance des pour-

parlers engagés par le préfet du palais avec M. Milioukoff; mais il est aussi certain que, même s'il avait été séduit au prime abord par les propositions du Général, l'Empereur ne se décida pas à les accepter sans avoir consulté M. Stolypine auquel il ne tarda pas à en parler spontanément; M. Stolypine s'opposa naturellement de toutes ses forces à cette aventure : il en résulta entre lui et le Général Trepoff une courte lutte dont il sortit entièrement vainqueur; l'Empereur, définitivement convaincu par les arguments de son premier Ministre, ordonna au Général Trepoff de se désister de ses projets et de rompre ses pourparlers avec M. Milioukoff; le Général dut s'incliner devant la volonté formelle de son maître, mais il en conserva une profonde rancune contre M. Stolypine; à partir de ce moment, les sentiments de l'Empereur à l'égard du préfet du palais se refroidirent visiblement; ceci affecta vivement le Général Trepoff, et le choc qu'il en ressentit ne fut peut-être pas étranger à sa mort subite survenue peu de temps après, vers la mi-septembre, pendant que l'Empereur se trouvait avec sa famille à bord de son yacht dans les eaux finlandaises; cette fin tragique donna naturellement lieu à beaucoup de rumeurs et on prononça le mot de suicide; une enquête secrète minutieuse permit de constater que la mort avait été causée par la rupture d'un anévrisme; mais il est plus que probable que la maladie de cœur dont souffrait le Général Trepoff fut aggravée par la commotion que lui avaient causée son échec et la perte de la faveur de son Maître.

En dévoilant les véritables dessous de l'incident dont on vient de lire le récit, mon but n'est nullement de tenir la mémoire du Général Trepoff; tout en ne partageant pas ses idées politiques et en blâmant ses méthodes, j'ai toujours eu du respect et même de l'admiration pour son

énergie, son indomptable courage, son dévouement sans bornes à la personne de son Souverain; en projetant son coup de force, il ne faisait qu'obéir à sa profonde conviction que le salut de la Russie et du principe monarchique exigeait à tout prix un retour au Gouvernement absolu; je crois même que la perspective de devenir lui-même dictateur ne joua à ses yeux qu'un rôle secondaire. Bien-tôt après que l'Empereur eut mis fin à son projet, j'eus avec lui à Péterhof une assez longue conversation au cours de laquelle il ne fit aucune difficulté d'admettre le véritable but de ses pourparlers avec les Cadets, et je me rappelle qu'à cette occasion, comme lorsque j'avais été en contact avec lui aux jours critiques d'octobre 1905, il me laissa l'impression d'un homme doué d'une force de volonté remarquable.

Est-il exact que M. Milioukoff et les autres chefs Cadets aient pris au sérieux les propositions du Général Trepoff et se soient crus au moment de toucher au pouvoir, avec son assistance? Des écrivains distingués, particulièrement liés avec le parti Cadet, comme M. Paul Boyer, l'ont affirmé; personnellement, je n'ai jamais voulu y croire, car cela aurait été mettre en doute leur perspicacité et leur sens des contingences politiques; j'incline plutôt à croire que M. Milioukoff ne négociait, — d'un côté avec le Général Trepoff et de l'autre avec M. Stolypine, — que pour « amuser le tapis » en attendant le moment où le triomphe certain de son parti aux prochaines élections en ferait l'arbitre de la situation.

Pour ce qui est de l'attitude assumée à cette occasion par l'Empereur entre le Général Trepoff et M. Stolypine, elle est particulièrement typique et peut servir à éclairer bien des épisodes subséquents; facilement influençable par des natures plus fortes que la sienne, surtout lorsque

leur action s'exerçait dans le sens de ses tendances réactionnaires naturelles, Nicolas II n'en était pas moins, surtout à l'époque dont il s'agit, accessible aux arguments qui faisaient appel à son bon sens et à son sentiment inné de loyauté; c'est ce qui explique que M. Stolypine, doué lui-même d'une forte volonté non moins que d'un parfait esprit de droiture, n'ait pas eu plus de peine à le détourner de suivre les conseils du Général Treppoff.

Si, plus tard, et dans des circonstances particulièrement graves, l'Empereur Nicolas s'abandonna définitivement à des influences qui le conduisirent à sa perte et qui furent la cause de la perte de la Russie, c'est, j'en ai la profonde conviction, qu'il n'avait plus auprès de lui un homme de la valeur morale de M. Stolypine, dont la mort prématurée fut un désastre irréparable.

Passablement déçu, mais nullement découragé, par son échec de constituer un Cabinet de coalition, M. Stolypine s'était mis résolument à l'œuvre pour employer de la meilleure manière l'intervalle de sept mois et demi qu'il avait devant lui jusqu'à la réunion de la seconde Douma; son programme qui fut rendu public un peu plus tard, dans le courant du mois de septembre, se proposait un double but: d'un côté, le maintien, ou plutôt le rétablissement, par les moyens les plus énergiques, de l'ordre profondément troublé tant dans les villes que, et surtout, dans les campagnes, — de l'autre, l'élaboration de toute une série de projets de lois destinés à être présentés à la Douma. M. Stolypine tenait essentiellement à éviter la faute commise par le Gouvernement précédent et à ne pas laisser la nouvelle assemblée s'agiter dans le vide et se perdre en déclamations stériles; en se réunissant au Palais de la Tauride, les députés devaient trouver devant eux un ensemble de projets de lois dont le but était d'intro-

duire des réformes libérales dans les domaines les plus divers de la vie nationale. Ce vaste programme embrassait les questions principales suivantes : liberté religieuse; inviolabilité de la personne; égalité civique; amélioration de la situation des ouvriers à l'aide d'assurances de l'État; réforme des autonomies locales ou Zemstvos; création de Zemstvos dans les parties de l'Empire où ils n'existaient pas (provinces du Nord-Ouest et Provinces Baltiques); création de Zemstvos et de Municipalités en Pologne; transformation de la justice locale; réforme des écoles supérieures et moyennes; impôt sur le revenu; réforme de la police, etc.

En dehors de ce programme, suffisant à lui seul pour occuper la Douma pendant plusieurs sessions, il y avait à cette époque des questions brûlantes qui réclamaient de la part du Gouvernement des solutions immédiates et pour ainsi dire préventives: ainsi, il fallait abroger d'urgence certains décrets particulièrement odieux contraires à la liberté religieuse et touchant à la condition des vieux croyants et des juifs; mais ce qui exigeait surtout de promptes mesures, c'était la question agraire, qui avait acquis un caractère d'extrême acuité.

Afin de pourvoir à cette nécessité, M. Stolypine résolut d'avoir recours à l'Article 78 de la loi constitutionnelle qui donnait au Gouvernement la faculté, pendant la suspension des travaux de la Douma et en cas de circonstances exceptionnelles nécessitant des mesures législatives, de prendre ces mesures par voie de décrets, à condition de les soumettre à la Douma dans les deux mois qui suivraient la reprise des travaux de cette assemblée.

On a souvent reproché à M. Stolypine le large emploi qu'il a fait de cet Article 78 copié sur le fameux Article XIV de la Constitution autrichienne; moi-même, par la suite,

j'ai jugé qu'il interprétait cet article d'une manière abusive pour s'en faire une arme contre la Douma et surtout contre le Conseil de l'Empire : ce devait être là une des causes de nos dissensments et finalement de notre rupture ; mais, à l'époque dont je parle, le règlement immédiat de la question agraire était réellement exigé par des « circonstances exceptionnelles », car cette question non seulement était la cause de tous les troubles dans les campagnes, mais était devenue, pour ainsi dire, l'objet de surenchères de la part des partis révolutionnaires, lesquels s'en servaient pour attirer à eux les masses rurales en leur promettant des solutions plus radicales et plus utopiques les unes que les autres.

En me demandant de garder dans son Cabinet le poste de Ministre des Affaires Étrangères, M. Stolypine savait qu'il pouvait entièrement compter sur mon concours pour l'aider à mettre sur pied son programme de réformes et à préparer le terrain pour la collaboration entre le Gouvernement et la Douma. Malgré le travail considérable qu'exigeaient de moi les affaires de mon Département, — je venais de commencer à cette époque les laborieuses négociations qui devaient aboutir un an plus tard aux accords avec l'Angleterre et le Japon, — je prenais une part assidue aux séances du conseil des Ministres dans lesquelles, plusieurs fois par semaine, se discutaient les différents projets de lois en voie d'élaboration ; selon l'habitude invétérée de la bureaucratie russe de travailler surtout la nuit, — on sait combien en Russie, tout comme en Espagne, on a le goût exagéré des heures tardives, — ces conseils avaient le plus souvent lieu tard dans la soirée et duraient jusqu'à trois ou quatre heures du matin ; comme, d'autre part, j'avais conservé des habitudes matinales acquises à l'étranger et que je recevais avant midi les

rapports de mes différents chefs de services, il en résultait que, pendant toute cette période de labeur intense, je ne parvenais pas à me ménager plus de quatre à cinq heures de sommeil par nuit. Si à cela on ajoute la surexcitation générale des esprits causée par les événements et, bientôt après, par la série sans précédent des attentats terroristes, on se rendra compte de l'effort physique aussi bien que de la tension nerveuse qu'exigeait de moi ma tâche journalière ; mais j'étais soutenu dans l'accomplissement de cette tâche par l'intérêt passionné que m'inspirait l'œuvre entreprise par M. Stolypine dont j'appréiais tous les jours davantage les sentiments élevés et l'absolu dévouement à la cause qu'il servait.

## VIII

### LES RÉFORMES DE STOLYPINE

Pendant toute la durée de la première Douma, le parti socialiste-révolutionnaire avait suspendu la série des attentats terroristes contre les hauts fonctionnaires de l'Empire et contre les agents de police, attentats qu'il organisait sans répit depuis le commencement du mouvement révolutionnaire; ce parti avait fait paraître, au commencement de l'été, dans les journaux étrangers, une déclaration portant « que, en présence du fonctionnement de la Douma et en attendant que la situation politique devint claire pour le peuple, il interrompait sa tactique terroriste, sans toutefois cesser ses préparatifs de combat, et que le Comité Central du parti jugerait à quel moment la tactique révolutionnaire devait recommencer. »

Ce fut la dissolution de la Douma qui donna le signal de la reprise de cette tactique; le parti socialiste-révolutionnaire décida de débuter par un coup particulièrement retentissant : le samedi 25 août, vers trois heures de l'après-midi, une explosion formidable détruisit en partie la villa occupée aux îles par M. Stolypine; le Premier Ministre ne fut pas atteint, mais il y eut une trentaine de

morts et autant de blessés, dont plusieurs grièvement : parmi ces derniers, se trouvaient deux des enfants de M. Stolypine.

Au moment de l'attentat, je me trouvais en ville, au Ministère des Affaires Étrangères, où je recevais la visite de M. Hitroff, Maître de la Cour du Grand-Duc Wladimir, venu de la part du Grand-Duc me consulter sur une question de protocole ; notre entretien terminé, j'avais retenu encore pendant environ une demi-heure mon visiteur, dont je connaissais le goût artistique, pour lui faire voir quelques travaux de décoration intérieure qu'on faisait au palais du Ministère ; en me quittant, M. Hitroff devait se rendre à la résidence du Premier Ministre pour lequel il était également chargé d'une commission par le Grand-Duc, et c'est grâce à cette circonstance fortuite que cet aimable homme dut d'échapper à l'explosion de la villa de M. Stolypine, où, sans ce retard, il serait arrivé quelques minutes avant la catastrophe (1).

Prévenu par un coup de téléphone de ce qui venait d'arriver, je sautai dans ma voiture qui attendait à la porte du Ministère, et, une vingtaine de minutes après, j'étais sur le lieu du sinistre ; l'horreur de ce que j'y trouvai dépasse toute description ; le tiers environ de la villa n'existant plus, et, si l'effondrement n'avait pas été plus complet, c'était grâce à ce que la maison était bâtie en bois ; un édifice en pierres ou en briques se serait effondré plus complètement et sa destruction aurait fait encore plus de victimes ; au milieu d'amoncellements de poutres et de plâtras, on voyait des corps humains inanimés ou donnant encore des signes de vie ; ça et là, on pouvait distinguer des lambeaux de vêtements et de

(1) M. Hitroff est mort peu de temps avant la guerre, à Paris, où il comptait beaucoup d'amis.

chairs ensanglantées ; des cris et des appels retentissaient de tous côtés ; devant la porte d'entrée, un amas informe de ferrailles et deux cadavres déchiquetés de chevaux était tout ce qui restait d'une voiture qui venait d'amener les auteurs de l'attentat ; de l'antichambre et des trois pièces du rez-de-chaussée qui précédaient celle où se tenait M. Stolypine, il ne restait littéralement rien ; mais, comme par miracle, la destruction s'était arrêtée au seuil même du cabinet de travail du Premier Ministre ; je trouvai celui-ci dans un petit pavillon du jardin de la villa, pâle, mais complètement calme et maître de lui-même, et donnant, d'une voix brève, des ordres pour le sauvetage des blessés ; parmi ceux-ci, on venait de retrouver une de ses filles, âgée d'une quinzaine d'années, et son fils unique, garçonnet de quatre ans, que son père avait retiré de ses mains d'un amas de plâtras et de débris ; M. Stolypine me raconta lui-même qu'il allait mettre le pied sur cet amas, lorsqu'il s'aperçut qu'un enfant y était enseveli, et que cet enfant était son fils ; le petit garçon n'eut que des blessures sans grande importance ; mais l'état de la jeune fille était très grave : on venait de lui donner les premiers soins, et on attendait avec anxiété l'arrivée du grand chirurgien Pavloff, mandé par téléphone.

Voici exactement ce qui s'était passé, d'après ce que je recueillis sur le lieu même de la catastrophe :

Le samedi étant le jour de réception de M. Stolypine, il y avait dans les pièces du rez-de-chaussée de sa villa un nombre particulièrement considérable de personnes ; malgré les avertissements qui lui parvenaient d'un prochain attentat contre sa personne, M. Stolypine, dont j'ai déjà mentionné le courage, avait tenu à conserver à ses réceptions du samedi leur caractère ouvert : y étaient

admis toutes les personnes qui avaient quelque chose à exposer ou à demander au Ministre et sans qu'elles eussent à présenter une lettre de convocation ou un document d'identité quelconque ; le contrôle était exercé par quelques agents de la police secrète qui se tenaient dans la première antichambre et dont l'œil expérimenté scrutait les visiteurs à mesure qu'ils se présentaient ; dans la seconde antichambre, le général Zamiatine, haut fonctionnaire du Cabinet du Ministre, assisté de quelques secrétaires, demandait aux arrivants leurs noms et l'objet de leurs requêtes ; la troisième pièce, toute en longueur, servait de salle d'attente ; elle était contiguë au cabinet de travail du Ministre qui était avec elle à angle droit, et donnait sur le jardin ; toutes ces pièces étaient situées au rez-de-chaussée et correspondaient, à l'étage supérieur, aux chambres occupées par les enfants de M. Stolypine.

La réception avait commencé à deux heures, et il y avait dans la salle d'attente une quarantaine de personnes de conditions les plus diverses : hauts fonctionnaires, financiers, provinciaux arrivés de la veille dans la capitale, employés retraités ou veuves d'employés sollicitant des pensions ou des secours, jusqu'à des paysans envoyés par leurs communes pour exposer leurs besoins au Ministre. A deux heures et demie, un landau de louage amena au perron de la villa trois individus portant l'uniforme militaire ; lorsque ces individus pénétrèrent dans la première antichambre, les agents qui s'y trouvaient postés, s'apercevant probablement de quelque irrégularité dans leur tenue, leur barrèrent la porte conduisant dans la seconde pièce ; on entendit de l'intérieur de celle-ci le bruit d'une lutte suivi du cri : « Vive la Révolution ! » Au même instant, retentissait une effroyable explosion : dans la première antichambre tout

le monde fut tué, y compris les trois criminels dont on ne put même pas reconnaître les cadavres ; dans la seconde, le général Zamiatine fut grièvement blessé, et les autres fonctionnaires ou tués ou blessés ; dans la salle d'attente, le tiers environ des personnes furent tuées, toutes les autres blessées ; ces trois pièces furent complètement détruites, ce qui entraîna l'effondrement des pièces correspondantes de l'étage supérieur ; mais, à cause de l'élasticité du bois qui formait la charpente de la maison, le reste de l'édifice resta presque complètement intact ; la porte qui conduisait de la salle d'attente dans le cabinet de travail du Ministre fut arrachée de ses gonds, mais le cabinet lui-même ne souffrit presque pas ; M. Stolypine, qui était en train de causer avec un visiteur, fut jeté à terre ; cependant ni lui, ni son interlocuteur, n'eurent autre chose que de légères contusions.

Le nombre total des victimes dépassait la soixantaine ; on comptait une trentaine de morts et autant de blessés ; parmi les morts, il y avait un ancien Gouverneur de province, un Maréchal de Noblesse, le colonel Schuetz, chef de la police du Palais de la Tauride, et quelques autres personnes d'un rang supérieur ; mais la plupart des victimes étaient, soit des agents inférieurs de la police, soit d'humbles pétitionnaires, parmi lesquels une femme dans un état avancé de grossesse, affreusement éventrée. La force de l'explosion avait été telle que des arbres longeant la Néva furent déracinés et tous les carreaux des maisons situées sur la rive opposée brisés ; à des centaines de mètres à l'alentour, on retrouvait des débris de membres humains et des lambeaux d'étoffes ensanglantés.

Des deux enfants de M. Stolypine entraînés par l'effondrement de l'étage supérieur et retrouvés dans les décombres, le petit garçon n'avait qu'une fracture simple ;

mais la jeune fille avait eu les deux pieds complètement broyés et souffrait affreusement ; après la première inspection, la plupart des médecins appelés s'étaient prononcés pour l'amputation immédiate ; mais le docteur Pavloff, sommité chirurgicale, s'y opposa, et, grâce à cela, mademoiselle Stolypine put, après plusieurs années de soins compliqués, recouvrer la faculté de marcher ; mais, à l'époque dont je parle, et pendant de longs mois, on fut sous l'impression qu'elle resterait sinon mutilée, du moins estropiée pour la vie.

Le soir même de la catastrophe, M. Stolypine se transportait avec sa famille en ville, dans la résidence officielle du Ministre de l'Intérieur ; mais, quelques jours après, cet édifice étant jugé trop difficile à protéger contre les entreprises terroristes, il s'établit dans un appartement du Palais d'Hiver, lequel, depuis le commencement du mouvement révolutionnaire n'avait pas été habité par l'Empereur.

D'habitude, chaque samedi soir, je quittais la ville pour passer le dimanche à Péterhof où résidait à cette époque la Cour et où l'Empereur avait mis à ma disposition un appartement au grand Palais Impérial. Mais, M. Stolypine m'ayant prié de me trouver chez lui dans la soirée pour prendre part à une séance extraordinaire du Conseil des Ministres, je remis mon départ jusqu'au lendemain. Cette séance, qui dura une bonne partie de la nuit devait avoir une grande influence sur le cours ultérieur des événements. Le lendemain, dimanche, j'arrivai à Péterhof où je devais déjeuner chez l'Empereur ; en sortant du train, je m'aperçus d'une grande agitation sur le quai de la gare : on venait d'emporter le corps du général Minn, commandant du régiment Sémenovsky, qui avait joué le rôle principal dans la répression de la révolte de Moscou ;

le général avait été tué de plusieurs coups de revolver par une femme qu'on avait aussitôt arrêtée ; au moment de son arrestation, elle pria les agents de ne pas la bousculer, car elle avait sur elle un engin explosible auquel elle devait avoir recours au cas où le général Minn aurait échappé au revolver ; l'engin, qui avait la forme d'une boîte à sardines, fut déposé sur un banc et gardé par deux factionnaires ; on constata qu'il était d'une très grande force et que son explosion aurait produit des ravages effroyables.

A déjeuner, l'Empereur se montra profondément ému de l'attentat contre M. Stolypine et me questionna minutieusement sur tous les détails de la catastrophe ; il témoigna à M. Stolypine et à sa famille la plus vive sollicitude et les combla d'attentions touchantes ; ayant été témoin de l'attitude de Nicolas II à cette occasion, comme d'ailleurs dans plusieurs autres cas de la même nature, je puis certifier de l'absolue fausseté des accusations d'après lesquelles il aurait été étrangement insensible aux souffrances d'autrui.

A partir de ce mémorable samedi 25 août, il y eut non seulement à Saint-Pétersbourg, mais dans toutes les régions de la Russie, une série d'attentats terroristes qui se succédèrent presque sans un jour d'interruption pendant plusieurs mois ; énergiquement réprimés par M. Stolypine, ils devinrent peu à peu moins fréquents ; le personnage le plus visé était M. Stolypine lui-même, qui se montrait d'une bravoure extraordinaire et ne prenait personnellement presque pas de précautions contre les attentats possibles ; il échappa à toute une série de complots dont l'un fut particulièrement audacieux : la police arrêta un groupe de terroristes au moment même où il allait procéder à une attaque organisée d'une manière fort ori-

ginale : une superbe automobile, de marque allemande, peinte en rouge et chargée d'une quantité considérable de matière explosives, devait être lancée à toute vitesse contre la partie du Palais d'Hiver habitée par le Premier Ministre ; si ce plan avait été exécuté, la destruction aurait été formidable.

Pour donner une idée de la crânerie quelquefois même excessive de M. Stolypine, je citerai ici un épisode qui n'eut lieu que trois ans plus tard, mais qui est très caractéristique de l'époque tout entière.

M. Stolypine et plusieurs membres de son Cabinet assistaient, aux environs de Saint-Pétersbourg, à des expériences d'aviation, — presque les premières qu'on voyait en Russie, — faites par une équipe de pilotes récemment revenus de France où ils avaient fait leur apprentissage ; le Premier Ministre s'étant approché d'un groupe d'aviateurs, un de ceux-ci l'engagea à monter avec lui sur son appareil ; ses camarades appuyèrent vivement cette proposition en déclarant qu'ils se sentirraient tous encouragés par un pareil acte de confiance dans leur habileté ; M. Stolypine n'eut pas un moment d'hésitation et fit avec le pilote, un officier du nom de Matzievski, un vol qui dura environ une demi-heure ; lorsqu'il redescendit à terre, il trouva toute la police dans le plus grand émoi ; quelques jours auparavant, le service de la sûreté avait reçu des informations représentant le lieutenant Matzievski comme faisant partie d'une des organisations terroristes les plus dangereuses ; M. Stolypine avait eu connaissance de ces renseignements avant de se rendre à l'aérodrome, et, au moment où il consentait à voler avec M. Matzievski, il savait parfaitement à quel singulier compagnon il avait affaire ; en quittant l'appareil, il félicita chaudement son pilote et se montra enchanté de son expérience. Quelques

jours après, cet incident eut un épilogue inattendu : au cours d'un de ses vols, le lieutenant Matzievski tomba d'une très grande hauteur et se tua sur place ; la cause de cet accident était inexplicable, car on avait vu le pilote tomber indépendamment de son appareil, lequel paraissait n'avoir subi, avant de s'écraser sur le sol, aucun dommage ; le service de la sûreté eut la quasi-certitude que le lieutenant Matzievski s'était tué volontairement et que ce suicide lui avait été imposé par le Comité terroriste pour avoir laissé échapper l'occasion de tuer M. Stolypine.

Tous ces détails, qui paraissaient à peine croyables, me furent pleinement confirmés par M. Stolypine lui-même ; lorsque je lui demandai pourquoi il avait ainsi risqué sa vie sciemment et sans nécessité aucune, il me répondit, après avoir pensé un moment :

« Je crois bien que cela a été de ma part un mouvement réflexe ; mais je me rappelle aussi avoir fait ce raisonnement : il ne faut pas qu'ils puissent croire que j'ai peur ; du reste, ajouta-t-il, avant de monter dans l'appareil, je regardai bien dans les yeux le lieutenant Matzievski, et je vis clairement qu'il n'oserait pas ; au fait, peut-être qu'à ce moment c'était le sportsman épris de son art, qui dominait en lui, et non le terroriste ».

On sait que, après avoir échappé à toute une série d'attentats, M. Stolypine finit par succomber le 14 septembre 1911 à Kieff, frappé de plusieurs coups de revolver pendant une représentation théâtrale à laquelle assistaient l'Empereur et toute la Cour Impériale : chose curieuse, tout en affrontant avec le plus grand courage et même quelquefois en bravant inutilement le péril, il avait toujours eu le pressentiment sûr d'une mort violente ; il me parla plusieurs fois de ces pressentiments, et de la

manière la plus convaincue, mais en même temps la plus calme ; je me rappelle que ses paroles me laissaient d'autant plus incrédule que moi-même, malgré les avertissements qui me parvenaient d'un prochain attentat contre ma personne, éprouvais une espèce de certitude instinctive absolue que je ne devais pas être atteint.

Chacun des Ministres d'État était individuellement condamné par décision du Comité terroriste central ; le service de la sûreté avait quelquefois ou prétendait avoir des données précises sur la personne chargée d'exécuter tel ou tel Ministre : ainsi, d'après ces renseignements, je devais périr par la main d'une femme connue parmi les terroristes sous le nom de la « Princesse » ; elle m'était signalée comme ayant le type oriental, comme étant très brune et se distinguant par une beauté remarquable ; j'ajoute tout de suite que je n'ai jamais aperçu l'ombre d'une personne répondant à ce signalement et que je n'ai pas beaucoup cru à ce roman policier ; la « Princesse », si elle avait existé, n'aurait pas eu beaucoup de peine à exécuter son projet : n'ayant que peu de confiance dans les mesures de protection que m'offrait le service de la sûreté, je préférerais me passer de cette protection et me fier à mon étoile ; cependant, comme les attentats devenaient de plus en plus fréquents et qu'il fallait tout de même prévoir le pire, toutes mes dispositions étaient prises afin que, le cas échéant, les affaires n'eussent à subir aucune interruption du fait de ma disparition : un pli cacheté, déposé sur mon bureau, contenait toutes les indications nécessaires à mon successeur éventuel pour qu'il pût immédiatement entrer en fonctions à ma place ; cette précaution fut d'ailleurs parfaitement superflue ; en dépit des sinistres prédictions de la police secrète, je n'eus à subir, personnellement, aucune attaque. Je faillis

cependant être la victime d'un attentat dirigé contre le Grand-Duc Nicolas, futur commandant en chef des armées russes en 1914. C'était en retournant de Tzarskoë-Selo, résidence d'hiver de la Cour, où j'avais été faire mon rapport hebdomadaire à l'Empereur ; le Grand-Duc Nicolas s'y était également rendu ce jour-là ; l'Empereur ayant retenu le Grand-Duc à dîner, je montai, pour rentrer en ville, dans le train spécial qui l'avait amené et qui rentrait vide ; au moment d'entrer en gare à Saint-Pétersbourg, le train fut brusquement arrêté par le mécanicien qui avait aperçu un individu déposer un objet sur les rails et s'enfuir : c'était un engin explosible d'une très grande force ; quelques tours de roues de plus, et non seulement le train, mais une bonne partie de la gare, étaient détruits. Cet incident me confirma encore plus dans mon fatalisme, et je n'ai jamais eu à regretter de m'être soustrait à la gêne insupportable d'être protégé par une police que M. Stolypine n'a jamais complètement réussi à réformer et dont quelquefois les agents, (les révélations de M. Bourzeff sur le double rôle du fameux Azeff l'ont bien prouvé), n'étaient pas moins dangereux que les terroristes déclarés. Le meurtre de M. Stolypine paraît avoir été commis par un de ces agents qui à tour de rôle, et quelquefois en même temps, servaient et trahissaient la police et les révolutionnaires.

Les terroristes s'attaquaient non seulement aux hauts personnages de l'Empire, Ministres, Gouverneurs, Généraux, Gouverneurs de Province, etc., mais aux fonctionnaires de tous grades et surtout aux agents de police qui étaient littéralement traqués dans les rues et tombaient en nombre toujours croissant ; en dehors de ces attentats contre les personnes, il y en eut d'autres contre les caisses publiques, banques, églises, etc. ; cela s'appelait

des « expropriations » et procurait aux terroristes des sommes considérables : telle, l'attaque en plein jour à Saint-Pétersbourg contre une voiture transportant, sous l'escorte de huit cosaques à cheval et de plusieurs agents de police, 600.000 roubles de la douane à la banque de l'État.

La liste rien que des fonctionnaires supérieurs qui tombèrent à cette époque sous les coups des terroristes est trop longue pour pouvoir être citée en entier : le meurtre du Général Minn fut suivi coup sur coup par ceux du Général Comte Ignatieff, du Général Kozloff, du Général von der Launitz, préfet de Saint-Pétersbourg, des Gouverneurs de Varsovie, de Samara, de Penza ; du commandant de la flotte de la mer Noire, etc.

Les terroristes agissaient avec une extrême audace et en faisant d'avance le sacrifice de leur vie ; ainsi une femme arrêtée dans la rue où elle attendait, pour le tuer, le Grand-Duc Nicolas portait sur elle une espèce de veste dont la doublure contenait une quantité considérable de dynamite qu'elle devait faire exploser si le Grand-Duc échappait au revolver ; mais elle n'en eut pas le temps. Je fus personnellement témoin de deux attentats et pus juger du sang-froid avec lequel opéraient les terroristes : le Général Kozloff fut tué dans la partie la plus fréquentée du parc de Péterhoff, à quelques pas de l'aile du vieux Palais où j'avais un appartement, et je vis la scène du meurtre de ma fenêtre ; le pauvre Général, personnage des plus effacés, fut la victime de sa ressemblance avec le Général Treppoff que le meurtrier croyait viser ; le Général von der Launitz, préfet de la capitale, tomba tout près de moi, abattu de plusieurs coups de revolver, à l'issue de la cérémonie d'inauguration de l'Institut Pasteur de Saint-Pétersbourg.

Le Conseil des Ministres qui se tint le soir même de l'explosion du 25 août à la résidence de ville du Premier Ministre eut une grande importance ; M. Stolypine l'ouvrit par un discours dans lequel il commençait par déclarer de la manière la plus énergique que l'attentat dont il avait été l'objet, et qui l'avait frappé dans ses enfants, ne pouvait rien changer au cours de sa politique ; son programme restait le même : répression impitoyable de tout désordre et de tout acte révolutionnaire ou terroriste ; réalisation, avec le concours de la future Douma, d'un large programme de réformes dans un sens libéral ; solution immédiate, par voie de décrets, des problèmes les plus urgents, en premier lieu de la question agraire ; M. Stolypine ajouta que nous devions nous attendre à ce que le parti réactionnaire profitât de l'occasion pour pousser l'Empereur à instituer une dictature militaire et même à abolir la Charte de 1905, et à revenir au régime du pouvoir absolu ; il nous prévint qu'il s'opposerait de toutes ses forces à un pareil revirement et qu'il quitterait le pouvoir, plutôt que d'abandonner le terrain constitutionnel et de renoncer à son programme ; il finit en exprimant l'espoir que tous ses collègues soutiendraient énergiquement son point de vue auprès de l'Empereur.

Pendant que M. Stolypine parlait, il y avait dans la maison un va-et-vient de médecins et d'infirmières et l'on pouvait entendre, à travers portes et cloisons, les cris étouffés des enfants blessés que l'on pansait. M. Stolypine n'en continuait pas moins son discours et ne trahissait aucune émotion, ce qui impressionna vivement l'assistance.

Malgré les premiers changements apportés par M. Stolypine à la composition du Cabinet, celui-ci était encore loin d'avoir un caractère homogène ; il y avait parmi nous de

francs réactionnaires comme M. Schvanebach, Contrôleur de l'Empire ; d'autres, comme M. Scheglovitoff, Ministre de la Justice, cachaient assez habilement leurs tendances vers l'extrême droite qui ne se manifestèrent dans toute leur force que plus tard, quand il n'y eut plus de doute qu'elles plaissaient en haut lieu ; mais telle fut la force de l'éloquence de M. Stolypine, que le Conseil approuva unanimement ses déclarations et s'engagea à les appuyer auprès de l'Empereur.

Les prévisions de M. Stolypine ne tardèrent pas à se réaliser ; au cours des journées qui suivirent l'explosion du 25 août, il y eut, dans le camp réactionnaire et dans l'entourage intime de l'Empereur, une véritable levée de boucliers contre le Premier Ministre : on y réclamait son remplacement immédiat par un dictateur militaire et l'on manifestait ouvertement l'espoir que ce ne serait qu'un premier pas vers la restauration du pouvoir absolu. La situation rappelait en somme beaucoup celle qui avait suivi en France l'assassinat du Duc de Berry le 13 février 1820 ; on sait que cet événement fournit au Duc et à la Duchesse d'Angoulême et au parti « ultra » le prétexte d'une violente campagne contre le Duc Decazes qui s'était proposé pour but, au moyen d'une politique libérale modérée, « de réconcilier la France avec la monarchie des Bourbons » ; mais, tandis que le Roi Louis XVIII, malgré son tendre attachement pour le Duc Decazes, finit par sacrifier son favori à la poussée réactionnaire qu'il réprouvait dans son for intérieur, l'Empereur Nicolas, dont les sympathies secrètes allaient à l'extrême droite, eut le mérite de donner raison à M. Stolypine et de le laisser exécuter son programme.

La lutte entre M. Stolypine et ses adversaires fut très vive ; les réactionnaires, renonçant à obtenir le

renvoi du Premier Ministre, exigeaient à grands cris l'adoption de mesures d'une extrême violence contre les terroristes : arguant de l'insuffisance et des lenteurs de la justice régulière, ils insistaient pour que la police fût investie du droit d'exécuter les criminels sans autres formes de procès et sur la simple constatation du crime ; M. Stolypine s'opposait énergiquement à une pareille procédure, dont l'effet aurait été de créer dans l'Empire un état d'anarchie complète ; ce point de vue, M. Stolypine devait le défendre même contre quelques-uns des membres de son Cabinet, comme MM. Schvanebach et Schéglovitoff appuyés par les Ministres de la Guerre et de la Marine ; d'autre part, la situation créée par les attentats terroristes s'aggravait de jour en jour et exigeait de la part du Gouvernement des mesures exceptionnelles ; c'est pour trancher ce débat que M. Stolypine fit signer par l'Empereur un décret instituant dans les régions placées sous la loi martiale (ce qui était le cas à cette époque pour la capitale et pour la plupart des provinces de l'Empire) des conseils de guerre pour connaître des crimes graves commis dans ces régions ; on a beaucoup reproché à M. Stolypine la création de ces tribunaux copiés sur les *Felddriegsgerichte* autrichiens ; mais il faut se souvenir des circonstances exceptionnelles au milieu desquelles devait agir ce Ministre ; ce qu'on exigeait de lui, c'était tout simplement la suppression de toute procédure légale et la délégation à la police d'une espèce de droit de lynchage ; la justice des nouveaux tribunaux était évidemment de nature sommaire ; mais c'était tout de même une justice, et, en instituant ces tribunaux, M. Stolypine coupait court aux tentatives du parti réactionnaire d'opposer une terreur blanche à la terreur rouge.

C'est au milieu de l'extrême agitation créée par les événements que je viens de décrire et dans une atmosphère politique surchauffée par les passions des partis, que M. Stolypine dut aborder l'élaboration des réformes qu'il s'était engagé à soumettre au bout de six mois à la Douma; le Cabinet venait d'être complété par la nomination au poste de Ministre du Commerce de M. Filosofoff, homme éclairé et à vues libérales; mais ce Cabinet ne continuait pas moins à renfermer des éléments hétérogènes, et M. Stolypine était obligé de surveiller et de diriger attentivement la préparation des différents projets de lois; quant à la question agraire, la plus importante de toutes, il s'en était réservé complètement l'étude, et la série d'oukazes par lesquels elle fut réglée bientôt après peut être considérée comme son œuvre absolument personnelle.

Comme j'étais seul parmi les membres du Cabinet à connaître de près le fonctionnement d'un régime constitutionnel et parlementaire, c'est à moi qu'on s'adressait chaque fois qu'il s'agissait de résoudre une difficulté provenant de la nécessité d'adapter la nouvelle législation à l'ordre de choses créé par la Charte de 1905; j'acceptais volontiers ce surcroît de travail; mais ce qui, en dehors de mes attributions directes, m'occupait le plus, c'était la question agraire à laquelle je m'étais de tout temps passionnément intéressé; j'avais au sujet de cette question de fréquents et longs entretiens avec M. Stolypine auprès duquel je me faisais le champion convaincu du système de la petite propriété privée.

J'ai raconté ailleurs comment, grâce à l'étude de la vie sociale et économique dans l'Europe occidentale, j'avais rejeté de bonne heure les théories slavophiles et, parmi celles-ci, la néfaste conception du *mir*; ce fut pour

moi une grande satisfaction de constater que M. Stolypine, resté à d'autres égards sous l'influence de ces théories, penchait de plus en plus vers la suppression de la propriété communale et en faveur de la création parmi les paysans de la petite propriété individuelle; pourachever de le convaincre, je lui communiquai, relativement à l'histoire de la réforme agraire en Europe, des matériaux intéressants que j'avais réunis dans divers pays, surtout en Danemark d'où j'avais adressé à ce sujet au Gouvernement une série de rapports spéciaux. Au Danemark, le passage du régime communal à celui de la propriété privée s'était effectué à une époque plus récente que dans le reste de l'Europe, c'est-à-dire dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle; ce fut l'œuvre du Ministre Comte Bernstorff qui commença par appliquer la réforme, à titre d'exemple, aux domaines de la Couronne et à ses propres domaines. En étudiant les documents relatifs à cette question, conservés à Copenhague, j'avais remarqué la similitude des conditions agraires qui existaient au Danemark avant la réforme avec celles qu'on observait encore en Russie; j'avais été surtout frappé par les résultats bienfaisants obtenus avec une rapidité extraordinaire par la réforme du Comte Bernstorff; j'avais fait copier plusieurs de ces documents et photographier des plans montrant le parcellement et la répartition parmi les paysans des anciennes propriétés communales; ces matériaux intéressèrent vivement M. Stolypine, et je me plais à croire qu'ils ne lui furent pas inutiles pour étayer ses propres plans de réformes agraires.

En conférant au paysan russe le droit de propriété individuelle, M. Stolypine créait en même temps pour ce paysan un statut personnel nouveau; jusque-là, la classe rurale ne jouissait que de droits civiques limités et se

trouvait soumise à la lourde autorité des communes ; la nouvelle législation constituait un véritable acte d'affranchissement : les cours et les tribunaux spéciaux dont relevait cette classe étaient abolis ; le paysan était libéré de la responsabilité collective pour le paiement des impôts ; il acquérait le droit d'hypothéquer son lot de terrain, d'établir des entreprises industrielles, de prendre part, comme propriétaire, aux élections et aux assemblées des Zemtjos ; bref, les paysans cessaient de former dans l'État une classe à part et devenaient pour la première fois de véritables citoyens russes.

Mais, si M. Stolypine créait ainsi parmi les paysans la petite propriété individuelle, d'autre part il se refusait catégoriquement à porter atteinte à la grande et à la moyenne propriété et repoussait le principe même de l'expropriation forcée des terres en faveur duquel s'était prononcée la Douma sous l'influence des Cadets et des révolutionnaires. La pensée maîtresse de M. Stolypine était de développer dans l'esprit du paysan le respect de la propriété, sentiment que le servage d'abord, le partage des terres en 1861 et le régime du *mir* ensuite, n'avaient guère contribué à lui inculquer ; il est vrai que, en 1861, les paysans avaient racheté les terres qui leur étaient échues en partage, mais ce rachat avait revêtu la forme d'un paiement de redevances annuelles qui ne se distinguait presque en rien d'un impôt foncier ; le souvenir d'avoir racheté la terre qu'il possédait s'était donc complètement effacé chez le paysan qui écoutait volontiers ceux qui lui expliquaient qu'il devait recevoir gratis le reste des propriétés appartenant à l'ancien seigneur.

Au point de vue économique, la conservation des terres appartenant aux grands et moyens propriétaires apparaissait à M. Stolypine comme la condition essen-

tielle du développement de l'agriculture et du relèvement de la production dans le pays ; la distribution, même complète, de ces terres parmi les paysans n'aurait apporté à ceux-ci aucun soulagement réel ; le nombre total des grands et moyens propriétaires en Russie ne dépassait guère le chiffre de 130.000, et la superficie totale de leurs terres, celui de 66 millions de déciatines contre 155 millions de déciatines appartenant aux paysans. (Une déciatine équivaut à peu près à un hectare). Partagée entre les paysans, cette superficie n'aurait ajouté à chacun d'eux *qu'une fraction de déciatine*. D'autre part, les grandes et moyennes propriétés étaient des centres de culture et de progrès agricole, et, avec leur disparition, le rendement des terres n'aurait pas manqué de s'abaisser ; le système auquel il fallait tendre était évidemment une juste combinaison de la grande, de la moyenne et de la petite propriété, à l'instar de ce qui existe en France et en Allemagne.

Pour subvenir au besoin réel de terres qu'éprouvaient les paysans, M. Stolypine avait en vue, d'un côté, l'acquisition par eux, par voie d'achat, avec l'aide de la banque spéciale dite « des paysans », de terres appartenant soit aux « apanages » (propriétés privées de la famille Impériale), soit à la Couronne, et, d'autre part, le développement d'un large courant d'émigration vers les régions fertiles de la Sibérie où l'on devait céder aux colons des terres de « Cabinet », c'est-à-dire appartenant en propre à l'Empereur. Comme première mesure, deux oukazes décrétaient la mise en vente parcellaire immédiate d'environ 10 millions de déciatines appartenant aux deux premières catégories.

L'ensemble des mesures qui constituaient la réforme agraire de M. Stolypine prit la forme d'une série d'ou-

kazes dont le principal, celui qui libérait le paysan du *mir*, portait la date du 25 novembre 1906 ; édictés sur la base du fameux article 87, ces oukazes devaient être, conformément à la loi constitutionnelle, soumis à la Douma dans les trois mois après sa convocation ; la seconde Douma n'ayant eu, comme nous le verrons plus loin, qu'une existence éphémère, c'est à la troisième Douma qu'échut la tâche de leur donner la forme d'une loi définitive.

La réforme agraire de M. Stolypine passa à la Chambre basse presque sans retouches et à une très forte majorité de voix ; mais, au sein du Conseil de l'Empire, elle suscita une énergique opposition et ne fut votée qu'à une voix de majorité, en comptant celles des Ministres qui étaient membres de cette assemblée ; or, mon frère et moi, dont les voix étaient acquises au projet du Gouvernement, avions été nommés par l'Empereur membres du Conseil de l'Empire quelques semaines avant ce vote ; c'est donc grâce à nos deux voix que la réforme agraire de M. Stolypine n'y subit pas un échec qui aurait beaucoup compliqué la situation.

Ce qui est curieux, c'est que cette réforme fut combattue à la fois par les deux partis extrêmes de la gauche et de la droite : les socialistes la rejetaient au nom de leurs théories communistes ; quant aux réactionnaires, ils y voyaient une infraction aux sacro-saintes traditions du passé et un pas vers l'égalisation des classes, donc une mesure essentiellement libérale : étrange aberration que celle d'un parti se proclamant conservateur et donnant la main aux révolutionnaires pour faire échouer une loi destinée à renforcer le principe de la propriété et à enrayer un mouvement contraire à ce principe.

C'est le parti réactionnaire qui avait organisé la résis-

tance à la réforme agraire au sein du Conseil de l'Empire ; au moment de la discussion de cette réforme, ce parti s'y trouvait considérablement renforcé, car l'Empereur, cédant à certaines influences, n'y laissait systématiquement pénétrer, à titre de membres nommés, que des personnes connues par leurs tendances réactionnaires ; ma nomination et celle de mon frère avaient été à plusieurs reprises refusées par l'Empereur et avaient fini par lui être pour ainsi dire arrachées par M. Stolypine.

La réforme agraire de M. Stolypine eut un succès prodigieux et qui dépassa les prévisions les plus optimistes ; le paysan russe, — facilement accessible à une propagande révolutionnaire s'adressant à sa passion dominante, celle de la terre, — est doué, d'autre part, d'une intelligence très vive ; il n'hésita pas à aller au-devant des mesures destinées à lui assurer la propriété des terres qu'il cultivait et à lui procurer le moyen d'en acquérir d'autres d'une manière sûre et légale ; sous l'habile et ferme direction de M. Krivochéine (1), qui remplaça bientôt le Prince Wassiltchikoff au Ministère de l'Agriculture, la nouvelle législation, complétée par une extension considérable de l'activité et des moyens de la « Banque des Paysans », donna des résultats d'une envergure et d'une rapidité surprises ; ces résultats furent tels que, à la veille de la révolution de 1917, on pouvait affirmer que la question agraire était en bonne voie d'être résolue et qu'il aurait suffi d'une période comparativement courte pour asseoir définitivement le régime agraire en Russie sur des bases solides ; le bouleversement social et économique qui suivit dans les campagnes russes la révolution politique détruisit, hélas ! ces magnifiques résultats, et nul ne peut prédire quand

(1) M. Krivochéine a été, par la suite, Président du Conseil des Ministres du Gouvernement du Général Wrangel.

et comment la Russie se relèvera du coup qui lui fut porté.

\*\*

Vers la mi-septembre, M. Stolypine fit paraître dans les journaux un long et vigoureux communiqué officiel résumant son programme politique ; tout en annonçant dans ce communiqué l'intention du Gouvernement de réprimer par les moyens les plus énergiques les attentats terroristes et de maintenir à tout prix l'ordre dans le pays, M. Stolypine y déclarait que « le but du Gouvernement ne saurait être modifié par les projets des criminels ». — « On peut tuer telle ou telle personne », y était-il dit, « mais il est impossible de tuer l'idée dont le Gouvernement s'inspire ; les crimes rendent le but final plus difficile à atteindre, mais ce ne sont que des *faits occasionnels* ! Le Gouvernement opposera la force à la violence ; mais il ne peut suspendre toute réforme et faire cesser toute vie pour porter son attention uniquement sur la répression de la révolution ; le Gouvernement sait qu'il a devant lui des questions diverses dont les unes seront résolues par la Douma et le Conseil de l'Empire, et d'autres, particulièrement urgentes, comme la question agraire et celle des restrictions religieuses, seront réglées immédiatement ». Suivait l'énumération des projets de loi qui devaient être soumis à la Douma. Ce communiqué se terminait par la déclaration particulièrement importante que le gouvernement comptait « s'appuyer sur la fraction libérale de la société qui devait désirer la tranquillité de l'État et non sa mise en péril ».

Les déclarations de M. Stolypine, naturellement conspuées par les partis libéraux extrêmes et révolutionnaires, produisirent dans le pays la meilleure impression ; quelques

semaines plus tard devait avoir lieu le premier anniversaire de la Charte constitutionnelle de 1905 ; les alarmistes se plaisaient à prédire à cette occasion des désordres et des démonstrations hostiles au Gouvernement ; il n'en fut absolument rien : en faisant abstraction des attentats terroristes qui continuaient sans interruption, mais qui, d'après l'expression de M. Stolypine, n'étaient que « des faits occasionnels », on sentait que le pays tout entier commençait à aspirer à l'ordre et à la tranquillité et à avoir confiance dans l'énergie aussi bien que dans la loyauté du Gouvernement.

A l'étranger, surtout en France et en Angleterre, l'opinion publique s'était montrée très sévère sur la dissolution de la Douma et n'avait accordé que peu de confiance aux débuts de M. Stolypine ; il n'en était que plus satisfaisant de constater que la presse européenne commençait à rendre justice à l'œuvre de ce Ministre ; voici l'appréciation que le *Journal des Débats* émettait sur cette œuvre au commencement de novembre :

Pour la première fois depuis le commencement de la crise russe, on a vu un gouvernement savoir ce qu'il voulait et le faire avec suite. M. Stolypine a déclaré qu'il imposerait l'ordre et qu'il réalisera des réformes, et il n'a pas cessé d'accomplir en même temps ces deux parties solidaires et inseparables de son programme. Certes, il a réprimé, et des âmes sensibles un peu trop portées à partager les illusions de Rousseau sur l'excellente nature de l'homme se sont indignées de l'emploi de procédés si grossiers. Nous n'avons jamais éprouvé les indignations inspirées par leur optimisme. Il nous est toujours apparu que, si le gouvernement, seul principe d'ordre dans un pays imaginatif, utopiste, presque absolument dépourvu des premiers éléments de l'éducation politique et des organes rudimentaires de la vie publique, était débordé, la Russie subirait une anarchie bien plus cruelle dans ses

résultats que les répressions capables de contribuer à l'éviter. Et nous ne parlons pas des dangers qu'aurait couru l'existence nationale de la Russie dans une telle crise : il est des esprits supérieurs pour lesquels une telle abstraction n'est que quantité négligeable. Le gouvernement de M. Stolypine a donc réprimé comme sa responsabilité l'obligeait à le faire ; il l'a malheureusement fait quelquefois un peu lourdement, comme le constatait notre correspondant de Saint-Pétersbourg. Mais, dans de telles conjonctures, un gouvernement ne saurait être un instrument de précision qui proportionne partout l'effort au résultat nécessaire à obtenir. On peut espérer que la coercition sera, avec les progrès de l'ordre et de la stabilité du gouvernement, ramenée aux limites convenables et utiles. Mais on doit surtout reconnaître que M. Stolypine a fait beaucoup pour l'apaisement en Russie, prouvant par des actes et non plus par des paroles que la répression, sans autre programme, n'était pas le dernier terme de sa politique. Il l'a accompagnée de réformes déjà très importantes. Il a assuré, avec de grandes modérations et facilités de paiement, de vastes étendues de terre aux paysans. Il a libéré les juifs de la plus lourde part des incapacités légales qui pesaient sur eux dans l'empire. Il a rendu au droit commun les millions de vieux croyants soumis à un intolérable régime d'exception. Et ces réformes ont paru à l'opinion entière un gage de la sincérité des tendances de cet homme ferme qui réprimait durement les anarchistes des diverses sortes, mais tenait en même temps ses promesses. Les déclarations constantes de M. Stolypine, que les élections auraient lieu et la Douma serait réunie, ont inspiré peu à peu confiance ; on a cessé de croire que l'obstruction du Ministre réduisait à néant la bonne volonté et les promesses du Tzar.

J'ai tenu à citer le jugement d'un grand journal français particulièrement compétent en matière de politique étrangère pour le cas où mon propre témoignage aurait paru trop optimiste et partial en faveur de l'œuvre accomplie par M. Stolypine au cours des quelques mois qui suivirent sa nomination à la tête du gouvernement. La majeure

partie des autres journaux français ainsi que de la presse anglaise eurent pour cette œuvre des appréciations tout aussi élogieuses : pour la première fois depuis le commencement du mouvement révolutionnaire, la situation en Russie semblait inspirer confiance à l'opinion publique européenne.

Je résolus de profiter de ces circonstances favorables pour faire un voyage à l'étranger : il était d'usage constant pour un Ministre des Affaires Étrangères nouvellement nommé, russe ou français, de profiter de la première occasion pour visiter la capitale du pays allié afin de s'y mettre en contact personnel avec les hommes du Gouvernement ; j'obtins donc de l'Empereur l'autorisation de me rendre à Paris où je devais être reçu par le Président de la République et m'entretenir avec les membres du Cabinet de M. Sarrien dans lequel M. Bourgeois était Ministre des Affaires Étrangères, M. Clémenceau Ministre de l'Intérieur et M. Briand Ministre des Cultes. Pour éviter de passer par Berlin, j'avais décidé de commencer par me rendre par une voie détournée en Bavière où ma famille, que je n'avais pas vue depuis cinq mois, se trouvait en villégiature sur les bords du lac de Tegernsee ; de là, ma femme devait m'accompagner à Paris ; mais, au retour, conformément à la tradition établie, je ne pouvais plus m'abstenir de toucher barre à Berlin où je devais être reçu par l'Empereur Guillaume et voir le Chancelier Prince de Bülow.

## IX

### NICOLAS II ET SON ENTOURAGE

C'est dans la retraite où je compose cet ouvrage et au moment même où j'allais aborder la tâche, difficile et délicate entre toutes, de fixer les traits de l'Empereur Nicolas II, qu'est venue me frapper la nouvelle de la mort lamentable du malheureux Souverain lâchement assassiné dans un coin éloigné de la Russie, séparé de la femme et des enfants qu'il avait si tendrement aimés, réduit, assure-t-on, à l'ombre de lui-même par plus d'une année de souffrances morales et de privations. Le premier effet de ce coup fut de me faire tomber la plume de la main : pouvais-je, devant cette tombe encore fraîche, prononcer un jugement sur Nicolas II et, — tout en voulant défendre sa mémoire contre la calomnie, ce que je ne puis faire qu'en disant tout ce qui me paraît être la vérité sur son compte, — toucher peut-être maladroitement à des cœurs sanglants qui — on voudrait, malgré de sinistres rumeurs, l'espérer encore — n'ont pas cessé de battre et de souffrir ?

Voici ce qui me décide à ne pas reculer devant cette tâche :

Le monde, secoué depuis quatre années par tant d'événements tragiques, accueillit la nouvelle de l'assassinat de Nicolas II avec une sorte d'indifférence ; la plupart des journaux dans les pays de l'Entente ne lui consacrèrent que de courtes nécrologies : on avait l'impression que leurs auteurs s'abstenaient par une espèce de pudeur d'exprimer toute leur pensée, et l'on sentait que cette réserve cachait des jugements accablants pour la mémoire du défunt Souverain. A cette règle de « la conspiration du silence » il y eut cependant une exception retentissante : le *Daily Telegraph*, de Londres, publia une série d'articles signés par le docteur E.-J. Dillon et dont la substance était empruntée au livre du même auteur : *The Eclipse of Russia* ; non seulement ces articles contenaient un violent réquisitoire contre la politique et les actes publics de Nicolas II, mais on y trouvait de lui un portrait qui faisait apparaître sa figure morale sous les traits les moins sympathiques, pour ne pas dire plus. Le docteur Dillon étant doué d'un talent d'écrivain remarquable et ayant acquis une grande autorité pour tout ce qui touche à la Russie, il était à craindre que son jugement ne s'imposât à la grande opinion publique déjà influencée dans le même sens par d'autres écrits dus à des plumes moins renommées ; car, depuis la chute de la Monarchie russe, il y a eu toute une floraison de livres dont les auteurs se sont adonnés à la tâche facile de ramasser et de joindre bout à bout, sans les soumettre à la moindre critique, tous les racontars de nature à noircir sa mémoire.

Il m'a semblé que, en présence d'appréciations aussi erronées, il était de mon devoir d'apporter sans retard au débat un témoignage basé sur des observations personnelles ; ce témoignage sera, je l'espère, d'autant plus

valable que, à aucun moment de ma collaboration avec Nicolas II, je n'ai été aveugle aux erreurs de sa vie publique et que j'ai la conscience d'avoir épuisé tous les moyens pour le détourner des tendances qui devaient fatallement l'amener à sa perte et causer en même temps la perte de la Russie ; plutôt que de m'associer à ces tendances, j'ai préféré, à un moment donné, quitter le pouvoir, et nul plus que moi n'a été — et n'est encore — sévère pour les défaillances de Nicolas II en tant que Souverain et Maître des destinées de son peuple ; mais je n'en éprouve que plus impérieusement le besoin de proclamer que, comme homme, il inspirait, par un ensemble de rares qualités de cœur et de traits charmants de caractère, un sentiment d'intense sympathie que j'ai partagé avec tous ceux qui l'ont connu de près ; même après m'être séparé de lui sur le terrain politique, je n'ai jamais cessé de lui porter le plus profond et le plus fidèle attachement, et sa fin tragique m'a causé une des émotions les plus dououreuses de ma vie.

Il faut, en thèse générale, avoir vécu dans la proximité immédiate d'un Souverain et respiré l'odeur d'une Cour pour être à même de juger certains phénomènes psychologiques qui ont leur source dans des conditions spéciales qu'on ne trouve pas ailleurs ; s'il est vrai qu'un Souverain ne voit les hommes et les choses qu'à travers une atmosphère factice qui les déforme, d'autre part lui-même est rarement aperçu tel qu'il est et non comme le représente la légende. L'erreur commune aux auteurs de livres dans le genre de ceux dont j'ai parlé plus haut est de croire qu'il est possible de se rendre compte d'un caractère aussi compliqué et fuyant que celui de Nicolas II d'après des documents et des récits de seconde main ; une vision juste de sa personnalité est d'autant plus

malaisée, qu'il s'est toujours confiné dans un cercle particulièrement restreint et n'a été véritablement connu de près que par un très petit nombre de personnes.

Ce qui est curieux, c'est que même la personne physique de Nicolas II a prêté à des descriptions inexactes : on a exagéré comme à dessein l'exiguïté de sa taille et son apparence chétive ; lorsqu'il se trouvait au milieu des membres de la nombreuse famille impériale, tous de haute stature, il frappait, en effet, comme étant de petite taille ; il différait aussi complètement de ses oncles et cousins par la coupe de son visage qu'il avait héritée, en même temps que la petitesse de sa taille, de sa mère, princesse danoise ; seul de toute la famille impériale, il n'accusait aucun des traits distinctifs du type si connu des Romanoff (1).

La haute stature et la remarquable beauté de la plupart des membres de la famille impériale russe furent un apport de la femme de Paul I<sup>e</sup>, une princesse de Wurtemberg-Montbéliard (Paul I<sup>e</sup> lui-même était d'une laideur si prononcée que, lors de son arrivée à Paris en 1782, sous le nom de Comte du Nord, le public français ne pouvait s'empêcher d'en faire tout haut la remarque sur son passage). Ce trait distinctif de beauté atteignit sa perfection dans la personne de l'Empereur Nicolas I<sup>e</sup> qui, dans sa jeunesse, ressemblait, d'après la description d'un

(1) Il est à remarquer que la famille impériale russe actuelle ne descend des Romanoff que par les femmes ; la descendance de Pierre-le-Grand s'étant éteinte avec l'Impératrice Elisabeth, le trône de Russie échut à un Duc de Holstein-Gottorp, dont la mère était fille du grand réformateur et qui, sous le nom de Pierre III, devint l'autour de la lignée impériale russe. S'il est vrai, d'autre part, que la naissance de Paul I<sup>e</sup>, successeur de Pierre III, fut irrégulière et que son véritable père était un gentilhomme de la cour du nom de Saltykoff, les membres de cette lignée n'ont pas une goutte de sang des Romanoff dans leurs veines ; les Mémoires de la Grande Catherine, épouse de Pierre III et mère de Paul I<sup>e</sup>, Mémoires dont l'authenticité n'est plus mise en doute, semblent confirmer cette version.

contemporain, à un « héros grec », et se maintint à travers trois générations ; le père de Nicolas II, l'Empereur Alexandre III, n'était pas beau de visage, mais il avait une taille imposante et une force physique extraordinaire.

Lorsque l'Empereur Nicolas II monta sur le trône, il produisit donc l'impression d'être d'une tout autre race que ses prédécesseurs. D'une apparence, au premier coup d'œil, insignifiante, il n'avait aucun des dons physiques extérieurs qui impressionnent la foule ; il fallait l'approcher de près pour s'apercevoir que, s'il n'était pas grand, il était bien pris dans sa taille, souple dans ses mouvements, et plus robuste qu'il ne le paraissait à première vue.

Les personnes les moins partiales pour Nicolas II n'ont jamais contesté le charme de son visage, la douceur d'expression de ses yeux qu'on a comparés à ceux d'une gazelle, et l'absolue simplicité de son maintien ; personnellement, j'en ai subi toute la séduction, et jamais d'une manière plus intense que lorsqu'il m'est arrivé de le voir en présence de l'Empereur Guillaume qui formait, par sa bruyante exubérance et son abord théâtral, un contraste complet avec lui ; mais l'espèce de grâce caline qui émanait de sa personne ne rayonnait pas au delà du cercle restreint qui l'entourait et ne pouvait pas lui attirer la grosse popularité qui allait au Souverain allemand. Il ne l'a d'ailleurs jamais recherchée.

L'Empereur Nicolas II était-il naturellement doué et intelligent ? Je n'hésite pas à l'affirmer. Il m'a toujours frappé par la facilité avec laquelle il saisissait chaque nuance d'un argument qu'on développait devant lui et par la clarté qu'il mettait à exprimer ses propres idées ; je l'ai toujours trouvé accessible à un raisonnement ou à une démonstration logique ; s'il suivait ensuite une voie opposée, ce n'était pas faute d'avoir compris ou d'avoir vu

juste, mais parce que, entre temps, il avait subi l'influence d'une volonté plus forte que la sienne ; il possédait d'ailleurs à un degré supérieur un don qui ne va jamais sans l'intelligence, celui du tact, dont on a dit que c'est « l'intelligence du cœur ».

Mais ce qui neutralisait malheureusement les effets de l'intelligence naturelle de Nicolas, c'était l'absence en lui d'une instruction et d'une culture intellectuelle supérieures. Il me paraît jusqu'à ce jour complètement incompréhensible qu'un prince destiné dès son berceau à gouverner un des plus vastes Empires du monde ait pu être laissé sans aucune préparation sérieuse à la tâche écrasante qu'il avait devant lui ; mais il n'est que juste de reconnaître que la responsabilité n'en retombe pas entièrement sur lui.

Tandis que l'Empereur Nicolas I<sup>r</sup>, admirateur convaincu du caporalisme prussien, avait eu cependant l'esprit de confier l'éducation de son fils aîné à l'un des hommes les plus éminents de son temps, le poète Joukowski, ami de Pouchkine et de sa pléiade d'écrivains, et dont l'œuvre poétique fait encore bonne figure dans la littérature russe, l'Empereur Alexandre III choisit comme précepteur pour le jeune héritier de la couronne un obscur général, du nom de Danilowitch, que rien ne semblait désigner pour d'aussi importantes et délicates fonctions, si ce n'étaient ses convictions ultra conservatrices ; encore ce général ne fut-il précepteur que de nom et n'exerça-t-il aucune influence réelle sur la direction des études de son élève qui paraissent avoir été complètement abandonnées au hasard. D'autre part, Alexandre III n'admettait entre lui, sa femme et ses enfants, la présence d'aucun instituteur ou institutrice ; une exception avait été cependant faite en faveur d'un précepteur anglais, M. Heath, qui

était entré dans l'intimité de la famille impériale et qui fut le véritable éducateur de Nicolas II.

Le hasard a fait que j'ai connu M. Heath et que je puis même me considérer comme étant son élève presque au même titre que l'Empereur Nicolas II ; en effet, ce charmant homme, doué de rares qualités de cœur, avait été précepteur au Lycée Impérial précisément pendant les années que j'y ai passées en qualité d'élève interne ; malgré sa grande sévérité, il était adoré par la jeunesse dont il avait la charge et dans laquelle il cherchait à développer par tous les moyens les sentiments d'honneur et de devoir. Il n'était pas sans instruction et était doué de quelque talent (il était très bon aquarelliste) ; mais son domaine de prédilection était celui des jeux en plein air et des exercices athlétiques dont il tâchait d'inculquer le goût à ses élèves. C'est à lui que Nicolas II dut sa parfaite connaissance de la langue anglaise et son adresse à tous les genres de sport ; mais M. Heath, qui ne parlait presque pas le russe et n'avait pas fait lui-même d'études universitaires, n'avait, bien entendu, aucune des connaissances nécessaires pour préparer l'héritier du trône à son rôle de futur Souverain de la Russie.

J'ai eu souvent l'occasion de causer de son Impérial élève avec M. Heath qui vécut encore assez longtemps en Russie après avoir terminé ses fonctions à la Cour. Il m'a toujours parlé de Nicolas II avec la plus chaude affection, je dirais même avec une tendresse touchante, insistant surtout sur sa grande simplicité et sur la délicatesse de ses sentiments : M. Heath lui-même n'ayant rien eu du courtisan et se distinguant par une droiture et une franchise plutôt un peu rudes, la sincérité de son témoignage ne saurait être mise en doute. J'ai pu constater par la suite, lorsque j'entrai à mon tour en contact direct

avec Nicolas II, combien les moindres détails de ce qu'il m'avait dit sur son compte étaient exacts et finement observés. De son côté, l'Empereur conserva toujours à son ancien précepteur un réel attachement ; il m'en parlait souvent, et comme il savait qu'au Lycée j'avais été un de ses élèves préférés et que je lui gardais le souvenir le plus reconnaissant, ce sentiment que nous avions en commun pour cet excellent homme contribua peut-être, au début de mes relations avec le Souverain, à établir entre nous un lien d'une nature particulière.

Si l'on veut se rendre un compte exact de certains côtés du caractère et de la mentalité de l'Empereur Nicolas II, il faut avant tout se placer par la pensée dans le milieu dans lequel se sont écoulées son enfance et sa jeunesse jusqu'au jour où, à l'âge de 26 ans, il monta sur le trône, après la mort inattendue de son père ; ce milieu était entièrement dominé par la puissante personnalité de l'Empereur Alexandre III, dont la volonté s'imposait d'une manière absolue à tous ceux qui l'entouraient.

La carrure et la force herculéenne d'Alexandre III semblaient exclure toute possibilité d'un prochain changement de règne ; aussi le jeune héritier du trône ne recevait-il aucune instruction propre à le préparer au rôle de Souverain ; il n'était admis à aucune participation aux affaires de l'État ; d'un caractère naturellement timide et réservé, d'une apparence extrêmement juvénile, il continua, même après être sorti de l'adolescence, à être traité par ses parents en petit garçon ; il ne fut jamais véritablement le « Tzarewitch » (titre porté en Russie par l'héritier du trône) ; jusqu'au jour de la mort de son père il resta aux yeux de la famille et de son entourage « Nicky », charmant et doux jeune homme, aimant les sports et la littérature, (il avait une mémoire extraordi-

naire pour les vers), mais tout à fait étranger à la vie politique de son pays.

La seule occasion que l'héritier du trône eut de se montrer dans un rôle indépendant fut le voyage qu'il fit en Extrême-Orient ; ce voyage, s'il avait été autrement organisé, aurait certainement pu contribuer à développer l'intelligence naturelle de Nicolas II et à lui faire acquérir quelques-unes des notions qui lui manquaient ; malheureusement, au lieu de le faire accompagner d'hommes ayant l'expérience et les connaissances spéciales voulues, on plaça à la tête de sa suite, composée de jeunes et brillants officiers aux Gardes, un courtisan — le général Bariatinski — fort aimable et galant homme, mais totalement dénué des qualités et de l'instruction nécessaires pour diriger un pareil voyage. La Cour de Londres, mieux avisée, adjoignit à l'héritier du trône russe, pendant la durée de son séjour aux Indes, un homme particulièrement compétent, Sir Donald Mackenzie Wallace, dont j'ai déjà parlé dans un chapitre précédent ; il fut extrêmement apprécié par le Tzarewitch qui ne demandait qu'à s'instruire et à se rendre un compte raisonné de ses nouvelles expériences.

On sait que Nicolas II, poursuivi pendant toute sa tragique existence par une espèce de fatalité, fut, pendant son séjour au Japon, victime d'un attentat de la part d'un Japonais fanatique qui lui porta un coup de sabre à la tête ; amorti par la canne de son cousin, le Prince Georges de Grèce, qui, se trouvant tout près du Tzarewitch, s'élança à son secours, ce coup causa une blessure assez profonde, mais sans gravité réelle. On a prétendu que cette lésion eut pour conséquence, par la suite, d'affaiblir les facultés intellectuelles de Nicolas II ; cette assertion est absolument fausse. Détail curieux : je tiens de l'Em-

pereur lui-même qu'après cet accident il se trouva débarrassé pour toujours de fréquents maux de tête auxquels il était sujet depuis son enfance.

Mais, si l'attentat de Kioto ne laissa pas de traces fâcheuses sous le rapport physique, je crois qu'il inspira à Nicolas II, à l'égard du Japon, un sentiment d'antipathie, je dirai même de rancune, qui ne fut peut-être pas étranger à la politique qu'il suivit en Extrême-Orient et qui eut son épilogue dans la guerre russo-japonaise.

Élevé dans un esprit d'effacement et d'obéissance passive, Nicolas II conserva sa vie durant à la mémoire de son père un culte presque superstitieux. On sait que l'Empereur Alexandre III personnifiait l'idée du pouvoir monarchique absolu et qu'il gouverna la Russie pendant treize ans d'une main de fer, en lui appliquant un système étroit de conservatisme et de centralisation bureaucratique. L'ensemble de ce système fut érigé en dogme par les anciens conseillers de ce monarque qui restèrent tous en place au début du nouveau règne et qui mirent tous leurs efforts à maintenir le jeune Empereur dans le respect de ce qu'ils appelaient « les traditions léguées par le Tzar Pacificateur ». Toute velléité de la part de Nicolas II de s'affranchir de ces traditions était tellement étouffée par son entourage que — on peut presque le dire sans métaphore, — pendant les premières années du nouveau règne, l'Empire russe continua à être gouverné par l'ombre de l'Empereur défunt. Hélas ! il n'y a aucune exagération à ajouter que, plus tard, lorsque les conseillers d'Alexandre III eurent cédé leurs places à des hommes choisis par Nicolas II lui-même, cet Empire ne fut pas gouverné du tout, ou le fut de la manière incohérente qui a été décrite plus haut.

Le culte de l'Empereur Nicolas II pour la mémoire

de son père prenait, en certaines occasions, des formes assez inattendues : ainsi, il ne voulut jamais, lui, le chef suprême de l'armée russe, assumer dans les rangs de cette armée un grade supérieur à celui de Colonel, qu'il avait atteint sous le règne précédent ; cet acte de piété filiale, touchant, mais un peu puéril, ne contribua nullement à rehausser son prestige dans les milieux militaires ; il resta toujours désigné dans ces milieux comme « le colonel », ce sobriquet prenant à la longue une nuance de moquerie dédaigneuse.

La mort de l'Empereur Alexandre III, survenue plus tôt qu'on ne pouvait s'y attendre, avait ranimé les espoirs du grand parti libéral russe tenu en échec pendant les treize années de règne de ce Souverain et qui, banni de la Cour et de tous les emplois bureaucratiques, avait trouvé un refuge et un champ d'activité dans les Zemstvos provinciaux. Dans ce milieu, on pensait que le jeune Empereur, dont on vantait volontiers à cette époque l'intelligence et l'esprit de douceur, pourrait bien adopter, comme cela s'est si souvent vu tant en Russie que dans d'autres pays monarchiques, une ligne de conduite différente de celle de son prédécesseur. La possibilité se présentait de faire connaître au nouveau Souverain les aspirations libérales qui étaient celles, on peut l'affirmer, de la grande majorité des Russes éclairés. On résolut de profiter, à cet effet, de l'audience que l'Empereur devait accorder, peu de jours après son avènement au trône, aux représentants des Zemstvos chargés de lui apporter les félicitations et les vœux de ces assemblées.

La revendication d'un régime constitutionnel, plus ou moins clairement exprimée dans les adresses de presque tous les Zemstvos, était surtout nettement formulée : il qualifiait de « rêves insensés » les aspirations de Zems-

tvos, dans celle du Zemstvo de la Province de Tver qui était connu par ses tendances libérales et qui, de ce chef, était particulièrement mal vu à la Cour; c'est en réponse à cette dernière adresse que Nicolas II prononça son discours célèbre, dans lequel il qualifiait de « rêves insensés » les aspirations des Zemstvos, pourtant présentées sous la forme la plus modérée et la plus respectueuse, et déclarait sa ferme intention de garder intact le pouvoir absolu qu'il avait hérité de son père.

Voici comment le docteur E. J. Dillon raconte la scène qui se passa au Palais d'Hiver le jour où les représentants des Zemstvos vinrent y présenter leurs hommages à l'Empereur Nicolas :

L'autocrate s'avança pompeusement dans la salle brillamment éclairée, le sourcil froncé, les lèvres fortement pincées, et, se tournant avec colère vers les hommes choisis par la nation, leur ordonna de renoncer à des idées chimériques qu'il n'accueillerait jamais.

En réalité, — je regrette d'avoir à contredire mon ami le docteur Dillon sur ce point, — les choses se passèrent de toute autre façon. Je tiens de plusieurs témoins de la scène que, loin d'aborder les représentants des Zemstvos d'une manière pompeuse et sur un ton hautain, l'Empereur Nicolas les frappa par son maintien timide et embarrassé, et que c'est d'une voix mal assurée qu'il lut le papier qu'il tenait à la main et qui contenait le fameux discours. Voici, d'autre part, ce que je sais, *de source absolument sûre*, sur les préliminaires de ce discours. La réponse à faire aux Zemstvos avait fait l'objet de vives discussions entre l'Empereur et son entourage. Nicolas II hésitait personnellement à leur rompre en visière et penchait vers des paroles moins péremptoires; mais ses conseillers, au

premier rang desquels se trouvait M. Pobiedonostzeff, lui représenterent qu'il devait à la mémoire de son père de maintenir avec fermeté les « traditions » du règne précédent et de couper court à toute velléité libérale; ce fut M. Pobiedonostzeff qui rédigea le discours que l'Empereur reçut de ses mains au dernier moment avant d'entrer dans la salle d'audience : il le lut en balbutiant et certainement sans se rendre un compte exact de sa portée.

Si l'on songe à l'immense retentissement que ce discours, rapporté par les représentants des Zemstvos à leurs commettants, dut avoir aussitôt dans les recoins les plus éloignés de la Russie, on comprendra mon assertion que ce premier contact entre Nicolas II et son peuple marque l'origine du malentendu qui ne cessa jamais, depuis ce jour, de régner entre le Souverain et la nation russe et qui eut son épilogue, vingt-trois ans plus tard, dans l'abdication de Pskoff.

Nous venons de voir que la réponse de l'Empereur aux Zemstvos eut pour auteur M. Pobiedonostzeff, qui avait conservé sous le nouveau règne les fonctions de Procureur Général du Saint-Synode (ou Ministre des Cultes). Cet homme fut véritablement le mauvais génie de Nicolas II qu'il réussit à soumettre entièrement à son influence. Je n'ai pas à faire ici le portrait de ce sinistre personnage, qui quitta la scène politique le jour même où j'entrai dans le premier Cabinet constitutionnel russe et dont la figure est suffisamment familière au public européen; il m'eût d'ailleurs fallu consacrer à cette tâche non seulement un chapitre, mais un volume entier. Je me bornerai donc à dire que M. Pobiedonostzeff a toujours personnifié à mes yeux tout ce qu'il y avait de plus détestable dans la vieille bureaucratie russe et que c'est surtout lui, bien plus que l'Empereur Nicolas II lui-même, que je tiens

pour responsable des erreurs du règne de ce malheureux Souverain. J'ajouterais que à chacune des occasions où il m'est arrivé d'être personnellement en contact avec lui — et ces occasions furent assez fréquentes lorsque je représentais le Gouvernement russe auprès du Vatican, — il s'est produit entre nous des heurts violents, et que c'est jusqu'à ce jour pour moi un sujet de satisfaction d'avoir soutenu contre lui, à une époque où il y avait quelque risque à le faire, la cause de la liberté religieuse en Russie.

Parmi les hommes de second ordre, mais dont l'emprise sur l'esprit de Nicolas II, dès le début de son règne, ne fut peut-être pas moins fatale que celle de M. Pobiedonostzoff, je crois devoir mentionner le Prince Mestchersky, propriétaire et unique rédacteur du journal ultra-révolutionnaire *Le Grajdanine*. Ce personnage énigmatique, grand seigneur de naissance, journaliste — et journaliste de grand talent — par vocation, avait joué à la Cour et dans l'intimité de l'Empereur Alexandre III un rôle très influent, resté d'autant plus inexpliqué que sa réputation scandaleuse — son rôle faisait l'exact pendant de celui tenu à la Cour de Berlin par le Prince Eulenbourg — contrastait singulièrement avec la pureté de mœurs qui distinguait le père de Nicolas II, tout comme Nicolas II lui-même.

Le Prince Mestchersky, qui s'était dès son jeune âge voué au journalisme, ne brigua jamais d'emploi bureaucratique ou de position officielle à la Cour ; il n'en exerça pas moins, sous le règne de l'Empereur Alexandre III, une action directe sur les affaires de l'Etat ; c'est dans la salle de rédaction du *Grajdanine* et dans son salon, où il recevait une fois par semaine, le soir, que se préparaient les candidatures ministrielles et les projets des mesures réactionnaires qui marquèrent ce règne. Ces réceptions du

mercredi, auxquelles je n'ai d'ailleurs jamais eu le privilège d'assister, avaient, paraît-il, un aspect des plus hétérogènes : on y voyait des Ministres d'Etat, de hauts fonctionnaires en mal de portefeuille, des Généraux, des prélats, des journalistes, et, mêlés à eux, des éphèbes aux allures décadentes auxquels la protection de l'amphithéâtre avait ouvert les portes des carrières les plus variées, sans en excepter la diplomatie (1).

Sous le nouveau règne, le Prince Mestchersky n'exerça pas une action aussi directe sur les affaires et ne fut pas, comme sous le règne précédent, un intime de la Cour ; mais son influence sur l'esprit de l'Empereur Nicolas II fut toujours très grande, surtout dans le domaine de la politique intérieure ; dans celui de la politique étrangère, Nicolas II sut, heureusement, se soustraire aux efforts qu'il fit pour le détacher de l'alliance française et pour l'aiguiller vers l'Allemagne. Lorsque j'eus entrepris l'œuvre de rapprochement avec l'Angleterre et le Japon, le *Grajdanine* s'y montra violemment contraire, et son action systématique pour l'entraver me causa de sérieuses préoccupations. Lorsque en venant faire mon rapport à l'Empereur, je voyais ce journal sur sa table et que je lui demandais ce qu'il pensait de la dernière diatribe du Prince Mestchersky contre moi et contre ma politique, il répondait en riant qu'il n'y attachait aucune importance et que je ne devais pas m'en inquiéter ; il n'en était pas moins vrai que ces articles, écrits avec beaucoup de verve et de

(1) Lorsqu'après avoir succédé au Comte Lamsdorff je me vis obligé d'exclure du Ministère des Affaires Etrangères quelques-uns de ces protégés du Prince Mestchersky, la rédaction du *Grajdanine* devint le centre le plus actif des intrigues dirigées contre ma personne et contre ma politique ; il n'y eut, pendant mes quatre années de Ministère, presque pas un numéro de ce journal qui ne contint contre moi une attaque violente et qui ne me dénonçât comme un « Cadet déguisé » et presque comme un complice des révolutionnaires.

talent, l'impressionnaient beaucoup et m'astreignaient à un véritable travail de sisyphe pour en combattre les effets.

C'est en mai 1896, à l'occasion de son couronnement à Moscou, que l'Empereur Nicolas II prit pour la seconde fois contact avec son peuple ; cette occasion ne lui fut pas plus favorable que la première : la fatalité, qui a pesé sur toute l'existence du malheureux Souverain, semble l'avoir saisie pour marquer d'avance le sort tragique de son règne ; on sait que les fêtes du couronnement de Nicolas II furent assombries dès leur début par une catastrophe toute semblable à celle qui s'est produite pendant les réjouissances populaires organisées à Paris en 1770 à l'occasion du mariage de Louis XVI ; la même cause, une irrémédiable incurie administrative, eut pour suites les mêmes effets : une foule énorme sur un emplacement trop restreint qu'on avait omis d'aménager pour la circonstance, prise d'une panique subite, et faisant d'innombrables victimes dans sa fuite désordonnée.

La catastrophe de Moscou, sur laquelle il m'a été donné de recueillir à l'époque même des renseignements particulièrement précis, a prêté à des récits et surtout à des commentaires fort inexacts. D'après le docteur Dillon, l'événement se serait produit en présence de l'Empereur Nicolas, au moment où le couple impérial prenait place sur la tribune officielle, salué par la musique militaire jouant l'hymne national et où « un demi-million de voix acclamait le jeune autocrate de la sainte Russie et son épouse » ; l'auteur continue en insinuant que l'Empereur se montra très peu sensible à cette calamité publique et explique par l'incapacité de Nicolas II de se rendre compte de la force de l'opinion publique, le fait que ce désastre n'interrompit pas le cours des dîners et des bals qui se

succéderent à la Cour et aux Ambassades étrangères jusqu'à la fin des festivités.

Voici le témoignage que je crois de mon devoir d'apporter sur ce sujet :

J'étais, à cette époque, Ministre de Russie auprès du Vatican, et, comme le Pape Léon XIII s'était fait représenter aux fêtes du Couronnement par un Ambassadeur extraordinaire, Mgr Agliardi, le Ministre des affaires Etrangères russe, le Prince Lobanoff, m'avait invité à me rendre également à Moscou pour y veiller aux détails protocolaires particulièrement compliqués et délicats que comportait la présence d'un Nonce apostolique. Ayant, en plus de mon grade dans le service diplomatique, la qualité de Chambellan de la Cour Impériale, je devais en même temps accomplir les fonctions de cette charge pendant la cérémonie du sacre. Je partageais à Moscou l'appartement de mon cousin, M. N. Mouravieff, qui était à cette époque Ministre de la Justice, et je voyais tous les jours intimement le Comte Pahlen, oncle de ma femme, revêtu, pour la durée du couronnement, de la dignité de grand-maître suprême des cérémonies, c'est-à-dire que j'étais particulièrement bien placé pour suivre de près les moindres détails de ce qui se passait dans les coulisses de la politique et de la vie intime de la Cour.

La catastrophe se produisit à une heure très matinale et bien avant celle où l'Empereur et la Cour Impériale devaient se rendre sur l'emplacement réservé à la fête populaire ; quelques instants après, presque à l'aube, mon cousin, averti par le téléphone, vint me réveiller dans ma chambre pour me raconter ce qui venait d'arriver et pour me proposer de l'accompagner sur le lieu du sinistre où il était appelé en sa qualité de Procureur Général de l'Empire.

Aujourd'hui encore, après vingt-deux ans révolus, je ne puis sans un frisson d'horreur évoquer le souvenir du spectacle qui nous attendait, M. Mouraviéff et moi, sur le « Hodynskoié-Polié » (c'est ainsi qu'on appelle le champ de parade où avait lieu la fête). Mes lecteurs comprendront combien il me serait pénible de m'attarder aux détails de ce spectacle ; il suffira que je dise que, en attendant l'arrivée du Ministre de la Justice qui devait faire les premières constatations, on s'était borné à porter secours aux blessés et aux agonisants, mais qu'on n'avait déplacé aucun des morts dont le nombre dépassait trois mille et qui gisaient en masses compactes devant les guichets où on devait distribuer au peuple des vivres et des cadeaux ; je passai la plus grande partie de la journée sur ce champ de mort et de désolation, tâchant d'aider de mon mieux au sauvetage des victimes, et ne rentrai que le soir en ville où m'appelaient les devoirs de ma charge.

Les jours qui suivirent, je n'eus pas l'occasion d'approcher personnellement l'Empereur ; mais, par M. Mouraviéff et par le Comte Pahlen, ainsi que par quelques personnes de l'intimité de la Cour, j'étais au courant des moindres détails du contre-coup produit par la catastrophe au palais du Kremlin. Eh bien ! je puis l'affirmer en toute connaissance de cause, loin d'y rester indifférent, Nicolas II s'en montra profondément affecté, et son premier mouvement — le bon — fut d'ordonner la suspension des fêtes et de se retirer dans un des monastères des environs de Moscou pour y faire un acte public de contrition et de piété ; cette question fut vivement débattue dans son entourage. Tandis que des hommes comme le Comte Pahlen soutenaient énergiquement cette résolution et conseillaient à l'Empereur de frapper, sans aucun égard pour leur situation, les personnes responsables —

en premier lieu le Grand-Duc Serge, oncle de l'Empereur et Gouverneur Général de Moscou, — d'autres, avec MM. Pobiedonostzeff et consorts, lui représentaient qu'en agissant ainsi on jetterait le désarroi dans l'esprit du peuple et on produirait une mauvaise impression sur les nombreux Princes et représentants étrangers réunis à Moscou ; enfin que en reconnaissant publiquement la faute d'un membre de la famille impériale, on porterait atteinte au principe monarchique. Comme bien souvent depuis, ce furent, hélas ! les mauvais conseils qui prévalurent. Les fêtes suivirent leur cours. Le soir même de la catastrophe, il devait y avoir bal à l'Ambassade de France en présence du couple impérial et de toute la Cour ; l'Ambassadeur, Marquis de Montebello et sa femme, tous deux particulièrement aimés dans la société russe et qui étaient naturellement au courant de ce qui passait au Kremlin, attendaient anxieusement de recevoir l'avis que les Souverains ne paraîtraient pas à leur fête et s'apprêtaient à décommander les invités : cet avis ne vint pas et ils durent, bien malgré eux, ouvrir les portes de leur hôtel dans ce jour de deuil national. J'assistais à ce bal et je garde encore le souvenir de l'atmosphère lugubre qui y régnait. On lisait clairement sur les traits de l'Empereur et de l'Impératrice l'effort qu'ils faisaient pour paraître en public ; il y eut des personnes pour blâmer l'Ambassadeur de France de n'avoir pas pris l'initiative de décommander son bal. Je suis à même d'attester que le Marquis et la Marquise de Montebello, tous les deux doués d'une sensibilité et d'un tact parfaits, furent obligés, bien à contre-cœur, de subir la décision prise en haut lieu sous l'influence des déplorables conseils que j'ai mentionnés.

Ce fut le Comte Pahlen, ancien ministre de la Justice

sous le règne libéral de l'Empereur Alexandre II, vieillard imposant, connu pour son esprit d'indépendance et de droiture, que l'Empereur Nicolas chargea personnellement de faire une enquête sur les causes de la catastrophe et de fixer les responsabilités encourues. Grâce à mon intimité avec lui, je pus suivre presque jour par jour ses investigations et je fus frappé une fois de plus à cette occasion de l'étrange division qui régnait en Russie entre les diverses administrations. Dans l'espèce, la fête populaire, qui devait réunir près d'un million de personnes, avait été organisée par deux pouvoirs distincts : le Grand-Duc Serge, Gouverneur Général de Moscou, et le Comte Vorontzoff-Daschkoff, Ministre de la Cour, qui se contrecarrèrent mutuellement et se rejetèrent l'un sur l'autre la responsabilité. Il fut établi que, si le Grand-Duc Serge n'était pas seul coupable, il l'était suffisamment pour encourir une peine disciplinaire sévère : le Comte Pahlen n'hésita pas à la réclamer, mais se heurta à une véritable levée de boucliers de la part de la majorité des autres Grands-Ducs et du parti ultra-monarchique, qui remportèrent d'autant plus facilement la victoire qu'il s'agissait du beau-frère de l'Impératrice : le Grand-Duc Serge, dont il sera question plus loin, et qui, dès cette époque, exerçait une grande influence sur Nicolas II, était marié à la Princesse Elisabeth de Hesse, sœur de l'Impératrice Alexandra, créature angélique, qui après la mort tragique de son mari (tué par les terroristes en 1905) se confina dans une vie presque monastique, consacrée tout entière aux œuvres d'une charité active. En fin de compte, on négligea que contre quelques sous-ordres, et le Grand-Duc, resté indemne, continua à gouverner l'antique Capitale russe, dont le public volontiers frondeur le baptisa de « Prince Hodynsky » en souvenir du lieu du sinistre.

La catastrophe qui marqua le couronnement de l'Empereur Nicolas fut considérée dans le public comme de très mauvais augure pour l'avenir de son règne et pour sa propre destinée ; on y vit naturellement un présage d'événements semblables à ceux auxquels succomba Louis XVI. Il y avait eu, d'ailleurs, peu de jours auparavant, un incident qui resta à peu près inconnu mais qui, s'il avait été ébruité, aurait encore renforcé cette impression.

Je fus personnellement témoin de cet incident, et voici dans quelles circonstances : en ma qualité de Chambellan de la Cour, l'Empereur m'avait désigné pour l'assister pendant son sacre ; ma fonction consistait à soutenir, en compagnie de cinq autres Chambellans, le manteau impérial en drap d'or doublé d'hermine, long de quatre ou cinq mètres, que l'Empereur revêtait rituellement après avoir reçu des mains du Métropolite de Moscou le sceptre et le globe et avant de ceindre la couronne Impériale. Au moment le plus solennel de la cérémonie, tandis que Nicolas, suivi de ses assistants, couronne en tête et manteau impérial aux épaules, s'avancait à travers la nef de la Cathédrale vers le grand autel pour recevoir l'onction qui le sacrerait Empereur, un chaînon en brillants du collier de l'Ordre de Saint-André passé par-dessus le manteau se détacha et tomba à ses pieds ; l'un des Chambellans qui soutenaient le manteau le ramassa et le passa au Ministre de la Cour, Comte Worontzoff, qui se trouvait tout près et qui le mit dans sa poche ; le tout se passa très rapidement et ne fut aperçu que des personnes qui entouraient l'Empereur. Comme je l'ai dit plus haut, j'étais de ce nombre et ne perdis rien de cet incident dont je suis peut-être actuellement le seul témoin survivant. Après la cérémonie, tous ceux qui l'avaient remarqué durent promettre de n'en parler à personne, et, chose curieuse, il

resta complètement ignoré du public ; moi-même je le révèle ici pour la première fois.

Si je me suis arrêté à cet incident qui pourrait paraître insignifiant à des esprits positifs, c'est que, — j'en ai la certitude, — il produisit une profonde impression sur l'Empereur Nicolas et contribua, peut-être, à développer sa tendance naturelle au fatalisme et à la superstition : il y vit un avertissement d'épreuves qu'il était décidé d'avancer à accepter comme venant de la volonté divine et qu'il subit, en effet, par la suite avec un calme et une résignation extraordinaires.

Les quelques années qui suivirent le couronnement de Moscou furent les seules à présenter un tableau de calme et de prospérité relatifs ; c'est pendant cette période que le caractère de Nicolas II se développa peu à peu pour prendre sa forme définitive, vers l'époque marquée par les prodromes du mouvement révolutionnaire de 1905 et de la guerre russo-japonaise.

Les influences qui déterminèrent ce développement furent multiples : persistance de l'emprise donnée à une nature sensible et faible par la puissante volonté de l'Empereur Alexandre III ; travail systématique des anciens conseillers de celui-ci pour maintenir le jeune Souverain dans les traditions du règne précédent ; plus tard, action néfaste de ministres légers et serviles comme M. Sipiaguine, ou dénués de tout scrupule comme M. Plehve, et d'aventuriers comme M. Bezobrazoff ; enfin, et surtout, emprise sur un esprit mystique et superstitieux d'une nature féminine plus forte mais encore plus exaltée, et de personnages doués de facultés hypnotiques : le médium Philippe et le paysan-thaumaturge Rasputine.

Si des hommes d'État, comme M. Pobiedonostzeff, —

mus par des convictions profondes et mettant au service de ces convictions, quelque erronées qu'elles fussent, des talents et des connaissances incontestables, — commandent un certain respect, que dire de cette catégorie de Ministres, aussi légers qu'ignorants, dont l'unique souci était de se pousser dans la faveur du Souverain en flattant ses tendances réactionnaires et son goût pour les puérilités ? Le type le plus accompli de ces « amuseurs » fut M. Sipiaguine, Ministre de l'Intérieur, qui arriva à occuper ce poste important grâce à ses attaches de famille avec un des gros bonnets du parti réactionnaire, le Comte Schéremeteff. Ce fut ce Ministre qui imagina de faire revivre à la Cour de Russie les souvenirs du règne du Tzar Alexis Mikhaïlovitch, deuxième des Romanoff et père de Pierre-le-Grand. On opposa à la période tourmentée des grandes empreintes de l'esprit occidental entreprises par le fils, l'époque patriarcale et encore toute « moscovite » du père ; il fut de mode, dans l'entourage de l'Empereur Nicolas II, de prôner le « Tzar Tranquillissime » (*Tikhaisij Tzar*) adonné aux exercices de piété, régnant par la douceur, dévoué à sa famille et à ses proches, faisant dans ses conseils une place à la belle et vertueuse Tzarine Nathalie Narichkine. C'est à cause de son engouement pour cette figure, toujours conventionnelle d'ailleurs, du Tzar Alexis que Nicolas II donna à son héritier ce nom tombé en désuétude parmi les Souverains russes depuis la mort tragique du fils de Pierre-le-Grand, le malheureux Tsarewitch Alexis, révolté contre les idées de progrès de son père et sacrifié par le grand réformateur à la raison d'État. Cet engouement revêtait parfois des formes pittoresques, comme lorsque, pendant toute une saison d'hiver, on ne fut occupé autour de l'Empereur Nicolas et dans la haute société de la Capitale que de l'organisation d'un bal costumé

resté célèbre et qui reproduisit dans les salles du Palais d'Hiver les splendeurs encore semi-asiatiques de la Cour du Tzar Alexis Mikhaïlovitch. Retenu à l'étranger par mes fonctions diplomatiques, je n'assistai pas à ce bal que je ne connais que par les descriptions enthousiastes de ceux qui y prirent part; il fut d'une somptuosité extraordinaire : le couple impérial, revêtu de costumes splendides qui rehaussaient la grâce juvénile de l'Empereur Nicolas et la beauté imposante de l'Impératrice Alexandra, y personnifia le Tzar Alexis et la Tzarine Nathalie; les Grands-Ducs, les Grandes-Duchesses et les membres de la haute société de Saint-Pétersbourg y rivalisèrent de fourrures précieuses et de pierreries; ce bal, qui fut non seulement une fête merveilleuse, mais une espèce de symbole des idées politiques de l'Empereur et de ses conseillers, marqua le milieu et l'apogée du règne de Nicolas II, qui devait bientôt être obscurci par les approches des troubles et des catastrophes de tous genres qui en remplirent la seconde moitié.

Ce fut le même M. Sipiaguine qui, après avoir fait décorer une pièce de sa résidence officielle à Saint-Pétersbourg dans le style des appartements des anciens Tzars du Palais du Kremlin à Moscou, y reçut l'Empereur Nicolas avec tous les rites observés à la Cour moscovite du XVII<sup>e</sup> siècle, faisant jouer à Nicolas II le rôle d'Alexis Mikhaïlovitch et apparaissant lui-même dans celui du Boyard Morozoff, Ministre tout-puissant de ce Tzar.

Tandis que l'Empereur et son singulier Ministre de l'Intérieur s'amusaient à ces innocentes mascarades, les véritables fonctions d'un Morozoff étaient remplies par M. Pobiedonostzeff; l'influence de ce sinistre personnage se faisait puissamment sentir dans toutes les affaires de l'État, et son action aliénait de plus en plus au Gouverne-

ment et rejettait dans l'opposition, et même dans la révolution, les classes intelligentes et éclairées de la société russe.

La méthode constante de MM. Sipiaguine et consorts consistait à flatter systématiquement le jeune Souverain et à lui faire concevoir une idée exagérée de sa puissance et de ses talents de gouvernement. Nul ne surpassa dans cette voie le Comte Mouravieff, Ministre des Affaires Étrangères depuis 1897 jusqu'à 1900, dont la plate courtoisie n'égalait que l'absolue ignorance des affaires. Son prédécesseur, le Prince Lobanoff, avait été un véritable homme d'État, mais son ministère, brusquement interrompu par la mort, n'avait malheureusement duré que quelques mois. Cet éminent diplomate, doublé d'un historien de premier ordre, s'était proposé de former aux affaires Nicolas II, dont il appréciait la vive intelligence et pour lequel il avait un attachement quasi-paternel; il profitait de chacun de ses rapports verbaux pour lui faire une espèce de cours d'histoire et de science diplomatique. L'Empereur, habitué de la part de ses autres ministres à des procédés tout différents, subissait avec déférence, mais non sans un certain ennui, les leçons de cet ancien serviteur de son grand-père. Aussi le Comte Mouravieff, nommé Ministre des Affaires Étrangères après la mort du Prince Lobanoff, ne manqua-t-il pas de prendre l'absolu contre-pied de l'attitude de son prédécesseur. Il déclarait à qui voulait l'entendre qu'il n'était que l'obéissant exécuteur des ordres de son maître et que l'Empereur, dont il vantait à toute occasion la profonde science diplomatique, décidait en pleine indépendance les moindres détails des affaires. Je me rappelle un des ambassadeurs étrangers accrédités à Saint-Pétersbourg me demandant un jour si ces déclarations devaient être prises à la lettre, ou bien

si le Comte Mouravieff trouvait habile de s'en servir en manière d'échappatoire. J'eus de la peine à persuader à ce diplomate que telle était en effet la méthode adoptée par notre Ministre des Affaires Étrangères dans ses rapports avec le Souverain.

Nous avons déjà vu que le Comte Lamsdorff, qui succéda au Comte Mouravieff en 1900, renchérit encore sur cette méthode et poussa l'effacement jusqu'à rester à son poste, alors même qu'il n'en exerçait plus les fonctions que nominalement et que l'Empereur décidait des affaires les plus importantes de son département avec M. Bezobrazoff et ses acolytes.

Pour clore la liste des Ministres qui influencèrent la formation du caractère de Nicolas II, je n'ai plus qu'à nommer M. Plehve, successeur de M. Sipiaguine au Ministère de l'Intérieur. Avec lui, on eut affaire à un personnage d'une envergure bien plus considérable. Doué d'une intelligence remarquable et d'une puissante volonté, il poursuivit inlassablement son but de renforcer le pouvoir autocratique et le système de centralisation bureaucratique; incarnant le type le plus complet du policier, il était absolument sans scrupules dans le choix de ses méthodes dont quelques-unes eurent un caractère surprenant : c'est lui qui organisa, avec l'aide d'un certain Zubatoff, des associations ouvrières qui devaient combattre l'influence des socialistes en recourant aux mêmes moyens que ceux-ci, c'est-à-dire à des grèves mais dirigées en sous-main par la police secrète, et c'est encore à lui qu'il faut attribuer la paternité du système policier consistant à se servir d'agents à double face qui servaient simultanément le gouvernement et les terroristes, et dont le plus célèbre — Azeff — a été démasqué par le publiciste russe M. Bourzoff. M. Plehve fut lui-même une des victimes

de cette stupéfiante organisation, car il périt à la suite d'un complot auquel Azeff, comme il fut démontré plus tard, prit une part active, aussi bien qu'à celui auquel succomba, peu de temps après, le Grand-Duc Serge.

Le Ministère de M. Plehve coïncida avec les prodromes de la guerre russo-japonaise. Parfaitement renseigné sur la valeur de M. Bézobrazoff et de ses amis, non seulement il ne fit rien pour combattre leur influence auprès de l'Empereur, mais, répétant l'erreur — qui a perdu tant de régimes — de chercher dans une guerre à l'extérieur un dérivatif à un mouvement révolutionnaire à l'intérieur, il poussa de toutes ses forces Nicolas II dans la voie qui aboutit au conflit avec le Japon.

On concevra facilement combien les hommes que nous avons vus entourer Nicolas II dès le début de son règne contribuèrent à fausser le jugement et le caractère d'un jeune Souverain doué d'une intelligence naturellement vive, mais faible de caractère et privé de toute instruction solide. Ce sont eux qui, par leurs flatteries systématiques et leur servilité, préparèrent la voie aux aventuriers admis bientôt dans l'intimité de l'Empereur et dont l'influence le poussa aux plus funestes résolutions.

De tous ces aventuriers, le plus étonnant et celui dont l'action se fit sentir avec le plus de force, fut, sans contredit, M. Bézobrazoff.

Que ce personnage burlesque et à moitié fou ait pu, pendant plusieurs années, jouer un rôle politique prépondérant et précipiter la Russie dans une guerre, c'est ce qui dépasse jusqu'à ce jour ma compréhension. Issu d'une très bonne famille (son père, réputé fort riche, avait été Maréchal de Noblesse de la province de Saint-Pétersbourg), M. Bézobrazoff avait commencé par être officier dans un des régiments les plus brillants de la Garde

Impériale où servait aussi mon frère et je l'avais souvent rencontré à cette époque ; ayant subi des revers de fortune, il quitta ce régiment, et l'on savait vaguement qu'il avait pris du service dans l'administration civile en Sibérie. Ce ne fut qu'environ vingt-cinq ans plus tard, qu'il réapparut à l'horizon de Saint-Pétersbourg et que l'on apprit avec étonnement qu'il avait, par des moyens restés obscurs, gagné la confiance de l'Empereur auquel il avait soumis un vaste plan d'expansion politique et économique en Extrême-Orient : il s'agissait des fameuses concessions forestières du Yalou, qui devinrent par la suite la pierre d'achoppement des négociations entre la Russie et le Japon et la cause ultime de la guerre russo-japonaise.

Je ne fatiguerai pas l'attention de mes lecteurs en entrant dans le détail des projets de M. Bézobrazoff qui avait la prétention d'ouvrir à la Russie de vastes perspectives politiques en même temps qu'il promettait aux souscripteurs des bénéfices fabuleux ; je me contenterai de dire que ce fut précisément le côté fantastique et aventureux de ces projets qui semble avoir séduit l'esprit de Nicolas II, facilement accessible aux idées chimériques ; ce qui me paraît moins explicable, c'est que l'Empereur ait pu subir l'emprise d'une espèce de fou dont la faconde incohérente et l'outrecuidance étaient faites, semblait-il, pour rebuter sa nature si fine. On a voulu attribuer l'accueil favorable fait par l'Empereur aux entreprises de M. Bézobrazoff à l'appât des milliards que celui-ci faisait miroiter à ses yeux ; je puis certifier que l'intérêt pécuniaire ne fut pour rien dans cet accueil ; Nicolas II était absolument indifférent à l'argent, dont il ignora toujours la valeur. On sait qu'il avait hérité des goûts simples de son père, et les sommes énormes inscrites au

budget pour l'entretien de la Cour, jointes aux revenus provenant des propriétés du Cabinet Impérial et des apanages, étaient plus que suffisantes pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille ; je puis citer à l'appui de cette assertion le témoignage du Comte Witte qui, en sa qualité de Ministre des Finances, avait été saisi par l'Empereur de l'affaire du Yalou et s'en était montré un adversaire convaincu ; malgré son animosité bien connue à l'égard de Nicolas II, il ne lui a jamais imputé dans cette affaire des motifs intéressés.

Quoiqu'il en fût, M. Bézobrazoff, secondé par les amiraux Abaza et Alexieff, acquit un tel ascendant sur l'Empereur Nicolas, qu'il concentra bientôt entre ses mains non seulement l'organisation de l'entreprise politico-commerciale du Yalou, mais la direction tout entière de nos relations diplomatiques avec le Japon. Promu à la dignité de Secrétaire d'Etat, il était devenu une espèce de Ministre sans portefeuille qui s'arrogeait le droit de correspondre directement avec les représentants de l'Empereur en Extrême-Orient et de leur communiquer les ordres Impériaux par-dessus la tête du Ministre des Affaires Étrangères ; j'ai dit dans un chapitre précédent que c'est à cause de la tournure que prirent, sous l'influence de M. Bézobrazoff, nos relations avec le Japon, que je demandai à quitter le poste de Ministre à Tokio (1).

(1) Voici deux autres cas qui donneront une idée de la crédulité de Nicolas II et de la facilité extraordinaire avec laquelle il accueillait les idées les plus chimériques : pendant que j'étais Ministre des Affaires Etrangères, le Conseil des Ministres eut à s'occuper, naturellement pour le repousser, d'un projet présenté par un entrepreneur étranger et qui consistait à relier la Sibérie à l'Amérique du Nord par un pont jeté par-dessus le détroit de Be ring ; le projet impliquait la concession à l'entrepreneur de vastes étendues de terrains le long d'une voie ferrée destinée à aboutir à ce pont ; une autre fois, c'était un Américain qui réussissait à persuader l'Empereur qu'il avait découvert le moyen de défendre les frontières d'un pays, fût-il aussi vaste que la Russie, à l'aide de courants électriques d'une force telle qu'aucun ennemi

Faut-il s'étonner, après ce qu'on vient de lire, que l'Empereur Nicolas soit tombé sous l'influence d'un vulgaire imposteur, le fameux Philippe, d'abord garçon boucher à Lyon, ensuite spirite, magnétiseur et guérisseur, accusé dans son pays de différentes escroqueries, et qui finit par être l'hôte de la Cour Impériale russe — que le couple impérial consultait non seulement sur tout ce qui touchait à sa vie privée, mais, assure-t-on, sur les plus graves affaires de l'État.

On ne peut s'empêcher d'être frappé par l'analogie de la fortune d'un Philippe, et un peu plus tard d'un Raspoutine, auprès des souverains russes et d'une partie de leur entourage, avec le rôle joué dans la haute société française à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par des guérisseurs et des thaumaturges du même genre ; il semble bien que, à un siècle de distance, les approches d'une grande crise révolutionnaire aient été marquées, en vertu d'une loi historique mystérieuse, par le même besoin d'une société en voie de décomposition de se réfugier dans le merveilleux ; il est vrai qu'un Philippe ne nous apparaît que comme un imposteur d'un ordre inférieur et ne peut guère être mis en ligne avec un Comte de Saint-Germain, un Saint-Martin ou même un Cagliostro ; mais la source de leur succès est la même, et l'influence du « Conte pour Rire » (1) sur le Landgrave de Hesse (il est à noter que l'Impératrice Alexandra est une princesse Hessoise), du « Philosophe Inconnu » (2) sur la Duchesse de Bourbon, ou de Joseph Balsamo (3) sur le Cardinal de Bourbon, n'est pas d'une

ne serait capable de le franchir et que cette découverte rendait inutile l'entretien de toute armée ; il demandait, naturellement, des avantages pécuniaires immédiats pour révéler son secret, et on eut beaucoup de peine à soustraire l'Empereur à ses entreprises.

(1) Surnom donné par Voltaire au Comte de Saint-Germain.

(2) C'est ainsi que Louis-Claude de Saint-Martin s'intitulait lui-même.

(3) Véritable nom de Cagliostro.

autre qualité que l'emprise de Nizier Vacohl, dit Philippe, sur l'Empereur et l'Impératrice de Russie.

Le rôle de Philippe à la Cour de Russie n'eut qu'une courte durée et ne produisit aucune conséquence particulièrement grave ; le garçon boucher de Lyon paraît n'avoir poursuivi que des buts de gains purement matériels et n'avoir jamais recherché à mettre son pouvoir au service d'une cabale de Cour ou d'une intrigue politique ; introduit auprès des Souverains russes vers l'année 1900 par la Grande-Duchesse Militza, fille du Roi de Monténégro et femme du Grand-Duc Pierre (cousin issu de germains de l'Empereur Nicolas), il mourut trois ou quatre années plus tard, laissant la place libre à un personnage bien autrement redoutable, Grigori Raspoutine, qui contribua puissamment à amener la catastrophe dans laquelle sombra la dynastie Romanoff et, avec elle, l'État plus que millénaire russe.

La prodigieuse aventure de ce paysan illétré, ivrogne et dévergondé, parti d'un village perdu de la Sibérie pour devenir l'intime, le conseiller et — l'on peut dire même l'idole — du couple Impérial russe, a déjà suscité toute une littérature ; les nombreux livres qui traitent de son incroyable carrière sont naturellement de valeur inégale ; celui qui me paraît contenir l'étude la plus pénétrante et la plus documentée est l'ouvrage, déjà si souvent cité, du docteur Dillon, *The Eclipse of Russia*. Je ne recommencerais pas ici cette étude, car je n'aurais, de mon côté, rien d'utile ni d'intéressant à y ajouter. En effet, quoique la première apparition de Raspoutine à Saint-Pétersbourg semble dater de 1903 ou de 1906, pendant les premières années et jusqu'à l'époque où je quittai le Ministère des Affaires Étrangères, il ne sortit pour ainsi dire pas des coulisses de la Cour, et son influence ne se

faisait encore sentir que dans les affaires purement domestiques de la famille Impériale ; malgré toutes mes fréquentes présences au Palais Impérial, je n'eus même jamais l'occasion de l'apercevoir et n'ai à son sujet aucun souvenir personnel ; tout ce que j'en savais à cette époque, je le tenais de M. Stolypine, de quelques-uns des familiers de la Cour et de mon frère. M. Dillon raconte que ce dernier dut quitter le poste de Procureur Général du Saint-Synode par suite des intrigues de Raspoutine ; c'est parfaitement exact : mon frère donna sa démission à cause de l'intervention de l'Impératrice Alexandra dans une série de nominations ecclésiastiques dans un sens qu'il n'approuvait pas. Or, l'Impératrice agissait à l'instigation de Raspoutine qui n'osait pas encore se mêler des affaires de l'État, mais qui, dès cette époque, s'essayait à combattre certains prélats qui lui étaient hostiles et à en protéger d'autres sur la connivence desquels il pouvait compter.

Je ne relève dans le récit du docteur Dillon qu'une seule inexactitude, c'est lorsqu'il répète un racontar d'après lequel M. Stolypine aurait été guéri par Raspoutine du choc nerveux que lui aurait causé l'explosion du 25 août. Je puis certifier que cet événement laissa M. Stolypine absolument calme et maître de lui-même, et qu'il n'eut jamais l'idée, ni à cette occasion, ni d'ailleurs à aucune autre, de s'adresser au thaumaturge, sur le compte duquel il s'exprimait toujours avec la plus profonde aversion.

Je dois aussi faire toutes mes réserves au sujet de l'assertion du docteur Dillon que c'est grâce aux conseils de Raspoutine que l'Empereur Nicolas II résista, pendant les événements balkaniques de 1912, aux efforts qui le poussaient à la guerre ; l'auteur ne fait évidemment que répéter une version qui — on se le rappelle — m'avait été

donnée par le Comte Witte, et qui ne me paraît guère convaincante.

On a vu le profond sentiment religieux qui était la base de la vie psychique de l'Empereur ; comment et par quels degrés ce sentiment qui, dans les débuts, ne pouvait inspirer que respect et sympathie, se transforma-t-il au point de revêtir les formes d'une grossière superstition et d'une sujétion complète au singulier prophète qu'était Raspoutine, c'est ce qu'il ne m'a pas été donné d'observer personnellement. Pour ma part, je ne puis expliquer cette évolution que par l'influence de tous les moments exercée sur lui par une nature plus forte que la sienne — celle de l'Impératrice Alexandra — dont l'exaltation mystique tenait certainement à des causes pathologiques. Pour juger d'un pareil cas, il ne suffit pas d'être un observateur attentif, il faut encore posséder des lumières spéciales et auxquelles je ne prétends guère sur les phénomènes encore si obscurs de la contagion morale et de la suggestion.

Il n'est pas moins difficile, surtout pour des esprits occidentaux, de discerner les causes complexes de l'action extraordinaire qu'un Raspoutine a pu exercer non seulement sur des natures particulièrement aptes à la subir, comme celles de l'Empereur Nicolas et de l'Impératrice Alexandra, mais, à des degrés différents — plusieurs témoins en font foi — sur la plupart de ceux qui l'ont approché ; cette action ne saurait, à mon avis, être expliquée uniquement par les facultés hypnotiques dont il aurait été doué dans une mesure exceptionnelle. Pour comprendre ce phénomène, il est nécessaire de connaître les différents courants religieux et mystiques qui se sont fait sentir à des époques successives, et quelquefois avec une grande intensité, en Russie, et qui ont agi sur les

âmes russes soit dans les milieux populaires, soit parmi les classes supérieures ; la tendance commune de tous ces courants se caractérise par un sentiment de profonde pitié pour les défaillances du pécheur et du criminel, et par la croyance à la régénération par la grâce divine ; cette « religion de la pitié », qui se fait jour dans les écrits de Tolstoï et de Dostoïewsky, subit quelquefois des déformations étranges et aboutit à cet enseignement extrême que, pour obtenir le pardon, il faut commencer par pécher. De là, les formes bizarres revêtues quelquefois par les sectes russes dont une des plus répandues en Russie était, et est encore, celle des *Khlystys*; ces derniers, qui rappellent les « flagellants » et les « convulsionnaires », ont de tout temps possédé une force particulièrement contagieuse. Leurs exercices, où l'exaltation mystique confine de près à l'excitation érotique, ont eu des adeptes non seulement dans les masses inférieures de la société russe, mais dans les cercles les plus élevés. On sait que, au commencement du xix<sup>e</sup> siècle, la haute société de Saint-Pétersbourg subit une crise aiguë de mysticisme ; l'impulsion venait de haut, puisque ce fut l'Empereur Alexandre I<sup>r</sup> qui, à son retour de Paris en 1814 et sous l'influence de la Baronne de Krüdener, donna l'exemple d'une exaltation religieuse intense ; si la célèbre inspiratrice de la Sainte-Alliance elle-même ne se livra jamais à des excès de piété morbides, quelques-uns de ses admirateurs et imitateurs semblent avoir franchi la ligne qui sépare le mysticisme outré de certains états pathologiques ; il suffit de nommer sous ce rapport madame Tatarinoff, amie de la Baronne de Krüdener et ouvertement protégée pendant quelque temps par l'Empereur Alexandre I<sup>r</sup> : les réunions dans l'appartement qu'elle occupait dans un des palais impériaux de Saint-

Pétersbourg paraissent avoir quelque peu ressemblé à celles des *Khlystys*.

Je me contente d'indiquer ici ces éléments du problème sans tenter de les analyser davantage et, surtout, sans chercher à retenir l'attention de mes lecteurs par des détails inédits et sensationnels sur un sujet auquel je ne peux toucher qu'avec un sentiment très douloureux. Aussi bien peut-on dire qu'une étude plus approfondie de ce sujet serait inutile au point de vue auquel je me place. Je suis entièrement de l'avis du docteur Dillon qui observe dans son livre que la vraie importance de Raspoutine fut de symboliser aux yeux des cercles éclairés de la Russie tout ce qui était devenu odieux dans le régime autocratique, et que sa fonction, qui peut être comparée à celle d'un réactif chimique, consista à recevoir et à composer tous les éléments de la société russe contraire à ce régime.

Au moment où j'assumai les fonctions de Ministre des Affaires Étrangères et où j'entrai en contact avec l'Empereur Nicolas, celui-ci n'accusait pas encore les tendances excessives à l'exaltation mystique et aux idées ultra-révolutionnaires qui caractérisèrent la fin de son règne ; les malheurs de la guerre russo-japonaise et les secousses révolutionnaires qui la suivirent l'avaient visiblement mûri et assagi. A l'époque dont je parle, Nicolas II, après avoir eu l'heureuse inspiration de remplacer à la tête du Gouvernement M. Goremykine par M. Stolypine, se montrait en somme suffisamment docile aux conseils de son Premier Ministre ; il en avait donné une preuve à propos de l'épisode, relaté plus haut, de la tentative du Général Trepoff ; il avait, me semble-t-il, d'autant plus de mérite à rester fidèle aux nouvelles institutions, que son éducation et son penchant naturel le portaient du côté de

la réaction. Je puis dire que tant que dura l'influence de M. Stolypine et, j'ajouterai sans fausse modestie, la mienne, Nicolas II ne se refusa jamais à écouter un appel fait à sa raison et à son sentiment de loyauté.

Ceci m'amène à examiner une autre accusation — la plus grave de toutes — formulée contre l'Empereur Nicolas II : celle d'avoir manqué de loyauté et de droiture.

Je crois avoir déjà fait justice de certaines interprétations qu'on a essayé de donner de l'attitude de Nicolas II dans l'affaire du traité secret de Bjorkoë et d'avoir démontré que, s'il y eut à cette occasion faiblesse de volonté et imprudence de sa part, rien ne fut plus éloigné de sa pensée qu'une trahison envers son alliée ; il me semble même que c'est précisément dans la façon dont il resta jusqu'au dernier jour de son règne fidèle à la France et aux autres alliés que se manifesta clairement son esprit de loyauté.

L'ancien Ambassadeur d'Angleterre en Russie, Sir George Buchanan, après être rentré en Angleterre, n'a-t-il pas rendu publiquement hommage à l'attitude de Nicolas II en déclarant, dans un discours, qu'il tenait à démentir la rumeur d'après laquelle l'ancien Empereur de Russie avait été favorable à la conclusion d'une paix séparée avec l'Allemagne ? « Il n'y a pas un mot de vrai dans cette rumeur, j'en suis convaincu, — a crié Sir George Buchanan. — L'Empereur, sans nul doute, a eu de nombreux torts, mais il n'a pas été un traître. Il n'aurait jamais trahi la cause des alliés et fut toujours le fidèle et loyal ami de l'Angleterre ».

Le Gouvernement Français s'est associé à cette déclaration en publiant à la même époque une lettre adressée

par l'Empereur Nicolas, le 13 mai 1916, au Président de la République Française, et qui démontre clairement que, en dépit de tous les efforts employés pour l'amener à pactiser avec l'Allemagne, il ne consentit jamais à abandonner ses alliés.

On a raconté que, peu de temps avant l'assassinat de l'Empereur, un Général est venu le trouver dans sa captivité de la part de l'Empereur Guillaume pour lui proposer d'obtenir sa liberté à condition qu'il prendrait ouvertement le parti de l'Allemagne et que Nicolas refusa de le recevoir, signant ainsi son arrêt de mort et celui des siens. Il est impossible de prouver actuellement l'authenticité de ce récit ; mais, pour tous ceux qui connaissaient bien Nicolas II, il n'y a pas l'ombre d'un doute qu'aucune autre réponse n'aurait pu être faite par lui à une pareille proposition.

On a voulu voir une preuve du manque de droiture de l'Empereur Nicolas II dans la façon dont il lui est arrivé de congédier l'un ou l'autre de ses Ministres ou dans le fait que, après avoir eu l'air d'approuver l'avis d'un de ses conseillers, il suivait quelquefois une ligne de conduite contraire à cet avis. On a cité le cas où un Ministre d'État était sorti de son cabinet de travail convaincu de posséder toute la confiance du Souverain, pour apprendre, à peine rentré chez lui, qu'il était démissionnaire. Ce récit est exact, et j'ai moi-même fait l'expérience de la facilité avec laquelle Nicolas II se laissait détourner, par certaines influences, de résolutions prises avec toutes les apparences de fermeté. Mais tout ceci ne prouve qu'une chose : la peur instinctive, commune à beaucoup d'hommes très faibles — et qu'il ressentait, me semble-t-il, à l'excès — de froisser les personnes qui l'approchaient. Décidé à se séparer d'un Ministre, il ne trouvait pas le courage moral

de le lui dire en face, redoublait au contraire, à son égard, d'attentions personnelles, et finissait par avoir recours à une communication par écrit ; si l'on a pu dire de lui, avec quelque semblant de vérité, qu'il était toujours de l'avis de la personne avec laquelle il causait, cela pourrait bien s'expliquer par le besoin qu'ont certaines natures très sensitives d'attirer et de charmer tous ceux avec lesquels elles viennent en contact. Il y a des hommes, et des femmes surtout, chez lesquels une pareille attitude n'est qu'un artifice et qui emploient la flatterie et l'assentiment systématique comme un moyen de faire des dupes (un des maîtres dans cet art m'a toujours paru être l'ex-Chancelier allemand Prince de Bülow) ; chez l'Empereur Nicolas II, j'en suis convaincu, cette manière d'être était absolument inconsciente et indépendante de sa volonté ; elle a, peut-être, contribué à lui acquérir la réputation de « charmeur » dont il jouissait, mais sans qu'il y eût de sa part ombre de fausseté ou de calcul.

Après avoir analysé d'une manière qui, je l'espère, ne paraîtra pas trop minutieuse, le caractère de Nicolas, tel qu'il se forma sous l'influence du milieu qui l'environna depuis son enfance, je m'arrête devant la tâche d'en donner ici la synthèse : ce caractère fut essentiellement « ondoyant et divers » ; tout en nuances et en demi-tons, il ne se prête guère à des définitions exactes ; il semble bien pourtant que son trait dominant fût une faiblesse de volonté qui empêcha un ensemble de qualités de cœur et d'intelligence incontestables, de se développer et de produire tous leurs effets.

Au moment de la crise intérieure de 1905, ce fut précisément cette faiblesse de volonté qui sauva la cause de la Monarchie ; le mouvement révolutionnaire provoqué

par les revers de la guerre russo-japonaise avait en réalité des causes beaucoup plus lointaines et qui remontaient au règne précédent. Ce mouvement, comprimé pendant treize ans par Alexandre III, aurait certainement fini à la longue par se manifester même sous le régime de fer de ce Souverain ; à plus forte raison, devait-il éclater sous celui plus débile de son successeur ; mais, tandis que Nicolas II, se soumettant à l'inévitable, conjurait la catastrophe par l'octroi de la Charte du 30 octobre 1905, la volonté inflexible d'Alexandre III ne se serait probablement pas pliée devant les événements qui auraient fini par la briser. Comme dans la fable du Chêne et du Roseau, le faible réussit à se redresser là où le fort aurait succombé.

Douze ans plus tard, Nicolas II, guidé par le parti réactionnaire, périt pour avoir voulu combattre des forces qui ne pouvaient plus être maîtrisées. La vraie cause de la chute de la Monarchie russe fut l'entreprise insensée de ce parti de faire revivre et de perpétuer, en plein xx<sup>e</sup> siècle, et au mépris des besoins d'un État moderne, l'anachronisme représenté par le pouvoir autocratique, « le plus dangereux de tous les pouvoirs », — écrivait prophétiquement mon aïeul à l'Empereur Alexandre I<sup>r</sup> — « car il fait dépendre le sort de milliers d'hommes de la grandeur d'esprit et d'âme d'un seul ». Malgré les qualités d'intelligence et de cœur dont il était incontestablement doué, Nicolas II n'eut pas la « grandeur d'esprit et d'âme » nécessaire pour se soustraire à l'influence de la réaction et fut inconsciemment la cause de la catastrophe sans précédents qui s'est abattue sur ses millions de sujets.

Redoutable pouvoir, en effet, que celui qui entraîne dans sa chute un Empire et dont l'effondrement précipite une nation tout entière dans l'anarchie !

Si, malgré toutes mes hésitations, je me suis quand même décidé à prendre part à la controverse ouverte autour de la tombe de l'Empereur Nicolas, c'est qu'il m'a semblé que mon témoignage, basé sur des observations directes et sur une connaissance intime de son caractère, pourrait à la fois servir la cause de la vérité et laver sa mémoire de certaines imputations injustes.

Il serait difficile d'invoquer les mêmes raisons pour parler plus longuement que je ne l'ai fait jusqu'ici de l'Impératrice Alexandra : dans mes relations avec elle, je n'ai jamais franchi la barrière que l'étiquette des Cours dresse entre un sujet — fût-il Ministre et conseiller du Souverain — et la Souveraine ; je n'ai jamais été admis dans le cercle étroit qui l'entourait et me suis toujours senti tenu par elle particulièrement à distance ; la cause évidente de sa froideur à mon égard était ma tendance aux idées libérales et constitutionnelles ; je craindrais donc, en émettant un jugement quelconque sur sa personnalité, de tomber dans l'erreur de répéter inconsciemment des exagérations et des assertions erronées dont on s'est si souvent rendu coupable envers elle ; car l'Impératrice Alexandra eut, sous ce rapport, exactement le même sort que l'infortunée Marie-Antoinette, que la vindicte publique chargea de toutes les fautes d'un régime devenu odieux à la nation. Certes, ni Marie-Antoinette ne mérita d'être appelée « l'Autrichienne », ni l'Impératrice Alexandra d'être dénoncée à la haine populaire comme « l'Allemande » ; sur ce point précis, je ne crains pas du tout d'être tout à fait affirmatif : jamais l'épouse de Nicolas II n'eut l'ombre de tendance à trahir les intérêts de la Russie ; étrangère à son pays d'adoption par la naissance et par l'éducation, confinée dans l'atmosphère artificielle de la Cour et ne voyant les hommes et les choses, pour

ainsi dire, qu'à travers un prisme déformant, elle a pu se méprendre sur les vraies aspirations du peuple russe ; mais c'est en toute sincérité, et en se considérant comme la meilleure des Russes, qu'elle crut aux formules surannées des ultra-conservateurs et à l'attachement de la Russie aux formes de l'autocratie. Jamais, à ma connaissance, elle ne chercha à détourner l'Empereur Nicolas de sa fidélité à l'alliance française ; cette alliance, aux yeux des deux souverains, était placée en dehors de toute discussion. L'Impératrice Alexandra fut, il est vrai, contraire au rapprochement avec l'Angleterre et ne se fit pas faute de m'exprimer nettement son sentiment à ce sujet à l'occasion de mes négociations avec le Cabinet de Londres ; mais, à cette époque, elle ne jouait pas encore le rôle politique prépondérant qu'elle assuma par la suite, et je n'ai jamais eu à me plaindre d'une ingérence de sa part dans ces négociations.

Voici tout ce que je puis dire en connaissance de cause sur le compte de l'Impératrice Alexandra ; je ne toucherai ni à l'influence que son exaltation religieuse eut sur Nicolas II, ni surtout au sujet si délicat de la protection qu'elle accorda à Raspoutine : je n'ai sur ces deux points aucune lumière spéciale, et mon témoignage ne pourrait, à cet égard, servir aucune fin utile. Mes lecteurs comprendront, d'autre part, les raisons qui me poussent à m'incliner en silence devant une infortune accablant non seulement la Souveraine, mais la femme et la mère, et qui a peut-être dépassé en horreur tout ce qu'on a pu en apprendre jusqu'ici avec certitude.

Je me sens plus à l'aise pour apporter ici le tribut d'une admiration sans réserve à la mère de l'Empereur Nicolas, l'Impératrice douairière Marie Fedorowna ; être de charme et de bonté, elle allégea par la douceur de son

contact et éclaira par sa grâce rayonnante le règne de l'Empereur Alexandre III ; elle sut créer autour de la Cour une atmosphère dans laquelle se fondaient quelquefois les préventions les plus persistantes contre le régime autoritaire de ce Souverain.

On lui a reproché, lorsque ce règne eut pris fin, d'avoir voulu tenir trop longtemps son fils en lisières et d'avoir prêté son appui aux conseillers du défunt Empereur qui étouffèrent toute velléité, de la part de Nicolas II, de s'affranchir des préceptes de son père. Sans nier ce fait, je ne crois pas que l'on puisse en faire un grief à l'Impératrice Marie Fedorowna : elle connaissait la nature vacillante du jeune Empereur et son manque de préparation à la tâche de gouverner l'Empire ; il n'était donc que naturel qu'elle cherchât, dans les débuts de son règne, à le maintenir dans le respect des traditions léguées par Alexandre III, dont la puissante personnalité avait dominé d'une manière absolue tous ceux qui l'entouraient. Mais nous avons vu que, plus tard, lorsqu'elle put se rendre compte par elle-même du danger que la continuité de ces traditions faisait courir à la Monarchie, elle n'hésita pas à conseiller à son fils des concessions raisonnables et contribua, en octobre 1905, à sauver la situation. Lorsque d'autres influences eurent définitivement pris le dessus sur la sienne dans les conseils de l'Empereur Nicolas, il ne lui resta qu'à se renfermer dans le rôle de *spectatrice* attristée d'événements qu'il n'était plus en son pouvoir de conjurer ; aujourd'hui, enfin, peut-on concevoir une tragédie plus poignante que celle de cette âme d'élite atteinte dans ses fibres les plus profondes par le martyre de son fils et par l'effondrement de l'Empire dont elle s'était efforcée, dans d'autres temps, d'être le génie bienfaisant ? Ayant eu le privilège d'approcher l'Impératrice Marie

Fedorowna dans des conditions particulièrement favorables et de recueillir de sa part de précieuses marques de confiance, je remplis un impérieux devoir en déposant publiquement à ses pieds l'hommage ému de mon dévouement et de la douloureuse pitié qui remplit mon cœur lorsque j'évoque l'image de son calvaire.

\*\*

Je ne mentionnerai que brièvement quelques-uns des autres membres de la famille Impériale dont aucun ne jouait auprès de l'Empereur de rôle politique marquant à l'époque à laquelle se rapportent ces Mémoires ; un peu plus tard, le Grand-Duc Serge avait exercé, pendant quelque temps, une sérieuse influence sur les affaires, et cela dans un sens ultra-conservateur. C'est lui qui avait recommandé à Nicolas II quelques-uns des ministres qui s'étaient distingués par leur esprit réactionnaire ; mais il avait été tué par les terroristes dans le courant de l'année 1905 ; sa veuve, la Grande-Duchesse Elisabeth, sœur de l'Impératrice Alexandra, avec laquelle elle était tendrement liée, s'était retirée dans une communauté religieuse qu'elle avait fondée à Moscou après la mort tragique de son mari ; elle y suivit une existence quasi monastique, s'adonnant tout entière à des œuvres d'une charité active et n'ayant plus aucun souci du monde extérieur ; on sait que, plus tard, malgré sa tendance aux mêmes formes de piété que pratiquait l'Impératrice Alexandra, elle se montra résolument hostile à Raspoutine dont elle chercha vainement à combattre l'influence.

Le Grand-Duc Nicolas, futur généralissime des armées russes en 1914, commandait à cette époque les troupes de la Garde Impériale et, se consacrant exclusivement à

ses devoirs militaires, ne se mêlait en rien à la politique.

Le Grand-Duc Vladimir, dont la belle figure a été si populaire dans la société parisienne, avait précédé le Grand-Duc Nicolas dans ce commandement; fortement atteint par la maladie qui l'emporta bientôt après, il n'exerçait plus de fonctions militaires actives. C'était un homme d'une culture intellectuelle remarquable et possédant des connaissances historiques qui ont souvent fait l'étonnement des savants français; il était plutôt porté vers des idées libérales, et c'est à tort qu'on l'a représenté comme ayant poussé l'Empereur Nicolas dans la voie réactionnaire et, même, comme ayant sciemment provoqué l'événement sanglant du 22 janvier 1905 (1). Il fut toujours très sensible à ces accusations, et j'ai plus d'une fois recueilli de sa bouche des jugements très sévères à l'adresse des méthodes du parti ultra-conservateur. Sa femme, la Grande-Duchesse Marie Pavlowna, princesse allemande de naissance, mais devenue russe et, j'ajouterais, française, de cœur et d'esprit, a trop d'amis à Paris pour que j'aie besoin d'en faire ici le portrait. Elle eut également à souffrir de fausses imputations; on a voulu lui attribuer pour les intérêts de son pays d'origine une préférence qu'elle était loin de ressentir; je puis même certifier qu'elle avait sur le caractère et les véritables tendances de l'Empereur Guillaume un jugement particulièrement sévère, jugement que les faits ont pleinement justifié. Elle avait, à l'époque dont je parle, à Saint-Pétersbourg, en hiver, un salon extrêmement agréable

(1) Le dimanche 22 janvier 1905, une procession composée de plusieurs milliers d'ouvriers, ayant à leur tête le prêtre agitateur Gapone, s'était mise en marche dans la direction du Palais d'Hiver pour présenter à l'Empereur une pétition en faveur de la réforme constitutionnelle; elle fut arrêtée par les troupes qui firent feu et tuèrent un nombre considérable de manifestants. On s'accorde généralement à dater de ce « Dimanche Sanglant » le commencement de la révolution de 1905.

où elle recevait avec la plus grande simplicité l'élite de la société russe et du corps diplomatique auxquels elle continuait à offrir, en été, une large hospitalité dans sa résidence de Tzarskoë-Selo.

Parmi les autres membres de la famille Impériale, je ne mentionnerai que le Grand-Duc Nicolas Mikhaïlovitch, si connu non seulement en Russie, mais aussi en France, comme l'auteur de remarquables ouvrages historiques qui lui ont valu l'honneur d'être élu membre correspondant de l'Institut français. Doué d'une intelligence remarquable, hautement cultivé, il avait, seul de tous ses parents, adopté des idées nettement libérales qu'il exprimait avec la plus grande franchise et sans se soucier du surnom de « Philippe-Égalité » qu'on lui avait donné à la Cour; il était personnellement en très bons termes avec l'Empereur vis-à-vis duquel il avait tout son franc-parler; ce qui le rapprochait surtout de Nicolas II, c'est le goût qu'ils avaient en commun pour les études historiques; le Grand-Duc Nicolas Mikhaïlovitch était le président effectif de la Société Impériale d'histoire dont l'Empereur lui-même était Président d'Honneur; cette Société avait été fondée sous le règne de l'Empereur Alexandre II par un groupe d'hommes éminents qui avaient à leur tête le Prince Lobanoff et M. Polowitzoff (dont on se souvient encore à Paris où il a laissé le souvenir de son opulence et de sa passion pour les œuvres d'art); elle a rendu de très grands services à la science historique russe en publiant un nombre très considérable de documents diplomatiques tirés des principales archives européennes. J'appartenais moi-même au nombre très restreint des membres de cette Société, ce qui me mettait fréquemment en contact direct avec le Grand-Duc, avec lequel j'étais d'ailleurs lié d'une amitié personnelle datant depuis

plus de vingt ans. L'Empereur avait coutume de convoquer une fois par an la Société d'histoire, sous sa présidence, au Palais Impérial ; ces séances, où l'on écoutait la lecture de communications faites par les membres sur des sujets historiques et dont était bannie toute étiquette, étaient suivies de causeries fort animées sur les mêmes sujets. Le Grand-Duc y brillait au premier rang par ses hautes connaissances et sa prodigieuse mémoire ; malgré la haute estime dans laquelle il était tenu par Nicolas II, il n'eut jamais sur celui-ci d'influence politique et ne joua aucun rôle dans l'État. Particulièrement lié avec l'Impératrice douairière, il se bornait, comme elle, à assister en témoin clairvoyant et attristé aux événements ; le seul reproche que je lui fais est de n'avoir jamais tenté de sortir de cette passivité et d'appliquer ses grands talents à servir d'une manière plus active et plus pratique son pays. Au moment où j'écris ces lignes, j'ignore encore quel a été son sort après le triomphe du Bolchévisme et s'il n'a pas été une des victimes des massacres qui ont eu lieu dernièrement en Russie (1).

\*\*

Cette étude ne serait pas complète si j'oubliais de dire quelques mots des personnes qui formaient l'entourage immédiat de l'Empereur Nicolas et de l'Impératrice Alexandra. On a souvent attribué à cet entourage une influence politique et parlé de l'existence à la Cour Impériale d'un soi-disant « parti de Potsdam » qui aurait agi pour détacher Nicolas II de la France et le jeter dans les bras de l'Allemagne ; ce qui ajoutait à la vraisemblance

(1) A l'heure où ces lignes furent écrites, on ignorait encore en France la mort tragique du Grand-Duc.

de cette assertion, c'était la consonance allemande des noms portés par les deux principaux membres de la suite de l'Empereur : le Baron Freederiksez, ministre de la Maison Impériale, et le Comte Benckendorff, maréchal de la Cour. Il n'y a rien de vrai dans tout cela ; tout comme son père, l'Empereur Nicolas mettait un soin extrême à tracer une ligne de démarcation entre sa vie privée et le domaine de la politique ; aucune des personnes qui faisaient partie de son cercle intime ne fut jamais admise à donner son avis sur les affaires qu'il traitait exclusivement avec ses Ministres. (Il ne se départit, hélas ! de cette règle qu'en faveur de quelques personnages comme M. Bézobrazoff, etc., mais qui tous sont venus, pour ainsi dire, du dehors, et ne figurèrent jamais dans sa suite officielle.) A leur tour, les Ministres ne pénétraient jamais dans l'intimité du couple Impérial et, en dehors de leurs heures de travail avec le Souverain, ne paraissaient au Palais qu'aux occasions officielles. Sous ce rapport, l'Empereur fit une certaine exception en ma faveur, et j'eus plus souvent que mes collègues l'occasion de l'approcher d'une façon plus intime, mais cette intimité ne fut tout de même que relative, et jamais je ne fis, à proprement parler, partie du nombre très restreint qui partageait l'existence particulière et toute familiale de Nicolas II.

Le personnage le plus proche des souverains était le Baron Freederiksez, ministre de la Maison de l'Empereur ; il avait été dans sa jeunesse un des officiers les plus brillants et un des meilleurs cavaliers de la Garde Impériale et conservait encore, dans un âge avancé, une tournure très élégante ; d'une nature essentiellement droite et loyale, affable envers tout le monde, il était universellement aimé et respecté ; il avait pour l'Empe-

reut un dévouement de vieux serviteur grandi à la Cour, et pour l'Impératrice une espèce de culte chevaleresque; il jouissait de la confiance absolue du Souverain et avait sur lui une influence incontestable qu'il ne chercha jamais à exercer autrement qu'en faveur de causes bonnes et justes; mais cette influence, je le répète, ne s'est jamais fait sentir dans le domaine politique, du moins d'une manière permanente : il y a eu certes des occasions où l'un ou l'autre des Ministres eut recours à lui pour faire prévaloir leurs avis auprès de l'Empereur; mais, s'il s'est prêté à une aide pareille, ce fut chaque fois pour faire triompher une solution libérale et équitable; il se refusa constamment à servir d'instrument aux énergumènes de la réaction; je puis certifier que jamais il ne chercha à influencer Nicolas II dans un sens contraire à la France et favorable à l'Allemagne.

Tout ce que je viens de dire peut également s'appliquer au Maréchal de la Cour, Comte Paul Benckendorff, frère cadet du défunt Ambassadeur de Russie à Londres. Doué, comme celui-ci, d'un grand charme personnel, très distingué d'esprit et de manières, il se confinait strictement dans les devoirs que lui imposait l'administration très compliquée de la Cour; quoique professant personnellement des idées éclairées et libérales, il n'eut malheureusement jamais l'occasion de s'en faire l'avocat auprès de l'Empereur; il ne joua à aucun degré le rôle qu'on a voulu lui attribuer d'agent de l'influence allemande à la Cour et fut même, tout comme son frère ainé, l'objet d'une hostilité particulière de la part de l'Empereur Guillaume II.

Aucun rôle politique ne peut non plus être attribué au Grand Maréchal de la Cour, Prince Alexandre (ou, comme on l'appelait familièrement, Sandy) Dolgorouky;

ce grand seigneur, issu d'une des familles les plus illustres de la Russie et d'une branche de cette famille célèbre pour la beauté de ses membres, frappait par ses grandes manières et par sa belle prestance. Avec le baron Frédéric et le Comte Benckendorff, il formait un trio qui contribuait à communiquer aux cérémonies et aux réceptions de la Cour Impériale un cachet suprême d'élegance et de belle ordonnance que je n'ai vu surpassé à aucune autre Cour.

Il n'en est pas moins vrai qu'il y avait à cette époque en Russie un parti germanophile très puissant; seulement, ce parti, il fallait le chercher non à la Cour, mais parmi les membres ultra-conservateurs du Conseil de l'Empire; l'Empereur contribua, inconsciemment peut-être, à le renforcer en nommant systématiquement à la Chambre haute des représentants des idées réactionnaires.

Du côté féminin, à la tête de la suite de l'Impératrice, il y avait la grande Maîtresse de la Cour; cette charge fut remplie d'abord par la Princesse M. Galitzine et, après la mort de celle-ci, par Madame Z. Naryschkine; toutes deux étaient de véritables grandes dames, à l'esprit cultivé, à l'abord distingué et affable; mais ni l'une ni l'autre n'acquièrent une réelle influence sur l'Impératrice qui ne les laissa jamais pénétrer très avant dans son intimité. La seule personne réellement proche de la Souveraine était Madame Wyrouboff, qui n'exerçait aucune fonction officielle à la Cour; on a souvent prononcé son nom à propos de Raspoutine, dont elle paraît avoir été une des premières et des plus ferventes adeptes; je ne l'ai rencontrée qu'une ou deux fois dans ma vie et m'abstiendrai de tout commentaire sur son compte.

*Ici s'arrêtent les MÉMOIRES de M. Alexandre Iswolsky; cet ouvrage, que l'ancien ambassadeur de Russie à Paris avait entrepris dans sa retraite de Biarritz, fut interrompu au moment de son dernier voyage à Paris en 1918, et devait rester inachevé. Pendant la maladie qui précéda sa mort, en août 1919, il put cependant relire et corriger lui-même les chapitres qui constituent le présent volume. M. Iswolsky avait l'intention de terminer ses mémoires aussitôt qu'il retrouverait la santé; mais ce travail était demeuré dans son esprit à l'état de projet, sans qu'il l'ait confié au papier.*

*Il n'existe donc aucun brouillon ou notes permettant de reconstituer la suite des MÉMOIRES. Le présent volume contient l'unique témoignage écrit de la carrière politique de M. Iswolsky.*

HÉLÈNE ISWOLSKY.

## TABLE DES MATIÈRES

---

PRÉFACE . . . . .	IX
AVANT-PROPOS . . . . .	XVII
I. — Débuts dans la diplomatie . . . . .	23
II. — Guillaume II et Nicolas II . . . . .	45
III. — Coup d'œil en arrière . . . . .	93
IV. — La vie politique de la Russie en 1906 . . . . .	121
V. — L'héritage du comte Witte . . . . .	149
VI. — La première Douma . . . . .	183
VII. — Stolypine au pouvoir . . . . .	215
VIII. — Les réformes de Stolypine . . . . .	237
IX. — Nicolas II et son entourage . . . . .	263

PAYOT & C<sup>ie</sup>, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

LIEUTENANT-COLONEL DE CHAMBRUN  
ET CAPITAINE DE MARENCHES

L'ARMÉE AMÉRICAINE  
DANS LE  
CONFLIT EUROPÉEN

Un vol. in-8 . . . . . 10 fr.

Ce livre aura une grande valeur historique.

NEWTON D. BAKER,  
*Ministre de la Guerre des États-Unis.*

Désormais, l'histoire est écrite de l'effort accompli par notre peuple durant cette guerre sans exemple. MM. de Chambrun et de Marenches ont su montrer, avec une sincérité de documentation et une clarté égales à leur impartialité, comment les États-Unis sont parvenus à constituer de toutes pièces cette grande et vaillante armée qui, entre les mains fermes et expérimentées du Commandement suprême français, devait assurer la victoire définitive des Alliés. Organisation, combats, services de l'arrière, associations militaires de bienfaisance mêmes, etc... tout a été étudié en connaisseur, et par la les auteurs se sont acquis un titre inaltérable à notre reconnaissance.

WALTER BERRY,  
*Président de la Chambre de Commerce des États-Unis à Paris*

LORD ERNEST-W. HAMILTON

LES SEPT PREMIÈRES DIVISIONS ANGLAISES

Récit détaillé de leurs combats autour de Mons et d'Ypres

Un vol. in-16 . . . . . 5 fr.

Ce livre retrace les faits et gestes du 1<sup>er</sup> corps expéditionnaire qui quitta l'Angleterre et qui dans les combats autour de Mons, d'Ypres et à La Bassee, face à l'invasion, s'est en fait volontairement sacrifié et a été anéanti en accomplissant ce grand devoir.  
*(La Revue des Deux Mondes.)*

PAUL GENTIZON

L'ARMÉE ALLEMANDE DEPUIS LA DÉFAITE

*Préface du général de LACROIX*

Un vol. in-16 . . . . . 5 fr.

Au moment même où l'Allemagne se dérobe à l'exécution des clauses du traité de paix, et où la France, pour assurer sa sécurité, réclame des garanties effectives, ce livre, qui montre le camouflage de la nouvelle armée allemande, est de brûlante actualité et offre un patriotique intérêt.  
*Le Populaire de Nantes.*

PAYOT & C<sup>e</sup>, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

COLONEL F. FEYLER

LA GUERRE EUROPÉENNE  
AVANT-PROPOS STRATÉGIQUES  
LA MANŒUVRE MORALE

(Front d'Occident, août 1914-mai 1915)

Un vol. in-8 avec cartes hors texte. . . . . 12 fr.

L'auteur restera, pour les historiens de l'avenir, le témoin le plus véridique et le mieux averti des événements de la guerre. On rapprochera son nom de celui de Jomini, le digne et sévère commentateur des campagnes de Napoléon.

JACQUES MORLAND.  
(*L'Opinion*).

Philosophe et psychologue, aussi bien que tacticien, le colonel Feyler n'a pas négligé le facteur moral dans ses relations des opérations de guerre. Ses prévisions ont été ainsi généralement confirmées par les faits.

HENRI ALBERT.

Du même auteur :

PROBLÈMES DE STRATEGIE  
TIRÉS DE LA GUERRE EUROPÉENNE

LE PROBLÈME DE LA GUERRE

Un vol. in-8 avec cartes hors texte. . . . . 12 fr.

*Le Problème de la Guerre*, du colonel Feyler, pourra servir de préface magistrale à l'histoire future du grand conflit. Cette étude se poursuit à travers les phases diverses de cette longue lutte, sans entrer dans l'examen des opérations. Elle se borne à mettre en lumière l'évolution que suivit la politique des buts de guerre du gouvernement impérial, suivant les résultats atteints par la stratégie. Ainsi, si nous voyons au début de la guerre cette dernière étroitement liée à la politique et se révéler comme son premier effet, nous assistons à mesure que se prolonge la guerre, et surtout vers sa conclusion, à un renversement des valeurs : la politique, devenue, à son tour, étroitement dépendante de la stratégie.

JEAN NOREL.  
(*Le Mercure de France*).

Ce livre est une des meilleures vues d'ensemble qui aient été écrites sur la politique et la stratégie allemandes.

(*La Revue de Paris*).

PAYOT & C<sup>e</sup>, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

G. CLEMENCEAU

LA FRANCE DEVANT L'ALLEMAGNE

Un vol. in-8 . . . . . 7 fr. 50

C'est toute la pensée française que M. G. Clemenceau exprime dans cet ouvrage en homme d'Etat, en philosophe, en patriote.

(*La Nouvelle Revue*).

Lisez les trois cents pages de ce livre qui paraît court, qui donne la sensation d'une marche rapide, d'une montée à l'assaut.

Gustave GEFFROY.

JAMES-W. GERARD

ANCIEN AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS À BERLIN

MÉMOIRES

DE

L'AMBASSADEUR GERARD

Tome I : Mes quatre années en Allemagne.

Un vol. in-8 . . . . . 12 fr.

Tome II : Face à face avec le Kaiserisme.

Un vol. in-8 avec 8 hors-texte. . . . . 12 fr.

Recueil de notes intimes prises au jour le jour par M. Gerard à la suite de ses conversations, soit avec Guillaume II, soit avec son chancelier ou son ministre des Affaires étrangères ; c'est là un document d'un intérêt capital auquel il y aura lieu de se reporter pour connaître les dessous de la politique allemande pendant la période la plus critique de la guerre, car l'ambassadeur Gerard est certainement l'homme qui a le mieux vu l'Allemagne à cette époque.

(*L'Opinion*).

PAYOT & C<sup>ie</sup>, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

Collection de Mémoires, Études et Documents  
pour servir  
à l'Histoire de la Guerre mondiale

## MÉMOIRES DU GÉNÉRAL GALLIÉNI

DÉFENSE DE PARIS

(25 août-11 septembre 1914)

Un vol. in-8 illustré de 4 hors-texte et 7 cartes en déplié . . . 16 fr.

Aux Parisiennes et aux Parisiens qui ont vécu avec moi ces journées tragiques, je dédie ce volume.

(Juin 1915).

Général GALLIÉNI.

Ah! ces *Mémoires de Gallieni*, — quelle page d'histoire! Quel modèle Livre digne de Tacite, par la brièveté comme par la force.

Victor MARGUERITTE.

## ERICH LUDENDORFF

PREMIER QUARTIER-MAITRE GÉNÉRAL DES ARMÉES ALLEMANDES

## SOUVENIRS DE GUERRE

Préface du général BUAT, chef d'État-Major général de l'Armée

Deux vol. in-8 ornés de 46 cartes, ensemble . . . 40 fr.

Par l'étendue de ses vues comme par l'autorité de son auteur, ce livre est de beaucoup l'œuvre la plus considérable qui ait paru jusqu'ici sur la guerre.

(Le Times).

Il n'est probablement pas dans toute l'Allemagne un seul homme qui ait suivi les événements de la guerre, surtout pendant les deux dernières années, de si haut et de si près que Ludendorff. En l'écoutant, on est donc sûr d'entendre un témoin très passionné, mais très bien informé.

(Les Études).

PAYOT & C<sup>ie</sup>, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

GÉNÉRAL BUAT

CHEF D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARMÉE

## LUDENDORFF

(Ouvrage couronné par l'Académie française)

Un vol. in-16 orné d'un portrait en frontispice . . . 6 fr.

Le général Buat nous fait connaître Ludendorff, en mettant en relief, d'une manière saisissante, la figure puissante et foncièrement allemande du plus acharné de nos ennemis, vaincu et terrassé par les armées alliées conduites à la française par le maréchal Foch. Son livre, d'un grand intérêt, est un enseignement.

Général DE LACROIX (*Le Temps*).

Le Ludendorff du Général Buat est une sorte d'introduction aux *Souvenirs de Guerre* du premier quartier-maître général des armées allemandes. On y analyse l'homme, le rôle de tout premier rang qu'il n'a cessé de tenir, ainsi que les manœuvres qu'il a conduites, avec des fortunes diverses, sur les fronts de Pologne et de France. C'est là le sujet d'une étude passionnante pour nous, car notre curiosité est vive de connaître la pensée du Grand Quartier Général allemand à tous les tournants de cette guerre, d'en suivre les fluctuations, d'assister aux chocs d'idées des Excellences chargées de sa direction et de saisir enfin le caractère dominant du soldat qui fut, en dernier lieu, l'animateur de cette formidable entreprise et qui en régla les dernières convulsions.

(*Le Mercure de France*.)

Ce volume complète fort heureusement la grande publication documentaire des *Mémoires de Ludendorff*. Il est fondé sur ces mêmes souvenirs dont l'essentiel est ici recueilli, ordonné et éclairé par des explications et des commentaires suggestifs. La physionomie et le rôle de cette personnalité, un peu obscure pour nous et en réalité assez mal connue, y sont étudiées et ses manœuvres militaires ou sa doctrine de guerre y sont examinées et critiquées avec une compétence que le nom de l'auteur suffit à garantir.

(*Le Correspondant*.)

Ce livre est d'un passionnant intérêt. On y voit, au naturel, un des produits de l'éducation militaire allemande, qui prend l'enfant à peine au sortir du berceau et le conduit, par la voie de l'Académie de guerre et du Grand État-Major, jusqu'au sommet de la hiérarchie : Ludendorff en est le type accompli.

(*La Revue d'Artillerie*.)

PAYOT & C<sup>ie</sup>, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

VERNON KELLOGG

**PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE STRANFORD**

## MES SOIRÉES AU GRAND QUARTIER

## Mes conversations et aventures aux quartiers généraux de l'armée allemande en France et en Belgique

*Préface de THEODORE ROOSEVELT*

### Ancien Président des États-Unis

Dr. W. MUELHON

## L'EUROPE DÉVASTÉE

## (DIE VERHEERUNG EUROPAS)